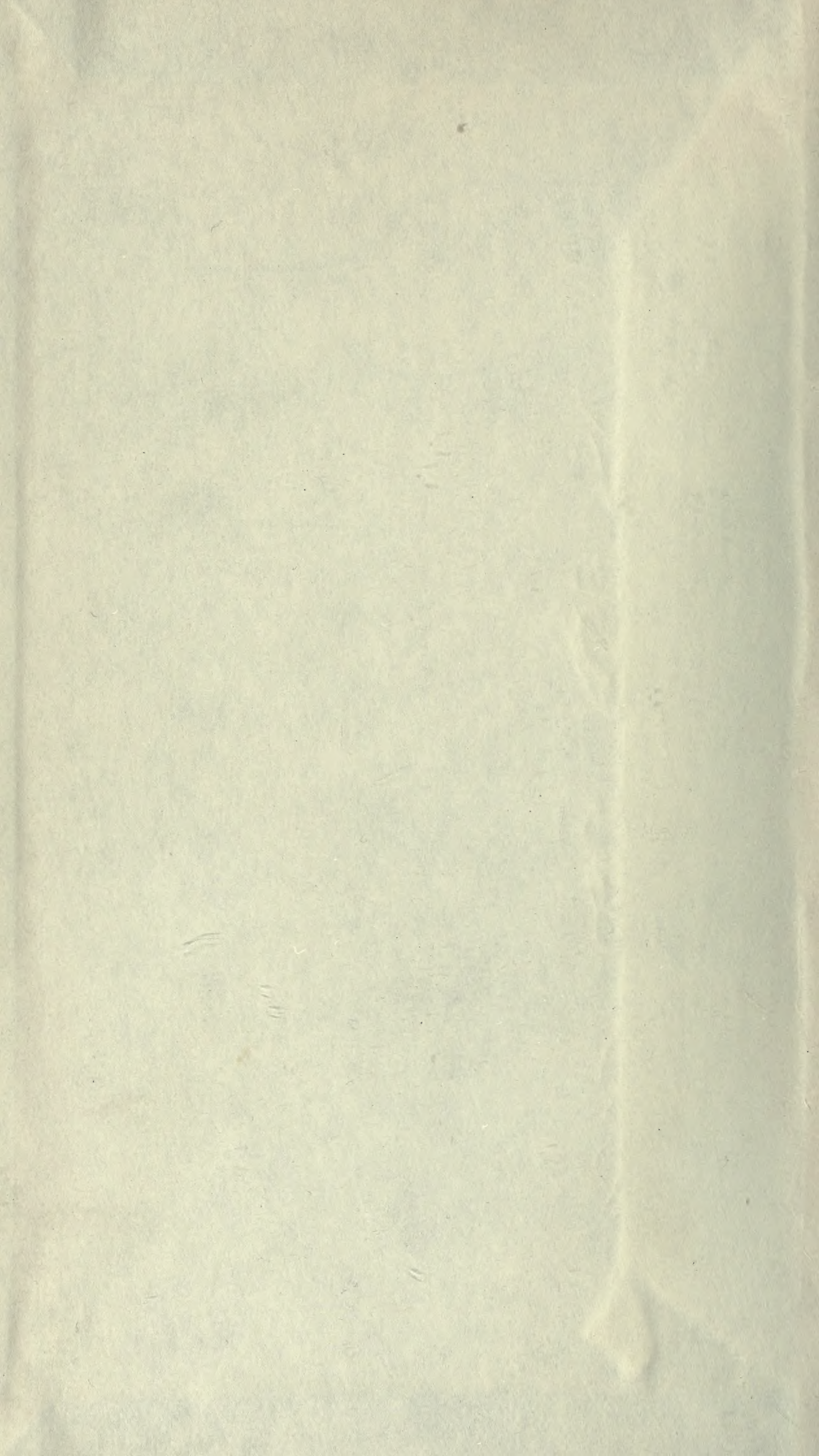
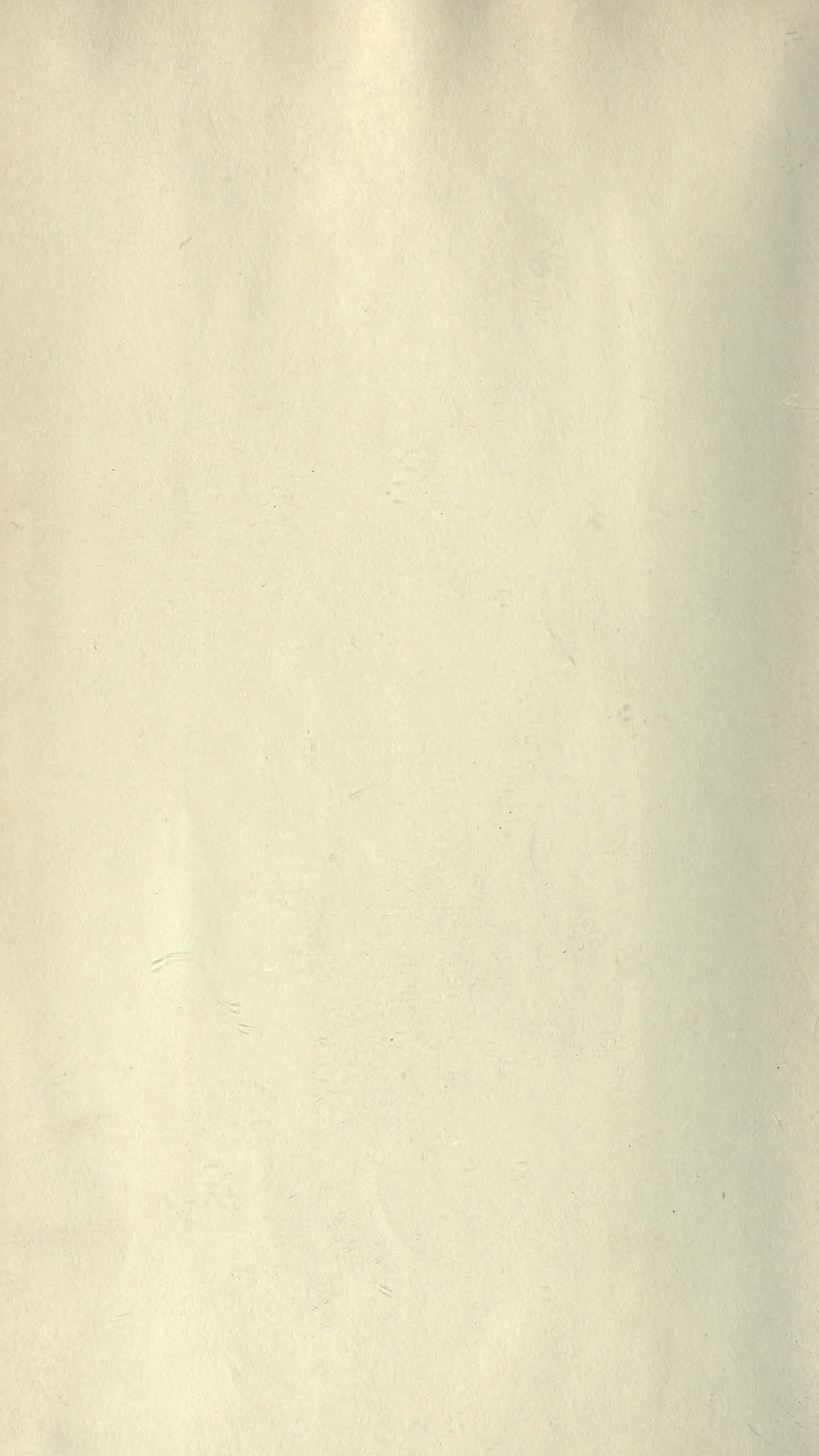
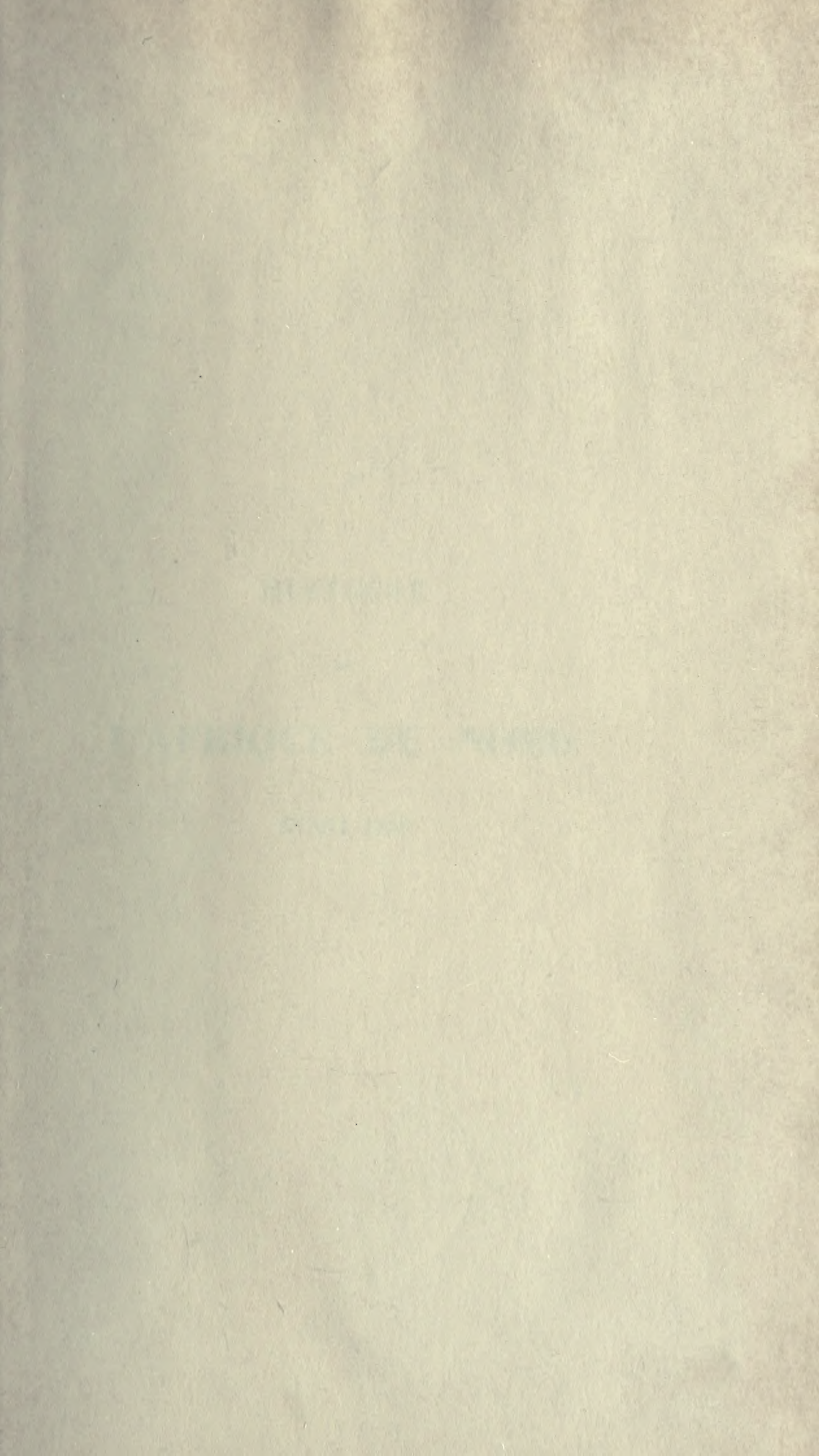
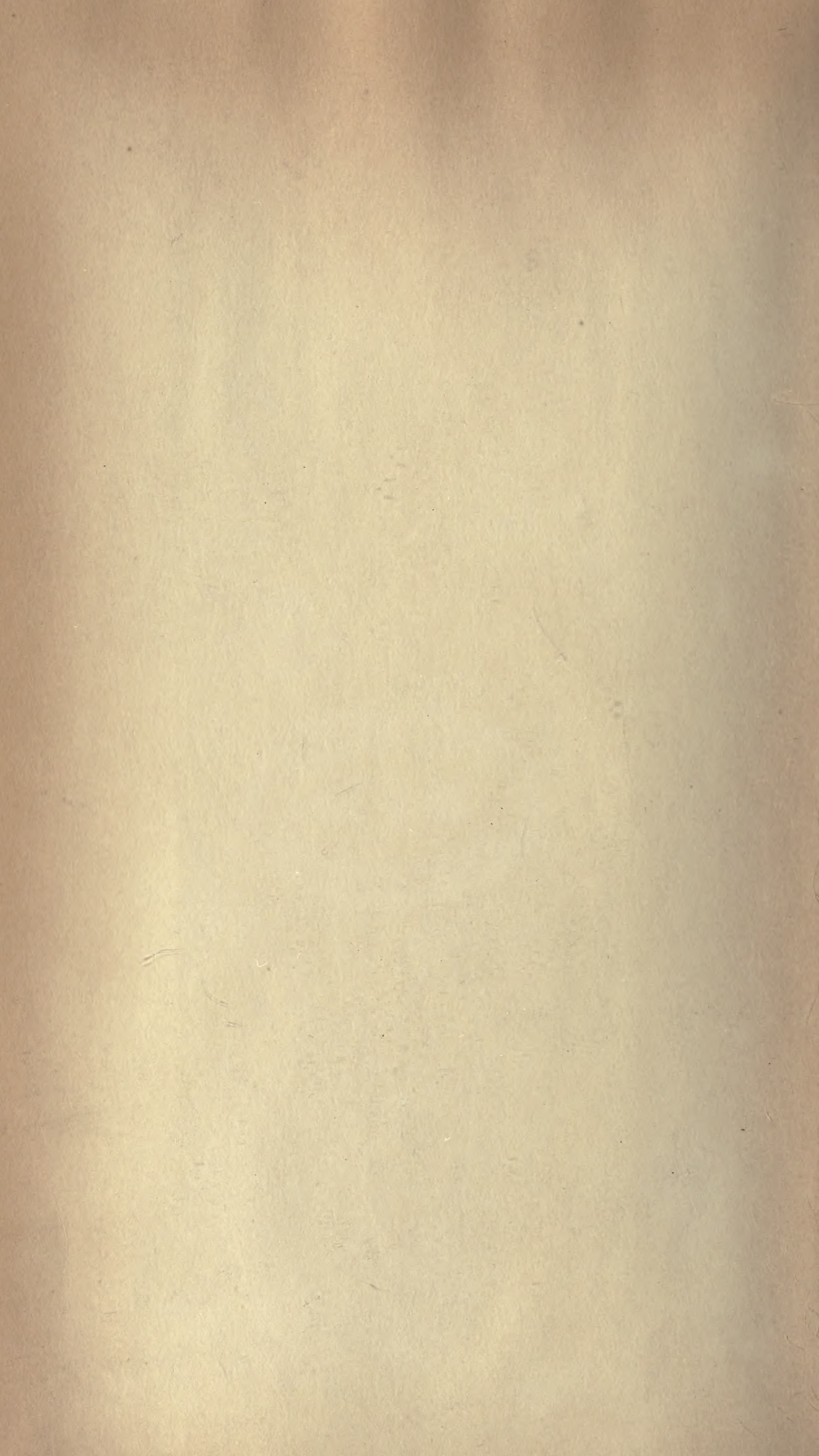
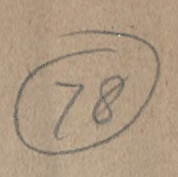

UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01730639 0











60C

HISTOIRE

DE

L'AFRIQUE DU NORD

AVANT 1830



HISTOIRE

DE

L'AFRIQUE DU NORD

AVANT 1830

PRÉCÉDÉE DE LA

GÉOGRAPHIE PHYSIQUE ET POLITIQUE

DE LA

TUNISIE, DE L'ALGÉRIE ET DU MAROC

AVEC

3 GRANDES CARTES

ET

12 PETITES CARTES OU CROQUIS

PAR

L. PÉCHOT

CAPITAINE BREVETÉ D'ÉTAT-MAJOR EN RETRAITE

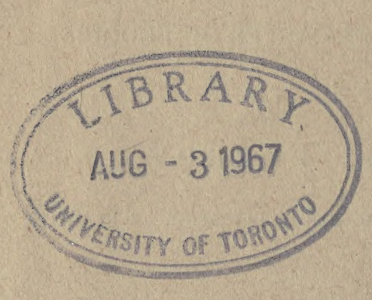


ALGER

GOJOSSO, IMPRIMEUR-EDITEUR

5, RUE BRUCE, 5

1914


LIBRARY
AUG - 3 1967
UNIVERSITY OF TORONTO

HISTOIRE DE L'AFRIQUE DU NORD

AVANT 1830

PÉRIODE TURQUE

PERIODE TURQUE. — GENERALITES

A partir du moment, où les deux frères, Baba Aroudj et Kheir Ed Dine, impriment une nouvelle orientation aux affaires de l'Afrique du Nord, et où les dynasties berbères, hafsite, abd el ouadite et mérinite vont disparaître à tout jamais, nous entrons dans un nouveau cycle de l'histoire de ce pays, cycle que nous désignerons sous le nom de « Période turque ».

Ce furent Baba Aroudj et Kheir Ed Dine qui, de leur propre initiative, donnèrent ce nouvel empire au Sultan de Constantinople ; mais celui-ci n'exerça son autorité que sur l'Algérie et la Tunisie et, seulement, dans les parties les plus rapprochées du littoral.

L'intérieur du pays resta presque complètement indépendant. Quand au Maghreb, il lui échappa absolument et conserva, toujours, ses souverains indigènes, connus, dans l'histoire, sous le nom de Cherif.

Tunis et Alger devinrent la résidence de gouverneurs turcs, portant différents titres et exerçant le pouvoir, au nom de la Sublime Porte, jusqu'au jour où cette souveraineté extérieure disparut, sinon en droit, du moins en fait, pour faire place à de nouveaux gouvernements, de forme héréditaire à Tunis et élective à Alger.

Depuis 1515, l'histoire de l'Afrique du Nord se compose de trois histoires distinctes, autant que peuvent l'être celles de puissances ayant des frontières communes et souvent des intérêts différents ou des ambitions contraires.

Tout d'abord, nous consacrerons un premier chapitre à Baba Aroudj et à Kheir Ed Dine et nous raconterons les péripéties de la lutte qui leur permit d'asseoir leur autorité sur cette partie de l'Afrique du Nord dont ils firent hommage au Sultan de Constantinople.

Dans un second chapitre, nous exposerons l'organisation administrative, civile et militaire, qui fut installée dans cette nouvelle possession turque. Cet exposé s'impose parce que les anomalies de cette organisation expliquent, jusqu'à un certain point, les crises violentes qui, à plusieurs reprises, changèrent la forme du gouvernement, aussi bien à Tunis qu'à Alger.

Après avoir ainsi étudié la création du nouvel empire et le fonctionnement des organes destinés à en assurer l'existence, nous aborderons son histoire proprement dite que nous diviserons en trois grandes sections.

1° Histoire de l'Algérie ;

2° Histoire de la Tunisie ;

3° Histoire du Maroc.

Nous commencerons l'exposé de cette période par l'histoire de l'Algérie ; c'est celle qui nous intéresse le plus : elle nous servira, ensuite, de point de repaire pour les deux autres.

L'histoire de l'Algérie se subdivise en quatre périodes caractérisées par le titre que porte le dépositaire de l'autorité :

1° Période des Bey Ler Bey	1546-1587
2° Période des Pacha triennaux	1587-1659
3° Période des Agha	1659-1671
4° Période des Dey	1671-1830

L'histoire de la Tunisie, compte trois périodes :

1° Période des organisations éphémères...	1574-1590
2° Période des Bey élus par le Divan....	1590-1650
3° Période des Bey héréditaires	1650- »

jusqu'à nos jours.

L'histoire du Maroc comprend seulement deux périodes :

1° Période des Cherif Saadiens.......... 1550-1650
2° Période des Cherif Filaliens.......... 1650- »
jusqu'à nos jours.

Avant de commencer l'histoire de la période turque, il est nécessaire de tracer un tableau aussi exact que possible de l'Afrique du Nord au commencement du XVIe siècle.

Les trois dynasties hafsite, abd el ouadite et mérinite, après avoir brillé d'un vif éclat, avaient ensanglanté le pays par des guerres plus que séculaires et étaient tombées dans une profonde décadence.

Depuis déjà plus de cent ans, les princes de ces différentes dynasties n'avaient plus qu'une autorité nominale ; ils passaient leur temps, soit à déjouer les complots des membres de leur famille ligués pour les détrôner, soit à faire rentrer dans l'obéissance des tribus révoltées contre leur incapacité ou leur despotisme. L'anarchie régnait partout ; les populations des provinces de Constantine, d'Alger et de l'Est de la province d'Oran ne reconnaissaient auaucune autorité. Au Maroc, chacun des princes de la famille des Mérinites s'était taillé une petite principauté, dans le vaste territoire du Maghreb-El-Acsa, et parvenait, à peine, à maintenir l'intégrité de son fief, contre les empiètements de ses voisins. Cette anarchie favorisait, étrangement, les progrès des Portugais et des Espagnols, aussi bien dans la conquête du pays que dans l'expansion de leur influence.

Au commencement du XVIe siècle, les Portugais possédaient au Maroc, Ceuta, Tanger, Arzila, Azemour, Mazagan, Safi ainsi que la province de Doukala, située entre l'Oued-Oum-Rebbia et l'Oued-Tensift, le long de la côte de l'Océan Atlantique. Les Espagnols occupaient, au Maroc, le Peñon de Velez et Melilla ; en Algérie, Mers-El-Kebir, Oran, le Peñon d'Alger, Bougie, et, en Tunisie, le fort de la Goulette, à la porte de Tunis. Nul doute que ces deux nations n'eussent réussi à conquérir le pays, tout entier, si, dans cette entreprise, elles avaient manifesté la moindre persévérance.

Les intrigues politiques, les compétions mesquines, les haines de race, les ambitions personnelles entretenaient,

partout, la lutte des énergies, l'incohérence des efforts, la misère des peuples. Aucune idée commune, aucun intérêt général ne pouvait réunir, dans un même sentiment, des volontés si disparates, des appétits si divers, des caractères si jaloux de leur indépendance.

Pourtant, il suffira de la volonté de deux hommes, pour établir un semblant d'ordre dans cette affreuse confusion, pour mettre un peu d'harmonie dans cet épouvantable chaos.

Ces deux hommes sont deux frères, doués d'une audace peu commune et, par dessus tout, d'une intelligence politique extraordinaire, qu'on est bien étonné de trouver chez des gens que leur éducation première avait si peu préparés à devenir des conducteurs de peuples.

Ces deux hommes sont Baba Aroudj et son frère Kheir Ed Dine.

Chronologie des Sultans Turcs

Sultan	Règne
Othman Ier	1299-1326
Orkhan	1326-1360
Amurath Ier	1360-1389
Bajazet Ier	1389-1402
Soliman Ier	1402-1410
Musa	1410-1413
Mahomet Ier	1413-1421
Amurath II	1421-1451
Mahomet II (Prise de Constantinople 1453)	1451-1481
Bajazet II	1481-1512
Selim Ier (*)	1512-1520
Soliman II (*)	1520-1566
Selim II (*)	1566-1574
Amurath III (*)	1574-1595
Mahomet III (*)	1595-1603
Achmet Ier (*)	1603-1617
Mustapha Ier (1re fois) (*)	1617-1618
Othman II (*)	1618-1622
Mustapha Ier (2e fois) (*)	1622-1623
Amurath IV (*)	1623-1640
Ibrahim (*)	1640-1648
Mahomet IV (*)	1648-1687
Soliman III (*)	1687-1691
Achmet II (*)	1691-1695
Mustapha II (*)	1695-1703
Achmet III (*)	1703-1730
Mahmoud Ier (*)	1730-1754
Othman III (*)	1754-1757
Mustapha III (*)	1757-1774
Abd ul Ahmid Ier (*)	1774-1789
Selim III (*)	1789-1807
Mustapha IV (*)	1807-1808
Mahmoud II (Prise d'Alger par les Français 1830) (*)	1808-1839
Abd ul Medjid	1839-1861
Abd ul Aziz	1861-1876
Abd ul Ahmid	1876-1909
Mohamed V	1909- »

Les noms suivis d'un astérisque sont ceux des Sultans qui ont exercé une suzeraineté effective ou nominale sur l'Afrique du Nord.

Nous avons conservé, dans ce tableau, l'orthographe généralement adoptée pour les noms des souverains ottomans.

BABA AROUDJ (1) ET KHEIR ED DINE

Vers la fin du XVe siècle, vivait à Metellin (ancienne Lesbos, aujourd'hui Mytilène), île de l'archipel turc, un renégat sicilien, marié à une andalouse ; en abjurant le christianisme, il avait pris le nom de Yacoub. Ce renégat, potier de son métier, eut quatre fils : Elias, Ishak, Aroudj et Kheir Ed Dine. Ces quatre frères abandonnèrent la profession paisible de leur père, préférèrent la vie aventureuse du marin, et ne tardèrent pas à s'enrôler dans les rangs des pirates qui, dans ce temps, désolaient le bassin oriental de la Méditerranée.

Aroudj qui, dit-on, commença à exercer le métier de corsaire, dès l'âge de treize ans, se fit bientôt remarquer par son audace et son intrépidité. A la mort de son père, il organisa, avec ses frères, une expédition dont l'issue fut désastreuse ; son navire, surpris par les galères des chevaliers de Rhodes, qui s'étaient consacrés à l'extinction de la piraterie, fut capturé, à la suite d'un combat acharné, au cours duquel Elias fut tué. Aroudj, lui même, fut fait prisonnier.

Emmené en esclavage, Aroudj ne tarda pas à trouver le moyen de s'échapper ; pendant quelque temps, il erra, sans ressources, dans les ports de l'Asie Mineure et de l'Egypte, travaillant, de ses mains, pour assurer sa subsistance.

Cependant, sa réputation de hardi corsaire avait survécu à sa défaite, et, tout à coup, on le vit reparaître à la tête d'une flotte, petite il est vrai, mais montée par les pires aventuriers, turcs pour la plupart. Il commença par ravager les côtes de la Pouille (2), puis il porta l'alarme dans toute la Méditerranée.

Il établit alors son quartier général à Tunis dont le Sultan Abou Abd Allah Mohammed (1494- ?) lui donna l'au-

---

(1) Baba Aroudj, plus connu sous le nom de Barberousse, que lui ont donné les historiens européens de l'époque. Nous pensons qu'il est préférable de lui conserver son véritable nom de Baba Aroudj.

(2) Pouille, en italien Puglia, en latin Apulia, province du S.-E. de l'Italie, dont les côtes s'étendent le long de l'Adriatique, d'une part, et du Golfe de Tarente, d'autre part.

torisation d'abriter sa flotte, dans les ports de la Tunisie, moyennant l'engagement de respecter les personnes et les biens des sujets et alliés de la dynastie hafsite, et de verser, dans les caisses du trésor tunisien, le cinquième des prises qu'il ferait sur les Chrétiens.

C'est à Tunis que son frère Kheir Ed Dine vint le rejoindre.

Les deux frères continuèrent, pendant plusieurs années, leurs opérations de piraterie lucrative, et, en 1512, ils se trouvèrent à la tête d'une flotte assez nombreuse, bien équipée et montée par les plus intrépides forbans. Ils conçurent l'idée de se créer un royaume indépendant, et, ils jetèrent leur dévolu sur la ville de Bougie, tombée, deux ans auparavant, au pouvoir des Espagnols.

Au mois d'Août 1512, Aroudj débarqua aux environs de Bougie, mais, en faisant une reconnaissance autour de la place, il eut le bras gauche emporté par un boulet. Arrêté par ce contre temps, Aroudj rentra à Tunis, pour se faire soigner. Cependant, Kheir Ed Dine alla faire une tournée sur les côtes d'Espagne, qu'il ravagea, ainsi que l'île Minorque, puis il fit une apparition sur les côtes de la Corse, où il captura un certain nombre de navires ; de là, il rentra à Tunis, au commencement de la mauvaise saison.

Les premiers mois de l'année 1513 furent loin d'être favorables aux deux frères. L'amiral André Doria, commandant, à ce moment, la flotte génoise, leur captura ou brûla près de la moitié de leurs navires, et Aroudj se vit obligé de se retirer à l'île Djerba, pour réorganiser sa flotte et ses équipages.

En 1514, pour se venger des échecs qu'il venait de subir, et, pour réparer les pertes qu'il avait faites l'année précédente, Aroudj décida d'attaquer Djidjelli, occupée par les Génois, depuis l'an 1260. Grâce aux intelligences qu'il avait su se ménager dans la place, grâce aussi à l'assistance que lui prêtèrent les tribus Kabyles des environs, la ville fut bientôt prise ; elle fournit aux vainqueurs un immense butin, qui fut partagé, également, entre tous les alliés.

Aroudj et Kheir Ed Dine prélevèrent, sur leur part, un présent considérable qu'ils offrirent au sultan Selim

(1512-1520) régnant alors à Constantinople. Cette attention des corsaires, pour le Prince des Croyants, était d'une grande habileté politique ; par cette démarche, en effet, ils se mettaient sous la protection d'un souverain puissant, dont ils avaient l'air de se reconnaître les vassaux. Le Sultan, de son côté, fut très heureux d'agréer cet hommage, qui lui permettait d'espérer de voir un jour l'Afrique du Nord devenir une province de ses états, sans qu'il eût aucun risque à courir pour en faire la conquête.

Encouragé par cet éclatant succès, désireux également de réparer son échec de 1512, Aroudj, après avoir noué des intelligences avec les Kabyles du Djurdjura, se présenta de nouveau devant Bougie, défendue par Don Raymond Carroz. Au bout de trois mois d'inutiles efforts, Aroudj fut obligé de lever le siège. Pour comble de malheur, les eaux de l'Oued-Sahel (1), dans lequel il avait fait entrer ses navires, pour les mettre à l'abri des tempêtes du large, ayant beaucoup baissé, il se vit dans l'impossibilité de les remettre à flot ; il dut les incendier, pour les empêcher de tomber aux mains de l'ennemi.

L'année 1515 fut employée, par les deux frères, à reconstituer une nouvelle flotte et à enrôler de nouveaux combattants.

C'est à ce moment que Saleme Ben Toumi qui commandait les populations d'Alger et de ses environs, désireux de chasser du Peñon de cette ville, la garnison espagnole qui constituait une menace permanente pour sa capitale, mais ne se sentant pas de force à mener à bien cette entreprise, eut l'idée de solliciter le concours de Aroudj, dont la réputation s'était répandue dans tous les états barbaresques.

Aroudj s'empressa d'accepter. De Djidjelli, il partit par terre, pour Alger, emmenant avec lui 800 Turcs et 3.000 Kabyles ; en même temps, il fit embarquer 1.500 Turcs pour atteindre, par mer, la même destination. Avant de partir, il fit part à son frère Kheir Ed Dine, encore à Tunis, de sa nouvelle entreprise, en l'invitant à lui envoyer direc-

---

(1) Oued-Sahel appelé aussi quelquefois, dans son cours inférieur, Oued-Soummame.

tement, et le plus tôt possible, sur le théâtre des opérations, tous les soldats qu'il pourrait enrôler.

Arrivé à Alger, Aroudj ne fit qu'y passer, il se dirigea immédiatement sur Cherchell, dont il s'empara, presque sans coup férir. Revenu à Alger, il trouva les renforts envoyés par Kheir Ed Dine et commença l'attaque contre le Peñon, qu'il canonna, pendant un mois, sans parvenir à l'entamer.

Mais d'un autre côté, il ne perdait pas son temps ; ses intrigues lui permirent de se créer de nombreuses intelligences, dans Alger même. Quand il se vit sûr du succès, il se saisit de Saleme Ben Toumi, le fit pendre à la porte Bab-Azoun, et se fit proclamer roi d'Alger.

Le fils de Ben Toumi trouva le moyen de s'échapper et se réfugia, d'abord, à Oran, puis ensuite, en Espagne, où tous ses efforts tendirent à obtenir vengeance de l'assassinat de son père.

Maître d'Alger, Baba Aroudj appela, près de lui, son frère Kheir Ed Dine, alors à Djerba ; puis, se défiant de la fidélité des Algériens, dont il connaissait, par expérience, la duplicité, il s'empressa de s'entourer d'une espèce de garde prétorienne qui eut plus tard une très grande influence sur les destinées de la ville. Cette milice, qui reçut d'abord le nom d'Odjak, (1) est plus connue sous le nom de Janissaires (2) qu'elle porta plus tard. Nul ne pouvait en faire partie, s'il n'était turc ou renégat étranger ; afin de mieux soustraire cette troupe aux influences locales, les fils même des janissaires ne pouvaient y prendre du service, s'ils étaient nés à Alger. De plus, pour s'attacher solidement ces bandits, par les liens de l'ambition et de la cupidité, Aroudj décida qu'aucun emploi public ne pourrait être accordé à quiconque n'aurait pas appartenu à cette milice.

En 1516, Ferdinand le Catholique venait de mourir

---

(1) Le mot odjak (fourneau, en turc) désignait, primitivement, un groupe de soldats. Peu à peu, sa signification s'étendit à toute la milice, puis ensuite, eu égard à l'influence que celle-ci prit sur les affaires de l'état, on finit par l'appliquer au gouvernement lui-même.

(2) Janissaire vient de deux mots turcs : Iéni et Tchéri, qui signifient : troupe nouvelle.

et le cardinal Ximénès, inquiet de la tournure que les évènements prenaient à Alger, résolut de frapper un grand coup. Une armée de 8.000 hommes commandée par Diégo de Véra fut débarquée, vers la fin de Septembre 1516, sous les murs d'Alger, pour en faire le siège. Les circonstances paraissant favorables, une attaque de vive force fut tentée, mais au bout de quelques heures de combat, une panique se déclara dans les troupes espagnoles, qui prirent la fuite, laissant, sur le terrain, 3.000 morts et 400 prisonniers. Le désastre devint plus complet, par suite d'une tempête furieuse qui détruisit la plus grande partie de la flotte, avant qu'elle pût rallier les ports de la Péninsule.

Rassuré du côté de l'Espagne, Aroudj profita du prestige que cette victoire inespérée lui donna, dans l'esprit si mobile des tribus berbères, pour étendre sa domination sur tous les environs d'Alger. Blida, Médéa, Miliana et la Kabylie reconnurent son autorité. Il s'occupa, ensuite, d'organiser l'administration de son royaume ; il confia la partie orientale à son frère Kheir Ed Dine, dont il fixa la résidence à Dellys ; il garda, pour lui, la partie occidentale, dont Alger fut la capitale ; il fit immédiatement augmenter les fortifications de cette place, puis, continuant l'exécution de son plan de conquête, il attaqua Ténès qu'il enleva, sans peine, à un prince de la famille des Abd El Ouad (1517).

Pendant le séjour qu'il fit à Ténès, pour organiser cette nouvelle province, il reçut une députation d'habitants de Tlemcen, lui demandant sa protection contre leur Sultan nommé Bou Hamou.

Ici nous sommes obligé de faire une digression nécessaire à l'intelligence des faits que nous avons à exposer.

Les questions de succession au trône, ont toujours été et sont, encore aujourd'hui, les causes ou les prétextes de la plupart des crises qui ont agité, autrefois, et agitent, de nos jours, le monde musulman. Le Coran n'a pas prévu la question ; en l'absence de règles certaines, on invente, au petit bonheur, et pour chaque cas particulier, une jurisprudence qui a la prétention d'appliquer les principes généraux du Coran, concernant les successions. Cette solution est consignée dans une consultation juridique, ré-

digée par les imam et muphti, et nommée féthoua. Comme toute consultation juridique est controversable, les prétendants évincés en contestent souvent, sinon toujours, la valeur, et il n'est pas rare qu'ils en appellent au meurtre et à l'insurrection pour satisfaire leurs ambitions. Ajoutons que, eu égard à la polygamie, les souverains musulmans laissent ordinairement, après eux, de nombreux descendants (1) presque tous désireux de s'emparer de l'autorité suprême, et qu'il est rare que la désignation de son successeur, faite par un père prévoyant, puisse mettre un frein à l'ardeur des compétitions.

En 1517, une question de succession au trône divisait les habitants de Tlemcen ; les uns étaient partisans de Bou Ziane, les autres de Bou Hamou. Ce dernier avait su mettre dans ses intérêts les Espagnols, installés à Oran depuis sept ans. Grâce à leur appui, il s'était emparé du pouvoir et avait jeté son adversaire en prison.

Les partisans de Bou Ziane s'adressèrent à Aroudj. Celuici s'empressa d'accueillir leur demande d'intervention qui lui permettait d'étendre le cercle de ses opérations. Il se mit immédiatement en marche vers l'Ouest ; Bou Hamou se porta à sa rencontre et lui livra bataille, à 20 kilomètres d'Oran, mais il fut battu et dut se réfugier à Fez, sous la protection des Sultans mérinites.

Aussitôt après sa victoire, Aroudj se porta sur Tlemcen, dont les habitants lui ouvrirent les portes, non sans lui avoir préalablement fait jurer, sur le Coran, qu'il ne causerait aucun dommage aux habitants et qu'il établirait Bou Ziane sur le trône. Tout d'abord, Aroudj parut vouloir tenir ses promesses ; il fit sortir Bou Ziane de prison ; mais, ensuite, il le fit pendre, lui et ses sept fils, puis il se débarrassa de tous les autres membres de cette famille, en les faisant noyer dans une pièce d'eau du palais. Lui même, présida à cette exécution, prenant plaisir, dit-on, à considérer les dernières convulsions de ses victimes. Enfin, pour terminer, il fit mettre à mort soixante dix des principaux partisans de Bou Ziane, précisément ceux qui

(1) Une tradition prétend que Moulaï Ismaïl, Sultan du Maroc, mort en 1727 à l'âge de 81 ans, laissa plus de 800 enfants mâles. Une autre tradition réduit, il est vrai, ce chiffre à 548 garçons, auxquels il conviendrait d'ajouter un supplémenut de 340 filles.

avaient demandé son appui, disant que, puisqu'ils avaient bien pu lever l'étendard de la révolte contre leur Sultan Bou Hamou, ils seraient bien capables de conspirer contre lui même. Ayant ainsi pris toute précaution pour assurer sa sécurité, il se proclama roi de Tlemcen, sous la suzeraineté du Sultan de Constantinople, auquel il fit hommage de sa conquête.

Pour assurer ses communications avec Alger, il fit établir un poste de 500 hommes, à Kalaa (1), petite forteresse située à 23 km. N.-E. de Mascara, sur la route de Mascara à l'Hillîl, et il en confia le commandement à son frère, Ishak.

Pendant ce temps, Bou Hamou avait demandé à Charles-Quint (1516-1558), qui venait de monter sur le trône, son appui, pour rentrer dans ses états.

D'un autre côté, les Arabes demeurant dans les environs de Tlemcen, effrayés par les atrocités commises par Aroudj, réclamaient l'intervention des Espagnols. Le gouverneur d'Oran, Don Diégo de Cordova, marquis de Comarès, reçoit l'ordre d'agir ; il donne d'abord des secours en hommes et en munitions aux Arabes des environs de Tlemcen insurgés contre les Turcs, ce qui force Aroudj à demander des renforts à Kheir Ed Dine. D'Alger, celui-ci lui envoie 600 hommes. Comarès porte à leur rencontre une colonne d'un nombre égal de soldats, mais les Turcs ont le temps de se jeter dans Kalaa et, quelques jours après, les Espagnols tombés dans une embuscade sont exterminés.

Une nouvelle colonne, commandée par le colonel Martin d'Argote, se porte derechef sur Kalaa où les Turcs du détachement de renfort se trouvaient encore, en train de fêter leur victoire. La forteresse est cernée, on y ouvre une brèche à coups de mine et les défenseurs sont obligés de capituler ; mais, pendant que la garnison rend ses armes, une querelle éclate entre un Espagnol et un Turc ; ce dernier est tué. C'est le signal d'une horrible boucherie. Tous les Turcs sont massacrés, y compris Ishaq, le frère de Aroudj.

Aussitôt après, la colonne se dirige sur Tlemcen où

(1) C'est la Kalaa des Beni Rached, par opposition à la Kalaa des Beni Abbes, située à l'E. d'Alger, à environ mi-distance entre Alger et Constantine.

Aroudj attendait impatiemment l'arrivée des renforts dont on lui avait annoncé l'envoi, mais qui avaient subi un si triste sort, sous les murs de Kalaa. Cerné étroitement au dehors, sentant la révolte gronder sourdement au dedans, Aroudj se décide à la fuite.

Une nuit, il sort, par une poterne dérobée, n'emmenant, avec lui, que quelques serviteurs dévoués et quelques mulets chargés d'or et des objets les plus précieux. Il franchit heureusement les positions des assiégeants, et, il y a déjà cinq heures qu'il est en route, lorsque la nouvelle de son départ parvient au camp espagnol. Immédiatement, on se lance sur ses traces. Enfin, au bout d'une chevauchée épique, l'intrépide corsaire qui, pour retarder la poursuite, a sacrifié or et objets précieux, qu'il a fait jeter sur la route, se voit abandonné par la plupart de ses compagnons. Il s'arrête mourant de fatigue et de soif ; décidé à vendre chèrement sa vie, il se réfugie dans des bâtiments ruinés sur les bords de l'Oued-Melah (1) (affluent de gauche de la Mina). Il y est rejoint par des cavaliers espagnols dont l'un, Garcia de Tinéo, le transperce d'un coup de lance. De son unique main, Aroudj se défend encore et blesse son adversaire. Celui-ci cependant prend l'avantage, le tue et lui coupe la tête (1518).

Telle fut la fin héroïque de cet intrépide corsaire, que l'on doit admirer pour son audace, ainsi que pour son véritable génie de conquérant et d'organisateur, tout en stigmatisant, comme il convient, sa duplicité et ses abominables cruautés.

Sa tête fut d'abord portée à Oran, puis ensuite, promenée de ville en ville, dans toute l'Espagne, comme le plus glorieux des trophées.

Kheir Ed Dine (1518-1520). — La mort de Baba Aroudj

---

(1) La version, donnée par Mercier (*Histoire de l'Afrique Septentrionale*, T. III, page 22), paraît beaucoup plus vraisemblable, quant à la direction que prit Aroudj dans sa fuite : « De « Tlemcen Aroudj et ses compagnons se dirigèrent vers Oudjda « et furent rejoints, par les Espagnols, aux environs du Mara- « bout de Sidi-Moussa, à environ 80 km. à l'Ouest de Tlemcen, « au pied du versant Sud des montagnes des Beni Snacene. »
D'après le même auteur, l'Espagnol qui eut l'honneur de venir à bout de Aroudj fut un enseigne nommé : Garcia Fernandez de la Plaza.

plongea Kheir Ed Dine dans un profond découragement, mais il se ressaisit vite.

Par ses intrigues, et aussi, grâce au supplice de quelques esclaves chrétiens, qu'il fit massacrer pour venger, disait-il, la mort de son frère, il sut se concilier la faveur populaire. Il réussit à se faire proclamer roi, mais pour se ménager, en cas de besoin, la protection du Sultan de Constantinople, il n'accepta le pouvoir, qu'à titre provisoire, réservant son acceptation définitive, pour le cas où le Grand Pacha Selim (1512-1520) confirmerait son élection. Le Sultan, flatté de cette déférence, lui envoya immédiatement des secours et lui donna toutes facilités pour recruter des soldats dans l'empire turc.

Cependant, des évènements graves se passaient en Algérie, et Kheir Ed Dine n'avait pas trop de toute son activité, pour y faire face.

Dès le milieu de l'année 1518, aussitôt après la mort d'Aroudj, Charles-Quint décida une nouvelle expédition contre Alger. Quatre mille cinq cents hommes, provenant de Sicile, furent embarqués, sous les ordres du Hugo de Moncade ; mais la flotte, composée de plus de 40 navires, au lieu de gagner directement Alger, perdit du temps en faisant escale à Bougie, d'abord, à Mers-El-Kebir, ensuite, dans le but d'embarquer de nouveaux contingents et de combiner ses efforts, avec une attaque simultanée des tribus arabes et kabyles.

Enfin, le 17 août 1518, la flotte espagnole arriva à Alger ; le débarquement s'opéra, sans la moindre résistance de la part des Turcs, et déjà l'armée occupait les hauteurs de Fort l'Empereur, lorsque le général espagnol suspendit le mouvement en avant, pour attendre l'arrivée des contingents arabes et kabyles. Mais le 24 Août, il s'éleva une furieuse tempête, vingt-six navires furent jetés à la côte, et 4.000 hommes périrent noyés. Devant ce désastre, Hugo de Moncade crut prudent de renoncer à son entreprise ; il abandonna tout son matériel de siège et se hâta de rembarquer les débris de son armée.

Aussitôt après le départ de l'escadre espagnole, Kheir Ed Dine ordonna le massacre de tous les esclaves chrétiens ; plus de 3.000 furent égorgés, 74 seulement eurent la vie

sauve. A la suite de cette exécution barbare, Kheir Ed Dine crut devoir envoyer un de ses lieutenants renouveler, à Constantinople, sa déclaration de vasselage ; cette démarche lui valut la confirmation de son investiture.

A ce moment, Kheir Ed Dine, malgré son habileté politique, eut l'idée malencontreuse de confier l'administration des territoires, qui reconnaissaient son autorité, à deux hauts fonctionnaires, que nous désignerions, aujourd'hui, sous le nom de Bach-Agha. L'un, Ahmed Ben El Cadi, grand chef kabyle, résidant à Kouko (1) eut le gouvernement de toute la partie Est, l'autre, Mohamed Ben Ali fut chargé de l'administration de la partie Ouest.

Cependant, les deux princes souverains de Tunis et de Tlemcen voyaient, avec inquiétude, grandir la puissance des Turcs établis à Alger ; ils se concertèrent, pour corrompre les deux représentants de Kheir Ed Dine. Des deux côtés, il y eut défection, des deux côtés Kheir Ed Dine eut à lutter contre ses lieutenants. Après dix-huit mois de luttes incessantes, pendant lesquelles les revers alternèrent avec les succès et les trahisons succédèrent aux défections, Kheir Ed Dine, incapable de tenir plus longtemps la campagne, se vit obligé de se réfugier dans Alger, où Ahmed Ben El Cadi vint l'assiéger ; mais, là encore, sentant le vent de la révolte souffler tout autour de lui, il se décida à s'enfuir furtivement ; il gagna, d'abord Djidjelli, et ensuite Djerba. Dans la hâte de sa fuite, Kheir Ed Dine n'avait pu emmener que trois petits bâtiments. Aussitôt après son départ, Alger se jeta dans les bras de

Ahmed Ben El Cadi (1520-1527. — Le gouververnement, d'Ahmed Ben El Cadi, dura 7 ans, mais il ne se signala par aucun évènement important. Pendant ce temps, Kheir Ed Dine avait repris sa vie de corsaire, et le bonheur constant de ses audacieuses pirateries avait rallié, autour de son pavillon, l'élite des intrépides aventuriers qui jetaient, alors, la terreur sur toutes les côtes de la Méditerranée.

Quand il eut réuni des ressources suffisantes, en hommes

---

(1) Kouko (ou Koukou), capitale de la tribu des Zouaoua, à 18 km. E.-S.-E. de Fort-National.

et en argent, il n'eut plus qu'un but : rentrer en maître dans son ancien royaume. Tout d'abord, des intelligences furent nouées avec les mécontents de la ville d'Alger, puis, commença la période des opérations militaires. Après quelques escarmouches, heureuses pour les troupes d'Ahmed Ben El Cadi, son armée fut attirée et détruite dans les gorges du pays des Flitta, entre Dra-El-Mizane et Tizi-Renif. Quelque temps après, Ahmed lui-même fut assassiné, et Kheir Ed Dine put rentrer à Alger en 1527.

Kheir Ed Dine (2e fois, 1527-1533). — Pendant deux ans encore Kheir Ed Dine eut à lutter, pour faire reconnaître, sans conteste son autorité, et rétablir la paix, sur le territoire compris entre Tlemcen et Constantine. Enfin, après avoir obtenu ce résultat, il reprit l'exécution d'un projet qu'il avait à cœur depuis longtemps : chasser les Espagnols du Peñon d'Alger.

1530. — Après avoir détruit, dans les eaux des îles Baléares, une flotte espagnole de huit navires, il revint à Alger et somma le commandant du Peñon, Martin de Vargas, de lui livrer le fort, moyennant une capitulation honorable. Quoique sachant fort bien qu'il n'avait, tant en vivres qu'en munitions, que des ressources très restreintes et qu'il n'y avait à attendre aucun secours du dehors, le noble Espagnol refusa, avec indignation. Dès lors, le bombardement commença (6 mai 1530) et, une brèche ayant été ouverte, l'assaut fut donné le 16 mai.

Malgré les prodiges de valeur de ses défenseurs, le Peñon fut emporté, de vive force. Des 150 hommes, qui composaient la garnison, il n'en restait plus que 25 vivants, mais hors de combat, et, parmi eux, l'héroïque Martin de Vargas. Tout d'abord, Kheir Ed Dine le traita avec les plus grands égards, mais bientôt il changea totalement de conduite, devant le refus inébranlable, de son prisonnier, de se faire musulman. Enfin, furieux de cette résistance, il fit périr son malheureux adversaire sous le bâton. Cette atrocité, commise de sang froid, à l'égard d'un vaincu déjà âgé, et dont la bravoure aurait dû lui concilier les sympathies de son vainqueur, attache un stigmate indélébile à la mémoire de Kheir Ed Dine.

Le Peñon fut rasé et l'îlot, sur lequel il était bâti, fut

relié, à la terre ferme, par une jetée qui ferma la darse, du côté du Nord, et forme aujourd'hui la rampe conduisant à l'Amirauté.

1531. — L'année suivante, l'amiral André Doria, alors au service de Charles-Quint, surprit une partie de la flotte de Kheir Ed Dine, à Cherchell, et l'incendia. Il s'empara facilement de la ville, mais les troupes s'étant débandées, pour se livrer au pillage, les Turcs, qui occupaient encore la Kasba, se ressaisirent et, en un moment, 1.400 Espagnols furent massacrés et 600 faits prisonniers furent réduits en esclavage. Kheir Ed Dine mit, aussitôt, à la voile, pour poursuivre André Doria. Il ne put le rejoindre, mais il alla ravager les côtes de Provence et d'Italie, puis il établit une croisière sur les côtes d'Espagne, d'où il rapatria, dit-on, environ 6.000 musulmans, qui avaient abjuré, pour pouvoir rester en Espagne, après la prise de Grenade, et qui désiraient revenir à leur première religion.

1532. — Kheir Ed Dine fait commencer la construction de l'enceinte continue d'Alger.

1533. — Kheir Ed Dine est appelé à Constantinople, où il est nommé Capitan-Pacha (1). Nous constaterons, en passant, un fait qui prouve que Kheir Ed Dine, tout en obéissant aux ordres du Sultan de Constantinople, se considérait bien, cependant, comme souverain indépendant : ce fut lui qui désigna son successeur, nous pourrions, presque, dire son intérimaire, et il le choisit parmi les officiers qui, jusqu'alors, avaient partagé sa fortune.

Hacene Agha (1533-1544). — Pendant les premières années de l'administration d'Hacene Agha, l'histoire d'Alger est tellement enchevêtrée dans celle de Tunis et dépendante des faits et gestes de Kheir Ed Dine, que nous allons, dans les pages suivantes, paraître continuer son histoire.

Aussitôt investi du commandement de la flotte ottomane, Kheir Ed Dine, qui avait toujours rêvé de réunir, sous son autorité, l'ancienne province romaine d'Afrique, persuada

---

(1) Capitan Pacha, commandant en chef de la flotte ottomane, et gouverneur général des côtes et îles de l'empire turc.

au Sultan Soliman qu'il était nécessaire de s'emparer de Tunis (1).

1534. — Il met ce projet à exécution et il proclame la Tunisie province de l'empire ottoman.

La même année, les Génois occupent l'île de Tabarka et y construisent une petite forteresse.

1535. — Charles-Quint, inquiet des progrès des Turcs dans l'Afrique du Nord, décide une expédition contre Tunis. Kheir Ed Dine, abandonné à ses propres ressources est vaincu sous les murs de cette ville et, battant en retraite, se retire d'abord sur Bône. Tunis est occupée par les Espagnols.

1536. — Kheir Ed Dine rentre à Alger, après avoir évacué Bône, dont les Espagnols s'emparent. Ceux-ci étendent leur influence jusqu'à Constantine, mais ne savent pas profiter des circonstances pour s'établir définitivement dans le pays.

Cependant Kheir Ed Dine ne reste pas inactif, il arme, à Alger, une flotte considérable, se dirige vers les Baléares, et assiège Mahon qui capitule ; il y fait plus de 800 prisonniers, qu'il emmène en esclavage. En rentrant à Alger, il trouve un ordre qui le rappelle à Constantinople et il quitte, pour la dernière fois, la capitale du royaume que lui et son frère avaient fondé.

Cette même année, 1536, le Sultan Soliman conclut avec la France un traité conférant, à cette puissance, des avantages politiques et commerciaux réellement importants, et dont les clauses sont valables dans toutes les possessions turques, y compris Alger.

Pendant toute la fin du XVIe siècle, nous verrons la Turquie et les Etats barbaresques, alliés à la France, alors gouvernée par François Ier et Henri II, pour combattre l'Espagne et la Maison d'Autriche, représentées par Charles-Quint et Philippe II.

1540. — Malgré la prise de Tunis, l'audace des pirates n'avait point diminué ; les tentatives, faites par les Es-

---

(1) Pour les détails, voir ci-dessus : Histoire de la dynastie des Hafsites, règne de Moulaï Hacene.

pagnols, pour établir leur suprématie à Sousse, Kairouane et Monastir avaient échoué. En 1540, Gibraltar avait été surpris et mis au pillage. Le commerce maritime de la Méditerranée était à la merci des corsaires barbaresques ; Charles-Quint résolut d'attaquer le principal repaire des forbans : Alger.

1541. — Il réunit, aux Baléares, une flotte de 516 voiles, dont 65 galères portant 25.000 hommes de troupe. Le débarquement eut lieu, le 23 Octobre, sur la plage d'Hussein-Dey ; la ville fut investie et Charles-Quint établit son quartier général au marabout de Sidi-Yacoub, sur l'emplacement actuel de Fort l'Empereur. Tout semblait promettre un succès prochain, plusieurs sorties des assiégés avaient été repoussées et, à un moment, les chevaliers de Malte avaient failli entrer dans la ville en poursuivant les fuyards ; l'un deux Ponce de Balaguer, dit Savignac, avait même planté son poignard dans la porte Bab-Azoun, qu'on avait à peine eu le temps de fermer devant lui. Mais, tout à coup, le temps devint épouvantable, la pluie se mit à tomber sans interruption et, dans la nuit du 25 au 26, une tempête effroyable éclata, qui jeta, à la côte, cent quarante navires dont les équipages furent noyés ou massacrés. Doria, pour sauver ce qui restait de la flotte, la rallia dans la baie située à l'Est du cap Matifou (1).

Le 28, l'armée se mit en marche pour la rejoindre ; la retraite se fit, dans le plus grand ordre, sans laisser un seul blessé en arrière. Le 29, on franchit l'Harrach et le Hamiz, sur des ponts construits avec des débris des navires naufragés, et enfin, le 30 Octobre, on arriva à Matifou. L'embarquement se fit le 1er Novembre et, le même jour, on mit à la voile ; mais le vent d'Ouest se remit à

---

(1) L'amiral André Doria (1468-1560), issu d'une noble famille génoise, a été le type de l'homme de guerre des XVe et XVIe siècles. Tout d'abord, sur terre, il passa successivement du service du pape à celui des ducs d'Urbino, puis, des rois de Naples.
En 1519, il commença à guerroyer sur mer et il attira l'attention par ses hardies et heureuses campagnes contre les corsaires barbaresques.
Amiral de la flotte de François Ier (1522-1528) il quitta ce commandement pour prendre celui de la flotte de Charles-Quint (1528-1546). Il continua ensuite à naviguer à la tête des forces navales de la République génoise.

souffler et toute la flotte dut aller relâcher à Bougie, où Charles-Quint séjourna du 2 au 5 Novembre.

Il profita de son séjour dans cette ville pour en inspecter les fortifications et prescrire les travaux nécessaires pour les compléter. On évalue, à 12.000 hommes et à 250 navires, les pertes que subit l'armée espagnole, au cours de cette expédition.

1542. — Hacene Agha profita habilement du prestige que lui donnait ce succès, dû uniquement aux intempéries de la saison. Il porta, d'abord, ses efforts vers l'Est, où il étendit sa domination sur Biskra, et, toute la région du Zab (1), puis, du côté de l'Ouest, il noua des intelligences avec les princes de la dynastie abd el ouadite. Sur ces entrefaites, Abd Allah, roi de Tlemcen étant venu à mourir, son fils cadet, Moulaï Ahmed, protégé par Hacene Agha, s'empara du pouvoir, au détriment de son frère aîné, Moulaï Abd Allah. Celui-ci se mit, naturellement, sous la protection des Espagnols.

1543. — Charles-Quint, brûlant de faire oublier l'échec de 1541, se hâta de saisir cette occasion d'intervenir et ordonna l'organisation immédiate d'une expédition contre Tlemcen. Cette expédition, entreprise avec un nombre d'hommes tout à fait insuffisant, échoua misérablement. L'armée espagnole, commandée par don Alphonse de Martinez, fut cernée et complètement anéantie au Chabet-El-Lehame, à 6 km. N.-E. de Aïn-Temouchent.

1544. — Une nouvelle expédition, composée de près de 10.000 hommes, fut dirigée contre Tlemcen. Devant ces forces supérieures, il n'y eut pas la moindre tentative de résistance ; Tlemcen, même, ouvrit ses portes, sans coup férir ; cette soumission ne la sauva pas du pillage qui s'étendit, même, sur les tribus voisines. Le prétendant Moulaï Abd Allah fut proclamé et se reconnut vassal de l'Espagne, mais, à peine l'armée espagnole était-elle partie, que Moulaï Ahmed vint à la rescousse. Abd Allah marcha à sa rencontre et le mit en déroute, mais lorsque, après sa victoire, il voulut rentrer à Tlemcen, il en trouva les portes fermées :

---

(1) Zab, plur., Zibane ; oasis, nom qu'on donne à la région des environs de Biskra.

les habitants ne voulant point d'un roi imposé par les Chrétiens. Ce misérable prince se retira chez les Angad (1) qui le massacrèrent. Moulaï Ahmed reprit le pouvoir.

Hadj Beker. — Vers le milieu de 1544, Hacene Agha meurt et est remplacé par Hadj Beker, désigné par les soldats de l'Odjak ; mais le nouvel élu ne garde pas longtemps le pouvoir, et il est obligé de céder la place à Hacene Pacha, fils de Kheir Ed Dine, qui arrivait de Constantinople, avec l'investiture du Sultan et les forces nécessaires pour se faire obéir.

---

(1) Les Angad, tribu marocaine habitant une plaine, dite plaine des Angad, à 30 km. S. O. de Oudjda.

PERIODE TURQUE. — ALGERIE. ORGANISATION

Pour arriver à se rendre compte des révolutions, plus ou moins pacifiques, plus ou moins violentes, qui agitèrent l'Afrique du Nord, pendant la période turque, il est nécessaire de connaître l'organisation administrative, civile et militaire, que les fondateurs des Etats Barbaresques, Baba Aroudj et Kheir Ed Dine, établirent dans les pays soumis à leur autorité.

Pour mettre un peu d'ordre dans cette exposition, nous la diviserons en cinq paragraphes :

I. Administration centrale ;
II. Divisions administratives ;
III. Milice ;
IV. Budget et ressources financières ;
V. Taïffa des raïs.

I. Administration centrale. — Tout d'abord, à la tête de l'administration, se trouvèrent Baba Aroudj, puis son frère Kheir Ed Dine, auquel succéda, plutôt comme intérimaire, Hacene Agha désigné directement par Kheir Ed Dine. Ce n'est qu'à la mort de Hacene Agha, en 1544, que la Porte prend l'initiative de la nomination du haut fonctionnaire, qui sera chargé de gouverner la Régence, au nom du Sultan de Constantinople. A partir de ce moment, et jusqu'en 1659, l'Afrique du Nord est administrée par un gouverneur turc, portant d'abord le titre de Bey Ler Bey (1), correspondant à celui de vice roi ou gouverneur général, puis ensuite le titre, plus modeste, de Pacha ou gouverneur provincial : il faut remarquer que les premiers étaient nommés pour une durée indéterminée et que certains ont conservé longtemps le pouvoir, les seconds, au contraire, étaient nommés pour trois ans ; de là, la dénomination adoptée par certains historiens et que nous conserverons de Pacha triennaux.

Ces gouverneurs, généraux ou provinciaux, administraient le pays, avec le concours, et, sous le contrôle, d'un

(1) Bey Ler Bey signifie, en turc, Bey des Bey.

conseil supérieur de quatre membres, portant le titre générique de Kerassa (gens du trône) et remplissant les fonctions suivantes :

1° Oukil El Hardj, comptable des munitions de guerre et des travaux de l'arsenal ;

2° Khaznadji ou Khaznadar, trésorier, chargé des services financiers ;

3° Khodja Er Khil, inspecteur des haras, directeur du domaine ;

4° Agha, conmmandant de la milice, chargé de la paie des troupes, et administrateur des territoires des tribus maghzen du beylik d'Alger.

Ce conseil se réunissait sous la présidence, d'abord, du Bey Ler Bey et, ensuite, du Pacha.

Ce conseil supérieur paraît avoir été, surtout, un organe administratif chargé de veiller et de pourvoir à l'exécution des décisions d'une autre assemblée beaucoup plus nombreuse et, surtout, éminemment turbulente nommée : « Divan ».

Le divan était une assemblée politique, formée par la réunion de tous les officiers supérieurs de la milice, Boulouk Bachi, présidée par le Pacha (1), et à laquelle pouvaient assister tous les soldats de l'Odjak ; ils se réunissait quatre fois par semaine et traitait toutes les affaires concernant la Régence.

On peut se faire une idée des désordres que devait enfanter une pareille organisation, surtout, lorsqu'après la période active des conquêtes et des opérations militaires, les Pacha ne se trouvèrent plus dans la possibilité de satisfaire les ambitions et la cupidité des troupes de la milice, par des expéditions continuelles et des razzia (2) lucratives.

II. Divisions administratives. — Les gouverneurs turcs

(1) Nous nous servirons provisoirement dans cet exposé administratif, du mot Pacha pour désigner l'autorité supérieure à Alger.

(2) Razzia, opération militaire ayant, surtout, pour but d'anéantir ou de confisquer les richesses de l'ennemi.

ne tardèrent pas à se rendre compte de l'impossibilité de garder, dans une seule main, l'administration d'un territoire d'une aussi grande étendue et dont les frontières confinaient à des Etats non seulement livrés à l'anarchie, mais encore, le plus souvent, animés de sentiments hostiles. La Régence fut donc divisée en quatre provinces dites : Beylik et administrées, l'une, directement, par le Pacha d'Alger, et les trois autres par des Bey, nommés par le Pacha, et chargés non seulement de l'administration et de la défense du territoire, mais encore de la rentrée des impôts.

Ces quatre beylik furent créés par Hacene Pacha ; ce furent :

1° Le beylik d'Alger, administré directement par le Pacha ; il comprenait le Fahs (1) d'Alger, la Mitidja et un certain nombre de ports ;

2° Le beylik du Sud, dit de Tittery (2), fondé en 1548, capitale Médéa ;

3° Le beylik de l'Ouest, fondé en 1563, capitales : d'abord Mazouna, puis Mascara et enfin Oran ;

4° Le beylik de l'Est, fondé en 1567, capitale Constantine.

Ces beylik ne comprenaient point, d'une manière régulière, tous les territoires environnant leur capitale ; très nombreuses étaient les régions qui vivaient sous le commandement de chefs, tributaires il est vrai, mais, en réalité, presque complètement indépendants ; tels : le roi de Kouko, véritable souverain de toute la partie montagneuse de la Grande Kabylie, le cheikh des Beni Abbes, le Sultan de Touggourt, etc. etc.

III. — Milice. — L'armée du Pacha d'Alger comprenait les troupes suivantes :

1° Fantassins turcs (Odjak ou Janissaires) divisés en sofra (sections) et orta (bataillons ou régiments) ;

---

(1) Fahs, banlieue.

(2) Tittery, petite ville qui, au temps des Turcs, a donné son nom à une partie du versant Sud du massif de Médéa.

2° Cavaliers, recrutés parmi les Coulougli, fils de turcs et de femmes du pays ;

A ces cavaliers réguliers venaient se joindre, les spahis, cavaliers des tribus arabes, rejoignant au moment de la mobilisation ;

3° Zembatou (ou Zbentou, célibataires), corps d'élite de 1.000 hommes recrutés parmi les corsaires chrétiens ou renégats les plus redoutés (1) ;

4° Canonniers, destinés au service des canons défendant les enceintes des villes et les batteries des ports et des côtes ; car l'artillerie de campagne n'existait pas (2).

A la fin du XVIIe et au commencement du XVIIIe siècle, la force totale de la milice est évaluée par certains auteurs à 15.000 hommes ; d'autres ramènent ce chiffre à 6.800 hommes. Ce dernier chiffre nous paraît se rapprocher de la réalité.

Le service de cette milice était organisé par année.

1re année. — Service de garnison, environ 2.000 hommes disséminés dans un certain nombre de villes de la Régence (Nouba).

2e année. — Service de camp ou de colonne (Mehalla).

3e année. — Service sédentaire à Alger, (Khezour).

Cette troisième année était considérée comme année de repos.

La milice fournissait des garnisons à : Alger (300 hommes, en dehors de la milice au repos dans les casernes), Mersa-Ed-Debane (Port aux Mouches, près la pointe Pescade), Tizi-Ouzou, Boghni, Hamza (Bordj-Bouïra), Sour-Er-Rozlane (Aumale), El-Kol (Collo), Zamoura, Constantine, Bône Tébessa, Biskra, Bougie, Oran, Mostaganem, Mascara et Tlemcen.

---

(1) « A l'époque de la prise de Tunis, par les Algériens, (très « probablement en 1756), dit l'historien arabe Mohammed Es « Sghrir, ils vinrent en Tunisie et l'on vit quel admirable créa- « teur est Celui qui les a faits. La vérité est que ce sont plu- « tôt des ogres que des hommes ».

(2) Dans l'expédition de 1756, contre Tunis, la colonne algérienne emmena un seul canon, pouvant lancer des boulets de 25 livres ; ce qui correspond à un calibre de près de 15 centimètres.

Au printemps de chaque année, les garnisons étaient changées.

La hiérarchie militaire était la suivante, et était basée uniquement sur l'ancienneté des services :

Ani iouldach, jeune soldat ;
Aski iouldach, vieux soldat, ayant fait 3 ans de service ;
Bach iouldach, chef de section, de 20 à 25 hommes ;
Oukil El Hardj, intendant d'une garnison ou d'une colonne ;
Oda Bachi, capitaine d'une compagnie ;
Boulouk Bachi, chef de bataillon ou de régiment.

Les Boulouk Bachi étaient au nombre de 60 et, de droit, faisaient parti du Divan.

Un Boulouk Bachi pouvait être désigné, pour commander une place ou une colonne ; il recevait alors la qualification d'Agha.

Depuis le grade de Aski iouldach, la solde restait toujours la même ; elle était annuelle, payée par tiers, tous les quatre mois, et s'élevait, à environ 130 francs par an.

Après de longs services, les Agha pouvaient être mis à la retraite. Dans cette position, ils continuaient à toucher leur solde et ils faisaient partie des tribunaux, présidés par les hauts fonctionnaires portant les titres suivants :

Kiaïa (lieutenant du Pacha), à Alger.
Caïd Ed Dar (Caïd du Palais), à Constantine.
Cheikh El Beled (Cheikh du territoire), à Oran.

Ces tribunaux connaissaient de tous les crimes et délits, commis dans leur circonscription.

L'armée régulière se complétait, en cas de besoin, de contingents fournis par les tribus maghzen et les smala.

Les tribus maghzen étaient des tribus privilégiées, exemptées du paiement des impôts, achour et lezma, mais devant, par contre, un certain service militaire. On utilisait particulièrement leurs contingents pour renforcer les colonnes chargées de faire rentrer les impôts, dûs par les autres tribus non privilégiées et, pour ce fait, qualifiées raïa (tributaires).

Sous le nom de Smala, on désigne certains groupes formés, à l'origine, de fugitifs des pays limitrophes, cantonnés sur des terrains voisins des frontières, dont le Pacha leur concédait l'usufruit, à certaines conditions, entre autres : de les défendre contre les aggressions de l'étranger et de fournir, à première réquisition, un contingent déterminé de combattants fantassins et cavaliers (1).

Dans le beylik d'Oran, un certain nombre de ces smala furent formées de fugitifs nègres et reçurent, pour ce motif, le nom d'Abid (Nègres).

Le Pacha, quand il prenait le commandement de l'armée en campagne, aussi bien que l'Agha, recevant cette haute mission, portait, pendant la durée de ces hautes fonctions, le titre de « Daoulettli ».

IV. — Budget et ressources financières.

Le budget était alimenté principalement :
1° par une subvention de la Porte, qui avait pris, à sa charge, une partie de la solde de la milice ;

2° par les impôts perçus sur les tribus ;

3° par un prélèvement sur les prises des corsaires ;

4° par des droits de douane, sur toutes les marchandises : 12,5 %, à l'entrée, 2 %, à la sortie.

Les impôts perçus sur les tribus étaient les suivants :
Achour, dîme prélevée sur les produits du sol ;
Lezma, impôt de capitation, frappant les nomades, et qui, dans les oasis, était répartie par tête de palmier ;
Zekkat, en principe, aumône religieuse, qui devint impôt sur les troupeaux et les bêtes de somme ;
Hokkor, fermage des terres de l'Etat.

Tous les ans, il partait trois colonnes d'Alger, pour aller percevoir l'impôt, et, en même temps, maintenir les tribus dans le devoir.

1° Colonne de l'Est, destinée au beylik de Constantine ;

2° Colonne du Sud, destinée au beylik de Tittery ;

3° Colonne de l'Ouest, destinée au beylik, d'Oran.

---

(1) On voit que ces smala ressemblent considérablement aux colonies des Romains.

Dans chacun de ces beylik, le Bey entretenait près de lui, à l'état permanent, un bataillon composé de Turcs et de Coulougli. Cette troupe, renforcée de contingents des tribus maghzen, se joignait à la colonne venue d'Alger, et, toute la mehalla réunie, parcourait le pays, à petites journées, faisant de fréquents séjours, pour faire rentrer les impôts.

A combien pouvaient monter ces impôts ? Il est assez difficile de le préciser, parcequ'une partie était payée en nature ; nous savons cependant que le Bey de Constantine envoyait, tous les ans, au Dey d'Alger : 100.000 réaux boudjou (180.000 fr.), plus une certaine quantité d'esclaves, mâles et femelles, un certain nombre de haïk, de bernous blancs et noirs, de peaux tannées en rouge, dites filali, de chevaux de gada (hommage), de chevaux et mulets de bât, etc.

Tous les trois ans, les Bey étaient tenus de se présenter personnellement au Dey, auquel ils apportaient un tribut beaucoup plus considérable que le tribut ordinaire et qui avait reçu le nom de « grand Denouche ».

Le prélèvement sur les prises des corsaires fut de 12 % jusqu'en 1659.

A ces ressources régulières, venaient s'ajouter d'autres produits moins importants, tels que les droits d'ancrage et de port, les cadeaux considérables que les consuls des puissances étrangères étaient dans l'usage d'offrir au Dey, à certaines époques de l'année, et, même, ces recettes s'augmentèrent par moment, des tributs versés, par certaines nations européennes, en échange du droit de commercer, accordé à leurs ressortissants, ou pour d'autres motifs.

On voit que cette organisation était, pour ainsi dire, réduite à une occupation militaire, dont les Turcs faisaient payer les frais par les habitants de la Régence, en leur imposant des réquisitions en argent et en nature, que l'on percevait, tous les ans, au moyen des colonnes mobiles.

V. Taïffa des Raïs. — Enfin, il nous reste à parler d'une organisation qui, tout en ne faisant pas partie de l'administration régulière, n'en exerça pas moins, à certains moments, une influence prépondérante sur les destinées

d'Alger : nous voulons parler de la « taïffa des raïs », espèce de syndicat des capitaines corsaires.

Ces forbans jouissaient de la faveur de la populace dans laquelle ils recrutaient leurs équipages et possédaient, la plupart, des fortunes considérables. Ils comprirent vite que, disposant de ces deux éléments de puissance, ils pouvaient en tirer honneur et profit, surtout si leurs efforts tendaient vers un but commun ; aussi formèrent-ils une association, qui, dans diverses circonstances, sut imposer ses volontés aux Pacha, au Divan et traita, de pair à égal, même avec la milice.

Il est à remarquer que les Turcs, d'ailleurs en très petit nombre dans la Régence, se superposèrent simplement aux populations vivant dans le pays ; jamais ils n'eurent l'idée qu'une fusion quelconque pût s'opérer entre leur race et celle des Berbères ou des Arabes. Bien plus, lorsque par suite de mariages mixtes, ils eurent des enfants issus des femmes du pays ; ils les regardèrent comme des parias et ils leur appliquèrent le nom injurieux de : Coulougli, fils d'esclaves.

PERIODE TURQUE. — ALGERIE. BEY LER BEY (1544-1588)

Chronologie des Bey Ler Bey

Baba Aroudj	1515-1518
Kheir Ed Dine (1re fois) (*)...............	1518-1520
Gouvernement du Kabyle Ahmed Ben El Cadi	
Kheir Ed Dine (2e fois).................	1527-1533
Hacene Agha	1533-1544
Hadj Beker	1544-1544
Hacene Pacha (fils de Kheir Ed Dine) (1re fois) (*)	1544-1552
Salah Raïs	1552-1556
Haçane Corso	1556-1557
Tekelerli	1557-1557
Hacene Pacha (2e fois).................	1557-1562
Ahmed Pacha	1562-1562
Hacene Pacha (3e fois).................	1562-1567
Mohammed Ben Salah Raïs.............	1567-1568
Euldj Ali (mort en 1587) (*).............	1568-1571
Arab Ahmed	1571-1573
Caïd Ramdane (1re fois)...............	1574-1577
Haçane Veneziano (1re fois)............	1577-1580
Djafer Pacha	1580-1582
Caïd Ramdane (2e fois)................	1582-1582
Insurrection de Mami Arnaute	
Haçane Veneziano (2e fois).............	1583-1588

Les astérisques indiquent les noms des véritables Bey Ler Bey, les autres noms sont ceux de simples intérimaires.

Reprenons notre récit historique au moment de l'arrivée à Alger du fils de Kheir Ed Dine.

Hacene Pacha (1544-1552). — Ce nouveau gouverneur fut bientôt appelé à marcher contre le souverain de Tlemcen, Moulaï Ahmed (1) qui, oubliant qu'il devait son trône à la protection des Turcs, montrait des vélléités d'indépendance.

1546. — Moulaï Ahmed, chassé de Tlemcen et remplacé par un de ses frères, alla demander l'appui de l'Espagne. Charles-Quint qui ne voulait, à aucun prix, voir les Turcs maîtres de Tlemcen, se hâta de le lui accorder.

1547. — Une expédition espagnole s'avançant d'Oran sur Tlemcen, le gouverneur d'Alger accourut aussitôt au secours de son allié. Son armée allait engager la bataille, contre les forces espagnoles, aux environs d'Arbal (à 24 km. d'Oran, au Sud de la Sebkra) lorsque Hacene reçut avis de la mort de son père Kheir Ed Dine.

Craignant que cette nouvelle ne provoquât, à Alger, une révolte qui lui enlèverait le pouvoir, Hacene préféra traiter avec le comte d'Alcaudète et regagner Alger. Par suite de ce traité, il abandonnait les intérêts de son protégé, et il donnait l'ordre, à la garnison turque, d'évacuer Tlemcen qui retomba de suite au pouvoir de Moulaï Ahmed. Le prince dépossédé se réfugia au Maroc.

Hacene Pacha reçut le titre de Bey Ler Bey.

C'est cette année même, que fut constitué le beylik du Sud, dont le chef portait le titre de Bey de Tittery et résidait à Médéa.

1550. — Moulaï Ahmed meurt et est remplacé par un de ses frères nommé Haçane. Mais les habitants de Tlemcen, obéissant à d'inexplicables caprices, le déposent au bout de quelques mois et rappellent le prince que Hacene Pacha avait installé en 1546 et qui s'était réfugié à Fez après la convention de 1547 (2).

---

(1) Certains auteurs l'appellent Abou Zeyane Ahmed.

(2) Les différents historiens racontent de manières diverses les évènements dont Tlemcen fut le théâtre depuis la mort de Baba Aroudj. Nous avons adopté la version qui nous a paru la plus vraisemblable.

1551. — Le Cherif de Fez, Mohammed El Mehdi, sollicité par un des partis qui se disputaient la prépondérance à Tlemcen, vient attaquer cette ville et s'en empare ainsi que de tout le pays situé entre cette ville et la mer ; mais le Bey Ler Bey, accourt, et bat l'armée marocaine, aux environs de Mostaganem.

1552. — Hacene reprend Tlemcen, et rejette, au delà de la frontière, les misérables débris des troupes chérifiennes. Moulaï Haçane fut rétabli comme Sultan à Tlemcen et se reconnut vassal de la Turquie.

Hacene Pacha jette les fondements du Bordj-Moulaï-Hacene, connu, aujourd'hui, sous le nom de Fort l'Empereur.

Malgré tous ses succès, Hacene Pacha tomba en disgrâce et fut remplacé par un corsaire, déjà célèbre, nommé :

Salah Raïs (1552-1556). — C'était un ancien compagnon de Kheir Ed Dine, qui, pendant les quatre années qu'il exerça le pouvoir, montra des talents comparables à ceux de son illustre chef. Sa première expédition fut une incursion audacieuse dans les oasis de Touggourt et de Ouargla, dont les caïd avaient négligé de payer les tributs, par eux consentis à Kheir Ed Dine. Les habitants de Touggourt essayèrent de résister ; ils furent massacrés.

Les habitants de Ouargla, instruits par cette exécution sommaire, préférèrent chercher leur salut dans la fuite. Des garnisons turques furent établies dans les deux oasis ; leur présence, aussi bien que la rigueur du châtiment infligé aux gens de Touggourt, suffirent pour assurer, dorénavant, la soumission de l'extrême Sud.

1553. — Salah Raïs charge un de ses lieutenants d'aller réprimer une rébellion des Beni Abbes, tribu kabyle dont le chef résidait à Kalaa, (1) mais, cette expédition, renouvelée deux fois, aboutit à deux échecs. Salah Raïs comprenant qu'il lui était impossible de venir à bout, avec les forces dont il disposait, de ces intrépides montagnards retranchés dans des montagnes inaccessibles, se résigna à leur laisser leur indépendance.

---

(1) Ne pas confondre cette Kalaa des Beni Abbes, qui est située à 50 km. N.-E. de Bordj-Bou-Arriridj, avec la Kalaa de la province d'Oran, dont il est question, ci-dessus, et dite : Kalaa des Beni Rached.

Cependant l'ancien corsaire n'avait pas renoncé aux expéditions maritimes, et, pendant que son lieutenant luttait sans succès sur terre, il croisait, lui même, aux environs du détroit de Gibraltar. Dans un combat qu'il livra à des navires portugais, il eut la bonne fortune de faire prisonnier Bou Azoun, un des derniers princes de la dynastie des Mérinites, que les Cherif Saadiens venaient de chasser du trône. Bou Azoun se fit reconnaître et manœuvra si habilement qu'il amena Salah Raïs à entrer dans ses vues et à organiser une expédition pour le rétablir sur le trône de ses ancêtres.

1554. — Salah Raïs sort d'Alger pour gagner, par terre, le Maroc ; les munitions, les approvisionnements, et le matériel encombrant sont dirigés par mer sur Melilla. Pendant que la flotte chasse les Espagnols du Peñon de Velez, Salah bat le Cherif Mohammed Cheikh El Mehdi et entre dans Fez, où il installe Bou Azoun, qui se reconnaît vassal de la Turquie.

En revenant vers Alger, Salah Raïs passe par Tlemcen, et, estimant que Moulaï Haçane entretient des relations suspectes avec les Espagnols, il le dépose et il installe, dans le Mechouar (1), une forte garnison turque. Ainsi finit misérablement, après d'interminables convulsions, cette dynastie des Abd El Ouad qui avait, autrefois, jeté un si brillant éclat. Moulaï Haçane se réfugia àOran, où il ne tarda pas à mourir de la peste.

1555. — Au mois de Juin, Salah Raïs se présente devant Bougie, qu'il attaque par terre et par mer, à la tête de forces considérables, évaluées à plus de 30.000 hommes ; la garnison espagnole comptait à peine 500 hommes.

Après une défense opiniâtre, qui dura plus d'un mois, le commandant espagnol, Alphonse de Peralta, n'ayant plus de munitions et désespérant d'être secouru, capitula, à condition d'être ramené, avec toutes ses troupes, en Espagne. La capitulation fut violée par Salah Raïs, qui ne voulut rapatrier que le Commandant et vingt hommes à son choix. Le malheureux de Peralta, à peine rentré en Espagne, fut traduit devant un conseil de guerre et condamné à être décapité.

(1) Mechouar, nom donné à la Kasba ou citadelle de Tlemcen.

1556. — Le but de Salah Raïs était de chasser complètement les Espagnols de la Régence, où ils occupaient encore Arzew et Oran. Il envoya son fils, annoncer au Sultan la prise de Bougie, et, en même temps, lui demander des renforts, pour mener à bien le siège d'Oran. Le Sultan lui accorda 6.000 hommes et quarante galères ; pendant ces négociations, Salah Raïs avait tout préparé à Alger. Dès qu'il apprit que la flotte turque était en route, il fit tout embarquer et il alla l'attendre au large du cap Matifou. Mais cet énergique vieillard, qui, malgré ses soixante-dix ans, montrait une activité juvénile, ne devait pas voir la réalisation de cette grande entreprise ; il fut, subitement, atteint de la peste et il mourut en Juin 1556.

Salah Raïs avait désigné, comme successeur, un renégat génois du nom de Yahia, mais l'Odjak lui préféra un autre renégat corse nommé Haçane, qui ne tarda pas à recevoir l'investiture de la Porte.

Haçane Corso, ou Haçane le Corse (1556-1557). — Celui-ci se mit à la tête de l'expédition, investit Oran, et le siège était poussé avec vigueur lorsque le Sultan Soliman, inquiet des succès qu'André Doria remportait dans l'Archipel, rappela son escadre ; Haçane dut lever le siège et battre en retraite sur Alger, vivement poursuivi par les Espagnols. A peine rentré dans la capitale, Haçane voit arriver un successeur.

Tekelerli, ou Tchélébi (1557). — Haçane furieux de cette déconvenue, fait refuser, à son rival, l'entrée du port. Celui-ci en est réduit à débarquer à Matifou, mais, par ses intrigues, il réussit à se créer, dans Alger, un parti qui lui ouvre les portes de la ville et lui donne les moyens nécessaires pour s'emparer du pouvoir. Tekelerli fit payer cher à ses adversaires, la résistance qu'ils lui avaient opposée : Haçane Corso et ses principaux partisans furent empalés. Mais le triomphe de Tekelerli ne fut pas de longue durée, car, au mois d'Avril de la même année, il mourait assassiné.

La Porte envoya à Alger un nouveau gouverneur.

Hacene Pacha 2e fois (1557-1562). — C'est le fils de Kheir Ed Dine qui a déjà administré la Régence de 1544 à 1552. Dès son arrivée, Hacene, vole au secours de Tlem-

cen, attaquée par le Cherif Mohammed El Mehdi. Il force ce dernier à lever le siège et le poursuit jusqu'aux environs de Fez.

Après une bataille indécise, sous les murs de cette ville, il se voit menacé, par les Espagnols qui manœuvrent sur ses derrières, pour lui couper sa ligne de retraite ; mais il leur échappe en rejoignant la côte, où sa flotte vient le chercher et le ramène, lui et ses troupes, à Alger.

Hacene qui, pendant son premier passage au pouvoir, n'avait cessé de guerroyer contre le Maroc, connaissait l'importance stratégique de Tlemcen, et tenait à y avoir un gouverneur, sur lequel il pût absolument compter, en donna le commandement à son gendre Abd El Moumene. Celui-ci était, lui-même, Cherif de la famille régnante au Maroc, mais il avait été obligé de se réfugier à Alger, pour éviter d'être assassiné, comme ses frères et oncles.

A la suite de l'alerte si heureusement terminée de 1556, le comte d'Alcaudète, gouverneur d'Oran, avait passé en Espagne pour exposer la situation et demander les renforts nécessaires pour rétablir le prestige de ses armes. Son programme, qui comprenait une extension considérable de l'occupation territoriale, fut réduit à la prise de possession de Mostaganem. Le comte d'Alcaudète était déjà vieux ; la lenteur de ses opérations permit à Hacene Pacha d'accourir d'Alger et au gouverneur de Tlemcen d'amener ses troupes. L'armée espagnole, attaquée par des forces supérieures, fut complètement détruite à Mazagran ; le malheureux général périt les armes à la main ; son fils, Martin de Cordoue, fut fait prisonnier. (26 Août 1558).

1559-1560. — Hacene passa ces deux années à essayer de réduire à l'obéissance le Cheikh de la Kalaa des Beni Abbes qui s'était révolté, entraînant, à sa suite, toute la petite Kabylie. Après deux campagnes malheureuses, le Bey Ler Bey, se vit obligé, pour venir à bout de cette insurrection, de demander l'appui du roi de Kouko dont il épousa la fille.

En cette même année 1560, des négociants français, marseillais pour la plupart, entre autres : Thomas Linchès et Carlin Didier, réunis en une association, dénommée : Compagnie d'Afrique, fondèrent, avec l'autorisation du Sultan,

entre le cap Rose et La Calle, un premier établissement qui porta le nom de : Bastion de France.

1561. — Le mariage d'Hacene avec la fille d'un grand chef berbère amena naturellement quelque changement dans sa politique, à l'égard des tribus de la Grande Kabylie. Les Turcs de l'Odjak en prirent ombrage et, en Juin 1561, ils se mirent en rébellion ; ils déposèrent Hacene et l'envoyèrent, enchaîné, à Constantinople, l'accusant de vouloir se créer une royauté indépendante.

La fin de cette année 1561, fut remplie de troubles auxquels mit fin l'arrivée d'un Pacha envoyé de Constantinople et nommé :

Ahmed Pacha (1562-1562). — Ce nouveau Pacha ne fait que paraître et disparaître ; il meurt au mois de Juin. Le pouvoir est alors exercé pendant trois mois par un intérimaire : le Caïd Yahia.

Hacene Pacha 3e fois (1562-1567). — Il avait trouvé le moyen de réfuter, à Constantinople, les accusations portées contre lui, à Alger et il venait, pour la troisième fois, prendre le gouvernement de la Régence. Inutile de dire qu'il sévit, avec la dernière rigueur, contre tous ceux qui avaient essayé de le perdre.

1563. — Hacene Pacha réunit une armée composée d'environ 30.000 hommes et une flotte comptant 35 navires. Le 15 Avril, il se met à la tête de l'armée de terre et se dirige vers Oran, pendant que la flotte va établir le blocus maritime de cette ville et de sa voisine Mers-El-Kebir. Laissant, devant Oran, les troupes nécessaires pour assurer le blocus par terre, Hacene se porte, avec le reste de son armée, vers Mers-El-Kebir commandée par don Martin de Cordoue, celui-là même qui avait été fait prisonnier en 1558, lors du désastre de Mazagran, et qui, depuis, avait été racheté.

Dès le commencement de Mai, jusqu'au 5 Juin, Mers-El-Kebir eut à subir le feu de cinq batteries qui ouvrirent plusieurs brèches dans ses murs. Les Turcs conduits par Hacene, qui fut blessé, par le Caïd de Constantine et celui de Tlemcen qui furent tués, tentèrent une quantité d'assauts furieux contre la petite garnison qui, galvanisée par l'exemple de son commandant, opposa aux assaillants une ré-

sistance indomptable. Plus de 4.000 Turcs succombèrent glorieusement dans ces attaques réitérées. Enfin, le 5 Juin, une flotte de secours, venant d'Espagne, fut signalée ; Hacene jugea nécessaire de lever le siège .Il battit en retraite, poursuivi par les Espagnols ; mais ceux-ci ne surent pas l'atteindre et ils perdirent, ainsi, par la mollesse de leur poursuite, les avantages décisifs qu'ils auraient dû tirer de leur victoire.

En dehors de ces opérations militaires, Hacene Pacha s'occupa de l'organisation administrative de la Régence. Il la partagea définitivement en 4 provinces, et il réunit l'administration de chacune d'elles entre les mains d'un seul fonctionnaire auquel il donna le titre de Bey (1).

1564. — Les Espagnols reprennent le Peñon-de-Velez aux Turcs qui l'occupaient depuis dix ans.

Cette même année un consulat français est créé à Alger, par le Sultan ; mais les Algériens refusent de recevoir le consul désigné et nommé Berthou.

1565. — Hacene, à la tête du contingent algérien, prend part au siège de Malte, au sujet duquel nous allons entrer dans quelques détails :

A cette époque, les Chevaliers de Malte (2), étaient les adversaires les plus redoutables des corsaires musulmans auxquels ils faisaient une chasse, souvent couronnée de succès.

---

(1) Voir ci-dessus le chapitre intilulé : Organisation, en ce qui concerne les fonctions des Bey, et l'administration civile et militaire des provinces.

(2) Chevaliers de Malte. Ordre de chevalerie religieuse et militaire dont l'origine remonte à une époque un peu antérieure aux Croisades.

Dans le milieu du XI[e] siècle, des négociants d'Amalfi, petit port situé en Italie, dans la Méditerranée, sur la rive Nord du golfe de Salerne, s'occupaient particulièrement du commerce dans le bassin oriental de la Méditerranée ; ils obtinrent du Sultan d'Egypte, l'autorisation d'établir, à Jérusalem, un hôpital, destiné à secourir les pélerins. Cet hôpital fut établi sous le vocable de Saint-Jean, et, eut, pour premier administrateur, un nommé Pierre Gérard, originaire de Martigues, en Provence.

Au moment des Croisades, les desservants de cet hôpital se constituèrent en un ordre religieux, sous le nom d'Hospitaliers ou de Chevaliers de St-Jean de Jérusalem ; cet ordre fut régularisé, en 1113, par une bulle du pape Pascal II. Les vœux imposés aux Hospitaliers leur créaient l'obligation, non seu-

Le Sultan Soliman (1518-1566), désespéré de l'échec des Turcs devant Oran, et désireux d'en tirer une éclatante vengeance, résolut de s'attaquer, tout d'abord, aux Chevaliers de Malte. A cet effet, il réunit une flotte de 159 galères, montée par une armée de 30.000 soldats.

Piali, un fameux corsaire, fut nommé Capitan Pacha et Mustapha, l'un des meilleurs généraux turcs, reçut le commandement de l'armée de terre.

En même temps, pour obéir aux ordres venus de Constinople, le Ber Ler Bey, d'Alger, Hacene rassemblait 2,500 vieux soldats, qui s'appelaient fièrement, eux-mêmes, « les braves d'Alger », et se dirigeait, avec 28 voiles, sur Malte où se trouvait déjà la flotte ottomane (18 Mai 1565).

Le siège de Malte est certainement un des plus remarquables dont l'histoire fasse mention : il dura trois mois et demi et, malgré la disproportion des forces, en présence, se termina par la victoire de l'assiégé.

Jean de la Valette, alors grand maître de l'Ordre, avait tout disposé pour une défense vigoureuse. Sept cents chevaliers et douze mille soldats (1) composaient toutes ses forces ; mais comptant plus sur leur valeur que sur leur

---

lement de recevoir et de soigner les pélerins, mais encore de les défendre ; l'ordre devint, ainsi, un ordre militaire.

Chassés de Jérusalem, qu'ils furent les derniers à abandonner, après l'évacuation des Lieux-Saints (1190), les Chevaliers de St-Jean, se retirèrent à St-Jean-d'Acre, en 1191 ; ensuite à Limisso dans l'île de Chypre, vers 1290, puis à Rhodes, en 1310, époque où ils prirent le nom de Chevaliers de Rhodes.

Ils repoussèrent, pendant près de deux siècles, les attaques des Sarrazins et des Turcs, mais enfin, ils furent obligés d'évacuer Rhodes, en 1522.

Après quelques années de pérégrinations, à Candie et en Sicile, ils finirent par se fixer à Malte (1530), que leur céda l'empereur Charles-Quint, et qu'ils conservèrent, jusqu'en 1798, moment où Bonaparte s'empara de l'île, lors de son passage, en allant en Egypte.

A dater de l'époque de leur installation à Malte, les anciens Chevaliers de Rhodes prirent le nom de Chevaliers de Malte

A partir du moment où les Chevaliers de St-Jean de Jérusalem furent obligés d'abandonner la Terre Sainte, ils employèrent leurs ressources et leur activité à résister à l'envahissement des Sarrazins et des Turcs et, en particulier, à combattre la piraterie musulmane dans la Méditerranée.

(1) D'autres historiens disent 8.500. Pour suivre les péripéties du siège, voir carte n° 3.

nombre, il se flattait de contraindre, bientôt, les Turcs à se rembarquer.

Il distribua ses troupes dans les différents postes et se logea lui-même dans le Grand Bourg, l'une des positions les plus importantes et en même temps, l'une des moins fortifiées.

Les Turcs résolurent d'attaquer le fort St-Elme, persuadés que sa possession entraînerait la chute de toute les autres défenses. Ils dressèrent aussitôt leurs batteries, et, ils firent un feu si terrible qu'aucun des défenseurs n'osait se montrer à découvert.

Sur ces entrefaites, Dragut, un fameux corsaire, à ce moment investi du gouvernement de Tripoli, arriva à Malte, amenant des renforts. Il désapprouva formellement l'attaque du fort Saint-Elme, tout en déclarant que l'honneur du Sultan exigeait qu'on poursuivît et qu'on menât à bien l'entreprise commencée. Il alla reconnaître, lui-même, les ouvrages de l'attaque et, le 24 mai 1565, jour de l'Ascension, il fit construire deux nouvelles batteries qui eurent bientôt tout foudroyé devant elles.

Encouragés par ce succès, les assiégeants se précipitèrent, en foule ,vers la brèche, et plantèrent leurs échelles contre les murailles ; bien que ces échelles fussent trop courtes, ils tentèrent, quand même, l'escalade. Cette terrible attaque dura depuis le matin jusqu'à deux heures de l'après-midi ; mais les défenseurs ne faiblirent pas un instant et les assaillants furent obligés de se retirer. Dragut fit alors venir un grand nombre de pionniers et d'esclaves chrétiens qu'on employa à porter de la terre, du bois et des fascines, pour combler le fossé ; ne doutant plus du succès, il ordonna un nouvel assaut qui dura six heures entières. Au plus fort du combat, les Turcs, sur un mot d'ordre donné, se retirèrent tout à coup, pour laisser tirer leur artillerie. Les défenseurs qui s'étaient massés autour de la brèche furent victimes de ce stratagème, et, en quelques instants, ils virent tomber un grand nombre des leurs. On tint bon, quand même, cependant on députa auprès du Grand Maître le chevalier de Médran pour lui exposer l'énormité des pertes subies et l'inutilité d'une plus longue défense. La Valette lui répondit : « Puisque vos compagnons

ont peur de la mort, je vais en envoyer d'autres pour les remplacer ». Cette réponse altière fit une impression profonde sur l'esprit des chevaliers momentanément découragés ; ils reprirent leur sang froid et ils jurèrent de se laisser plutôt ensevelir sous les ruines du fort que de se rendre.

Depuis un mois, les opérations du siège suivaient leur cours régulier, quand un assaut général fut fixé pour le 16 Juin. Mais cette fois encore les Turcs rencontrèrent une résistance opiniâtre. Les assiégés faisaient pleuvoir sur les aggresseurs une grêle de traits et de pierres ; des cercles de bois enveloppés de coton et de chanvre et trempés ensuite dans des chaudières pleines d'huile et de bitume étaient lancés tout enflammés, avec des pinces de fer, au milieu des ennemis, qui étaient forcés d'aller se précipiter dans la mer pour ne pas être brûlés vifs. Après six heures d'un combat acharné, les généraux turcs voyant périr leurs plus braves soldats, firent sonner la retraite. Les assiégés avaient fait, toutefois, des pertes considérables : le chevalier de Médran et un grand nombre de ses confrères avaient été tués.

Le lendemain, les Pacha étaient allés visiter les travaux, lorsqu'un boulet de canon, parti du Fort St-Ange, tomba à quelques pas d'eux et fit voler un éclat de pierre qui blessa mortellement Dragut. Un autre boulet, quelques instants après, emportait Soliman Agha qui était aux côtés de Mustapha. Ce dernier, sans témoigner la moindre émotion, continua de donner ses ordres, et fit commencer, sous ses yeux un rempart destiné à mettre ses troupes à l'abri des batteries du château St-Ange. En ce moment, un soldat chrétien qui s'échappait du fort St-Elme, apprit à Mustapha que les assiégés ne se défendaient avec tant de courage que parce qu'ils étaient continuellement renforcés par des secours venant du Grand-Bourg. A l'aide d'un chemin couvert, qui fut aussitôt construit, les Turcs coupèrent les communications entre St-Elme et Grand-Bourg ; peu de temps après ils donnèrent un troisième assaut qui échoua, puis un quatrième qui les rendit maîtres de cet ouvrage si vaillamment défendu.

Après la prise du Fort Saint-Elme, les Turcs établirent six batteries contre le château Saint-Ange, le bourg et l'île

de la Sangle, et, de plus, poussèrent leurs tranchées jusqu'au bord des fossés du Fort St-Michel.

Trois fois, les Algériens plantèrent leurs étendards sur la brèche, mais après une lutte épique qui dura cinq heures, avec des fortunes diverses, les Musulmans furent définitivement repoussés et Hacene dut faire sonner la retraite. Deux mille janissaires perdirent la vie dans ce terrible assaut : du côté des assiégés, les chevaliers de Guiney et de Simiane, ainsi que plus de 200 soldats restèrent sur le champ de bataille.

Tandis que ce terrible assaut se donnait du côté de terre, une partie des Algériens, commandés par Candelissu, Khalifa de Hacene, attaquaient l'éperon St-Michel, du côté de la mer et parvenaient à planter sept de leurs étendards sur le parapet de la forteresse. Le Grand Maître découvrit, de Grand-Bourg, le péril des assiégés et envoya sur des barques le Commandeur de Gion, à leur secours. Ce brave chevalier fondit avec sa troupe sur les derrières des Algériens, déjà sûrs de la victoire, les précipita du haut des remparts et les poursuivant, jusque sur le rivage, massacra tous ceux qui ne purent s'embarquer assez promptement.

Les Pacha se réunirent, immédiatement, en conseil extraordinaire, et, après plusieurs délibérations tumultueuses, dans lesquelles ils constatèrent l'importance de leurs pertes et l'inutilité de leurs efforts, ils finirent par décider l'abandon du siège. Il faut ajouter que la peste s'était déclarée dans le camp des assiégeants et y faisait beaucoup de victimes.

Cependant, avant de se rembarquer définitivement, les Turcs voulurent se venger de leur échec en ravageant le reste de l'île ; mais cette tentative ne leur réussit pas davantage. Une armée chrétienne venant de Sicile et débarquée le 5 Septembre se porta à leur rencontre et leur infligea un dernier échec qui les força à regagner précipitamment leurs vaisseaux. La flotte ottomane remit alors à la voile (8 Septembre) et regagna Constantinople, dans le port de laquelle elle rentra de nuit, honteuse de sa défaite.

De son côté Hacene reprit la route d'Alger.

Pendant quelques années, la Méditerranée jouit d'une paix qu'elle ne connaissait plus depuis longtemps.

1567. — Hacene Pacha est rappelé, à Constantinople, pour remplir les fonctions de Capitan-Pacha ou grand amiral de la flotte ottomane ; il est remplacé à Alger, par

Mohammed Ben Salah Raïs (1567-1568). — Celui-ci nommé avec le simple titre de Pacha, trouva la Régence d'Alger dans un lamentable état, en proie à la famine et à la peste. Il employa ses efforts à combattre ces deux calamités. Il construisit le fort Bab-El-Oued, pour compléter les fortifications d'Alger. Il dut, ensuite, aller réprimer une insurrection des habitants de Constantine qui s'étaient révoltés, à l'instigation du Bey de Tunis. Ce ne fut que par la force qu'il put entrer dans la capitale du beylik de l'Est. Au moment, où il venait de rétablir l'ordre dans cette partie de la Régence, il fut nommé à un autre pachalik et il céda la place à

Euldj Ali (1568-1571). — Ce nouveau gouverneur est désigné par les historiens sous différents vocables : Euldj Ali ou Alouch Ali, ces deux dénomminations n'étant que des corruptions de son véritable nom Kelidj Ali, qu'il porta lorsqu'il fut nommé Capitan-Pacha ; il fut de son temps, désigné, aussi, sous le nom de Ali El Fertas (Ali le Teigneux ou le Chauve).

Cet Euldj Ali était un ancien esclave renégat, qui s'était fait remarquer, en 1558, à la tête des Turcs envoyés, de Tlemcen à Mostaganem, pour combattre l'armée espagnole du comte d'Alcaudète, et, en 1565, au siège de La Valette. Il gouverna la Régence avec la plus grande fermeté. Conformément aux ordres reçus du Sultan de Constantinople, marchant alors d'accord avec le gouvernement français, Euldj Ali fit une guerre acharnée aux Espagnols, soit en favorisant les insurrections des Maures d'Espagne, soit en ravageant les côtes de la Péninsule. Ces préoccupations extérieures ne l'empêchèrent point de s'occuper, avec la plus grande ardeur, du développement de la flotte algérienne qui, sous sa direction, atteignit un degré de prospérité jusqu'alors inconnu.

1569. — Le traité de 1536, signé par François Ier et Soliman, conférant certains privilèges aux négociants et consuls français, résidant en pays ottoman, et, en particulier, en Algérie, est renouvelé.

1570. — Des évènements de la plus haute importance se déroulaient, à ce moment, en Europe. Les Sultans turcs qui s'étaient emparés de Constantinople, en 1453, étendaient tous les jours leurs conquêtes, et leur ambition n'allait à rien moins qu'à soumettre toute l'Europe à leur puissance.

Le pape, Pie V, (1566-1572), voyant les dangers que courait la Chrétienté, organisa une ligue dans laquelle il réunit, sous son propre étendard, les flottes de Venise et de l'Espagne. Les négociations qui précédèrent la conclusion de cette alliance éveillèrent l'attention de Euldj Ali qui, comprenant l'importante stratégique de Tunis, dans une guerre maritime, dont l'enjeu serait l'empire de la Méditerranée, résolut de s'en emparer, au nom de son maître. Pendant l'hiver de 1570, il envahit la Régence et, par un coup de main audacieux, il chassa le Bey Hamida de Tunis; mais tous ses efforts échouèrent devant la forteresse de La Goulette défendue par les Espagnols. Euldj Ali demanda des renforts à la Porte, pour l'aider à mener à bien l'exécution de son entreprise ; mais loin de les recevoir, ce fut lui-même qui fut appelé par le Sultan Selim (1566-1574), avec toutes les forces dont il pouvait disposer, pour tenir tête aux flottes chrétiennes réunies sous le commandement de Don Juan d'Autriche.

1571. — Euldj Ali, à la tête de l'escadre algérienne, prit part à la bataille de Lépante (7 Octobre 1571), où il forma l'aile gauche de la flotte ottomane. Tout le reste de la flotte ayant été mis en déroute, lui seul sut maintenir l'ordre dans sa division et, à sa tête, il se précipita témérairement sur l'aile droite de l'ennemi, auquel il enleva la galère capitane de Malte, portant, à sa corne, l'étendard du Pape. Cette manœuvre audacieuse qui le couvrit de gloire ne put changer l'issue du combat ; l'héroïque corsaire dut, lui aussi, battre en retraite, mais, il rentra à Constantinople rapportant, triomphalement, l'étendard du Chef de la Chrétienté. Cette action d'éclat le désigna au choix de Selim qui le nomma Capitan-Pacha, en lui donnant pour mission de relever de ses ruines la flotte ottomane. Ali se mit immédiatement à l'œuvre et, grâce à son indomptable énergie, il sut mener à bien, et en très peu de temps, la lourde tâche qui lui avait été confiée.

En quittant Alger, pour aller faire la conquête de Tunis, il avait laissé le pouvoir à son Khalifa qui lui succéda.

Arab Ahmed (1571-1573) s'appliqua à raffermir l'autorité turque passablement ébranlée en Algérie. A Alger même, un certain nombre d'habitants avaient adressé une pétition au roi de France, Charles IX (1560-1574) pour lui demander de leur donner un roi.

Le nouveau Pacha remit de l'ordre dans l'administration et rendit un peu de sécurité au pays livré, depuis deux ans, au pire des brigandages.

1572. — Il dut aller réprimer une insurrection à Constantine.

1573. — Don Juan d'Autriche, encore tout auréolé du prestige que lui avaient conféré ses succès antérieurs et, en particulier, la victoire de Lépante, se présenta inopinément devant Tunis qui se soumit, sans presque opposer de résistance (Octobre).

Cependant, le Capitan Pacha Euldj Ali qui avait déjà réussi à reconstituer la flotte ottomane, résolut de reprendre immédiatement Tunis aux Espagnols ; il requit le concours de la flotte des raïs algériens dont Arab Ahmed prit le commandement. Leurs efforts réunis finirent par triompher de la résistance des Espagnols, qui défendirent le terrain pied à pied, sous la direction du gouverneur espagnol comte de Serbelloni (1).

Arab Ahmed se préparait à rentrer à Alger lorsqu'il se vit rappeler, à Constantinople, à la suite d'un incident comme il ne s'en produisait que trop, dans ces temps troublés. Malgré les traités, des corsaires algériens avaient capturé deux bateaux français, et les autorités turques d'Alger n'avaient pu obtenir, des raïs intéressés, la restitution de leurs prises. Réclamation avait été adressée au Sultan qui, pour donner satisfaction à la France, destitua Arab Ahmed et lui donna pour successeur :

Caïd Ramdane (1574-1577). — Euldj Ali, le Capitan-Pacha, n'avait jamais abandonné son projet de soumettre, complètement, l'Afrique du Nord, au Sultan de Constantinople. Le Maroc restait encore, en dehors de son influence, et, en partie, occupé par les Espagnols.

---

(1) Pour les détails, voir ci-dessus, l'histoire des Hafsites.

Profitant des compétitions qui divisaient alors les différents prétendants au trône du Maroc, le Sultan, suivant les inspirations d'Euldj Ali, prit parti pour un certain Moulaï Abd El Malek (1), à la condition que celui-ci, quand il serait arrivé au pouvoir, se reconnaîtrait vassal de la Porte. Ahmurat III (1574-1593) appuya, autant par ses armes que par son argent, les prétentions de son protégé et finit par l'asseoir sur le trône de Fez (1576). Mais cette main-mise, sur le Maroc, ne dura qu'un temps très court, Moulaï Abd El Malek périt, en 1578, tué à la bataille de Ksar-El-Kebir, au moment où il allait entreprendre la lutte contre les Espagnols.

1575. — Cette année vit arriver, à Alger, l'immortel Cervantès fait prisonnier par les corsaires barbaresques, alors qu'il rentrait, en Espagne, après avoir perdu une main à la bataille de Lépante.

Il ne fut rendu à la liberté qu'après avoir été racheté, au bout de cinq années d'esclavage (1580).

1576. — Les Algériens refusent de laisser installer le consul français : Capitaine Sauron.

1577. — Notre ambassadeur à Constantinople fait, à ce sujet, des représentations énergiques à la Porte et, sur de nouveaux ordres du Sultan, le consul est installé. Depuis ce moment, la France aura toujours un représentant à Alger.

Ramdane nommé à Tunis, en 1577, fut remplacé à Alger par

Haçane Veneziano (1577-1580). — Cet homme, d'une rare énergie, fit une guerre acharnée aux Espagnols, aussi bien sur le continent africain que sur les côtes d'Espagne, qu'il ravagea particulièrement en 1578.

Cependant, dans l'intervalle de ses expéditions sur terre et sur mer, il s'employait à perfectionner et compléter les fortifications d'Alger ; et, en particulier, il fit reconstruire le bordj Moulaï Hacene (Fort l'Empereur) ; mais il faut ajouter que si Haçane Veneziano s'était rendu redoutable aux Espagnols, par son audace et son intrépidité, il s'était aliéné l'esprit de la milice et des raïs par ses rigueurs et ses exactions.

(1) D'autre historiens l'appelent Moulaï Malouch.

1580. — Il se voit enlever le gouvernement de l'Algérie qui est confié à

Djafer Pacha (1580-1582). — Ce vieillard ne conserva le gouvernement d'Alger que pendant deux années, au cours desquelles, Euldj Ali essaya, de nouveau, d'organiser une expédition pour s'emparer du Maroc. Mais le Cherif de Fez prévenu, fit agir à Constantinople ; le Sultan rappela Euldj Ali et l'envoya réprimer des troubles qui avaient éclaté en Arabie. D'autres historiens prétendent que les janissaires, voyant d'un mauvais œil la campagne qui se préparait pour le Maroc, dénoncèrent, au Sultan, le Capitan Pacha, comme cherchant à se créer, dans l'Afrique du Nord, un royaume indépendant de la Porte, et que cette accusation fut la cause de son rappel. Quoi qu'il en soit, le même courrier qui apportait le rappel de Euldj Ali donnait un nouveau poste à Djafer ; tous deux regagnèrent ensemble Constantinople. Djafer fut remplacé par

Caïd Ramdane (2e fois -1582). — Ce gouverneur arrivait à Alger, avec la mission de faire cesser la course, contre les Français, alors alliés du Sultan, et de leur faire rendre les navires et les équipages qui leur avaient été pris dans les dernières croisières. Ces ordres étaient trop contraires aux intérêts des raïs pour que ceux-ci ne missent pas tout en œuvre pour en empêcher l'exécution.

Mami Arnaute, chef de la Taïffa, prit la direction du mouvement, et Ramdane, croyant déjà la partie perdue, prit la fuite (1582). Mami Arnaute se trouva ainsi, le maître d'Alger, pendant quelques jours.

Mais Haçane Veneziano, qui croisait, à ce moment, dans le bassin occidental de la Méditerranée, apprenant les évènements d'Alger, se hâta d'accourir et prit le pouvoir, de sa propre autorité.

Haçane Veneziano (2e fois 1582-1587). — La Porte sanctionna-t-elle ce coup de force, ou, ferma-t-elle les yeux sur cette véritable usurpation ? nous ne le savons pas ; toujours est-il que Haçane Veneziano gouverna Alger, au nom du Sultan, durant cinq ans. Pendant cette période, les raïs, encouragés d'ailleurs par l'exemple du Pacha, déployèrent une activité et montrèrent une audace inconnues, jusqu'alors. Presque toujours, leur témérité fut couronnée de

succès ; toutes les côtes de la Méditerranée eurent à subir leurs déprédations ; les pertes subies par les marines des nations européennes furent des plus considérables ; le nombre des esclaves chrétiens en Berbérie devint immense. On ne cite qu'un échec sérieux, subi, à cet époque, par la flotte algérienne, à laquelle l'amiral Doria (1) (André Jean) enleva dix huit galères, en 1585.

Vers cette époque, Caïd Ramdane fut nommé gouverneur de Tripoli. Cette ville ne tarda pas à se mettre en insurrection et à se débarrasser de son Bey qui périt assassiné.

1587. — Nous ne pouvons passer sous silence la mort du Capitan-Pacha Euldj Ali, qui eut une influence si grande sur les destinées de l'Algérie. Cet ancien esclave que ses qualités personnelles, son coup d'œil militaire, son profond esprit politique avaient conduit justement aux plus hautes situations, mourut en 1587, à l'âge de 80 ans. Il avait pu voir la suprématie turque s'établir dans le bassin oriental de la Méditerranée, et il n'avait pas dépendu de lui de l'établir également sur toute l'Afrique du Nord, y compris le Maroc. Sa haute intelligence lui avait fait comprendre le coup mortel porté à la marine méditerranéenne par la découverte de la route de l'Inde, par le cap de Bonne Espérance.

Avant l'audacieuse initiative de Vasco de Gama (1497), les marchandises de l'Inde, passant par la mer Rouge, transitaient par l'isthme de Suez, que leur faisaient franchir les caravanes, puis, reprenaient la voie de mer, pour se répandre dans les ports de l'Europe. Il résolut de rendre, à la marine de la Méditerranée, cette importante source de trafic, en creusant un canal à travers l'isthme de Suez. Il fit même commencer les travaux d'exécution de ce gigantesque projet qui fut abandonné après sa mort, et, qui ne devait être réalisé que trois siècles plus tard, mais cette fois par les Français.

A la fin du XVI[e] siècle, régnait à Constantinople le Sultan Amurath III (1574-1595). Sous son règne et sous les règnes de ses successeurs, Mahomed III (1595-1603) et

(1) Ne pas confondre cet amiral Doria (André Jean) mort en 1606, avec le fameux amiral André Doria, né en 1468, mort en 1560, auquel les Génois ont élevé une statue, avec cette inscription : « Au père de la Patrie ».

Achmet Ier (1603-1617), la puissance turque commence à péricliter, en Orient. Dans l'Afrique du Nord, elle perd également de son prestige. Depuis Baba Aroudj et Kheir Ed Dine, l'Algérie avait été gouvernée par de hauts fonctionnaires ayant le titre de Bey Ler Bey correspondant, à peu près, à celui de gouverneur général et nommés pour une durée indéterminée.

Le Sultan craignit-il de voir de si puissants fonctionnaires, tentés de se déclarer indépendants, ou obéit-il à d'autres préoccupations ? toujours est-il que, à partir de 1583, moment où Haçane Veneziano quitta, définitivement, le gouvernement d'Alger, les Sultans ne confièrent plus l'administration de cette province, qu'à des fonctionnaires, de second ordre, portant le titre de Pacha, analogue à celui de préfet ; et encore leurs pouvoirs ne leur furent-ils conférés que pour une durée de trois ans.

Cette diminution de l'importance du fonctionnaire turc, chargé d'administrer l'Algérie, au nom du Sultan, cette limitation de la durée du pouvoir conféré, amenèrent, peu à peu, le relâchement des liens rattachant l'Algérie à la Turquie. Si les Sultans s'étaient rendu un compte plus exact de la situation, ils auraient, au contraire, augmenté, dans la mesure du possible, l'ascendant et le prestige de leurs représentants. Ceux-ci avaient, en effet, à lutter contre de très grandes difficultés ; indépendamment des velléités d'indépendance qu'il fallait réprimer chez les tribus, arabes ou berbères, ils avaient à résister, dans la ville même d'Alger, aux empiètements que tentaient constamment, contre leur autorité, tantôt sournoisement, par l'intrigue, tantôt ouvertement, par la force, d'un côté la taïffa des raïs, d'un autre côté, la milice des janissaires.

PERIODE TURQUE. — ALGERIE. RAIS ET JANISSAIRES

C'est vers la fin du XIVe siècle que les pirates, de toutes nations, commencèrent à infester la Méditerranée, alors que le commerce, entre les Chrétiens d'Europe et les Musulmans de l'Afrique du Nord, avait atteint un développement et une prospérité réellement remarquables. Les flottes, des uns et des autres, se réunirent, pour donner la chasse à ces forbans, et l'on vit souvent des escadres porter, à la fois, le pavillon chrétien et le pavillon musulman.

Cette période d'amitié dura jusqu'à la fin du XVe siècle. A ce moment, deux faits nouveaux allaient bouleverser, totalement le système des relations commerciales pratiquées jusqu'à ce jour :

Christophe Colomb découvrait l'Amérique, en 1492, et, en 1498, Vasco de Gama contournait le cap de Bonne Espérance et ouvrait la voie maritime de l'Inde. Ces deux découvertes portèrent un coup fatal au commerce de la Méditerranée, jusque là, seul intermédiaire entre l'Inde, l'Afrique et l'Europe.

D'un autre côté, en 1492, Ferdinand le Catholique chassait les Maures d'Espagne, et ceux-ci, venant chercher un refuge dans les différents ports d'Afrique, apportèrent l'appoint de leurs rancunes et de leurs désirs de vengeance au mécontentement général provenant de la ruine du commerce.

Le résultat de ce déplorable état de choses ne se fit point attendre et la piraterie, qui, jusqu'alors, n'avait été pratiquée que par des bandits, rebuts de tous les peuples, devint une industrie régulière, protégée, et même encouragée, par les états barbaresques dont les souverains ou les gouverneurs trouvaient, dans les parts de prise, qu'ils s'étaient réservées, la principale source de leurs revenus.

Nous allons donner ici, quelques détails sur l'organisation de ces corsaires (1), qui, pendant plus de trois cents

(1) Nous avons eu surtout en vue, dans ce chapitre, l'organisation des corsaires et des janissaires, à Alger et à l'époque des Dey. A quelques détails près, la même organisation des corsaires existait dans tous les ports de l'Afrique du Nord.

ans, désolèrent non seulement la Méditerranée et l'Adriatique, mais encore l'Océan Atlantique, depuis les Açores jusqu'à l'Irlande, pénétrèrent dans la Mer du Nord, jusqu'au Texel, et portèrent l'effroi jusqu'aux rives américaines de Terre-Neuve.

Les navires faisant la course appartenaient, généralement, à leurs capitaines : raïs, lesquels organisaient et conduisaient leurs expéditions, à leurs risques et périls. L'équipage était composé de bandits turcs ou renégats, de toutes origines, enrôlés plus ou moins facilement, suivant les risques de l'expédition projetée, et, aussi, suivant la réputation du raïs qui la conduisait. La manœuvre des rames était assurée par la chiourme, formée d'esclaves chrétiens, soumis, pour les fautes les plus légères, aux traitements les plus cruels et même à la bastonnade, entraînant parfois la mort.

A peine en mer, le corsaire arborait le pavillon d'une nation européenne, pour lui permettre d'approcher de sa proie, sans lui inspirer de défiance, tout en ne courant que le moindre risque, si, par hazard, l'adversaire était reconnu, au dernier moment, d'une force trop supérieure pour qu'on pût l'attaquer avec chance de succès.

L'attaque était-elle décidée, un coup de canon sommait le navire chrétien d'avoir à se rendre ; si celui-ci refusait, on tâchait de le joindre et de s'en emparer à l'abordage. C'était alors un combat sans quartier ; chaque équipage sachant très bien que la défaite lui ouvrirait les portes du bagne et le soumettrait à toutes les horreurs de l'esclavage. En ce temps là, en effet, les nations chrétiennes avaient encore, des esclaves, dont la condition n'était guère plus enviable que celle des malheureux captifs des états barbaresques.

Le combat terminé, à l'avantage du corsaire (c'est l'hypothèse qui nous intéresse), le raïs procédait à l'inventaire de sa prise. Les survivants de l'équipage étaient faits prisonniers ; les esclaves composant la chiourme étaient remis en liberté, s'ils étaient musulmans et maintenus sur leurs bancs de galère, s'ils étaient chrétiens.

Dans le cas où le navire n'avait pas une valeur suffisante, on y mettait le feu, après l'avoir pillé ; si, au con-

traire, il en valait la peine, il était amariné, c'est-à-dire, que le corsaire y mettait un équipage assez nombreux pour le conduire en sûreté à son port d'attache. La prise avait-elle une grande valeur, le raïs la prenait à la remorque ou la convoyait jusqu'au port.

Pour annoncer l'heureuse issue de son expédition, il était d'usage que le corsaire, dès son arrivée en vue des côtes, fît tirer des coups de canon à intervalles réguliers, et cette salve ne prenait fin que lorsqu'il était amarré dans la darse.

Dès l'arrivée dans le port, le raïs de la marine (commandant du port) montait à bord et faisait un inventaire succinct du butin, prisonniers et marchandises, pour le transmettre immédiatement au Pacha.

Les prisonniers, aussitôt après leur débarquement, étaient conduits au palais du Pacha, qui choisissait ceux qui lui convenaient le mieux, dans la proportion de un sur huit ; ce haut fonctionnaire, avait, également, droit au huitième de la cargaison saisie. Le reste, prisonniers et cargaison, était ensuite partagé entre le raïs et l'équipage, suivant certaines règles particulières.

Les agrès du grand mât revenaient aux gardiens du port, ceux du mât de misaine passaient sur le navire capteur ; la coque était vendue et le prix partagé entre le Dey et les autres intéressés.

Les esclaves restant, après le prélèvement du Dey étaient conduits au Badestan ou Batistan (marché) pour y être vendus aux enchères.

Un crieur public promenait, successivement, chaque prisonnier autour de la place où se tenait ce marché, en indiquant sa nationalité et sa profession ; puis on procédait à la vente ; mais ceci n'était que le premier acte de cette formalité. Les esclaves, vendus au badestan, étaient ensuite conduits au palais du Pacha, où ils étaient, de nouveau, mis en vente, en prenant, pour base des enchères, le prix auquel ils venaient d'être adjugés. La différence, entre les résultats de la première et de la seconde enchère, revenait au trésor du gouverneur.

L'esclave, livré à son acheteur, devenait sa chose ; son maître en tirait le parti qui lui semblait le plus avantageux,

sans que l'esclave eût d'autre garantie que l'intérêt de son propriétaire à conserver le capital qu'il représentait.

La condition des esclaves était, en général, des plus malheureuses ; c'étaient eux qui composaient la chiourme des galères algériennes. A terre, ils étaient astreints aux travaux les plus pénibles et leur existence était des plus misérables : les esclaves du Bey de Tunis recevaient, par jour, comme nourriture, deux petits pains, à peine cuits, et composés d'une très mauvaise farine ; on leur allouait, de plus, deux petites pièces de monnaie de cuivre, équivalentes à environ 10 centimes de France, pour ajouter quelque complément à cette distribution par trop insuffisante. Encore, paraît-il que les geôliers trouvaient le moyen de s'attribuer la moitié de cette indemnité quotidienne.

La situation si précaire des esclaves chrétiens, d'ailleurs, constamment invités, soit par prières, soit par menaces, à embrasser la religion musulmane, n'était pas sans avoir provoqué la pitié et l'assistance des nations européennes.

Les souverains venaient à leur secours, par l'intermédiaire de leurs consuls ; les peuples, par celui des pères Trinitaires et des religieux de Notre-Dame-de-la-Merci, les premiers d'origine française, les seconds de fondation espagnole.

L'ordre des Trinitaires a été fondé par Jean de Matha, vers l'an 1152, aux environs de Barcelonnette, de concert avec Félix de Valois, vénérable ermite du diocèse de Meaux, pour la délivrance des captifs chez les Infidèles.

Les statuts de cet ordre furent approuvés par le pape Innocent III (1198-1216) (bulle du 21 Décembre 1198). Quarante ans après, cet ordre comptait déjà 600 maisons.

Jean de Matha, mourut en 1213,à l'âge de 61 ans.

Le monastère, que les Trinitaires construisirent à Paris, fut placé sous l'invocation de St-Mathurin, de là, le nom de Mathurins donné, généralement, en France, aux religieux trinitaires (1).

L'ordre de Notre-Dame-de-la-Merci a été fondé par Saint Pierre de Nolasque, issu d'une noble famille du Lauragais,

---

(1) Histoire d'Alger, par Stephen d'Estry, Mame, Tours, p. 216 et suivantes.

résidant près de Carcassone. Chassé de France, par les violences des Albigeois, il se réfugia en Espagne. Il commença à racheter des esclaves à ses propres frais, puis, après avoir dépensé toute sa fortune, dans ce but charitable, il fonda, pour continuer son œuvre, de concert avec St Raymond de Peñaford, et sous la protection de Jacques Ier roi d'Aragon (1213-1276), l'ordre de Notre-Dame-de-la-Merci (12 Août 1218).

Par un vœu spécial, les religieux de cet ordre s'engageaient à rester, en otage, entre les mains des Infidèles, si cela était nécessaire pour la délivrance des Chrétiens.

Ces deux ordres, par des quêtes continuelles, provoquaient les aumônes des fidèles et les centralisaient, pour en faire profiter les pauvres esclaves.

Des religieux de ces ordres, établis à Alger ou dans les autres principaux ports des corsaires, et, parlant la langue du pays, négociaient, argent comptant, la libération de leurs compatriotes, d'abord, des autres Chrétiens ensuite.

Le plus souvent ces négociations duraient fort longtemps avant d'aboutir ; d'un côté, les pères voulant libérer le plus grand nombre d'esclaves, en échange des capitaux dont ils pouvaient disposer, les Musulmans cherchant, de leur côté, à s'approprier les mêmes capitaux, en n'abandonnant que le plus petit nombre possible de captifs.

Ces rachats nécessitaient des fonds considérables ; pour en donner une idée, il suffit d'indiquer qu'en moyenne, un esclave, homme, ne pouvait être racheté que par le versement de 300 sequins de Venise (environ 3.600 francs de notre monnaie), et, une esclave, femme, ne pouvait récupérer sa liberté que par le paiement d'une somme double (environ 7.200 francs).

Et encore, au principal de cette rançon, versée entre les mains du propriétaire, venaient s'ajouter quantité de frais accessoires.

1° 10 % pour la douane ;

2° 15 piastres (1) au profit du Dey (droit du Caftan du Pacha) ;

(1) La piastre est une monnaie qui a beaucoup varié, comme valeur ; de 1 fr. 12 à 0 fr. 62. On peut donc, sans beaucoup se tromper, estimer sa valeur moyenne à environ 1 fr. de notre monnaie.

3° 4 piastres pour les secrétaires d'Etat ;

4° 7 piastres pour le capitaine du port.

En dehors de ces droits, payés pour la libération des esclaves, appartenant à des particuliers, les esclaves, appartenant au Dey, devaient payer un droit supplémentaire de 17 piastres, destinées aux gardiens du bagne.

Ce n'était cependant pas encore suffisant pour satisfaire la rapacité du Pacha. Au moment où les religieux arrivaient à Alger, avec le produit des aumônes recueillies, ils devaient immédiatement se présenter au gouverneur et, à titre de bienvenue, lui offrir tout d'abord un cadeau dont l'importance avait une influence indéniable sur le succès des négociations postérieures.

Les pères devaient, en même temps, faire une déclaration exacte des valeurs et marchandises en leur possession. Un officier venait à bord vérifier la sincérité des déclarations, et faisait transporter le tout au palais du Pacha.

Celui-ci commençait par toucher un droit de 3 fr. 50 % sur les espèces, et de 12, fr. 50 %, sur les marchandises. Alors seulement les religieux étaient autorisés à séjourner à Alger et à remplir leur mission.

Cependant, les pères n'étaient pas encore arrivés au terme des démarches préliminaires. Le Pacha exigeait qu'on lui rachetât une certaine quantité d'esclaves, dont lui-même fixait le nombre et le prix, et, il n'y avait qu'à s'incliner devant ses exigences.

Les religieux étaient enfin libres de procéder au rachat des esclaves qui leur paraissaient le mieux mériter cette faveur. On se figure facilement les sollicitations auxquelles ils étaient en but, aussi bien de la part des esclaves soupirant après leur liberté, que de la part des propriétaires désireux de se débarrasser, à bon prix, d'esclaves malades, vieux, usés ou indomptables.

Les pères rachetaient, de préférence, les esclaves de leur nation, puis ceux des nations catholiques, mais ce n'était que, par exception, qu'ils rendaient la liberté à des hérétiques.

Lorsque toutes les négociations étaient terminées, les esclaves assistaient, vêtus d'un manteau blanc, à une messe

d'actions de grâce, puis ils se rendaient, en procession, au palais du Pacha où on délivrait à chacun son titre d'affranchissement (teskra) et, de là, ils descendaient au port où ils s'embarquaient.

Arrivés en France, les pères trinitaires recommençaient de nouvelles quêtes. En passant par les différentes villes dans lesquelles ils avaient des captifs à rapatrier, ils organisaient des processions, où ils faisaient figurer, vêtus de robes blanches, les anciens esclaves qu'ils n'avaient pas encore remis à leurs familles. Ce défilé lamentable excitait la générosité des populations ,qui versaient abondamment leur aumônes dans l'escarcelle des quêteurs et leur permettaient de reprendre, à brève échéance, une nouvelle opération de rachat (1).

Si l'on se rend bien compte de l'opération commerciale, résumant cette progression alternative d'aggressions sauvages et de transactions intéressées, on est obligé de reconnaître que la Course des pirates barbaresques n'était qu'une entreprise de forbans, protégés par les lois de leurs pays, enlevant aux Chrétiens le plus grand nombre d'hommes et la plus grande quantité de marchandises possibles, dans le seul but de leur revendre ce butin, au plus haut prix.

D'après ce qui précède, on peut facilement se rendre compte de l'influence que les raïs exerçaient sur cette population de pirates. L'un d'eux, avait-il la chance de mener à bien une expédition audacieuse, son équipage rentrait, en possession de parts de butin considérables, et, nombreux étaient alors ceux qui ambitionnaient l'honneur lucratif de servir sous ses ordres. Cette clientèle, sans scrupule, était ainsi à la dévotion de ces audacieux capitaines et toute prête à les suivre, dans toutes leurs entreprises, quel que fut le but à atteindre.

Il faut ajouter que les raïs, convaincus de la vérité de l'adage : « l'union fait la force », avaient fondé, pour la défense de leurs intérêts communs, une espece de corpo-

---

(1) Un chiffre donnera une idée de l'importance des sommes consacrées au rachat des esclaves.

D'après le père Dan, en 1635, l'ordre des Trinitaires avait racheté 37.720 esclaves, dont on peut évaluer, à 5.000 francs, en moyenne, le prix de rachat par tête. La somme dépensée atteindrait donc un total de plus de 180 millions.

ration qu'on appelait « la taïffa des raïs » et qui, nous le verrons plus loin, prit, par moments, une influence considérable sur les destinées de la Régence d'Alger, soit, en portant au pouvoir un de ses membres, soit, en imposant aux Dey, ses volontés.

Nous avons dit plus haut (page 15) que Baba Aroudj avait créé, à Alger, une milice formée exclusivement de Turcs et de renégats dont l'entrée était interdite aux jeunes gens originaires d'Alger, fussent-ils même fils de miliciens. Ce corps de milice reçut le nom de janissaires par analogie, avec le corps d'infanterie créé, en 1350, par le Sultan Orkhan (1326-1360) pour former la garde du trône, à Constantinople. Les janissaires virent leur nombre porté successivement de 2.000 à 6.000. Ce corps, composé de soldats grossiers et brutaux, ne connaissait d'autre autorité que celle de ses officiers. Ceux-ci ne parvenaient à conquérir leurs grades que par leur ancienneté de service et par l'élection. Il en résultait que les plus ignorants et, surtout, les plus intrigants pouvaient arriver aux grades supérieurs. Peu à peu, les officiers des janissaires entreront au divan et, lorsqu'ils y seront en majorité, ils deviendront les arbitres incontestés du gouvernement de la Régence. Ils trouveront, d'autant plus facilement le moyen de réaliser leurs ambitions, que le représentant de la Porte verra, de jour en jour, diminuer son prestige et son autorité.

En Europe, à la fin du XVIe siècle, la situation générale s'est modifiée : la lutte acharnée entre François Ier et Charles-Quint a pris fin ; la France n'a donc plus le même intérêt à rester en bons termes avec les puissances musulmanes. Les relations amicales commencent par se refroidir, puis, les déprédations des corsaires devenant de plus en plus fréquentes et audacieuses, on en arrive à des représailles, qui ne prendront fin que lors de l'occupation définitive d'Alger, en 1830.

Nous allons tâcher d'exposer aussi clairement que possible cette histoire très embrouillée et présentant, parfois, des lacunes assez considérables.

PERIODE TURQUE. — ALGERIE
PACHA TRIENNAUX

Chronologie des Pacha triennaux (1587-1659)

Deli Ahmed	1587-1589
Kheder (1re fois)	1589-1592
Chabane	1592-1595
Kheder (2e fois)	1595-1596
Mostefa	1596-1599
Kheder (3e fois)	1599-1603
Mohammed Kouça	1603-1605
Kouça Mostefa (1re fois)	1605-1607
Redouane	1607-1610
Kouça Mostefa (2e fois)	1610-1613
Hoceïne Cheikh (1re fois)	1613-1617
Kouça Mostefa (3e fois)	1617-1617
Slimane Katani	1617-1617
Hoceïne Cheikh (2e fois)	1617-1620
Kheder (4e fois)	1620-1623
Khosrou	1623-1627
Hoceïne	1627- »
Lacune	
Youcefe	1634-1637
Ali Pacha	1637-1639
Cheikh Hoceïne	1639-1640
Abou Djemal Youcefe	1640-1642
Mohammed Boursali	1642-1645
Ahmed	1645-1647
Lacune (1)	
Disparition des Pachas triennaux	» -1659

(1) On trouvera plus loin, dans le texte, des indications sur les Pacha triennaux qui ont occupé le pouvoir pendant cette lacune sans qu'on puisse préciser les dates auxquelles ils ont pris et quitté le pouvoir.

Jusqu'à présent, nous n'avons vu, à la tête du gouvernement de l'Algérie, que des gouverneurs généraux, ou leurs intérimaires, tous hommes de grande valeur, hantés par l'idée de conquérir à leur maître, le Sultan de Constantinople, un nouvel empire dans l'Afrique du Nord. Maintenant, nous allons voir leur succéder des Pacha, sorte de fonctionnaires administratifs, sans initiative, sans énergie, n'ayant pour tout idéal que l'ambition de thésauriser, le plus possible, pendant les trois ans qu'ils restent au pouvoir. Pour atteindre ce but, ils favoriseront les raïs et ils feront la sourde oreille à toutes les réclamations qu'on pourra leur adresser, concernant les déprédations et les violations du droit des gens, commises par les corsaires, au mépris des stipulations des traités antérieurs. Entre temps, les Kabyles, ou d'autres tribus, lèveront l'étendard de la révolte et la répression de ces insurrections ne sera pas toujours facile.

Nous suivrons, soigneusement, l'ordre chronologique en exposant dans le paragraphe consacré à chacun de ces Pacha les faits principaux qui caractérisent son administration intérieure, ainsi que ses relations avec les nations chrétiennes, relations tantôt amicales et cimentées par la conclusion de traités de commerce, tantôt hostiles et signalées par des expéditions guerrières.

Dali Ahmed (1587-1589). — Au mois de Juin 1587 survint la mort de Euldj Ali, toujours en possession du titre de Bey Ler Bey, d'Alger. Le Sultan Amurath III (1574-1595) résolut de ne point lui donner de successeur, et il confia l'administration de la Régence d'Alger à un Pacha nommé Dali Ahmed. Celui-ci se contenta de favoriser la course.

1589. — Il reçoit la mission d'aller rétablir l'ordre à Tripoli, alors en proie à une révolution qui a déjà coûté la vie à Ramdane. Au cours de la répression de cette insurrection, Dali Ahmed est tué. Il est remplacé par

Kheder (1re fois 1589-1592). — Comme son prédécesseur, ce Pacha encouragea la course (1).

(1) A signaler que le Sultan envoya, à cette époque, l'ordre aux corsaires algériens de courir sus aux navires de Marseille, alors en révolte contre son ami, le roi de France.

1590. — Il fut obligé de diriger une expédition contre les Kabyles, de la tribu des Beni Abbes, qui, sous le commandement de leur chef, Sidi Mokrani, s'étaient mis en insurrection. Après une campagne indécise, l'armée turque rentra à Alger, après, cependant, avoir obtenu des révoltés le versement d'une somme d'environ 150.000 francs.

1592. — Kheder, à la fin de sa période de trois ans, rentra à Constantinople, où il fut jeté en prison, en attendant qu'il pût se justifier des nombreuses accusations de malversation qu'on portait contre lui.

Chabane (1592-1595) se vit dans l'impuissance de maintenir les Kabyles, qui poussèrent l'audace jusqu'à venir mettre le siège devant Médéa. Ce serait, dit-on, son Khalifa, nommé Mustapha, qui aurait fondé Sour-Er-Rozlane (Aumale). Il est possible que ce Mustapha ait réorganisé, sur de nouvelles bases, la garnison et les fortifications de cette place, mais il est indéniable que la position stratégique d'Aumale avait été occupée par les Romains, sous le nom d'Auzia et que plus tard, au XI[e] siècle, Ibn Khaldoun fait mention de Sour-Er-Rozlane, nom que les Arabes avaient donné à la petite forteresse qui avait remplacé Auzia.

Kheder (2[e] fois 1595-1596). — Kheder, après avoir réfuté victorieusement les accusations de concussion formulées contre lui, revient à Alger en 1595. Il commence par se venger cruellement de ceux qui l'avaient accusé. Ses représailles, qui atteignirent, particulièrement, le corps des janissaires, provoquèrent dans Alger de nombreuses émeutes que le Pacha ne put réduire qu'avec le secours des Coulougli (1) et des Arabes de la campagne.

En 1595, le Bastion de France, construit à 12 km. N.-O. de la Calle, est abandonné et les établissements commerciaux de la Compagnie d'Afrique sont transférés à La Calle.

Les désordres se reproduisant continuellement à Alger, Kheder est destitué.

---

(1) On donnait ce nom aux enfants issus de l'union d'un turc et d'une femme indigène. Ces métis ne jouissaient pas, comme les enfants issus de l'alliance d'un turc avec une esclave chrétienne, de tous les privilèges attachés à la qualité du père ; ainsi, ils ne pouvaient être enrôlés dans la milice et ils ne pouvaient prétendre qu'à certains emplois civils.

Mostefa (1596-1599). — Sous ce Pacha, les désordres continuent.

1599. — Les Kabyles ayant poussé l'audace jusqu'à venir ravager la Mitidja, sans que le Pacha pût les en empêcher, Mostefa fut rappelé à Constantinople, où il fut emprisonné.

En l'année 1597, pendant que Mostefa administrait l'Algérie, le Sultan Mahomet III (1595-1603) renouvelle, avec le roi de France, Henri IV, (1589-1610), les Capitulations réglant les relations diplomatiques entre les puissances contractantes, ainsi que les garanties à accorder, dans chaque pays, aux ressortissants de l'autre nation. Ces Capitulations, reconnaissant des privilèges aux agents et commerçants français, résidant dans les possessions turques du bassin oriental de la Méditerranée, sont rendues, par une clause spéciale, également applicables dans la Régence d'Alger.

Kheder (3e fois 1599-1603). — En 1599, Kheder revient, pour la troisième fois, comme gouverneur à Alger. La même année, les Turcs démolissent l'ancien Bastion de France, abandonné il est vrai, mais placé, quand même, sous la protection des agents turcs de la Régence. Ce ne fut pas la seule insulte faite à notre pavillon, vers cette époque, car, nombreux furent les navires français capturés par les raïs algériens, malgré les dispositions formelles des Capitulations.

1603. — Kheder, s'étant permis de faire emprisonner notre consul, à Alger, M. de Vias, auquel il ne rendit la liberté que moyennant le versement d'une forte rançon, Henri IV exige du Sultan une réparation proportionnée à l'offense. Un délégué du Sultan, nommé Mohammed Kouça, est envoyé à Alger ; il y fait étrangler Kheder, dont il confisque les immenses biens, produits de ses innombrables exactions.

En cette même année, 1603, les Espagnols font une tentative malheureuse pour s'emparer du petit port d'Azzefoun (aujourd'hui Port-Gueydon).

Mohammed Kouça (1603-1605). — Pendant la fin de l'année 1603, et, pendant les premiers mois de l'année 1604, M. de Brèves, l'ambassadeur de France à Constantinople

continue ses négociations et réussit à conclure, avec la Porte, un traité des plus avantageux, surtout en ce qui concerne les relations de la France avec la Régence.

Les gouverneurs d'Alger sont rendus responsables des dommages, causés par les raïs au commerce français ; le droit est reconnu à la France de châtier, elle-même, les Algériens, dans le cas où ceux-ci continueraient à exercer leurs déprédations et à refuser les compensations exigées ; tous les esclaves français, résidant dans les possessions turques, doivent être remis immédiatement en liberté et, les personnes des Français sont déclarées insaisissables, quel que soit le pavillon sous lequel elles naviguent ; de plus, la pêche du corail est garantie aux Français et injonction est faite aux Turcs d'Alger, de laisser reconstruire le Bastion de France.

Malgré toute son énergie, Mohammed Kouça ne peut venir à bout du Divan qui refuse d'accepter les conditions du traité passé avec la France et, en particulier, les stipulations concernant la reconstruction du Bastion. Le Divan va même plus loin : il prononce la peine de mort contre quiconque en proposera, à l'avenir, la restauration.

Mohammed Kouça demande une nouvelle intervention du Sultan ; celui-ci envoie un Capidgi (délégué extraordinaire) muni des pouvoirs les plus étendus. Ce Capidgi, nommé Kouça Mostefa, était particulièrement chargé de prendre les mesures nécessaires pour faire donner satisfaction à la France, et il était accompagné de M. de Brèves, chargé lui-même de surveiller l'exécution du traité. L'envoyé du Sultan ne peut rien obtenir ; la population d'Alger, poussée par les raïs et le Divan, s'insurge et, aux cours d'affreux désordres, les canons, prêts à faire feu, sont braqués sur le navire portant l'ambassadeur français. Cependant les négociations ne sont point interrompues, mais le brave Mohammed Kouça, âgé de 80 ans, ne tarde pas à mourir, au courant du mois de Septembre 1605.

Kouça Mostefa (1605-1607) prend le pouvoir en 1605, et, il parvient, par son énergie et sa ténacité, à ramener le Divan à des sentiments plus raisonnables. Les Français esclaves sont remis en liberté, mais seulement après le rapatriement des Algériens esclaves en France.

En cette même année, 1605, Saint-Vincent-de-Paul est fait prisonnier par des corsaires tunisiens et emmené à Tunis, où il reste en captivité jusqu'au 18 Juin 1607, jour où il s'échappa, avec quelques compagnons de bagne montés sur un frêle esquif.

1606. — Kouça se porte au secours des Musulmans des environs d'Oran qui réclamaient sa protection, mais son expédition échoue et ses troupes sont battues, à environ 8 kilomètres de cette ville, par les Espagnols commandés par le gouverneur, Don Ramirès de Guzman.

C'est vers 1606, qu'un corsaire flamand, du nom de Simon Dansa, (ou Danser) introduisit, chez les pirates, l'usage des vaisseaux ronds, pontés et à voile ; cette innovation contribua puissamment au développement de la piraterie.

1607. — Kouça cherche à étendre son influence en Kabylie, et il réussit à négocier l'établissement d'une garnison turque à Djemmaa-Saharidj.

Redouane (1607-1610). — Au courant de l'année 1607, Kouça Mostefa disparaît et est remplacé par un certain Redouane qui exerce son autorité jusqu'en 1610.

Bientôt une expédition, comptant 14 navires et 2.000 hommes, organisée par le grand duc de Toscane et commandée par le connétable Piccolomini, s'empare de Bône. La garnison turque se réfugie dans la Kasba. Le Dey de Constantine, Mohammed Ben Farath, venu à son secours, est battu et tué sous les murs de la ville. Cependant les Toscans ne persistent pas dans l'occupation du pays et se rembarquent en emportant un butin considérable.

1608. — C'est pendant l'administration de Redouane qu'il se passa à Alger un fait assez banal qui eût, cependant des conséquences déplorables : le corsaire Simon Dansa, dont nous avons déjà parlé, résolut de rentrer en France où il avait laissé sa famille. Son départ mécontenta, d'abord considérablement les raïs qui voyaient partir un des meilleurs parmi eux. Mais ce mécontentement devint une véritable colère, lorsqu'on apprit que, dans sa fuite, le Flamand avait emporté deux canons en bronze qui, disait-on, lui avaient été prêtés par le Pacha. Immédiatement fut adressée, au gouvernement français, une réclamation de-

mandant, non seulement la restitution des canons, mais encore la punition du coupable. La cour de France ne crut pas devoir répondre à cette mise en demeure. Dès lors, les hostilités commencèrent, causant, au commerce français, des dommages considérables.

1609. — Les Kabyles descendant du Djurdjura, ravagent la Mitidja et menacent même Alger.

1610. — (Août). Les chevaliers de St-Etienne, montant des navires toscans viennent croiser devant le port d'Alger; puis, ils surprennent et détruisent, de fond en comble, la petite ville de Brekch (Gouraya).

A l'expiration de ses trois ans, Redouane est remplacé par

Kouça Mostefa (2e fois 1610-1613). — Dès son arrivée à Alger, Kouça commence par diriger quelques expéditions contre les Kabyles qu'il refoule dans le Djurdjura et auxquels il impose une trève.

1611. — Une flotte espagnole ravage les environs de Djidjelli.

La peste éclate ; cette année et la suivante, elle fait de nombreuses victimes dans toute l'Afrique du Nord.

Hoceïne Cheikh (1613-1617). — Sous l'administration de ce Pacha nous n'avons à mentionner que la conclusion entre le Pacha d'Alger et Dey de Tunis, d'un traité fixant la frontière entre les deux pays.

Ce Pacha paraît avoir été animé de sentiments conciliants, à l'égard de la France : il demanda la mise en liberté des esclaves algériens captifs en France, le gouvernement français y consentit, à la condition que les Algériens renonceraient à la course. Les négociations entamées sur ces bases traînèrent en longueur et finirent par échouer.

Kouça Mostefa (3e fois 1617). — Kouça Mostefa reprend le pouvoir, mais il ne le garde que quelques semaines et il est remplacé par

Slimane Katania (1617). — Pendant les quelques mois que ce Pacha gouverna la Régence, des évènements d'une très grande gravité se passèrent à Alger.

Les échevins de Marseille, dans le but de calmer l'esprit

d'hostilité qui régnait à Alger, contre les Français, avaient fait de très grands sacrifices pour racheter les esclaves algériens, afin de les échanger contre les esclaves français ; l'échange devait se faire à Alger ; mais, lorsque les esclaves musulmans furent débarqués et rendus à la liberté, la populace s'ameuta et refusa de rendre les esclaves chrétiens. Bien plus, on organisa une expédition, avec mission de mettre immédiatement à la voile, pour aller détruire, à nouveau, le Bastion de France, qui avait été relevé de ses ruines. Tous les Français qui composaient la garnison de cet établissement furent tués ou réduits en esclavage.

Le Sultan qui, à ce moment entretenait des relations pacifiques avec le Roi de France, dès qu'il apprit ces évènements, destitua Slimane Katania et le remplaça par

Hoceïne Cheikh (2e fois, 1617-1620). — Sous l'influence de ce Pacha, les esprits se calmèrent à Alger : deux ambassadeurs algériens, accompagnés par M. Castellane, furent envoyés en France pour traiter directement avec la cour de France, alors en résidence à Tours. Les négociations traînèrent en longueur, enfin, le 21 Mars 1619, une convention fut signée stipulant l'échange des esclaves musulmans et français, ainsi que la cessation des hostilités.

Malheureusement, pendant que les ambassadeurs algériens attendaient à Marseille que les esclaves musulmans leur fussent remis, un corsaire, nommé Redjeb Raïs, s'empara, par trahison, d'un navire marseillais dont il massacra l'équipage, composé de 36 personnes. Le navire sabordé ne coula pas et deux survivants vinrent raconter l'odieux attentat. Le peuple de Marseille ,exaspéré, dépassa toute mesure ; malgré ses échevins, il massacra les ambassadeurs, leur suite, ainsi que les esclaves qu'on avait déjà réunis pour les embarquer ; au total 48 personnes. La justice française sévit rudement contre les coupables, dont 14 furent condamnés à mort et exécutés.

1620. — Cependant les esprits étaient, de plus en plus, surexcités à Alger et, le 8 Août, une véritable insurrection éclata : tous les Français furent arrêtés, maltraités et réduits en esclavage.

A la suite de ces fâcheux évènements, la course recommença de plus belle.

Le successeur de Hoceïne Cheikh fut :

Kheder (4e fois 1620-1623). — Sous ce Pacha quelques démonstrations, peu efficaces, furent faites, par la France, pour enrayer la piraterie. Au cours de l'une d'elles, le duc de Guise releva le Bastion de France, mais à peine s'était-il retiré, que la garnison, qu'il y avait laissée, fut de nouveau attaquée par des forces considérables ; réduite à capituler, elle fut, en partie, massacrée, en partie, emmenée en esclavage.

Vers 1622, les Hollandais dirigent une escadre de 6 vaisseaux contre Alger. Le capitaine Lambert, qui commandait cette flotte, avait capturé, pendant sa traversée, plusieurs navires appartenant aux raïs d'Alger. En arrivant devant la ville, Lambert demanda satisfaction pour certains griefs antérieurs ; le Divan éconduisit son parlementaire. Aussitôt le capitaine hollandais fit pendre, à ses vergues, ses prisonniers musulmans, puis il regagna la haute mer. Quelques jours plus tard, il revint après avoir fait de nouvelles prises et il présenta, à nouveau, ses réclamations, menaçant de recommencer ses exécutions, en cas d'insuccès ; cette fois, le Divan capitula et accorda toutes les réparations demandées.

Alger était en proie à une terrible épidémie de peste. Cette maladie s'était d'abord manifestée à Tunis, puis, de là, s'était répandue dans toute l'Afrique du Nord où elle faisait d'innombrables victimes. Une lettre, datée du 18 Octobre 1623, dit qu'à cette date, Alger avait déjà perdu de 50.000 à 60.000 personnes.

Khosrou (1623-1627). — Pour essayer d'établir la paix à Alger, Khosrou s'ingénia à en éloigner la milice, qu'il occupa à de nombreuses expéditions.

Tout d'abord, il alla rétablir l'ordre à Tlemcen, dont les habitants montraient des velléités d'indépendance.

L'année suivante, en 1624, il tourna ses efforts contre le roi de Koukou qui fut vaincu et vit sa capitale tomber aux mains des Turcs. Mais pendant que le Pacha était ocpé à guerroyer contre les montagnards du Djurdjura, une nouvelle insurrection éclatait à Tlemcen. Sans perdre de temps, Khosrou y envoya une colonne de 1.200 Turcs qui, après avoir rétabli dans cette ville turbulente, l'autorité du Pacha, se livra aux plus horribles représailles. Les prin-

cipaux chefs du mouvement furent écorchés vifs et leurs peaux, bourrées de paille, furent envoyées à Alger, en guise de trophées.

Pendant ce temps là, les corsaires, trouvant que la Méditerranée n'était pas un champ assez vaste pour leur activité, s'avancèrent dans l'Atlantique qu'ils parcoururent jusqu'aux régions arctiques. En 1627, un raïs nommé Mourad Raïs alla faire une descente en Islande, où il fit 400 prisonniers, et un riche butin.

Khosrou mourut de la peste, à la fin de 1627 ; son successeur fut

Hoceïne (1627- ?). — Depuis quelque temps, des difficultés étaient survenues, sur la frontière orientale, où les tribus tunisiennes violaient, à chaque instant, les limites, établies par la convention de 1614. Ces difficultés ne purent être réglées pacifiquement.

1628. — La guerre fut déclarée ; elle se termina par la défaite compléte de l'armée tunisienne, à Es-Settara, localité située près du Keff, (Mai 1628).

A la suite de cette expédition, on entra en pourparlers et la frontière fut ainsi fixée en partant du Sud : Oued-Serrate, Oued-Mellègue, en passant par El-Kirech, Keloub-El-Tirane, jusqu'au Ras-Djebel-El-Hafa et, de là, jusqu'à la mer. Il fut stipulé, en outre, que, quiconque passerait la frontière serait considéré comme appartenant à la nation sur le territoire de laquelle il se trouverait et ne pourrait être réclamé.

Tels sont les évènements qui marquent le commencement de l'administration d'Hoceïne. Ensuite se produit dans la chronologie des Pacha une lacune qui est d'autant moins explicable que, précisément à ce moment, des négociations très importantes furent traitées directement entre les Pacha algériens et la cour de France.

Ces négociations furent, très habilement, conduites par le représentant de la France, Sanson de Napollon, sur le rôle duquel nous allons donner quelques détails particulièrement intéresants.

Ainsi que nous l'avons dit dans les pages précédentes, les rois de France, regardant comme réel le lien de suze-

raineté existant entre le Sultan de Constantinople et la Régence d'Alger, s'adressaient au suzerain pour régler les différents qui pouvaient surgir entre le vassal et la France. Nous avons dit également, que les Algériens n'attachaient que peu d'importance aux ordres de la Porte, quand ils ne refusaient pas formellement d'y obéir. Frappé de ces inconvénients dont le moindre était une perte de temps considérable, le gouvernement de Louis XIII (1614-1643) résolut de traiter directement avec les autorités algériennes, et il confia le soin de défendre les intérêts français à un gentilhomme, chevalier de Saint-Michel (1), nommé Sanson de Napollon. Ce diplomate, corse d'origine, avait rempli de nombreuses missions dans le Levant, il avait été, en particulier, consul à Alep (1614-1616) puis représentant de la France à Tunis, où il arriva en 1623.

En 1626, il reçut l'ordre de se rendre à Alger, pour y résoudre les difficultés pendantes. Très au courant des mœurs levantines, et des pratiques de la diplomatie musulmane, il sut, par des prévenances délicates et, par des générosités adroites, se concilier les sympathies des personnages les plus influents du Divan et de la Taïffa des raïs. Enfin, vers la fin de 1627, un projet de convention était arrêté dont les principaux articles concernaient le rachat des esclaves, la restitution des canons emportés par Dansa et l'établissement d'un modus vivendi pacifique entre les deux puissances.

Sanson se rendit en France, pour obtenir l'acquiescement de Louis XIII à cette convention. L'approbation

(1) Chevaliers de Saint-Michel, ordre militaire créé par Louis XI, à Amboise, le 1er Août 1469. Ces chevaliers au nombre de 36 ne pouvaient appartenir à aucun autre ordre, à moins qu'ils ne fussent empereurs ou rois. Leur devise était : « Immensi tremor oceani » et leur but était d'assurer la liberté de la navigation des mers ; mais les services qu'ils rendirent ne sont point à comparer avec ceux dont on est redevable aux chevaliers de Malte.

L'ordre, tombé en décadence, fut réorganisé par Henri III, une première fois, puis, une seconde fois, par Louis XIV qui porta le nombre des chevaliers à 100. Mais, il y avait déjà longtemps, que le but primitif de l'ordre était complètement oublié : le titre de Chevalier de Saint-Michel fut, alors, une distinction honorifique qu'on put acquérir, soit par des services rendus à la France, soit, même, à prix d'argent.

L'ordre aboli par la Convention, rétabli par Louis XVIII, disparut définitivement en 1830.

royale fut vite accordée, mais, malgré les ordres du roi, les fonds nécessaires au rachat des esclaves ne rentraient que très lentement ; le duc de Guise ne voulait point rendre les canons que Dansa lui avait offerts ; enfin, les échevins et délégués du commerce de Marseille avancèrent les fonds nécessaires, et Sanson put reprendre la route d'Alger, où il débarqua le 17 Septembre 1628. Deux jours après, le 19 Septembre, le Divan sanctionnait tous les accords.

La France, regardée comme nation amie, avait le droit de commercer en Berbérie et d'y établir des consuls ; le Bastion de France devait être relevé (1).

Le commerce de la cire et des cuirs était monopolisé, entre les mains d'une compagnie française, moyennant le versement d'une redevance annuelle payable au Pacha d'Alger.

Cette négocation coûta 272,435 livres.

Une clause spéciale ajoutait que, pendant toute sa vie, Sanson resterait chargé de l'administration du Bastion de France et de ses dépendances.

Peu après, les fameux canons de Dansa étaient rendus aux Algériens ; le duc de Guise n'avait voulu s'en dessaisir

---

(1) Nous croyons devoir donner, à titre de curiosité, un extrait des clauses de ce traité.

Le Bastion de France, devait être rétabli ;

La création, à Bône, d'un établissement permanent du commerce français, était autorisée ;

De petites forteresses devaient être construites au Cap Rose et à La Calle ;

La liberté du commerce était garantie, aux Français, dans tous les ports dépendant de la Régence ;

Les navires français, naviguant dans la Méditerranée, ne devaient, sous aucun prétexte, être capturés ; de plus, en cas de tempête, ils avaient le droit d'attérir, en n'importe quel endroit de la côte, sans que leurs équipages pussent être réduits en esclavage ;

En échange de ces différentes concessions, la France s'engageait à payer à la Régence, la somme de 26.000 doubles (environ 300.000 fr.) par an, dont 16.000 (environ 190.000 fr.) destinés au paiement de la solde de la milice, et 10.000 (environ 110.000 francs) destinés à être versés au trésor du Pacha.

A ce traité était annexé un état de la composition des différentes garnisons ; nous en reproduisons les principales dispositions, qui donnent une idée de l'importance des établissements français, de cette époque, sur les côtes barbaresques.

A. — Forteresse du Cap Rose

1 Caporal, (salaire 30 livres par mois),

que contre le versement de 30.000 livres tournois, qui furent fournies par la ville de Marseille (29.500 francs).

Après avoir réglé définitivement le rachat et l'échange des esclaves, Sanson partit pour aller exercer ses fonctions de gouverneur au Bastion. Dans cette nouvelle situation, il rendit les plus grands services, en ouvrant de nouveaux débouchés au commerce français et, en développant la pêche du corail.

Sanson trouvait, dans la réussite de ses projets, la récompense de ses efforts, mais les résultats obtenus avaient mis un frein à bien des ambitions et lésé bien des intérêts. Des ennemis nombreux montèrent une cabale pour perdre cet homme qui avait su, en si peu de temps, donner, aux affaires de la France en Berbérie, un essor que lui enviaient toutes les nations étrangères. Des Français n'hésitèrent point à mener, contre lui, une abominable campagne ; l'accusant d'avoir détourné à son profit des sommes qui lui avaient été confiées pour le rachat des esclaves. Des incidents fâcheux (1), provenant de faits de piraterie perpétrés, aussi bien par des Français que par des Algériens, furent

---

8 Hommes, (salaire 9 livres par mois),
1 Interprète, (salaire 18 livres par mois),

B. — Forteresse de La Calle

1 Capitaine,
14 Hommes (pouvant être renforcés),

C. — Bastion de France

1 Capitaine de l'armée de terre,
1 Lieutenant,
2 Caporaux,
28 Soldats,
1 Tambour,
1 Administrateur du commerce,
1 Comptable,
1 Capitaine de marine,
2 Charpentiers,
1 Boulanger,
2 Religieux, pour le service de l'Eglise,
21 Bateaux pour la pêche, montés chacun par 7 hommes,
147 Marins.

D'après Carette, les dépenses pour les établissements français établis dans la Régence s'élevaient, annuellement, à la somme de 135.680 francs, y compris les redevances et les cadeaux d'usage pour les intermédiaires et les chefs indigènes.

(1) Ces incidents amenèrent une espèce de révolution à Alger. Les janissaires surexcités, par des relations très amplifiées des incidents en question, voulurent, à tout prix, déclarer la guerre à la France. Mais les raïs et les coulougli, mieux avi-

mis à sa charge. Enfin le Cardinal de Richelieu, importuné par toutes les dénonciations qu'on lui adressait journellement, finit par prescrire une enquête sur place. Les résultats en furent absolument favorables à Sanson, qui reçut une nouvelle investiture des pouvoirs qui lui avaient été antérieurement conférés.

Ses ennemis ne se tinrent cependant pas pour battus ; sous prétexte de retoucher les clauses du traité de 1628, Sanson reçut l'ordre de venir en France. Avant de partir, il tint à régler une affaire qui lui tenait à cœur : depuis longtemps les Génois, établis dans l'île de Tabarca, lui suscitaient des embarras, sans nombre, et il avait résolu de détruire leur établissement ; il se décida à tenter ce coup de main avant son départ.

Le 11 Mai 1633, il partit avec tout ce qu'il put réunir de forces ; il comptait sur le concours d'un espion, qu'il entretenait dans la garnison ; mais cet espion l'avait trahi et avait révélé, aux Génois, le jour et l'heure de l'attaque. Le petit corps de débarquement tomba dans une embuscade et Sanson, à la tête de ses troupes, succomba, en brave soldat, tué d'une balle au front.

Saluons respectueusement la mémoire de ce vaillant qui couronna, par un trépas glorieux, une vie consacrée tout entière à la France et, pendant laquelle, il connut toutes les amertumes de persécutions excitées par la jalousie, attisées par la haine et appuyées sur la calomnie.

Cependant, l'anarchie dominait à Alger où la guerre civile régnait, en maîtresse. Vers la fin de 1633, à la suite d'une révolte des Yoldach, le vieux Pacha Hoceïne était déposé et jeté en prison.

L'autorité passa entre les mains du Divan (1) et c'est,

sés, s'y opposèrent. La milice eut recours à un véritable coup d'Etat, elle fit prisonniers les principaux raïs, et les plus influents parmi les coulougli, et ils les exilèrent à Bougie, au nombre d'environ 150.

(1) Les Raïs et les Coulougli exilés à Bône en 1629, crurent trouver, dans ces évènements, une occasion favorable pour rentrer à Alger. Leur entreprise réussit d'abord, mais les janissaires, s'étant ressaisis, leur livrèrent, dans l'intérieur de la ville, un combat acharné, au cours duquel, les coulougli furent refoulés jusqu'aux portes de la Casba.

A ce moment, la poudrière centrale de cette forteresse sauta ; la Casba fut en partie démantelée et cinq cents maisons, dit-on, s'écroulèrent ; six cents personnes, dont presque tous les coulougli, furent tuées. Cette catastrophe assura la victoire des yoldach.

avec les membres de cette assemblée, que dut entrer en relations le nouveau chargé d'affaires de France, nommé Sanson Le Page, dont la mission consistait, surtout, à poursuivre la libération des esclaves.

Dès son arrivée, le 15 Juillet 1634, Sanson Le Page commença ses démarches, et les négociations étaient en bonne voie, lorsque, dans les premiers jours de Septembre, arriva le nouveau Pacha désigné par la Porte pour remplacer Hoceïne.

Youcefe (1634-1637). — Ce nouveau Pacha, animé par la plus basse cupidité, rompit les négociations : Le Page dut se rembarquer. En France, cet échec passa, d'abord, presqu'inaperçu. On se contenta d'envoyer des escadres qui, sous les ordres de de Sourdis et d'Harcourt, coururent sus aux pirates algériens, auxquels elles infligèrent quelques pertes.

1637. — Une véritable expédition fut dirigée contre Alger, sous les ordres du commandeur Mantin ; mais elle échoua complètement, par suite d'une tempête qui dispersa les navires et empêcha une action d'ensemble. Sur ces entrefaites, Youcefe, ayant terminé ses trois ans d'administration, rentrait à Constantinople où il rapportait d'immenses trésors, fruits de ses rapines. Il était remplacé par :

Ali Pacha (1637-1639). — Au mois de Décembre 1637, la populace d'Alger, exaspérée par les craintes que lui avait causées la démonstration française, décida Ali Pacha à déclarer la guerre à la France, et, immédiatement, on organisa une expédition destinée à aller attaquer les établissements français de La Calle et du Bastion de France. Cette opération fut conduite par Ali Bitchnine qui, sans déclaration de guerre, enleva le Bastion de France, par surprise, et revint à Alger ramenant prisonniers 317 Français, qui furent vendus comme esclaves.

1638. — Au commencement de cette année, une révolte, provoquée par les cruautés du Bey de Constantine, nécessita l'intervention des troupes algériennes qui, placées sous le commandement du caïd Youcefe, furent battues à Guédjal (1).

(1) Guédjal, localité située dans le massif montagneux, au S.-O. de Mila.

Cette même année, la flotte des raïs, requise par le Sultan et commandée par Ali Bitchnine, fut pour ainsi dire anéantie par les Vénitiens dans la baie d'Avlona (1) située, sur la rive orientale du canal d'Otrante, à l'entrée de l'Adriatique.

Cette désastreuse affaire coûta, aux Algériens 18 navires et 1.500 hommes ; par contre, 3.500 esclaves chrétiens recouvrèrent la liberté.

Le Sultan promit de verser de riches subventions aux raïs algériens pour les indemniser de leurs pertes et les aider à reconstituer leur flotte.

A Alger même, sévissaient la peste et la famine ; aux horreurs de ces fléaux, vinrent se joindre celles de terribles tremblements de terre.

1639. — L'année suivante, nouvel échec des troupes algériennes qui, se dirigeant vers Constantine, se laissèrent cerner par les Kabyles. Ceux-ci leur imposèrent leurs conditions, entre autres, le relèvement du Bastion de France (2). Dès la fin de 1639, le Bastion fut relevé, par les soins de M. du Coquiel, gentilhomme de la Chambre.

Cheikh Hoceïne (1639-1640). — Vers la même époque Ali Pacha était remplacé par le Pacha Cheikh Hoceïne dont l'administration ne dura que très peu de temps. Ce malheureux gouverneur mourut de la peste, peu après son installation.

Abou Djemal Youcefe (1640-1642).

1640. — Le 7 Juillet, ce Pacha signa, avec M. du Coquiel, une convention réglant les relations entre la France et la Régence, mais, le Cardinal de Richelieu la rejeta, ne la trouvant pas suffisamment favorable aux intérêts français. Les établissements de La Calle et du Bastion de France administrés par un négociant de Lyon, Thomas Picquet, n'en restèrent pas moins respectés, étendant, de plus en plus, leurs relations commerciales avec les populations de l'intérieur.

---

(1) Les géographes donnent à cette baie les noms d'Avlona, Aulone, Valone, la Valone, et Valona.

(2) Cet établissement avait créé dans la province de Constantine un mouvement commercial considérable que les indigènes avaient vu disparaître, avec peine, à la suite de l'expédition turque de 1637.

1641. — Des troubles agitaient cependant la province de Constantine et le Pacha, Abou Djemal, se mit, de sa personne, à la tête d'une expédition pour aller y rétablir l'ordre.

1642. — Après avoir réinstallé une autorité régulière, à Constantine, le Pacha poursuivit les dissidents jusqu'à Biskra, puis il rentra à Alger vers le milieu de l'année. Peu après une révolte éclata chez les janissaires qui mirent l'infortuné Abou Djemal en prison.

Mohammed Boursali (1642-1645). — Ce ne fut que vers la fin de l'administration de ce Pacha qu'il se passa dans dans la Régence des évènements de quelqu'importance.

1645. — Le Sultan Ibrahim (1640-1649) résolut de venir à bout des chevaliers de Malte et de la République de Venise. Dans ce but, il convoqua tous les navires de guerre de la Régence, en leur fixant rendez-vous à Navarin. La Taïffa des Raïs, sur laquelle Ali Bitchnine exerçait une influence prépondérante, était encore sous la fâcheuse impression du désastre de 1638 ; de plus, elle était mécontente du manque de parole du Sultan, qui n'avait point envoyé les subventions promises pour la reconstitution de la flotte algérienne ; elle refusa sa coopération et signifia sa décision à la Porte, en termes à peine convenables.

Ibrahim, se voyant impuissant à réduire ces mutins, voulut assurer sa vengeance par des moyens détournés. Il envoya, à Alger, deux chaouch avec la mission de lui rapporter la tête d'Ali Bitchnine et celles de quatre raïs des plus importants. Le bruit de l'arrivée de ces singuliers émissaires et du but de leur mission se répandit dans le peuple qui se révolta contre le Pacha. Celui-ci se vit obligé de se réfugier, avec les deux chaouch, dans une mosquée, dont ils ne purent sortir que par la protection d'Ali Bitchnine. Le Sultan, apprenant les évènements d'Alger, et, voyant l'autorité dont jouissait Ali Bitchnine, le nomma grand amiral. On peut se demander si cette nomination était bien sincère, où, si ce n'était pas un moyen détourné de faire venir l'audacieux raïs à Constantinople pour s'en débarrasser plus facilement. En même temps, un nouveau Pacha était envoyé à Alger, pour remplacer Mohammed Boursali.

Ahmed (1645-1647). — Par une coïncidence qui sembla étrange, Ali Bitchnine mourut, subitement, quelques jours après l'arrivée du nouveau Pacha.

Quel que soit notre désir de continuer la méthode chronologique que nous avons suivie jusqu'ici, en réunissant dans un paragraphe particulier, consacré à chaque Pacha, les faits notoires qui se sont passés sous son administration, nous nous voyons obligé d'y renoncer, en ce qui concerne les derniers Pacha triennaux (1).

Mais cette dérogation, à notre méthode, n'aura pas, en cette circonstance, de grands inconvénients. L'anarchie règne à Alger, pendant toute cette période, les Pacha n'ont plus aucune espèce d'autorité, l'émeute est absolue maîtresse de la rue, et, l'histoire d'Alger se borne à celle des vicissitudes des escadres barbaresques, sur lesquelles, les représentants du Sultan n'ont jamais eu qu'une influence excessivement restreinte.

---

(1) Les différents historiens ne sont pas d'accord entre eux ni en ce qui concerne les noms de ces Pacha, ni en ce qui a trait aux dates de leurs avènements et de leurs dépositions. Nous allons donner ci-dessous, deux chronologies, qui permettront de constater l'obscurité qui règne sur cette partie de l'histoire.

	D'APRÈS MERCIER	D'APRÈS CAT	
1644	Mohammed Boursali.	Mohammed Boursali... Ahmed Ali	1644 1644
1645	Mohammed Boursali. Ali Bitchninne. Mahmoud Boursali.	— — —	
1646	—	—	
1647	Youssouf (2e fois). Othmane.	Youssouf Pacha	1647
1648	—	—	
1649	—	—	
1650	—	Mohammed	1650
1651	Mohammed.	—	
1652	—	—	
1653	Ahmed.	Ahmed	1653
1654	—	—	
1655	Ibrahim.	—	
1656	Ahmed (2e fois).	Cat mentionne la lutte entre Ahmed et Ibrahim, mais sans fixer de date.	
1657	—		
1658	Ibrahim (2e fois).		

Il est à remarquer que, dans le texte de son histoire, page 237, tome III, Mercier, parle d'un Pacha Ahmed envoyé, en 1645, pour succéder à Mohammed Boursali, mais qu'il n'en fait pas mention dans sa chronologie.

Voici par ordre de date les évènements notables de cette période :

1646. — Par suite du développement de la course, le nombre des esclaves chrétiens était devenu très considérable ; des ordres religieux s'étaient fondés pour venir au secours de ces malheureux et leur rendre la liberté. (Voir ci-dessus (page 58 et suivantes).

Au commencement du XVII[e] siècle, Saint Vincent de Paul, qui avait été esclave à Tunis, fonda l'Œuvre des esclaves dirigée par les Lazaristes ; il eut l'idée de faire, des directeurs de cette œuvre, les représentants de la France à Alger. A cet effet, il obtint du roi Louis XIII l'autorisation d'acheter la charge de consul de France à Alger, charge qui, jusqu'alors, était l'apanage de la famille de Vias, de Marseille.

Le premier titulaire lazariste de la charge fut un membre laïque de l'ordre, nommé Barreau, qui entra en fonctions au mois de Juillet 1646.

1647. — Le 16 Février, les chevaliers de Malte remportent une grande victoire sur la flotte algérienne qui perd son vaisseau amiral, 250 hommes tués, 150 prisonniers et 45 esclaves remis en liberté. Quelques jours après, la même flotte, attaquée par les Vénitiens, subit un nouvel échec dans le canal de Négrepont.

Ces deux défaites successives suscitent, dans Alger, des troubles que le Pacha Youcefe ne trouve pas d'autre moyen de calmer que de saisir le consul Barreau et de le jeter en prison, où, d'ailleurs, il ne demeura pas longtemps ; cette violation flagrante du droit des gens reste impunie.

Malgré l'intervention du Pacha, Abou Djemal Youcefe, en 1641, Constantine n'avait pas cessé d'être en proie à l'anarchie, conséquence de la lutte entre les deux familles Abd-El Moumene et El Feggoug, acharnées toutes deux à s'emparer du pouvoir. Le choix du Pacha se porta sur un nommé Fahrate Bey qui sut rétablir la paix dans la province.

Cette même année, un Cherif marocain de Sidjelmassa, nommé Moulaï Mohammed, vient, à la tête d'une véritable armée, piller toute la région comprise entre la basse Moulouya, les montagnes des Beni Snacene et Tlemcen, dont

la garnison turque est battue, sous les murs même de la ville.

1648. — Après avoir pris ses quartiers d'hiver à Oudjda, le Cherif reprend la campagne, au printemps suivant ; il ravage le Tell de la province d'Oran, puis, il pousse une pointe, dans le Sud, jusqu'à Aïn-Mahdi et Laghouate.

Sans perdre de temps, le Bey de l'Ouest et la garnison turque de Mascara organisent, de leur mieux, la défense; des renforts sont demandés à Alger. Le Pacha s'empresse de faire partir une mehalla, avec mission de se porter au secours de Tlemcen ; mais lorsque l'expédition arrive à destination, on apprend que le Cherif marocain, qui paraît n'avoir pas aimé perdre son temps en route, est déjà revenu directement de Laghouate à Oudjda, où il a fait le partage du butin, et qu'il a repris, immédiatement après, le chemin de Sidjelmassa. La mehalla n'eut plus qu'à retourner à Alger, où elle rentra, avec les plus grandes difficultés, en butte à l'hostilité des tribus, dont elle traversait le territoire, et, qu'elle avait pressurées, à son premier passage.

1649. — Cette audacieuse aggression avait fait une profonde impression sur l'esprit du Pacha et des membres du Divan d'Alger ; on décide l'envoi d'ambassadeurs au Cherif de Sidjelmassa. Après avoir été assez mal reçus, les envoyés finissent par conclure avec Moulaï Mohammed une convention, par laquelle, ce prince s'engageait à ne plus diriger d'aggression contre les territoires de la Régence d'Alger, limités à l'Ouest par le lit de la Tafna. C'est cette convention, passé entre un Dey, sans autorité, et un Cherif du Tafilet n'ayant rien à voir dans cette question, qui a été l'origine de cette fixation arbitraire de la frontière algéro-marocaine.

Alger est de nouveau ravagée par la peste.

Le Sultan Mohammed IV, alors en lutte contre les Vénitiens, ayant besoin de concentrer une imposante force navale, pour lutter contre les escadres de la puissante République, fait appel à la flotte algérienne ; pour se concilier la bonne volonté des raïs, il leur envoie une gratification de 60.000 sultanis d'or, (soit un peu plus de 300.000 francs). A partir de ce moment, le Sultan dut toujours payer d'avance le concours de la flotte des raïs.

La flotte algérienne éprouve, au cours de cette campagne, un échec sérieux dans la mer Ionienne. Après avoir concouru au ravitaillement de la Canée, elle est poursuivie et battue, par l'amiral Riva, au combat de Phokia (1) où elle fait des pertes considérables.

1651. — La flotte algérienne éprouve un nouvel échec, sur les côtes de Candie, où elle est battue, par l'amiral vénitien Moncenigo.

1652. — Morosini, amiral vénitien, capture, aux Algériens, 12 navires, dans les eaux du cap Matapan.

1653. — Le Bey de Constantine, Fahrat, vient, en grande pompe, à Alger, apporter le grand denouche, ce qui prouve que la paix régnait dans les régions, jusqu'alors si troublées, de la petite et de la grande Kabylie. Cet homme de bien et d'énergie, qui avait su rétablir l'ordre dans le beylik de l'Est, voyant sa mission accomplie, donne sa démission. En retournant à Constantine, à son passage à Bouïra, il remet le pouvoir, à son fils Mohammed qui était venu à sa rencontre.

1654. — L'amiral anglais Blake vient menacer Alger qui accorde, sans faire la moindre résistance, toutes les satisfactions demandées ; tous les esclaves anglais sont rendus, moyennant une indemnité versée à leurs propriétaires.

L'amiral vénitien, Morosini, enlève encore aux Algériens, 7 navires dans les parages de Ténédos, au Sud de l'entrée des Dardanelles : la flotte française, parcourant constamment le golfe du Lion, en expulse les corsaires.

1656. — L'amiral hollandais, Ruyter, prend ou coule, dans le détroit de Gibraltar, 18 navires algériens.

1654-1657. — L'anarchie la plus complète continue à désoler Alger. Le Pacha, d'ailleurs, sans aucun prestige, ne se sert du semblant d'autorité que la populace veut bien lui laisser, que pour molester notre malheureux consul, Barreau, qui passe la majeure partie de son existence, en prison ou au bagne, sans que le gouvernement français fasse entendre la moindre réclamation.

1658. — Un évènement de grande importance se produit

(1) Phokia ou Focchia, cap formant la pointe la plus orientale de l'île de Syra ou Syros, l'une des Cyclades.

à l'improviste, sans que rien ait pu le faire prévoir : Thomas Picquet, ce négociant lyonnais qui, en 1640, avait pris la direction des établissements français en Algérie et qui leur avait assuré une réelle prospérité, se crut tout à coup, au cours de l'année 1658, exposé aux plus grands dangers. Convaincu qu'il ne pourrait opposer, à l'ennemi, une résistance efficace, il prit le parti d'abandonner le Bastion de France et ses dépendances. Il embarqua, sur ses navires, tout ce qui était transportable, y compris, une cinquantaine de Musulmans que, sans aucun droit, il fit prisonniers, pour les vendre comme esclaves ; il détruisit par l'incendie tous les bâtiments et ce qu'on n'avait pas pu emporter, puis, il mit à la voile et débarqua à Livourne (1), le 25 Octobre.

Cette évacuation, aussi injustifiable qu'inopinée, causa une très grande effervescence à Alger ainsi qu'une profonde indignation en France. Louis XIV envoya immédiatement, à Alger, un ambassadeur, pour arranger l'affaire et nomma un nouveau directeur des établissements : L. Campon.

Les négociations paraissaient en bonne voie, lorsqu'éclata, à Alger, une révolution qui suspendit toute solution.

1659. — Le Pacha Ibrahim qui, à ce moment, représentait le Sultan à Alger, apprit qu'il allait être remplacé, par un successeur : nommé, Ali. Dans l'espérance de se faire maintenir, pour une nouvelle période, il envoya à Constantinople une somme de 200.000 piastres (2) (230.000 francs), destinée à acheter la protection des hauts fonctionnaires turcs ; mais pour rentrer, le plus tôt possible, dans ses débours, il eut la malencontreuse idée de vouloir s'approprier les gratifications que le Sultan accordait aux raïs pour le concours de leurs navires ; une révolution ne tarda pas à éclater, provoquée par les raïs, appuyée par les yoldach, et dirigée par un boulouk bachi, nommé Khelil.

(1) Livourne, port d'Italie, sur la Méditerranée, à environ 150 km. S.E. de Gênes.

(2) L'importance de cette somme donne une idée des bénéfices, licites ou non, que les Pacha pouvaient tirer de leurs fonctions à Alger.

Le Pacha, par respect pour le Sultan, fut maintenu, mais sans aucune autorité sur la direction des affaires : ses appointements furent fixés à une somme annuelle et invariable, de 6.000 piastres (environ 7.000 francs). Le gouvernement était assuré par le Divan, présidé par un Agha, chargé en même temps de l'exécution des décisions prises. Cet Agha ne devait exercer ses fonctions que pendant deux mois.

Une députation fut envoyée à Constantinople, pour soumettre, à l'approbation du Sultan, cette nouvelle organisation. La Porte, devant l'impossibilité de maintenir ses droits antérieurs, accepta le nouveau gouvernement, mais à condition qu'elle ne participerait plus, à l'avenir, à l'entretien de la milice.

PERIODE TURQUE. — ALGERIE. AGHA (1659-1671)

Chronologie des Agha (1659-1671)

Krelil	1659-1660
Ramdane Agha	1660-1661
Chabane Agha	1661-1665
Ali Agha	1665-1671

Krelil (1659-1660). — Cette révolution qui n'est, à dire vrai, qu'un épisode un peu plus marquant de la période d'anarchie qui durait depuis plus de dix ans, ne changea rien à cet état de choses. Krelil, qui avait été le chef de l'insurrection, fut chargé de l'installation du nouveau gouvernement, mais son accession au pouvoir ne pouvait empêcher, ni les Français, sous les ordres du chevalier de Valbelle, ni les chevaliers de Malte, de faire subir des pertes sérieuses aux flottes algériennes.

Il n'en fut pas moins rendu responsable, et il fut assassiné, après avoir excercé le pouvoir, quelques mois seulement.

1660. — On commence la construction de la Mosquée de la Pêcherie.

Ramdane Agha (1660-1661). — Cet Agha n'exerce aucune influence sur la marche des affaires. La lutte des Français, contre les corsaires, devient de plus en plus acharnée ; les escadres françaises, sous les ordres du duc de Mercœur, du duc de Créquy, du commandant Paul, du comte de Verüe, ne cessent de poursuivre les galiotes des corsaires et viennent, même sur les côtes barbaresques, enlever des Musulmans, pour les réduire en esclavage.

1661. — Au mois d'Août, le consul de France, M. Barreau, est remplacé par le frère Dubourdieu, juste au moment où Ramdane périssait assassiné, à l'instigation des

raïs mécontents des nouvelles conditions introduites par l'Agha dans le règlement des prises (1).

Cette même année, 1661, le gouvernement français, voyant les médiocres résultats obtenus par les croisières de ses escadres, envoie le chevalier de Clerville faire une reconnaissance des côtes de la Régence, afin de déterminer un point favorable à l'installation d'une station permanente, d'où l'on pourrait surveiller, plus efficacement, les agissements des corsaires. Le rapport de cet officier conclut à l'occupation de la baie de Stora.

Le successeur de Ramdane fut :

Chabane Agha (1661-1665).

1662. — Au printemps, les escadres françaises, sous les ordres du duc de Beaufort et du commandeur Paul, enlèvent, aux Algériens, une quarantaine de navires et, poursuivant leurs succès, tentent de détruire le reste de la flotte des corsaires, dans le port même d'Alger, mais, cette dernière entreprise échoue, par la trahison d'un pilote, qui faillit faire mettre à la côte une partie de nos vaisseaux.

Au mois d'Octobre de la même année, les esclaves chrétiens d'Alger organisent un vaste plan de rébellion ; d'accord avec certaines tribus kabyles, ils devaient s'emparer de la ville et, en particulier, de la Kasba, dont un dominicain leur ouvrirait les portes ; mais, au dernier moment, le complot est éventé : le dominicain est arrêté, torturé et finalement enterré vif dans un bloc de pisé.

1663. — Cependant, Louis XIV, décidait de mettre à exécution le projet de créer un établissement permanent, sur la côte d'Algérie et son choix se fixait sur Djidjelli. L'année 1663 se passa en négociations, avec les Chevaliers de Malte et les gouvernements anglais et hollandais, qui devaient prendre part à l'expédition. Enfin, renonçant à ces concours, la France se décida à agir seule.

1664. — Au mois de Juillet, toutes les troupes se trouvèrent réunies à Toulon et s'embarquaient, au nombre d'environ 8.000 hommes, sur une flotte de 83 voiles, dont 15

---

(1) Cette question avait la plus grande importance pour la Taïffa des raïs ; car, dans l'automne de l'année 1661, par exemple, l'association avait capturé 12 navires anglais, 12 navires français et italiens, plus 9 navires hollandais.

vaisseaux et 19 galères. Le 23 Juillet, les troupes débarquaient à Djidjelli, presque sans trouver de résistance, et s'emparaient de la ville. Mais, alors, commencèrent les difficultés ; les Kabyles des environs harcelèrent les troupes jour et nuit, disparaissant, comme par enchantement, devant nos reconnaissances, mais recommençant leurs attaques, dès que nos soldats étaient rentrés dans leurs positions.

L'Agha d'Alger, prévenu de l'occupation de Djidjelli, organise une expédition pour chasser les Infidèles. Les Turcs, munis d'une bonne artillerie, arrivent devant Djidjelli, au commencement d'Octobre. Le 22 Octobre, le duc de Beaufort reçoit l'ordre de partir avec la flotte de guerre, pour aller faire une croisière au large. Il était à peine parti que les Turcs reçoivent, d'Alger, une formidable artillerie de siège qui rend intenables les positions des Français. Enfin, le 31 Octobre, il fallut se rembarquer, en abandonnant une grande quantité de matériel et d'approvisionnements. Ce fut un véritable désastre, aggravé encore, par la perte du vaisseau « La Lune » qui, battu par la tempête, coula à pic en face des Iles d'Hyères, entraînant avec lui les 1.200 hommes qu'il portait.

La nouvelle de cette importante victoire porta à son comble l'insolence des Turcs d'Alger, qui témoignèrent leur joie, en s'emparant de notre consul Dubourdieu, et en le jetant dans un bagne.

1665. — Cependant, le duc de Beaufort ne restait pas inactif. En 1665, après une campagne heureuse contre les flottes des raïs, auxquelles il causa des pertes sensibles, il vint, le 2 et le 27 Mai, canonner Alger, qui n'osa pas riposter, puis, poursuivant ses succès, il livrait, le 24 Août, devant Cherchell, une bataille à la flotte des raïs qui perdait 5 navires, (2 coulés, 3 faits prisonniers).

Ces désastres de la flotte algérienne excitèrent chez les raïs et tous les forbans, vivant de la course, des colères terribles qui déchaînèrent une émeute au cours de laquelle l'Agha Chabane fut assassiné. Il fut remplacé par

Ali Agha (1665-1671). — Ce nouvel Agha montra, pour la France, des dispositions assez conciliantes ; il remit en liberté notre consul, Dubourdieu, avec lequel il entra en

pourparlers, pour rétablir des relations amicales entre les deux gouvernements.

1666. — Au printemps, un commissaire général des armées navales, nommé Trubert, arriva à Alger, muni de pleins pouvoirs, pour signer le traité préparé par notre consul. Ce traité consacrait les franchises antérieures, concédées par l'accord de 1628 : onze cent vingt-sept esclaves français recouvrèrent la liberté ; le Bastion de France fut rétabli et son administration confiée à Jacques Arnaud, qui avait beaucoup contribué à l'établissement de l'accord intervenu.

Les Anglais, jaloux des avantages que cette convention accordait à la France, firent tout leur possible pour en empêcher la conclusion ; ils allèrent, dit-on, jusqu'à proposer 30 vaisseaux, aux Algériens, pour les aider à résister aux exigences françaises.

1668. — Malgré les stipulations de ce traité, les raïs n'en continuaient pas moins à trouver, de bonne prise, tous les navires qui leur tombaient sous la main, et, au cours de l'année 1668, le marquis de Martel dut venir à Alger, à la tête d'une flotte considérable, pour obtenir satisfaction de faits de piraterie, commis à l'encontre des Français, satisfaction qui, d'ailleurs, fut immédiatement accordée.

1669. — Mais les raïs incorrigibles continuèrent leurs méfaits et, au mois d'Avril 1669, le comte de Vivonne dut venir apporter de nouvelles réclamations ; il exigea que les raïs coupables fussent punis ; trois furent pendus, en sa présence.

Pendant les années 1669 et 1670 et le commencement de l'année 1671, toutes les flottes des puissances européennes furent occupées à parcourir la Méditerranée donnant la chasse aux corsaires, qui éprouvèrent des pertes considérables. Les raïs s'en prirent, encore cette fois, à l'Agha Ali, qui, lui aussi, fut massacré.

Quand il s'agit de lui désigner un successeur, on se trouva dans le plus grand embarras : tous ceux, sur lesquels se porta le choix des raïs, refusèrent ces fonctions, réellement, par trop dangereuses. En onze années, quatre Agha avaient exercé le pouvoir et tous quatre avaient été assassinés.

PERIODE TURQUE. — ALGERIE. DEY (1671-1830)

Chronologie des Dey (1671-1830)

Dey	Années
Hadj Mohammed	1671-1682
Baba Hacene (*)........................	1682-1683
Mezzo Morto	1683-1688
Hadj Chabane (*)........................	1688-1695
El Hadj Ahmed........................	1695-1698
Hassane Chaouch	1698-1700
Hadj Mostefa (*)........................	1700-1705
Hacene Krodja	1705-1707
Mohammed Bektach (*)........................	1707-1710
Deli Ibrahim (*)........................	1710-1710
Ali Chaouch	1710-1718
Mohammed Ben Haçane (Mohammed Effendi) (*)	1718-1724
Kourd Abdi	1724-1732
Ibrahim	1732-1745
Ibrahim Koutchouk (*)........................	1745-1748
Mohammed Ben Bekr (*)........................	1748-1754
Ali Nekcis	1754-1756
Mohammed Ben Otsmane........................	1756-1791
Haçane	1791-1798
Mostefa (*)	1798-1805
Ahmed (*)	1805-1808
Ali Er Rassal (*)........................	1808-1809
Hadj Ali (*)........................	1809-1815
Mohammed (*)	1815-1815
Omar Agha (*)........................	1815-1817
Ali Koudja	1817-1818
Hoceïne	1818-1830

Les noms suivis d'un astérisque sont ceux des Dey disparus victimes de mort violente.

On décida alors de supprimer la charge d'Agha et on confia le pouvoir à un Dey, nommé à vie, et, chargé d'exécuter les décisions du Divan, de diriger l'administration intérieure du pays et d'assurer la solde de la milice.

Les raïs, qui avaient fomenté cette révolution, se hâtèrent de porter au pouvoir un des leurs, un ancien raïs :

Hadj Mohammed (1671-1682). — Ce vieillard laissa toute l'autorité entre les mains de son gendre, Baba Hacene.

Les raïs qui venaient de faire cette révolution triomphante ne mirent plus aucun frein à leurs déprédations et ils violèrent, ouvertement, toutes les conventions antérieures passées avec la France.

1672. — M. d'Alméras vint, avec une escadre, réclamer les captifs français et traiter d'autres réclamations. Pendant les négociations, des captifs chrétiens trouvèrent le moyen d'aller se réfugier à bord. A ce sujet, le Dey fit adresser une protestation à M. d'Alméras, par l'intermédiaire de notre consul M. Dubourdieu. L'effervescence étant alors très grande à Alger, l'amiral refusa de rendre les esclaves échappés, et, en même temps, craignant que notre consul n'eût à subir des représailles, il empêcha M. Dubourdieu de revenir à terre et l'emmena en France.

1674. — Le père Le Vacher, qui était vice-consul, fut ainsi appelé à remplir les fonctions de consul intérimaire, jusqu'en 1674, époque où le chevalier d'Arvieux fut nommé consul, pour régler des litiges relatifs à l'administration du Bastion. Mais le passage de ce dernier aux affaires ne fut que de courte durée, car il rentra en France, en Avril 1675, date à laquelle le père Le Vacher fut nommé consul titulaire.

1675. — Au mois de Juin, don Inigo de Toledo, le gouverneur espagnol d'Oran, dirigea une expédition contre Tlemcen qu'il espérait enlever par surprise ; mais il échoua, et, poursuivi par les indigènes, il se vit obligé de se renfermer dans Oran qui ne tarda pas à être bloquée. Malgré les secours, en hommes et en artillerie, que le Dey, Hadj Mohammed, envoya aux assiégeants, ceux-ci ne purent s'emparer de la ville, et le blocus continua avec des fortunes diverses jusqu'en 1678, moment où le Dey rappella toutes ses forces, pour résister aux attaques de l'Angleter-

re : une sortie heureuse des assiégés, à la date du 12 Novembre 1678 dispersa, enfin, les forces assiégeantes.

1679. — Tourville, à la tête d'une puissante escadre, impose un nouveau traité au Dey, qui prend tous les engagements qu'on lui demande, mais qui est incapable de faire respecter, par ses sujets, les conventions acceptées.

Le Sultan du Maroc, Moulaï Ismaïl, envahit le Sud de l'Algérie. Son armée se heurte, sur les bords du Haut-Cheliff aux troupes turques, dont les canons jettent la panique chez les Marocains.

Le Cherif, vaincu, ratifie, de nouveau, toutes les conventions antérieures, puis reprend la route du Maghreb.

1680. — Nouvelles démarches faites par Duquesne, mais sans plus de succès pratique que les précédentes.

Une armée algérienne, commandée par Baba Hacene, intervient dans les affaires de Tunisie, mais sans obtenir de résultat appréciable.

1681. — De nouveaux ambassadeurs français se présentent à Alger et obtiennent un traité stipulant la remise réciproque des esclaves. Par malheur, les esclaves musulmans, captifs en France, avaient été embarqués sur l'escadre du Levant, et, il fallait attendre la rentrée de cette escadre, pour procéder aux échanges.

Immédiatement, la populace d'Alger, accuse le gouvernement français de mauvaise foi et, par ses menaces, intimide le Divan qui déclare la guerre à la France (18 Octobre). Les corsaires prennent immédiatement la mer et, dans l'espace d'un mois, nous prennent 29 navires, montés par 300 hommes, qu'ils réduisent en esclavage.

1682. — Duquesne reçoit l'ordre d'incendier Alger et de la détruire de fond en comble. A la nouvelle des préparatifs faits en France, pour organiser cette expédition, le Dey, El Hadj Mohammed, se réfugie à Tripoli, laissant le pouvoir à son gendre

Baba Hacene (1682-1683).

Le 25 Juillet, Duquesne bombarde Cherchell ; le 26 Août il commence le bombardement d'Alger ; le 3 Septembre, les raïs tentent contre la flotte française, une attaque, victorieusement repoussée. Le consul de France, le père Le Vacher, envoyé comme négociateur auprès de l'amiral, voit

les propositions d'arrangement, dont il était porteur, catégoriquement repoussées. Le bombardement recommence et dure jusqu'au 12. Enfin, le 13 Septembre, Duquesne craignant les mauvais temps de l'automne, met à la voile pour rentrer en France, sans avoir rien obtenu.

1683. — Nouvelle expédition contre Alger. Le 24 Juin, Duquesne commence un bombardement qui dure, sans interruption, jusqu'au 28 au matin. Le père Le Vacher, envoyé comme parlementaire, se voit refuser l'autorisation de monter à bord du vaisseau amiral ; le commandant des forces françaises ne voulant entrer en pourparlers qu'avec un délégué officiel des Turcs. Avec ce dernier, Duquesne conclut un armistice de 24 heures, pendant lequel on doit lui remettre tous les esclaves français : 550 lui sont remis, puis on lui envoie, à bord, un certain nombre d'otages, entre autres le chef de la Taïffa des raïs, nommé Mezzo Morto, pour garantir toute tentative d'aggression, pendant le temps nécessaire à la conclusion du traité définitif, qui devait stipuler le versement de un million et demi d'indemnité. Les négociations traînent en longueur, et, Mezzo Morto persuade à Duquesne de le laisser aller à terre, sous prétexte de hâter la signature du traité ; mais, à peine débarqué, Mezzo Morto, s'appuyant sur les raïs, se fait proclamer Dey ; il fait prisonnier Baba Hacene, qui est mis à mort, puis il ouvre le feu contre l'escadre française. Le bombardement recommence aussitôt.

Mezzo Morto (1683-1688). — Le combat des deux artilleries durait déjà depuis quelques jours, lorsque, le 29 Juillet, la populace exaspérée se porte au consulat de France et s'empare du père Le Vacher. Celui-ci, atteint d'éléphantiasis et incapble de marcher, est attaché sur une chaise et transporté dans une batterie. Dans cet état, ce vénérable vieillard fut placé devant la bouche d'un canon dont le projectile déchiqueta son corps. Le même supplice fut infligé à une vingtaine de Français résidant à Alger.

Le bombardement dura, jusqu'au commencement d'Octobre, causant à la ville de grands dégâts matériels ; mais à ce moment, Duquesne dut encore, à cause de la mauvaise saison, reprendre le chemin de France, sans avoir rien obtenu.

1684. — Nouvelles négociations, conduites par Dussault, ancien directeur des établissements et appuyées par une flotte, commandée par Tourville accompagné d'un capidgi du Sultan ; un plénipotentiaire algérien va, en France, porter au roi Louis XIV, les excuses du Divan. Un traité est signé pour cent ans, dont une des clauses prescrivait la restitution réciproque des esclaves. Le Bastion de France est réoccupé.

Une armée algérienne, sous les ordres de Ibrahim Koudja, cherche à intervenir dans les affaires tunisiennes.

1686. — L'armée algérienne, qui soutenait le parti de Ali Bey et de son frère Mohammed Bey, entre à Tunis après un long siège, puis revient, en Algérie, après avoir assuré le pouvoir à Mohammed Bey.

Mezzo Morto reçoit, de la Porte, le titre de Pacha.

Le Bey de l'Ouest, Chabane va, à la tête de forces considérables, mettre le siège devant Oran ; il est tué dans un combat sous les murs de cette ville, dont le siège est levé.

1687. — Ibrahim Koudja, rentrant de Tunisie, est envoyé dans l'Ouest pour venger la mort de Chabane ; il met le siège devant Oran.

Cependant, les raïs, malgré le traité de 1684, continuent à capturer des navires français, dont ils réduisent les équipages en esclavage. Les navires de guerre français se concentrent dans la Méditerranée et capturent, à leur tour, de nombreux navires algériens. Une insurrection éclate à Alger ; notre consul M. Piolle, et 312 Français sont incarcérés et astreints au travail des carrières.

1688. — 26 Juin. La flotte française, commandée par le Maréchal d'Estrées, somme le Pacha Mezzo Morto de se rendre. Sur son refus, le bombardement commence le 1er Juillet et continue jusqu'au 16. On vit se renouveler les atrocités de 1683 : le consul Piolle et un certain nombre de Français sont attachés devant la bouche des canons ; un nombre égal de Musulmans, prisonniers sur la flotte français, durent subir le même sort, à titre de représailles. Plus de 10.000 bombes furent lancées sur la ville qui éprouva d'énormes dégâts. Malgré cela, Mezzo Morto ne céda pas, et le Maréchal d'Estrées reprit la mer sans avoir obtenu de résultat.

A ce moment, les troupes d'Ibrahim Koudja, qui avaient inutilement donné l'assaut à Oran, rentrent à Alger.

Aussitôt après le départ du Maréchal d'Estrées, les raïs recommencent leurs déprédations et le gouvernement français comprenant, enfin, l'inutilité des bombardements, se décide à traiter, à l'amiable, avec le Dey. Mais, à Alger, l'opinion était très surexcitée contre Mezzo Morto, à l'entêtement duquel on imputait les désastres causés par le dernier bombardement ; il jugea plus prudent de s'enfuir, et, il se réfugia, en Tunisie, d'abord, puis à Constantinople où il reçut le titre de Capitan-Pacha.

Cette élévation de Mezzo Morto à une des plus hautes situations, dans le gouvernement ottoman, est d'autant plus extraordinaire, que, vers la fin de son administration à Alger, il avait refusé l'entrée du port au navire qui amenait le Pacha représentant de la Porte près de la Régence. Ce Pacha, un vieillard nommé Ismaïl, dut reprendre la mer et s'en alla tristement, au Maroc, où il ne tarda pas à mourir. C'était une véritable rupture diplomatique entre la Régence d'Alger et le Sultan.

Le successeur de Mezzo Morto fut :

Hadj Chabane (1688-1695). — Celui-ci envoie en France un plénipotentaire chargé de poursuivre les négociations entamées par son prédécesseur.

1689. — Chabane envoie une armée en Tunisie dans le but d'y établir, comme Dey, un prétendant nommé Mohammed Ben Tchaker (d'autres auteurs lui donnent, les noms de Mohammed Tcherkes, et de Mohammed Ben Chouk). L'armée algérienne bat Mohammed Bey, s'empare de Tunis et installe Mohammed Ben Tchaker. Mais ce succès est de courte durée ; Mohammed Bey trouve le moyen de soulever tout le pays. Les Algériens et leur protégé sont obligés de battre en retraite, vers l'Ouest.

1692. — Moulaï Ismaïl, Sultan du Maroc, réunit une armée dans le but d'envahir la province d'Oran ; Chabane se porte à sa rencontre et le bat, au passage de la Moulouya. A la suite de cette bataille, un traité est signé, à Oudjda, par lequel Moulaï Ismaïl confirme les traités antérieurs.

1693. — Pendant que le Bey, dirigeait cette glorieuse ex-

pédition militaire, sur la frontière occidentale, une insurrection éclate dans Alger dont la population civile est lassée de supporter les caprices et les exactions des yoldach. A son retour, Chabane rétablit l'ordre, fait mettre à mort les principaux fauteurs de la révolte et frappe d'amendes considérables les tribus kabyles complices du mouvement.

Moulaï Ismaïl vient faire une nouvelle incursion dans la province d'Oran, où quelques tribus sont razziées ; mais après une inutile attaque de vive force contre Oran, vaillamment défendue par les Espagnols, le Cherif se résout à rentrer dans ses états.

1694. — Chabane se met à la tête d'une nouvelle expédition pour aller rétablir Mohammed Ben Tchaker comme Bey à Tunis. Mohammed Bey s'avance à sa rencontre, jusqu'aux environs de Le Kef, mais il est vaincu et bat en retraite sur Tunis, qui est prise, après un siège de trois mois. Mohammed Ben Tchaker installé, à nouveau, Bey de Tunis, se reconnaît tributaire du Dey d'Alger.

1695. — Chabane rentre à Alger, le 16 Février. Le 25, il risque d'être assassiné : il se venge de cet attentat en versant des flots de sang. Sur ces entrefaites on apprend que Mohammed Ben Tchaker, vaincu aux environs de Kairouane, est chassé de Tunisie, par son adversaire Mohammed Bey.

Ce dernier envoie une députation, à Alger, pour faire sa soumission que Chabane refuse hautainement. Le mécontentement grandit contre Chabane qui finit par être arrêté et jeté en prison, le 6 Août. Le 15 du même mois, il périssait étranglé, après avoir reçu, dit-on, 800 coups de bâton.

Le 6 Août, les Yoldach révoltés lui avaient donné comme successeur.

El Hadj Ahmed (1695-1698). — Ce nouveau Dey était un vieux janissaire, que les yoldach eurent l'idée d'élire, en le voyant, sur le pas de sa porte, occupé à racommoder sa chaussure. D'un esprit borné et, de plus, affaibli par l'âge, il accepta toutes les conditions qu'on lui imposa. Pendant son passage au pouvoir, il n'y eut à Alger aucun évènement à signaler. Il mourut, à la fin de l'année 1698, alors qu'une terrible épidémie de peste décimait la population. Il eut pour successeur :

Hassane Chaouch (1698-1700). — A la suite d'incidents peu connus, les relations étaient devenues difficiles entre la Tunisie et l'Algérie.

1700. — Enfin, au cours de l'année 1700, Mourad Bey, Bey de Tunis, après s'être concerté avec Moulaï Ismaïl, Cherif du Maroc, envahit le beylik de l'Est, à la tête d'une nombreuse armée ; il se présente devant Constantine, pour en faire le siège. Le Bey, Ali Koudja, est battu dans deux sorties qu'il essaie successivement : ces nouvelles, parvenant à Alger, amènent une révolte contre Hassane Chaouch, qui, satisfait d'avoir la vie sauve, s'empresse de donner sa démission et de disparaître. Il est remplacé par

Hadj Mostefa (1700-1705). — Le premier soin de celui-ci fut de réunir toutes ses forces, pour aller au secours de Constantine ; il se met en marche en doublant les étapes. Mourad Bey lève le siège de Constantine et vient à sa rencontre : les deux armées se heurtent, le 3 Octobre, à Djouama-El-Eulma, à 30 km. à l'Est de Sétif. L'armée tunisienne complètement battue se disperse et ne se rallie qu'aux environs de Le Kef. Hadj Mostefa, au lieu de compléter sa victoire, en poursuivant rapidement les fuyards, s'arrête à Constantine, où il se contente d'installer comme Bey, Ahmed Ben Ferrath, en remplacement de Ali Koudja, tué pendant le siège.

Cependant Mostefa adresse à la Porte une réclamation contre l'aggression injustifiée de Mourad. Le Sultan essaie d'imposer une transaction, sous forme de traité, mais Mourad s'y refuse formellement.

1701. — Par suite de la convention passée avec Mourad Bey, le Cherif Moulaï Ismaïl envahit, au commencement de 1701, le beylik de l'Ouest. Hadj Mostefa se porte à sa rencontre et, le 28 Août, le joint à l'endroit nommé Hadj Bou Razi, sur la Djidiouïa (1). Les Marocains sont complètement battus ; Mostefa rapporte à Alger, 3.000 têtes, trophées de sa victoire ; il confie le beylik de l'Ouest à Mostefa Bou Chlarem qui transporte le siège du beylik de Mazouna à Mascara. Un traité est passé avec le gouverneur espagnol

(1) La Djidiouïa est un affluent de gauche du Cheliff. Son confluent se trouve à peu près à égale distance d'Orléansville et de Mostaganem.

d'Oran dans le but de résister, par une action commune, aux invasions marocaines.

1702. — Mourad Bey, le Bey de Tunis, organise une nouvelle expédition contre l'Algérie, mais, peu après s'être mis en route, il est assassiné à l'Oued-Zerga (1) par Ibrahim Cherif, le commandant de sa cavalerie. Cet Ibrahim est immédiatement proclamé Bey de Tunis.

Mohammed Ben Tchaker, le prétendant malheureux au trône de Tunis, qui, après ses échecs, s'était retiré à Alger, crut trouver, dans ces conjonctures, l'occasion favorable pour faire valoir ses prétentions. Il est à croire que le Dey Mostefa fit un mauvais accueil à ses ouvertures, car le Tunisien se mit à la tête d'une sédition, au cours de laquelle, le représentant de la Porte, le Pacha Kara Ali fut tué. Cette révolte fut rapidement réprimée et son instigateur, fait prisonnier, paya, d'un nombre considérable de coups de bâton, la violence de cette tentative d'intimidation.

1703. — Nouvelle invasion des Marocains dans la province d'Oran. Moulaï Ismaïl, vaincu, dans la forêt qui s'étend au sud des Salines d'Arzew, et qui, depuis cette époque, a gardé son nom, est obligé de battre en retraite et de rentrer dans ses états.

1704. — A la suite d'une razzia au cours de laquelle les Espagnols emmenèrent, contre toute espèce de droit, 250 Musulmans prisonniers, le Bey de Mascara, Bou Chlarem entre en campagne et met le siège devant Oran.

1705. — Le blocus d'Oran continue ; Mostefa déclare la guerre au Bey de Tunis et se met en marche, vers l'Est. L'armée algérienne bat Ibrahim, aux environs de Le Kef, sur les bords de l'Oued-Et-Tin (11 Juillet) Trahi par ses troupes, sur le champ de bataille même, Ibrahim est fait prisonnier et envoyé à Alger. Hoceïne Ben Ali l'instigateur de la défection est nommé Bey ; il se hâte de regagner Tunis pour en organiser la défense. Mostefa va mettre le blocus devant la ville, le 28 Août ; mais, au bout de six semaines, se rendant compte de l'inutilité de ses efforts, il lève le siège, le 9 Octobre. La retraite, commencée en

(1) L'Oued-Zerga, petit affluent de gauche de la Medjerda, à 80 km. O. de Tunis.

assez bon ordre, ne tarde pas à se changer en une véritable déroute : cependant, à force d'énergie, Mostefa réussit à ramener les débris de son armée jusqu'à Alger, mais ce ne fut que pour y apprendre que sa déchéance avait été prononcée et qu'il était remplacé par

Hacene Krodja (1705-1707). — Le malheureux Mostefa se voit réduit à prendre la fuite ; il réussit à atteindre Collo, mais, là, il est fait prisonnier et massacré par les yoldach.

Hacene s'imagina faire un coup de maître, en rendant la liberté à Ibrahim : celui-ci, qui avait conservé des partisans en Tunisie, pensait n'avoir qu'à se présenter, pour reprendre le pouvoir, et il avait promis de payer une forte rançon, dans le cas où il réussirait à réaliser ses espérances.

1706. — Au mois de Janvier, Ibrahim arrive, par mer, en Tunisie ; mais pendant son absence la situation politique s'était complètement modifiée, et l'ancien Bey, fait prisonnier, au moment même où il débarque à Porto Farina, est immédiatement mis à mort.

1707. — Hacene Krodja se débat dans des difficultés financières inextricables ; la solde de la milice n'est plus payée, les yoldach se révoltent, déposent Hacene et élisent :

Mohammed Bektach (1707-1710). — Celui-ci, craignant la turbulence de la milice, et, répondant aux demandes pressantes de Bou Chlarem, lui envoie des secours, destinés à lui permettre de mener à bien les opérations commencées, devant Oran, depuis près de trois ans. Ozene Haçane, gendre de Mohammed Bektach, conduit les troupes à Oran et prend la direction du siège. Les Algériens s'emparent successivement du Fort Saint- Fernand (8 Septembre) du Fort Saint-Philippe, du Fort Santa-Cruz (25 Septembre), du Fort Saint-Grégoire (11 Novembre) et du Fort de la Mouna (14 Novembre) ; tous les forts extérieurs étaient donc tombés au pouvoir des Turcs. Le gouverneur d'Oran, Don Melchior de Avelaneda,n'attend même pas une attaque au corps de place, et croyant tout perdu, se sauve, d'abord à Mers-El-Kebir, puis regagne l'Espagne, abandonnant lâchement la garnison et la place dont il avait le commandement.

1708. — Cette garnison héroïque continue à se défendre, pied à pied, et ce n'est qu'après les plus grands efforts, et au prix des plus grandes pertes, qu'Ozene Haçane, se mettant lui-même à la tête de la colonne d'assaut, réussit à s'emparer d'Oran. Cette malheureuse ville est livrée à tous les excès d'une soldatesque barbare, encore animée de la fureur d'un combat sans merci.

Restait encore Mers-El-Kebir, qui fut, immédiatement, investie par terre et par mer. La défense fut acharnée et dura trois mois, mais enfin, le 6 Avril, la brèche est ouverte, l'assaut est imminent, la garnison n'a plus ni vivres ni munitions. Le gouverneur se décide à capituler, en spécifiant que la garnison pourra se retirer en liberté ; mais malgré les promesses faites, les Turcs, à peine entrés dans la place, massacrent une partie de la garnison et réduisent le reste en esclavage.

Bou Chlarem, qui avait conçu cette expédition et dont les efforts persévérants avaient si puissamment contribué au succès, prend le commandement d'Oran et y transporte le siège du beylik de l'Ouest.

Ozene Haçane rentre triomphalement à Alger, ramenant plus de 2.000 prisonniers et un immense butin. De magnifiques fêtes furent données en son honneur : le consul anglais crut devoir y assister.

Mohammed Bektach envoie les clefs d'Oran au Sultan de Constantinople : cette démarche prouve que le lien de suzeraineté est encore existant dans l'esprit des Dey, au moins en droit, quoique, en fait, ils ne doivent leur autorité qu'à des élections, aux formes généralement peu régulières et qu'ils prennent le pouvoir, sans aucune investiture du Sultan.

1709-1710. — Malgré le prestige que lui avait donné la conquête d'Oran, malgré les satisfactions que la rapacité des janissaires avait trouvées dans le pillage de cette malheureuse ville, Mohammed Bektach ne pouvait arriver à surmonter les difficultés financières provenant de la pénurie du trésor. Enfin, le 22 Mars 1710, une révolte éclate ; le Dey est massacré, ainsi que son gendre Ozene Hassane, le conquérant d'Oran. La soldatesque ivre de carnage proclame immédiatement le meurtrier :

Deli Ibrahim (Mars 1710-Avril 1710). — Cette brute sanguinaire laisse l'anarchie régner, en maîtresse, dans Alger ; il n'a d'autre préoccupation que de satisfaire ses passions féroces et ses vices crapuleux. Enfin au mois d'Août, ayant voulu violer la femme d'un janissaire, il suscite une révolte, au cours de laquelle il est tué : il est remplacé par

Ali Chaouch (1710-1718). — Le premier soin de cet homme énergique fut de rétablir l'ordre dans Alger ; un certain nombre de têtes coupées inspira une salutaire terreur aux malandrins.

1711. — Au commencement de 1711, le Sultan peut-être encouragé par l'hommage que Mohammed Bektach lui avait fait des clefs d'Oran, eut l'idée d'envoyer un nouveau Pacha à Alger ; il y avait déjà neuf ans que ce poste était vacant. Ali Chaouch, craignant que la présence de ce représentant du Sultan ne devînt la cause ou le prétexte de nouvelles difficultés, lui refuse, formellement, l'entrée du port et entame, immédiatement, des négociations avec la Porte, afin qu'elle renonce désormais à envoyer de nouveaux Pacha à Alger. La Porte finit par faire droit à sa demande ; ainsi fut rompu le dernier lien reliant politiquement l'Algérie à la Turquie.

Tous les efforts de ce Dey furent consacrés au développement de la course, dont les profits constituaient les principales ressources de son budget ; il s'efforça, également, de réduire les privilèges des janissaires ; aussi le mécontentement poussa-t-il ces derniers à organiser deux complots, l'un en 1713, l'autre en 1716 : tous les deux furent découverts et sévèrement punis.

1713. — Ali Chaouch, nomme Bey de Constantine, Bou Kemia, qui conservera cette fonction jusqu'en 1736.

1715. — Cette année fut marquée, à Alger, par un terrible tremblement de terre qui dura du 3 au 26 Février, causant d'énormes dégâts.

1718. — Au mois de Janvier, Ali Chaouch meurt de mort naturelle et est remplacé par

Mohammed Ben Haçane (Mohammed Effendi) (1718-1724).

1719. — Le consul, Denis Dussault, passe avec le Dey un

nouveau traité favorable à la France, dont les navires peuvent naviguer, en sécurité, dans la Méditerranée.

Mohammed Effendi ne cesse de lutter contre des révoltes de tribus et contre des émeutes, suscitées par les raïs et les yoldach. Il sait résister aux injonctions de la Porte qui tente d'intervenir dans les affaires intérieures algériennes.

Enfin, il subit le sort de nombre de ses prédécesseurs, il périt massacré dans une émeute fomentée par les raïs, dont il voulait arrêter les exactions. Il eut pour successeur :

Kourd Abdi (1724-1732). — Ancien agha des spahis, homme ferme et énergique, il sut maintenir son autorité et son indépendance, aussi bien contre les agitateurs de l'intérieur, que contre les agissements des puissances étrangères.

1725. — Il refuse de remplir les engagements pris, en son nom, par la Porte, à l'égard des puissance européennes et le Sultan demeure impuissant à vaincre son obstination (1).

1728. — Il réprime un complot, tramé contre sa vie, par le Muphti et l'Agha, qu'il fait mettre à mort.

1729. — Il refuse de livrer au Bey de Tunis, un compétiteur, Ali Pacha, qui, après avoir été battu, s'était réfugié à Alger ; mais, habile à se créer des ressources pécunaires, il consentit à garder le fugitif, en prison, à condition que Hoceïne Bey lui versât, annuellement, une indemnité de 10.000 sequins (87.000 francs environ).

Le Sultan envoie un Pacha, pour le représenter à Alger ; Kourd Abdi lui interdit de débarquer et menace de canonner son navire, s'il ne reprend, immédiatement, la haute mer.

1732. — Philippe V, roi d'Espagne, organise une expédition pour reprendre Oran. Une flotte de 525 voiles, commandée par Don F. Cornéjo, débarque, le 29 Juin, une ar-

(1) D'après Cat, la prospérité d'Alger s'était, à cette époque, considérablement amoindrie. La Taïffa des raïs ne comprenait plus que 24 membres, au lieu de 300. Dans les bagnes, où le nombre des esclaves avait atteint le chiffre de 30.000, on n'en comptait plus que 3.000 à 4.000. Enfin l'effectif de la milice était descendu de 22.000 à 10.000 hommes.

mée de 30.000 hommes, sous les ordres du comte de Montemar, à la plage des Aiguades (actuellement Aïn-El-Turk, à 15 km. à l'Ouest d'Oran). Une bataille générale, livrée le 30, se termine par la défaite de Bou Chlarem et des contingents arabes ; la panique s'empare de la garnison et de la population d'Oran. Bou Chlarem se voit dans la nécessité d'abandonner la ville, qu'il a conquise au prix de tant d'efforts et de ténacité, en 1708. Le 2 Juillet, le drapeau espagnol flotte sur Oran ; Mers-El-Kebir se rend, le même jour ; Bou Chlarem, décidé à continuer la lutte, se retire sur Mostaganem. Le 30 Juillet, l'armée espagnole se rembarque laissant, à Oran, une garnison de 10 bataillons.

La nouvelle de la perte d'Oran frappa Alger de stupeur ; le vieux Dey Kourd Abdi avait à se reprocher de n'avoir point envoyé de secours à Bou Chlarem qui en avait réclamé avec insistance. Particulièrement affecté de ce désastre, il expira le 3 Septembre, s'étant laissé mourir de faim, d'après ce que dit la légende. Il eut pour successeur son beau frère.

Ibrahim (1732-1745). — Celui-ci envoie, immédiatement, des renforts à Bou Chlarem qui, le 13 Septembre, se présente devant Oran avec du matériel de siège.

1733. — L'investissement d'Oran continue, mais la mésintelligence s'étant élevée entre Bou Chlarem et le commandant des troupes algériennes, le vieux Bey se retire, puis le corps algérien reçoit l'ordre de rentrer. Oran est débloquée, sans que, cependant, les hostilités cessent entre les Espagnols et les Musulmans.

1735. — Pour pallier cet échec, et, en même temps, pour éloigner d'Alger des troupes trop disposées à la révolte, Ibrahim décide de tenter une expédition contre la Tunisie. Le prétexte fut le refus, fait par Hoceïne, Bey de Tunis, de verser le tribut annuel de 10.000 sequins destiné à payer le maintien en prison de Ali Pacha. Malgré l'intervention de la Porte, l'armée algérienne pénètre en Tunisie et bat l'armée tunisienne à Semendja (1) ; Hoceïne se retire, d'abord à Zaghouane, puis ensuite, à Kairouane.

Ali Pacha, qui avait accompagné l'armée d'Ibrahim, entre à Tunis, le 7 Septembre, et prend possession du pou-

---

(1) Semendja, 40 km. au Sud de Tunis, sur l'Oued-Milianah.

voir, tout en se déclarant vassal du Dey d'Alger, auquel il souscrit une redevance annuelle de 200.000 écus (600.000 francs) d'après les uns, de 50.000 piastres (70.000 fr), d'après les autres, plus la fourniture gratuite du blé nécessaire à l'entretien de la milice.

Bou Chlarem, Bey de l'Ouest, meurt.

1736. — Bou Kemia, Bey de Constantine, depuis 32 ans, meurt.

1740. — La peste fait de nombreuses victimes à Alger.

1741. — A la suite de difficultés survenues, au sujet de deux navires algériens, croisant sur les côtes de Provence, Ibrahim fait conduire, au bagne, tous les Français résidant à Alger, y compris le consul. De plus, il donne l'ordre au Bey de Constantine, d'occuper le Bastion de France et d'en jeter le personnel en prison.

1742. — M. de Maissiac, envoyé à Alger pour traiter cette affaire, accorde au Bey d'équitables satisfactions et les Français sont remis en liberté (18 Mai).

1743. — Le consul de France, M. d'Evans, refusant de se soumettre à la formalité du baise mains qu'Ibrahim voulait exiger de lui, malgré les stipulations formelles des traités antérieurs, demande son rappel (Juillet).

Peu après, la poudrière du Fort l'Empereur saute : Ibrahim met en demeure la Hollande, l'Angleterre et le Danemark de remplacer les munitions détruites.

1745. — Ibrahim malade abdique, en faveur de son neveu Ibrahim Koutchouk ; il meurt le 17 Novembre.

Ibrahim Koutchouk (1745-1748).

1746. — Expédition contre la Tunisie, décidée pour des motifs que nous ne connaissons pas. L'armée algérienne met le siège devant Le Kef, puis reçoit l'ordre de rentrer à Alger. Cette expédition, si incohérente, a reçu, des Arabes, le nom de « Guerre feinte ».

Peu après, Bou Hanek, Bey de Constantine, mourait et était remplacé par Hoceïne (surnommé Azreug Aïnou, l'homme à l'œil bleu).

Une expédition est envoyée contre les Kabyles révoltés, mais elle obtient peu de résultats.

1747. — Tlemcen s'insurge, chasse la garnison turque, et se donne un gouvernement indépendant.

1748. — 3 Février. Ibrahim Koutchouk meurt subitement, empoisonné, croit-on, par les Coulougli, dont il voulait réprimer les tendances insurrectionnelles. Son successeur fut :

Mohammed Ben Bekr (1748-1754). — Ce Dey chercha à maintenir de bonnes relations avec les puissances européennes, tout en défendant ses droits, contre les tentatives d'empiètement.

Pour calmer l'effervescence des Coulougli, il leur accorda une espèce de charte, reconnaissant leur organisation et confirmant leurs droits.

1749. — Il résiste aux objurgations de l'amiral Keppel, insistant pour obtenir la cession de l'île de Tabarka, à l'Angleterre.

1750. — La poudrière du Fort de l'Etoile (1) saute ; le Danemark et la Suède remplacent les munitions disparues.

1752. — La peste éclate de nouveau à Alger, et y sévit pendant quatre ans.

1753. — Le capitaine d'un navire français, nommé Prépaud, fait prisonnier et amené captif à Alger est accusé par les raïs d'avoir attaqué, sans motif, un navire algérien ; il est condamné à la bastonnade et, meurt, le lendemain, des suites de son supplice.

1754. — Réclamation du consul français qui, sur ces entrefaites, est rappelé (Avril). Les miliciens s'imaginent que la France ne voudra régler cette affaire qu'à coups de canon et que le meilleur moyen de tout concilier est de faire disparaître le Dey.

Le 11 Décembre, Mohammed Ben Bekr est assassiné, par un milicien, nommé Ozene Ali, qui se proclame Dey, mais il est tué, quelques instants après, dans l'appartement mê-

(1) Fort dont il ne reste plus trace aujourd'hui et qui s'élevait aux environs de la Porte actuelle du Sahel.

me où il a commis son crime (1). Le successeur effectif fut :

Ali Nekcis (surnommé : Baba Ali et Bou Sbaa (1754-1766). Ce Dey était l'ennemi personnel et acharné du Bey de Tunis, Ali Pacha.

1755. — Il charge le Bey de Constantine de préparer une expédition contre Tunis.

Alger, à la fin de cette année, éprouve un violent tremblement de terre, dont les secousses durent deux mois, du 1er Novembre à la fin de Décembre.

1756. — L'armée algérienne va mettre le siège devant Tunis et y entre de vive force, le 31 Août. Ali Pacha, fait prisonnier, est décapité ; Mohammed Bey, fils de Hoceïne prend le pouvoir ; mais, bientôt, la mésintelligence éclate, entre lui et le Bey de Constantine. Mohammed se réfugie au Bardo, pendant que l'armée algérienne se livre à un véritable pillage de Tunis. Bientôt Ali, le frère de Mohammed Bey accourt du Sud, à la tête de nombreux partisans, et rend la paix à la malheureuse ville, en chassant les Algériens. Ceux-ci, pourtant, ne partent qu'après avoit fait signer à Mohammed, l'engagement de faire démolir les fortifications des villes frontières et de payer, au Dey d'Alger, un tribut annuel en argent et en nature.

Pendant ce temps, à Alger, Ali Nekcis, en proie à des accès de fureur maladive, faisait subir mille avanies aux représentants des puissances européennes ; poussé, dit-on par le consul d'Angleterre, il envoya au bagne, le consul

---

(1) Un chroniqueur du XVIIIe siècle (Mohammed Seghir) raconte ainsi la disparition du Dey Mohammed Ben Bekr et l'élection de son successeur Baba Ali Bou Sbaa : « Or, sur ces en« trefaites, le Dey d'Alger mourut assassiné par un derviche « qui se promenait constamment dans les cimetières, en répé« tant le nom de Dieu, et qui s'approcha de lui, en cachant « un yatagan sous un burnous noir. Le Dey était alors entouré « des principaux officiers qui pouvaient aspirer à lui succéder : « tous dégaînèrent leurs armes et se jetèrent sur le derviche ; « mais chacun d'eux voulut profiter du tumulte pour se défaire « de ses concurrents, de sorte qu'ils se tuèrent entre eux et « qu'on trouva mort les sept personnages qui pouvaient être « appelés à succéder au Dey. C'est ainsi que Baba Ali Bou « Sbaa fut nommé ; son avènement fut annoncé par le bruit des « flûtes et des tambours et par le grondement des canons ». (Voir Piquet, les Civilisations de l'Afrique du Nord, page 242).

de France, qui ne put recouvrer sa liberté qu'à la fin de 1756.

Les Kabyles des environs de Ténès et ceux du Djurdjura s'insurgent.

1757. — 16 Juillet. Les Kabyles insurgés s'emparent de Bordj-Boghni puis, au mois d'Août, de Bordj-Bouïra. Il faut une campagne en règle, à laquelle prennent part trois colonnes, parties d'Alger, de Médéa et de Constantine, pour venir à bout de cette insurrection.

Vers cette époque, Tlemcen, qui, depuis une vingtaine d'années, jouissait d'une complète indépendance, sous l'autorité du Caïd Redjem El Bedjaouï, est assiégée et prise ; Redjem fait prisonnier est envoyé à Alger, où il est écorché vif.

1762. — Une sécheresse extraordinaire sévit sur toute l'Algérie.

1763. — 12 Janvier. Une révolte des esclaves chrétiens éclate à Alger et est réprimée, avec la dernière barbarie.

Sous prétexte d'incidents survenus à des navires algériens, sur les côtes françaises, le Dey fait mettre au bagne tous les Français résidant à Alger, y compris le consul, M. Vallières, et, en même temps, il fait occuper les établissements de La Calle et arrêter tout le personnel (Septembre et Octobre).

L'amiral Fabry arrive, en mission, à Alger (11 Novembre) pour exiger des réparations.

1764. — 8 Janvier. Le Dey accorde les satisfactions demandées. Il fait étrangler le Khaznadar (1), qu'il prétend avoir été l'instigateur des mesures de rigueur, contre les Français.

1766. — Ali Nekcis meurt, le 2 Février, il est remplacé par :

Mohammed Ben Otsmane (1766-1791). — C'était un homme d'un caractère énergique quoique conciliant. Il sut conserver le pouvoir, pendant vingt-cinq ans, démontrant ainsi

(1) Khaznadar ou Khaznadji, ministre des finances du Dey, chargé aussi des relations étrangères.

que l'instabilité de ses prédécesseurs provenait de leur incapacité.

1767. — Insurrection générale de la Kabylie. Une armée turque conduite par l'Agha est battue et perd 300 hommes.

Le Dey signe un traité avec l'Espagne.

1768. — Nouvelle expédition contre les Kabyles, avec le concours des troupes du Bey de Constantine et de celui de Tittery. Nouvelle défaite de l'armée turque, qui perd 1.200 hommes. Ces échecs provoquent, à Alger, des émeutes aux cours desquelles le Bey risque, plusieurs fois, d'être assassiné.

1769. — Troisième expédition turque qui réussit à refouler les Kabyles dans leurs montagnes.

1770. — Des difficultés s'étant élevées entre l'Odjak et le Danemark, cette puissance envoie une flotille, commandée par l'amiral de Kaas, pour demander satisfaction. Après un bombardement sans efficacité, la flottille danoise se retire sans avoir rien obtenu.

1771. — Salha Ben Mostefa (Salha Bey) est nommé Bey de Constantine.

1772. — Le Danemark consent à signer, avec le Dey, un traité comportant les conditions les plus dures.

Les Kabyles Flissa (1), en révolte depuis cinq ans, font leur soumission.

Les Ouled Naïl (2) se révoltent. Le Bey de Tittery, Softa, dirige contre ces dissidents une expédition, au cours de laquelle, il est battu et tué.

1773. — Le Bey de Constantine Salha Bey, se met à la tête d'une mehalla, qui fait rentrer les Ouled Naïl dans l'obéissance.

---

(1) Flissa, confédération comprenant un certain nombre de tribus, habitant la partie occidentale de la grande Kabylie, entre l'Isser et l'Oued-Aïssi.

Zouaoua, confédération comprenant un certain nombre de tribus, habitant la partie orientale de la grande Kabylie, vers les sources du Sebaou.

(2) Ouled-Naïl, confédération comprenant les tribus arabes de la région des Hauts-Plateaux s'étendant entre Msila, Bou-Saada, Laghouate et Djelfa.

1774. — Le Dey prévenu des armements considérables faits par l'Espagne, en vue d'une expédition contre Alger, complète les fortifications et l'armement de sa capitale.

1775. — Le 1er Juillet, la flotte espagnole comptant 400 navires, portant 25.000 hommes, arrive dans la baie d'Alger, sous le commandement de O'Reilly. Le débarquement a lieu le 8, sur la plage d'Hussein-Dey, mais, le 9, les Espagnols, cernés de tous côtés, sont obligés de se rembarquer, précipitamment, abandonnant leurs morts ainsi qu'une grande quantité de blessés et un matériel considérable. Le 16 Juillet, la flotte espagnole prenait le large, ne laissant, derrière elle, que huit navires destinés à assurer le blocus du port.

1780. — Une révolte des esclaves provoque, dans Alger, les plus grands désordres ; elle est sévèrement réprimée. La famine et la peste font de nombreuses victimes. Le Bey de l'Ouest, Mohammed, réduit à l'obéissance les dissidents de son beylik ; au cours des opérations qui se développent, dans les environs d'Oran, il coupe la conduite d'eau de cette ville.

1781. — La prise de Minorque, par la France, augmente son prestige auprès de l'Odjak.

1782. — Charles III, roi d'Espagne, (1759-1788), tout en préparant une nouvelle expédition contre Alger, cherche à obtenir, par l'intermédiaire du Sultan, des traités avec toutes les puissances barbaresques ; mais le Capidgi, envoyé par le Sultan, éprouve un refus formel à Alger, aussi bien qu'à Tunis et à Tripoli. A Alger, le Dey, prépare la défense de sa capitale.

1783. — L'Espagne décide une nouvelle expédition contre Alger. La flotte espagnole, sous les ordres de don Antonio Barcelo, commence le bombardement, le 1er Juillet, et reprend le large, le 9, après avoir épuisé toutes ses munitions. Les résultats du bombardement étaient minimes : un certain nombre de maisons endommagées et deux cents morts ; on se prépare, de suite, à repousser une nouvelle attaque. Le Dey se fait fournir des munitions et des canons par la Suède, le Danemark et la Porte.

Vers la fin de cette même année, des difficultés étaient survenues, entre la Tunisie et le Beylik de Constantine, à

propos d'incidents de frontière ; les deux armées étaient en présence, lorsque, grâce à l'esprit conciliant du Bey constantinois, les questions pendantes furent réglées à la satisfaction des deux parties.

1784. — Une flotte espagnole de 130 voiles, sous les ordres de Don Barcelo, arrive, le 9 Juillet, dans la baie d'Alger. Après un bombardement, encore moins efficace que le précédent, et au cours duquel les navires algériens ne craignent pas de sortir, pour se mesurer avec leurs adversaires, Don Barcelo n'ayant plus de munitions donne le signal du départ.

Le Bey de l'Ouest, Mohammed, tente, contre Oran, un coup de main qui faillit le rendre maître de cette ville, puis ensuite, il descend vers le Sud jusqu'au Kreider. De là, il fait un crochet vers l'Est et va soumettre le ksar de Chellala, qu'il prend d'assaut.

1785. — L'Espagne renonce aux opérations militaires contre Alger, et envoie deux plénipotentaires, le Comte d'Espilly et l'amiral Mazzarredo, pour traiter des conditions de la paix. Grâce à l'intermédiaire du consul de France, M. de Kercy, les négociations aboutissent, mais au prix de concessions bien humiliantes pour l'Espagne, entre autres : l'abandon d'Oran !

Le Bey de l'Ouest dirige une expédition contre les rebelles du Djebel-Amour. Il passe par El-Beïda, Zenina, Aflou, Taouïala, El Madhi, Tadjemout et Laghouate, où il entre de vive force. Tous ces ksour ainsi que les Mzabites, dont il reçoit une députation, à Laghouate, se reconnaissent tributaires.

1786. — Le 14 Juin, le gouvernement espagnol ratifie le projet de traité élaboré en 1785.

1787. — Le Bey de Constantine obtient l'autorisation d'organiser une expédition contre Tunis. Le Bey de Tunis, prévenu, s'empresse de faire sa soumission et consent à payer une forte indemnité entre les mains de Salha Bey.

1788. — Salha Bey organise une expédition contre Touggourt qui, depuis deux siècles, jouissait d'une complète indépendance.

1789. — Touggourt résiste, avec acharnement, et le Bey de Constantine est obligé de battre en retraite ; mais il

continue, par l'intrigue et la trahison, l'exécution du projet qu'il n'a pu mener à bien par la force, et, après avoir jeté en prison les chefs de l'oasis qu'on avait traîtreusement invités à venir à Zeribet El Oued pour traiter de la paix, il réussit à faire reconnaître son autorité par les Touggourti.

Salha Bey, vers la même époque, entreprend la lutte contre certains marabouts que ses manières hautaines et brutales avaient froissés et qui, pour se venger, s'étaient mis à la tête des mécontents. Quoique la répression ait été terrible et que plusieurs marabouts aient payé, de leur tête, leurs velléités d'indépendance, la fortune de Salha avait reçu un coup dont elle ne devait pas se relever.

Le Bey de l'Ouest, Mohammed, fait ses préparatifs pour attaquer Oran, l'année suivante.

En ce moment, la famine sévissait en France : notre consul entame des négociations avec le fils adoptif du Dey, le khaznadji Hacene, auquel Mohammed Ben Ostmane, fatigué par l'âge, laissait, en grande partie, l'exercice du pouvoir. Grâce à son autorisation, la Régence fournit au gouvernement français une quantité considérable de blé, valant environ cinq millions de francs. Cette fourniture fut faite par l'intermédiaire de deux Juifs, livournais d'origine : Nephtali Busnach (Bou Chenak) et Youcefe Bacri. Ces deux Israélites, grâce à des prêts d'argent consentis antérieurement à l'Odjak, dans des circonstances difficiles, avaient pris une influence notable sur la direction des affaires algériennes. Nous verrons, plus loin, le règlement des affaires Busnach et Bacri amener un incident qui rendit nécessaire l'expédition de 1830.

1790. — Au mois d'Août, de terribles secousses de tremblement de terre qui durèrent trois mois, jusqu'au 22 Novembre, détruisirent en partie la ville d'Oran et firent périr plus du quart de la population. Immédiatement, le Bey Mohammed vient, avec 5.000 hommes, mettre le siège devant la malheureuse ville. Plusieurs attaques de vive force, tentées pendant la deuxième quinzaine d'Octobre, sont repoussées : les assiégeants se résignent à entreprendre les longues opérations d'un siège régulier.

1791. — Cependant, des négociations sont engagées entre le Roi d'Espagne Charles IV (1788-1808) et le Dey d'Al-

ger, au sujet de l'évacuation d'Oran ; ces négociations traînant en longueur, on convient d'un armistice de deux mois (26 Février-26 Avril). A cette dernière date, les hostilités recommencent, avec autant d'acharnement et de vigueur du côté de l'attaque que de celui de la défense.

Le 12 Juillet, le Dey, Mohammed Ben Ostmane, étant mort, a pour successeur :

Haçane (1791-1798). — Celui-ci prescrit, le 28 Juillet, une suspension d'armes et, le 12 Septembre, conclut, avec le gouvernement espagnol, une convention fixant les conditions de l'évacuation d'Oran. Le traité définitif, ratifié le 9 Décembre, contient les stipulations suivantes :

a) L'Espagne est autorisée à établir, près de Mers-El-Kebir, un établissement semblable au Bastion de France, moyennant une redevance annuelle de 120.000 francs de notre monnaie.

b) Le droit de pêche du corail, sur la côte Ouest, est concédé à l'Espagne ainsi que le droit d'acheter 1.000 charges de blé ?

c) Par privilège, l'accès du port de Mers-El-Kebir est accordé aux bateaux espagnols, moyennant un droit de port de 56 réaux (63 fr.).

d) Oran doit être remis aux Turcs, avec les fortifications et l'armement existant, au moment de l'évacuation de la ville par Bou Chlarem, en 1732.

e) L'évacuation doit être terminée dans un délai de six mois.

Le nouveau Dey se défiant de l'importance prise par les Bey de Tittery et de Constantine, les remplace, le premier par Si Mohammed El Debbah, le second par Ibrahim Bou Seba. Salha Bey, le Bey de Constantine, furieux de cette disgrâce imméritée, s'insurge, fait arrêter son successeur, à son arrivée, et le met à mort. Haçane nomme, immédiatement, un nouveau Bey : Hacene Ben Bou Hanek qui s'empare de Salha Bey et le fait étrangler (1er Septembre). Il saisit les biens de son prédécesseur et il envoie, à Alger, son trésor, évalué à douze millions. Cette aubaine allume la cupidité des Dey, qui, à l'avenir, sacrifieront les Bey, sous le moindre prétexte, simplement dans le but de s'emparer de leurs richesses.

1792. — Mohammed, le Bey de l'Ouest, nommé Bey d'Oran, reçoit du Dey la dénomination de Mohammed El Kebir. Celui-ci fait son entrée solennelle à Oran, le 29 Février ; il consacre le reste de son existence à repeupler et à embellir la nouvelle capitale de son gouvernement.

1794. — Haçane consent au gouvernement français du Directoire un prêt de 5.000.000 de francs sans intérêt.

Les lettres de change représentant cette somme seront remises par les successeurs d'Haçane, comme nantissement de nouveaux prêts, entre les mains des banquiers Busnach et Bacri.

Au mois d'Août, Haçane fait arrêter le Bey de Tittery, Si Mohammed El Debbah, et fait saisir tous ses biens ; il le remplace par El Hadj Brahim Boursali, puis, au mois de Novembre, il destitue le Bey de Constantine, Hacene Ben Bou Hanek, et le remplace par Mostefa El Ouznadji. Celui-ci, dès son arrivée, témoigne les sentiments les plus hostiles, à l'égard des établissements français.

1795. — Devant les vexations constantes du Bey de Constantine, le comptoir français de Collo est abandonné.

Sur la frontière occidentale, les Turcs abandonnent Oudjda.

1796. — El Hadj Brahim Boursali, Bey de Tittery, est destitué, ses biens sont confisqués ; son successeur est un nommé Hacene, caïd des Beni Slimane.

1797. — 25 Décembre. Le Bey de Constantine est mis à mort et ses biens sont confisqués : il est remplacé par son Khalifa : Hadj Mostefa Ben Engliz.

1798. — L'ancien Conventionnel, Jean Bon Saint André, est envoyé, en mission, à Alger, pour essayer de remettre, sur un meilleur pied, les relations entre le gouvernement français et l'Odjak. De cette intervention, il résulte une certaine détente.

Le 14 Mai, le Dey Haçane meurt, il est remplacé par son neveu

Mostefa (1798-1805). — Celui-ci fait mettre en liberté les Français que, d'après des ordres antérieurs, le Bey de Constantine avait fait arrêter dans les établissements de l'Est, pour les jeter en prison.

Quelques jours plus tard, on apprend, à Alger, la prise

de Malte par Bonaparte, ainsi que la suppression de l'Ordre des Chevaliers de Malte. On apprend, également, que 2.000 esclaves barbaresques vont être remis en liberté, à condition, que les esclaves maltais, vénitiens et génois, détenus dans les bagnes musulmans, soient eux-mêmes libérés. Mais, bientôt, ces bonnes nouvelles firent place à l'annonce de la conquête de l'Egypte, et de la déclaration de guerre de la Porte à la France. Le Sultan Selim III (1789-1807) envoie, à toutes les puissances barbaresques, un firman leur prescrivant de traiter la France en ennemie : le 21 Décembre, le consul français, M. de Moltedo, et le personel du consulat, sont arrêtés et mis en prison.

1799. — Les établissements de l'Est sont complètement détruits : le personnel, composé de 98 personnes, est fait prisonnier et amené à Alger où on l'emploie au travail des mines.

Le Bey de l'Ouest, Otsmane fait une expédition contre Aïn-Madhi, résidence du marabout Ahmed Tedjini (1). Celui-ci s'enfuit au Maroc ; le ksar d'Aïn-Madhi est frappé d'une contribution de 17.000 boudjou (environ 30.000 francs).

1800. — En rentrant à Oran, le Bey Otsmane est destitué et remplacé par le Caïd de Tlemcen : El Hadj Mostefa El Mamzali. Bien entendu que tous les biens d'Otsmane sont confisqués, et, ses richesses versées au trésor du Dey d'Alger.

Au mois de Septembre, le consul de France parvient à conclure un traité de paix avec la Régence, mais l'Angleterre, alors en guerre avec la France, sait agir assez habilement, à Constantinople, pour que le Sultan empêche l'exécution de cette convention. Le Dey d'Alger écrivit, dit-on, au premier Consul, pour s'excuser de son manque de parole.

1801. — 17 Février. Le Bey de Tittery, Hacene, est arrêté et ses biens sont confisqués ; il est remplacé par Mohammed El Tobdji.

Juin. La compagnie d'Afrique est rétablie.

18 Septembre. Complot contre la vie de Mostefa. Les

---

(1) Sur les maraboùts Tedjini, voir plus loin la note de la page 130.

conjurés sont, en partie, massacrés, en partie, exécutés de la main du bourreau.

Novembre. La paix est conclue entre la France et la Porte et, comme conséquence, l'état de guerre cesse entre le gouvernement français et l'Odjak. Le consul, Dubois-Thainville, vient reprendre possession de son poste.

1802. — Pendant la période de guerre, qui durait depuis 1793, la course avait sévi, avec plus d'intensité que jamais, en Méditerranée.

Les raïs algériens, dont le fameux Hamidou, disposaient d'une flotte d'une trentaine de navires, dont trois frégates de 44 canons.

Ils ne s'étaient pas contentés de courir sus aux navires de commerce, ils s'étaient attaqués, même aux navires de guerre des puissances chrétiennes. Hamidou n'avait pas hésité à assaillir une frégate portugaise, de force égale au navire qu'il commandait, et il avait réussi à s'en emparer.

Malgré la paix qui venait d'être signée, les corsaires continuent à faire des prises ; mais Napoléon n'est pas homme à supporter des insultes au pavillon français. Le 7 Août 1802, une division navale présente au Dey un ultimatum, exigeant la restitution des navires, marchandises et prisonniers français, sous menace du débarquement d'une armée de 80.000 hommes. Le Dey accorde toutes les restitutions demandées, et, donne l'ordre, au Bey de Constantine, de traiter, avec égards ,le personnel des concessions.

Le Bey d'Oran, El Hadj Mostefa El Mamzali dirige une expédition contre les Angad révoltés : il est complètement battu.

Des difficultés étant survenues, avec l'Angleterre, au sujet du règlement de certaines affaires concernant les banquiers Busnach et Bacri, le Dey fait embarquer le consul anglais Falcon, et refuse de le recevoir, à nouveau, malgré les menaces de bombardement faites par Nelson.

1803. — 15 Mai. Destitution du Bey de Constantine, Hadj Mostefa Ben Engliz, dont le fils est arrêté à Alger. Comme d'habitude, les biens du Bey sont confisqués et vont grossir le trésor de l'Odjak.

Otsmane, ancien Bey d'Oran, destitué en 1800, reçoit le commandement du beylik de Constantine. Il commence par faire une expédition dans l'Aurès, où il rétablit le calme.

1804. — Un marabout, El Hadj Mohammed Ben El Ahrech, dit Bou Deli, agite les populations des montagnes, entre Constantine et la mer ; il s'empare de Djidjelli et de Collo.

Profitant de l'absence du Bey, en expédition du côté de Sétif, Bou Deli, à la tête de 60.000 Kabyles, tente, sur Constantine, un coup de main qui faillit réussir. Le Marabout, repoussé, se réfugie dans les Montagnes d'El-Milia. Le Bey, Otsmane se précipite à sa poursuite, mais attiré dans une embuscade, il y est massacré avec toute son armée ; il est remplacé par Abd Allah Ben Ismaïl (Novembre).

1805. — Le raïs Hamidou se présente, avec 4 navires de guerre, devant Djidjelli qui tient pour Bou Deli : il bombarde inutilement la ville.

Cet échec, ainsi que les souffraces, provoquées par une famine qui désolait la population, et que l'on attribuait aux spéculations de Busnach et Bacri sur les blés, amenèrent à Alger des troubles, au cours desquels, à deux reprises différentes, le Dey faillit être assassiné (Mars-Mai).

Cependant, dans la province d'Oran, la situation est des plus graves. Les Derkaoua, membres d'une confrérie religieuse, s'étaient insurgés, à la voix d'un marabout Abd El Kader Ben Cherif, surnommé : Cherif El Derkaouï. Le 4 Juin, le Bey Mostefa qui dirigeait, en personne, une expédition contre les révoltés, se laissa surprendre à Aïn-Fritissa, au confluent de l'Oued-El-Abed et de la Mina. Toutes ses troupes furent massacrées ; personnellement, il put s'échapper monté sur un cheval, sans selle.

Dès que la nouvelle de cet échec parvint à Alger, les esprits se surexcitèrent de plus en plus : le 25 Juin, un janissaire tue, d'un coup de pistolet, Busnach, au moment où il sortait de la Djenina (1).

(1) Djenina (le jardinet). Résidence habituelle des Dey. Ce palais, ou plutôt, cette réunion de palais, s'élevait au Nord de la place actuelle du Gouvernement sur l'emplacement où a été construit l'Hôtel de la Régence ; l'Archevêché, le palais du Gouverneur, etc. en faisaient également partie.

Ce fut le signal d'une véritable révolution. La populace se livra à toute espèce d'excès et, en particulier, au pillage des magasins juifs. Enfin, le 30, Mostefa, voyant qu'il n'y a plus moyen de tenir tête à l'orage, cherche à fuir, mais il est arrêté et massacré. Les janissaires lui donnent pour successeur :

Ahmed (1805-1808). — Son premier soin fut de donner un successeur au Bey de l'Ouest, qui, après sa défaite, avait perdu la tête, et, s'étant réfugié à Oran, n'avait trouvé d'autre moyen d'assurer la défense que de faire murer les portes de la ville. Par son incapacité et sa lâcheté, il avait laissé massacrer la colonne que son Khalifa amenait au secours d'Oran, et il avait, ainsi, permis aux insurgés, d'établir le blocus de sa capitale.

Le successeur de Mostefa El Mamzali fut Mohammed El Mekellech, fils aîné du conquérant d'Oran, Mohammed El Kebir.

Ce Bey plein de valeur et d'énergié, voyant la route, par terre, coupée par les rebelles, gagne Oran par mer et y amène 1.800 janissaires comme troupe de renfort.

1806. — Aussitôt après avoir organisé ses forces, Mohammed El Mekellech commence les opérations militaires. Des sorties audacieuses, couronnées de succès, forcent les Derkaoua à lever le blocus et à battre en retraite, sur le massif montagneux occupé par la tribu des Flitta (1) ; Mohammed les y poursuit et les bat en plusieurs rencontres.

Dans le beylik de Constantine, Bou Deli tente contre Bougie un coup de main qui ne réussit pas, puis il se porte sur Sétif aux environs duquel, les Mokrani (2), feudataires

---

(1) Flitta, tribu établie dans les montagnes situées sur la rive droite de l'Oued-Mina, entre cette rivière et l'Oued-Djidiouia.

(2) En l'année 1559, Hacene Pacha, Bey Ler Bey d'Alger, eut à lutter contre le souverain de la Kalaa des Beni Abbes, nommé Abd El Aziz et il ne put en venir à bout que l'année suivante, grâce au concours du roi kabyle de Kouko.

Abd El Aziz, fut tué dans un dernier combat et remplacé par son frère Amokrane qui ne tarda pas à étendre son autorité sur toute la région comprise entre Bougie, Beni-Mansour, Msila, Sétif et Djidjelli et au centre de laquelle se trouve la plaine de la Medjana.

des Turcs, lui infligent une défaite complète. Bou Deli disparaît, définitivement, de la scène politique.

Cependant, le Bey de Tunis, Hammouda, voyant l'anarchie régner dans toute la Régence d'Alger, croît pouvoir se soustraire aux obligations résultant du traité de 1756 et il prépare une armée, pour assurer par la force, s'il y a lieu, la validité de ses prétentions.

En même temps, des difficultés s'étaient élevées entre Alger et l'Empire français, toujours au sujet des corsaires. L'Empereur avait fait arrêter tous les Algériens, résidant en France, et, saisir leurs biens.

Ahmed crut devoir riposter, à ces mesures, en donnant aux Anglais les concessions de La Calle ; mais cette décision provoque des réclamations énergiques des populations du littoral constantinois, qui vivaient, en très bonne intelligence, avec le personnel des établissements français.

Le Bey de Constantine croit devoir transmettre ces doléances à l'Odjak ; mal lui en prit, car Ahmed furieux envoie à Constantine des chaouch, avec ordre de mettre à mort le malheureux Abd Allah Ben Ismaïl, ainsi que sa femme. Le beylik de l'Est est donné à Hoceine Ben Salha Bey.

1807. — Les hostilités entre Alger et Tunis commencent, dès les premiers jours de l'année. L'armée tunisienne envahit la province de Constantine et vient mettre le siège devant sa capitale, après avoir enlevé, de vive force, le plateau de Mansourah. Le Bey Hoceïne prend la fuite, sans

---

Ce fut cet Amokrane qui a donné son nom à la famille des Mokrani.

En 1561, Haceñe Pacha fait la paix avec Amokrane qu'il reconnaît souverain de la Medjana, à la condition qu'il paie un tribut à l'Odjak et, en particulier, qu'il lui fournisse les bois nécessaires à la construction des navires destinés à la course.

Amokrane eut pour successeur son fils Sidi Nacer qui, après une longue carrière, périt assassiné dans une embuscade, vers 1624.

Un fils d'Amokrane, nommé Sidi Bettaka, prit, après lui, le commandement de la Medjana et témoigna une hostilité constante aux Turcs d'Alger.

La famille des Amokrane, plus connue sous le nom de Mokrani, continua à exercer le pouvoir dans la Medjana, tantôt en paix tantôt en guerre avec l'Odjak, jusqu'au moment de l'occupation d'Alger par la France.

même chercher à tenter un simulacre de résistance ; mais, la population de Constantine refuse de se rendre et force les Tunisiens à entreprendre le siège méthodique de la place. Cette attitude énergique fait gagner du temps, et permet, au Dey d'Alger, d'envoyer une armée de secours qui force les Tunisiens à lever le siège et à battre en retraite.

Cette retraite, commencée en assez bon ordre, se change en un véritable désastre.

Malgré cet échec, Hammouda ne perd pas courage ; prévoyant que les Algériens allaient venir l'attaquer, dans son propre pays, il réunit une nouvelle armée et lui fait prendre position aux environs de Le Keff, sur les bords de l'Oued Serrate ; les Algériens ne tardent pas à franchir la frontière. Le 17 Juillet, les deux armées en présence se livrent bataille ; les Algériens battus sont exterminés. Hoceïne trouve le moyen d'échapper au carnage, mais, s'il évite la mort des braves, ce n'est que pour tomber dans les mains du bourreau. Il est étranglé et remplacé par Ali. Celui-ci, en exécution des ordres du Dey, se hâte de réunir de nouvelles troupes, pour envahir derechef la Tunisie.

1808. — Au printemps, une colonne, partie d'Alger, et, commandée par le Bach Agha, vient rejoindre les troupes d'Ali qui attendent, campées sous les murs de Constantine, mais, la veille du jour fixé pour le départ, le Bach Agha et le Bey sont assassinés par un aventurier nommé Ahmed Chaouch, qui se proclame Bey de Constantine.

Immédiatement, l'usurpateur écrit à Hammouda, non seulement pour lui proposer la paix, mais encore pour lui demander, le cas échéant, l'appui des troupes tunisiennes réunies près de la frontière. De sa personne, il se met en route pour Alger, sous prétexte de rendre hommage au Dey, peut-être aussi pour s'emparer du pouvoir suprême, si l'occasion s'en présente. Mais, en route, des émissaires parviennent à transmettre aux chefs des différents corps de troupes les instructions du Dey Ahmed : Ahmed Chaouch, sentant les dispositions hostiles de son entourage, juge plus prudent de rentrer à Constantine. En y arrivant, il tombe dans les mains d'un nouveau Bey, Ahmed Tobal, nommé par le Dey Ahmed. Bien entendu que cet audacieux aventurier, qui ne s'était élevé que grâce à un double assas-

sinat, paya de sa vie son passage éphémère au pouvoir ; il fut décapité.

Dans le beylik d'Oran, les Derkaoua, relèvent la tête et fomentent de nouveaux troubles. Ahmed leur oppose un nouveau Bey, Mohammed Bou Kabous, qui, immédiatement, se met en campagne et noie dans le sang cette tentative d'insurrection.

Pendant que ces évènements se passaient à Constantine et à Oran, le mécontentement grandissait contre le Dey à Alger : Ahmed avait du céder aux exigences de Napoléon, et rendre les captifs italiens ; il avait traité, avec la dernière sévérité, les yoldach échappés aux désastres de la Tunisie et enfin, découragé par ses derniers échecs, il avait conclu une trêve, avec le Bey de Tunis.

Le 9 Novembre, les mécontents s'insurgent, envahissent la Djenina et mettent à mort le malheureux Dey. Ils lui donnent, pour successeur :

Ali Er Rassal (Ali, le laveur de morts) (1808-1809). — Cet homme, de basse extraction, d'une incapacité et d'une cruauté extraordinaires, ne tarda pas à s'aliéner tout le monde.

1809. — Le 7 Février, les conjurés, qui l'ont élevé au pouvoir, décident de s'en débarrasser, ils lui présentent du poison et, comme Ali Er Rassal refuse de se suicider, ils l'étranglent et le remplacent par

Hadj Ali (1809-1815). — Celui-ci fut non moins sanguinaire que son prédécesseur. Dès son arrivée au pouvoir, il fit supplicier tout ceux qui, à un titre quelconque, pouvaient lui porter ombrage (1).

Du côté d'Oran, l'agitation des Derkaoua est entretenue par leur chef, Cherif Er Derkaouï, qui, après s'être réfugié dans le Sud, à la suite des échecs de 1806, vient demander l'hospitalité aux Beni Snacene, chez lesquels, il se marie avec la fille d'un de leurs principaux chefs. Mohammed Bou Kabous, sentant toutes les difficultés d'une expédition dans le massif montagneux habité par ces tribus guerrières, cherche à se faire livrer l'agitateur par trahison, et promet de donner le poids en argent du marabout à celui qui le lui

(1) Parmi ses premières victimes, il faut citer les Juifs Bacri et Ben Duran.

livrera. Plein de méfiance, Cherif El Derkaoui crut prudent de disparaître et l'on n'en entendit plus parler. Cependant, à la fin de 1808, Bou Kabous tente une expédition contre une fraction des Beni Snacene. Il en rapportait un énorme butin, mais il fut obligé de l'abandonner, dans les montagnes des environs de Tlemcen, où sa colonne, assaillie par une tempête de neige, perdit un grand nombre d'hommes.

1810. — La tribu des Arib (1), avait secoué, depuis plusieurs années, le joug des Turcs d'Alger : Mohammed Bou Kabous reçoit l'ordre d'aller les châtier. Il part d'Oran, avec 800 Zembatou, montés à dos de mulet, passe par Miliana, où il est rejoint par les goum, puis, suivant les crêtes de l'Atlas, il tombe à l'improviste sur les Arib, auxquels il tue beaucoup de monde. Il rapporte un énorme butin. A son retour, en passant à Médéa, il fait décapiter 245 prisonniers, dont 200 femmes.

1811. — Hadj Ali continue à exercer méthodiquement ses vengeances ; malgré les grands services rendus, il sacrifie, sous un futile prétexte, Ahmed Tobal, le Bey de Constantine, qui est étranglé et remplacé par Mohammed Namane.

Cependant, malgré la trêve conclue, par Ahmed, en 1808, avec le Bey de Tunis, Hadj Ali avait prescrit de reprendre les hostilités contre la Tunisie, et les corsaires des deux pays se livrent à des déprédations réciproques. Au mois de Mai, dans les eaux de Sousse, la flotte algérienne, commandée par le raïs Hammidou, bat la flotte tunisienne, commandée par le raïs Mohammed El Mourali, et lui capture sa frégate amirale. Mais ces prouesses maritimes ne pouvaient trancher la question de la suzeraineté d'Alger ; il fallait en venir à une guerre sur terre. Malheureusement, à ce moment, les Kabyles révoltés interceptent la route de l'Est. Pour s'ouvrir un chemin vers Tunis, Hadj Ali convoque les forces du Bey d'Oran, mais Bou Kabous refuse de marcher.

1812. — Hadj Ali décide d'envoyer une colonne, pour faire rentrer dans l'obéissance le Bey révolté. Celui-ci s'avance au devant de son adversaire, jusqu'aux bords de

(1) Arib, tribu cantonnée entre Bouïra et Aumale aux environs d'Aïn-Bessem.

La Mina, dont il veut défendre le passage ; mais ses partisans, à l'approche de l'armée turque, se débandent et l'abandonnent. Bou Kabous revient précipitamment à Oran, mais il y trouve un représentant du Dey, Omar Agha, arrivé par mer et qui a pris le commandement de la ville.

Le malheureux Bey, fait prisonnier, est livré aux chaouch qui lui écorchent la figure, lui ouvrent le ventre et le suspendent par le dos à un crochet de fer. Au bout de 36 heures de cet affreux supplice, Omar Agha, apprenant qu'il vivait encore, a pitié de lui et lui fait trancher la tête. Le successeur de Mohammed Bou Kabous fut Ali Kara Barli.

Pendant que cette expédition accomplissait ses opérations vers l'Ouest, la flotte algérienne paraissait devant Tunis, menaçant Hammouda d'établir un blocus rigoureux des côtes tunisiennes. Hammouda négocie et finit par obtenir le départ de la flotte ennemie, moyennant la fourniture d'une certaine quantité d'huile pour l'entretien des lampes des mosquées d'Alger. Mais cette trève ne dure pas longtemps, et, vers la fin de l'année, les hostilités recommencent.

1813. — La flotte algérienne va faire une démonstration devant La Goulette, mais, reçue à coups de canon, elle s'empresse de reprendre le large. Immédiatement après ce léger succès, l'armée tunisienne qui, depuis longtemps, était massée près de la frontière, envahit le beylik de Constantine, mais Namane Bey la repousse, avec ses propres forces.

Sans plus tarder, ces troupes, augmentées des renforts venus d'Alger, sous les ordres d'Omar Agha, pénètrent en Tunisie et vont mettre le siège devant Le Kef, dont la garnison bien commandée, résiste à tous les efforts. Après avoir subi de grosses pertes, Omar Agha se décide à lever le siège et à rentrer à Alger. Pendant la retraite, au passage des Portes de fer, les troupes turques sont attaquées, à l'improviste, par les Kabyles qui leur infligent des pertes sérieuses. Quelques jours plus tard, une colonne turque, envoyée de Constantine pour punir ce guet-apens, est attirée dans une embuscade, où elle est anéantie.

A la même époque, Djafer, Bey de Tittery dirige, contre Laghouate, une expédition qui échoue ; il tente ensuite de faire rentrer dans l'obéissance les populations insurgées du Hodna, mais il est complètement battu. L'insurrection

s'étend, dès lors, dans toute la région comprise entre Sétif, Médéa et Bou-Saada.

Pour compliquer cette situation, déjà bien compromise, Hadj Ali, prenant prétexte de quelques petites difficultés, survenues entre la Régence et les Etats-Unis d'Amérique, déclare la guerre à cette puissance et expulse son consul.

1814. — Ordre est donné au Bey de Constantine de se diriger, avec toutes les forces disponibles, contre Bou Saada ; une colonne de renfort part d'Alger, sous les ordres d'Omar Agha, avec le même objectif. Les deux colonnes réunies exécutent, dans les montagnes environnant l'oasis, des opérations rendues très difficiles, par l'abondance des neiges, puis elles se dirigent vers Msila. Dans cette dernière ville, Omar, qui avait apporté d'Alger les ordres nécessaires, fait arrêter Namane, puis le livre au bourreau pour le faire étrangler. Le successeur de Namane, comme Bey de Constantine, est Mohammed Tchaker.

Le 6 Juillet, un brick de guerre français vient notifier, au Dey, l'abdication de Napoléon et l'avènement de Louis XVIII.

Immédiatement, la famille Bacri produit de nouvelles réclamations, au sujet des sommes, qu'elle prétend lui être dues par le gouvernement français. Hadj Ali, que la chute de l'Empereur a rassuré, prend fait et cause pour ces Juifs, dont le père a été une de ses premières victimes. Devant les exigences hautaines du Dey, le consul de France, Dubois Thainville, juge prudent de se retirer (19 Octobre).

La province de Constantine est toujours en pleine insurrection ; Tchaker veut essayer de pacifier la Medjana, où la famille des Mokrani est toute puissante. Il convoque, aux environs de Bordj-Bou-Arreridj, une partie des membres de cette famille, dont huit sont traîtreusement assassinés. Ce forfait amène, contre son auteur, un soulèvement général, qui le force à rentrer, précipitamment, à Constantine.

Les Kabyles, de leur côté, viennent opérer des razzia dans la Mitidja, jusqu'aux portes d'Alger.

1815. — Le mécontentement contre le Dey augmente de jour en jour ,enfin, le 22 Mars, on apprend qu'il vient d'être étranglé dans son bain et qu'il est remplacé par le Khaznadji.

Mohammed (22 Mars 1815). — Les fonctions de trésorier, que le nouveau Dey avait exercées, pendant assez longtemps, lui avaient permis de constater de nombreuses malversations, dans l'administration de la milice : en particulier, les contrôles portaient un nombre considérable d'hommes de paille, dont le trésor payait la solde, sans qu'on pût les retrouver, au moment du besoin. En prenant le pouvoir, il prescrit la rectification des contrôles de la milice, et, par cette mesure, il excite la fureur des prévaricateurs, qui organisent un complot, arrêtent le Bey et l'étranglent ; mais la désignation du successeur ne laissa pas que de présenter quelques difficultés, personne ne voulant accepter des fonctions faisant courir tant de dangers.

Omar Agha (1815-1817) se décide, enfin, à accepter le pouvoir. Presqu'immédiatement, on apprend qu'une flotte américaine, sous les ordres du commodore Decature, vient de passer en vue de Gibraltar, à destination d'Alger. La flotte algérienne, commandée par Hammidou, se porte au-devant d'elle et la rencontre, le 17 Juin. Le combat s'engage, Hammidou est tué, et la frégate qui le porte tombe au pouvoir de l'ennemi. Le 24 Juin, la flotte américaine s'embosse dans la rade d'Alger apportant un ultimatum, exigeant la mise en liberté des esclaves américains, l'abolition du tribut annuel et du droit de visite. L'Odjak s'empressa de souscrire à toutes ces conditions (7 Juillet).

Quelques jours auparavant, M. Dubois Thainville, s'était présenté, pour reprendre son poste de consul, au nom de l'Empereur, pendant les Cent Jours, mais devant les exigences du Dey, concernant les affaires Bacri, il était reparti.

La seconde Restauration envoie, comme Consul, M. Deval qui est reçu sans difficulté.

Les concessions, que le Dey avait été obligé de faire aux Américains, avaient excité, contre lui, de profondes rancunes. Il crut pouvoir les appaiser, en envoyant, au Bey de Tunis, un ultimatum portant sur les points suivants :

a) Reconnaissance de la suzeraineté du Dey d'Alger ;

b) Paiement exact des redevances, stipulées par les traités antérieurs, et versement immédiat des échéances arriérées ;

c) Destruction des fortifications de Le Kef.

On ne sait pour quels motifs, le Bey de Tunis, Mahmoud Bey, qui devait prévoir, à brève échéance, une guerre avec Alger, envoya sa flotte, maintenue, à grands frais, sur le pied de guerre, faire une incursion sur les côtes d'Italie. En Octobre 1815, cette flotte tente un coup de main sur l'île Saint Antioche, située, dans la baie de Palma, au S.-O. de la Sardaigne. Ce coup de main échoua ; les Tunisiens laissèrent 150 hommes sur le terrain, mais, par contre, ils emmenèrent 158 captifs, dont la fille du commandant de l'île, tué lui-même les armes à la main.

L'Angleterre fut chargée, par les autres nations européennes, de punir cet attentat contre le droit des gens et, comme compensation des dépenses à engager et des risques à courir, elle reçut le protectorat des Iles Ionniennes.

1816. — Lord Exmouth est envoyé dans la Méditerranée, à la tête d'une puissante flotte. Au mois de Mars, il mouille dans la baie d'Alger et obtient, facilement, la restitution des esclaves originaires des îles Ionniennes et des royaumes de Naples et de Sardaigne, (1) ainsi que l'établissement d'un régime pacifique entre ces deux royaumes et la Régence.

Le 11 Avril, la même flotte se présente devant Tunis, demandant au Bey, non seulement la mise en liberté des esclaves Ioniens, Sardes et Napolitains, mais encore l'engagement formel de ne plus tolérer la course dans ses états. Mahmoud Bey refuse et lord Exmouth prend ses disposition, pour bombarder La Goulette ; le Bey se résigne à céder, et, le 17, il signe, au Bardo, un traité souscrivant aux conditions énumérées ci-dessus et stipulant, de plus, l'engagement de supprimer l'esclavage des Chrétiens en Tunisie.

L'amiral anglais continua sa tournée, en allant à Tripoli où il obtint les mêmes engagements, puis, en revenant, il s'arrêta de nouveau à Alger, pour faire compléter le premier traité, du mois de Mars, par des clauses comportant la cessation de la course et la suppression de l'esclavage chrétien ; mais le Dey, Omar Agha, opposa à ces demandes

(1) Les esclaves de ces deux royaumes furent rendus moyennant le versement de 2.500 fr. par tête, pour les Napolitains et de 1.500 fr., par tête, pour les Sardes.

un refus formel. La population informée des nouvelles exigences des puissances européennes, commença à s'agiter ; des troubles ne tardèrent pas à éclater et au cours de ceux-ci, des officiers anglais, descendus à terre, furent affreusement molestés. Lord Exmouth allait ouvrir le feu, pour punir cette insulte, lorsque le gros temps le força à prendre le large ; il dut se contenter d'une promesse faite par le Dey, d'envoyer à Constantinople un ambassadeur qui se rendrait ensuite à Londres, pour traiter les questions en litige.

13 Mai. — Des équipages de bateaux anglais faisant la pêche du corail, descendus à terre à Bône, sont massacrés ; les établissements anglais de cette ville sont pillés et leur personnel, au nombre de 800 personnes, est emmené en esclavage.

A peu près à la même époque, la Compagnie française était autorisée à reprendre la direction des établissements.

28 Juillet. — Lord Exmouth quitte Plymouth, à la tête d'une escadre de 6 vaisseaux, 4 frégates, 5 corvettes et 4 bombardes, avec l'ordre de tirer une vengeance éclatante d'Alger, au sujet des derniers attentats.

9 Août. — La flotte anglaise arrive à Gibraltar et y rencontre une escadre hollandaise, forte de 5 frégates, 1 corvette et 1 brûlot, commandée par l'amiral, Van Capellen. Celui-ci, qui venait de terminer une campagne contre les corsaires, campagne au cours de laquelle il avait fait un rapide bombardement d'Alger, obtint de prendre part à la nouvelle expédition.

15 Août. — Les deux flottes partent de Gibraltar. Le 16 Août, Lord Exmouth apprend que le consul anglais d'Alger a été jeté en prison et que quelques officiers anglais, de la corvette « Prométhée », ont été faits prisonniers, pendant qu'ils étaient à terre.

26 Août. — Les escadres paraissent devant Alger : un ultimatum est envoyé au Dey et, comme la réponse n'arrive pas dans les délais fixés, les deux flottes alliées avancent audacieusement, sous le feu de 150 canons, distribués dans les casemates, entourant l'Amirauté actuelle, et de 300 autres pièces, réparties dans les forts situés au Nord et au Sud de la Darse.

Un feu terrible de la flotte anglo-hollandaise ne tarde pas à réduire au silence les batteries turques, dont plusieurs sont ruinées de fond en comble. Une sortie des cononnières algériennes est repoussée victorieusement ; le combat dure acharné, depuis deux heures de l'après-midi jusqu'à dix heures du soir.

Le 27 Août, un nouvel ultimatum est envoyé au Dey qui accepte toutes les conditions imposées et signe définitivement, le 30 Août, un traité dont les principales conditions sont les suivantes :

a) Libération immédiate et gratuite de tous les esclaves chrétiens ;

b) Abolition de l'esclavage chrétien ;

c) Remboursement immédiat de toutes les sommes reçues, depuis le commencement de l'année, pour libération d'esclaves ;

d) Réparation des pertes éprouvées par le consul anglais ;

e) Excuses publiques faites par le Dey.

Ce traité rendit la liberté à plus de 12.000 esclaves chrétiens.

Malgré ce sanglant échec, le Dey Omar n'en continua pas moins ses opérations militaires, contre les Flissa, encore en révolte, et, à la fin de 1816, il eut la satisfaction de venir à bout de ces redoutables montagnards, qui s'engagèrent à payer un tribut annuel de 500 boudjou, (environ 900 francs).

1817. — Cependant, dans la province de Constantine, le Bey Tchaker suscitait, par ses exactions et ses cruautés, des révoltes continuelles, qu'il fallait, ensuite, réprimer par la force ; au cours de ces expéditions, il fut plusieurs fois battu. Vers la fin de 1816, et, au commencement de 1817, il se vit obligé de rentrer à Constantine, ne jouissant plus que d'une autorité des plus précaires.

A Oran, Ali Kara Darli avait su, au contraire, par une administration sage et vigilante, rétablir l'ordre dans son beylik ; les services rendus ne l'empêchèrent point de tomber en disgrâce.

Le Dey Omar lui donna l'ordre de venir à Alger, pour

apporter le denouche ; sous prétexte de lui rendre honneur, il envoya deux chaouch à sa rencontre ; ces deux émissaires joignirent le Bey au Pont du Cheliff ; ils lui donnèrent connaissance des ordres dont ils étaient porteurs et le malheureux Ali se laissa étrangler, sans rien tenter pour échapper à ses bourreaux.

Ce crime ne devait pas rester longtemps impuni.

Le mécontentement régnait, déjà depuis longtemps, dans la population d'Alger, qu'affola, tout à coup, une nouvelle apparition de la peste. Le 8 Octobre, l'insurrection éclate, des bandes furieuses envahissent le palais, et, étranglent le Dey qui n'oppose aucune résistance.

L'instigateur de cette révolution fut désigné pour prendre le pouvoir.

Ali Koudja (1817-1818). — Au moment où l'insurrection victorieuse donnait le pouvoir à Ali Koudja, son prédécesseur, Omar Agha, était sur le point de signer, avec le Bey de Tunis, une convention fixant les relations futures entre les deux Régences. Le nouveau Dey continua les négociations qui aboutirent, définitivement, au mois de Novembre 1817 : chacune des deux puissances reconnaissait l'indépendance absolue de l'autre partie contractante, et il était stipulé que, dans aucun cas, le Bey de Constantine ne pourrait agir « proprio motu » et qu'il n'aurait d'autres pouvoirs que ceux résultant de ses fonctions de gouverneur d'une province, au nom et par délégation du Dey.

Instruit, par l'expérience, des dangers provenant de l'indiscipline des janissaires, Ali Koudja résolut de se soustraire à leurs caprices : il quitta la Djenina, résidence ordinaire des Dey, pour aller s'établir dans la forteresse de la Kasba, dont il confia la garde à une garnison de 2.000 Kabyles, qui lui servirent, également, de gardes du corps ; il prit ensuite des mesures radicales pour rétablir l'ordre dans la milice. Celle-ci se révolta, mais cette tentative de rébellion fut rapidement et sévèrement réprimée ; un grand nombre de yoldach furent mis à mort, et, presque tous les survivants reçurent l'autorisation de rentrer en Turquie (2 Décembre 1817). Deux mois avaient suffi à cet homme énergique pour venir à bout de cette soldatesque turbulente qui, jusqu'alors, avait imposé ses volontés à tous ses prédécesseurs.

1818. — Après avoir mené à bien cette périlleuse entreprise, Ali Koudja résolut de se débarrasser de Tchaker Pacha dont l'administration du beylik de l'Est devenait de plus en plus déplorable.

A ce moment, arriva à Alger, Kara Mostefa, caïd de M'sila. Il venait se plaindre du Bey de Constantine lequel, prétendait-il, avait cherché à le faire assassiner. Ali Koudja saisit cette occasion et s'empressa de donner le burnous d'investiture à cet ennemi personnel de Tchaker.

Ce dernier, apprenant la nomination de son successeur veut en appeler à la force, mais, au dernier moment, ses troupes l'abandonnent et il tombe entre les mains de Kara Mostefa qui le fait étrangler (Janvier 1818).

A peine Kara eut-il pris le pouvoir qu'il fit regretter le vieux Tchaker ; les excès, auquels il se livra, furent tels que le bruit en parvint à Alger. Le Dey, le révoqua et le remplaça par Ahmed Bey El Mamlouk ; Kara fut arrêté et étranglé, il avait exercé le pouvoir pendant un mois.

Malgré certaines qualités, Ali Koudja n'était pas un véritable homme de gouvernement. Suivant ses caprices, il prenait successivement les mesures les plus opposées, dont il exigeait l'exécution immédiate, sous peine de mort. On cite de lui un arrêté prescrivant de jeter à la mer toutes les filles publiques ; arrêté qu'il ne fit pourtant pas exécuter : la peine de la noyade fut transformée en exil à Cherchell.

Son passage au pouvoir ne fut, d'ailleurs, pas de longue durée : au mois de Mars 1818, il fut atteint par la peste dont il mourut après avoir désigné, pour lui succéder, le Kodja El Khil :

Hoceine (1) (1818-1830). — Le nouveau Dey n'accepta le pouvoir qu'à contre cœur : la situation de la Régence était en effet des plus précaires.

A l'Est, le nouveau Bey venait d'arriver et trouvait son beylik en pleine effervescence, par suite des exactions et des cruautés de ses prédécesseurs. Il se disposait à partir de Constantine, pour parcourir son gouvernement, à la tête de ses troupes, et y rétablir l'ordre, lorsque Hoceine, qui se défiait de lui, le destitua et l'interna à Mazouna. Son successeur Mohammed El Mili (surnommé Bou Chetabia,

(1) Plus connu sous le nom d'Hussein-Dey.

l'homme à la pioche, parce qu'il avait inventé un instrument, en forme de pioche, destiné à couper les têtes) prit le pouvoir au mois d'Août 1818. Immédiatement, il organisa une expédition contre les oasis du Zab, qu'il terrifia par de nombreuses exécutions et par la destruction d'une quantité considérable de palmiers. Il ne devait pas jouir longtemps de l'exercice du pouvoir ; au printemps suivant, alors qu'il était aller porter le denouche à Alger, il fut destitué, au moment où il allait partir pour rentrer à Constantine, et interné à Cherchell.

Aux environs d'Alger, les Kabyles du Djurdjura étaient en pleine insurrection ; la garnison turque de Bordj-Boghni avait dû capituler et n'avait obtenu la vie sauve que, grâce à l'intervention bénévole de marabouts vénérés : le bordj avait été rasé.

Au Sud, le Bey de Tittery maintenait avec peine les Ouled-Naïl insurgés.

Sur les confins du Sahara, les marabouts, fils d'Ahmed Tedjini (1) étaient revenus, à Aïn-Mahdi, après la mort de leur père, décédé à Fez, en 1814, et, confiants dans la sain-

---

(1) Ahmed El Tidjani (ou Tedjini), né à Aïn-Mahdi en 1737, se fait remarquer, dès sa jeunesse, par son édifiante piété.

Arrivé à l'adolescence, il va faire le pélerinage ; puis, il étudie dans toutes les zaouïa de l'Egypte, du Sahara et du Maroc.

Au Caire, il obtient de Sidi Mohammed El Kourdi (de la confrérie des Kadria) la qualité de mokaddem, avec l'autorisation de délivrer l'Ouerd (affiliation simple). En 1777, il est à Fez où il se fait rattacher, par une filiation plus ou moins authentique, à Moulaï Ed Driss ; ce qui lui confère la qualification de Cherif.

En 1782, il parcourt les oasis du Sahara, où il fait de nombreux adeptes, puis il rentre à Aïn-Mahdi, qui devient un centre de résistance à l'autorité des Turcs d'Alger.

En 1786, Mohammed Ben Otsmane, Bey de l'Ouest, va mettre le siège devant Aïn-Mahdi. Ahmed El Tedjini se retire dans l'Oasis de Bou-Semroun, sur la lisière du Sahara, puis à Fez, où il est reçu avec honneur par le Cherif Moulaï Slimane. C'est là qu'il dicte son autobiographie et rédige les règlements de son ordre, réunis dans un livre qui porte le titre de Kounnache (mot turc, qui signifie Recueil).

Ahmed El Tedjini quitte Fez et revient à Aïn-Mahdi, probablement vers l'an 1800, puis, vers 1810, il retourne à Fez, où il meurt en 1814, laissant deux fils : Mohammed El Kebir et Mohammed Es Srir. Ceux-ci reviennent à Aïn-Madhi et organisent la résistance contre le Dey d'Alger. L'aîné Mohammed El Kebir est tué dans une expédition contre Mascara en 1827 ; le cadet Mohammed Es Srir lui succède comme chef de la Confrérie, mais il paraît renoncer à toute action politique.

teté de leur cause, organisaient, parmi leurs affiliés, une véritable ligue, destinée à combattre l'autorité du Maghzen d'Alger.

Enfin, dans la province d'Oran, les marabouts s'étaient mis à la tête des populations revendiquant leur indépendance. Le supplice de plusieurs d'entre eux n'avait pu mettre fin à l'agitation qui régnait un peu partout et dont le principal instigateur était le marabout des Hachem (tribu cantonnée au Sud de Mascara) : Si El Hadj Mohi Ed Dine, dont un des fils : El Hadj Abd El Kader, devait plus tard nous opposer une résistance si acharnée.

A peine installé, le Dey Hoceine fut l'objet de deux tentatives d'assassinat. Comme son prédécesseur, il s'enferma dans la Kasba, sous la protection de la garde kabyle des Zouaoua, puis, il appela, près de lui, avec le titre d'Agha des Arabes, un caïd de race kabyle Yahya Agha, homme de décision qui, dans la suite, lui rendit les plus grands services.

1819. — La première mission qui fut confié à Yahya Agha fut la conduite d'une expédition contre les Tedjini d'Aïn-Mahdi : cette campagne, qui eut lieu dans l'hiver de 1818-1819, paraît n'avoir eu aucun résultat appréciable. Avant de rentrer à Alger, l'Agha dut marcher contre les Kabyles révoltés ; quoique les opérations militaires eussent tourné à l'avantage des insurgés, ceux-ci se décidèrent à faire leur soumission et à rentrer dans le devoir.

Le 5 Septembre, deux flottes, l'une anglaise, l'autre française, sous les ordres des amiraux Freemantle et Jurien vinrent notifier, au Dey, les décisions du congrès d'Aix-la-Chapelle, enjoignant la suppression de la course et l'abolition de l'esclavage. Après des pourparlers assez longs, Hoceine repoussa absolument les deux interdictions qu'on voulait lui imposer, et les deux escadres remirent à la voile, le 15 Septembre, sans avoir rien obtenu.

1820. — Le Bey de l'Ouest, Haçane reçoit l'ordre de diriger une nouvelle expédition contre Aïn-Mahdi : les habitants de cette oasis se soumettent, consentent à payer le tribut, mais refusent, formellement, de livrer le marabout. Après avoir inutilement bombardé le ksar, Haçane revient à Oran, sans avoir pu atteindre le but principal de sa mission.

Le Bey de Tittery, Bou Mezrag, s'emploie, avec succès, à faire rentrer dans le devoir les tribus du Sud et, en particulier, la confédération des Ouled Naïl.

Le Bey de Constantine Brahem fait preuve d'incapacité et de faiblesse, dans l'administration de sa province, Hoceïne le révoque et le remplace par Ahmed El Mameluk qui déjà, une première fois, Bey de l'Est en 1818, avait été ensuite interné à Mazouna.

Dès son arrivée à Constantine, Ahmed El Mameluk fait arrêter Brahem et le fait mettre à mort.

1821. — Malgré le traité intervenu, en 1817, entre le Dey d'Alger et le Bey de Tunis, des incidents survenus sur la frontière et des captures, faites par des raïs algériens, de navires tunisiens, avaient rendu très difficiles les relations entre les deux puissances : des deux côtés, on se préparait à la guerre, lorsqu'une intervention de la Porte empêcha le conflit de dégénérer en lutte sanglante ; un nouveau traité, réglant les litiges pendants, fut signé, le 14 Mars.

Cette intervention de la Porte s'explique d'autant mieux qu'à ce moment, le Sultan avait à lutter contre l'insurrection grecque et avait besoin de toutes les forces musulmanes pour tenir tête à ses adversaires : il dut proclamer le Djehad (la guerre sainte) et requérir le secours des flottes algérienne, tunisienne et tripolitaine.

Au cours de cette même année, le Bey de Constantine fut appelé à intervenir, dans le Sud de son beylik, pour mettre un terme aux compétitions que suscitait la possession de l'oasis de Touggourt.

Deux expéditions successives furent nécessaires, et, vers la fin de 1821, Ahmed El Mameluk put rentrer à Constantine, après avoir parcouru une partie du Souf et être entré, en maître, à Touggourt et à El-Oued : il rapportait du Sud un énorme butin.

1822. — Au mois de Juin, Ahmed El Mameluk vient à Alger apporter le denouche ; au moment où il allait partir, pour rejoindre sa résidence, il est révoqué, interné de nouveau à Mazouna et remplacé par Brahem El Greïtli.

1823. — A la suite d'une convention, passée avec les

tribus kabyles des environs, le bordj de Boghni est reconstruit.

Mais au cours de l'été, les Beni Abbes se révoltent, occupent le défilé des Bibane et coupent la route d'Alger à Constantine, cernant la colonne turque qui allait relever les garnisons du beylik de l'Est ; des goum partis de Hamza (Bouïra) parviennent à la dégager.

La révolte se propage, pourtant, peu à peu, et gagne l'Oued-Sahel ; Bougie, dont la garnison et le gouverneur sont massacrés, tombe au pouvoir des insurgés.

Au mois d'Octobre, le Dey donne l'ordre d'arrêter tous les Kabyles originaires des tribus révoltées, résidant à Alger.

1824. — Parmi les Kabyles, ainsi frappés d'arrestation, un certain nombre était employé dans les consulats. La plupart des consuls fournirent à leurs domestiques, les moyens d'échapper, par la fuite, à la prison ; mais, le consul d'Angleterre prétendant empêcher l'exécution des ordres du Dey, à l'égard des gens à son service, vit sa maison envahie et ses serviteurs emmenés, malgré ses protestations. A la suite de cet incident, le consul rompit toute relation avec le Dey, et s'embarqua (Janvier 1824) après que Hoceïne Dey lui eut déclaré que le traité, passé avec lord Exmouth, en 1816, pour une période de trois ans, était, depuis longtemps, arrivé à expiration.

Le 23 Février, une première démonstration de la flotte anglaise, sous les ordres de l'amiral Sir Harry Neale, n'obtient aucun résultat.

Le 22 Mars, nouvelle tentative d'intimidation, sans plus de succès.

Le 12 Juillet, l'amiral a reçu l'ordre de recourir à la force ; il arrive devant Alger, à la tête de 16 navires : les raïs algériens, instruits par l'expérience de 1816, s'avancent audacieusement, au devant de l'ennemi, et appuyés par les batteries de terre le maintiennent tellement loin de la ville, qu'ils rendent inutile toute tentative de bombardement. Le combat d'artillerie dura 7 jours, enfin, le 29 Juillet, l'amiral anglais voyant l'inutilité de ses efforts, se décida à reprendre la haute mer. Les Algériens fêtèrent, avec enthousiasme, ce départ qu'ils considérèrent comme une victoire éclatante.

Cependant, Yahya Agha continue la campagne contre les Kabyles révoltés, il descend la vallée de l'Oued-Sahel et il s'empare de Bougie, dont il fait réparer les fortifications et où il établit une forte garnison.

A la suite d'intrigues, dirigées par un courtisan nommé El Hadj Ahmed, petit fils de l'ancien Bey de Constantine, Ahmed El Kolli, lequel désirait, ardemment, obtenir la haute situation occupée, autrefois, par son grand père, le Bey de l'Est Brahem El Greïtli est révoqué, au mois de Décembre, et jeté en prison. Il est remplacé, non pas, par l'auteur de sa disgrâce, mais par un vieux turc ignorant et, sans aucune valeur, nommé Mohammed El Manemenni, qui résidait depuis longtemps à Constantine.

Le résultat immédiat de cette étrange nomination fut de ramener le désordre dans le beylik de Constantine, que Brahem El Greïtli avait réussi à pacifier.

1825. — 25 Janvier. Un terrible tremblement de terre secoue tout le versant septentrional de l'Atlas : Blida est détruite ; Yahya Agha est envoyé sur les lieux du sinistre, il jette les fondements de la nouvelle Blida, à quelque distance de l'ancien emplacement.

Au printemps, Yahya reprend la campagne contre les Kabyles de la vallée de l'Oued-Sebaou, et, malgré quelques échecs partiels, il réussit à faire rentrer tous les révoltés dans le devoir: il est chargé de construire le bordj de l'Harrach (Maison-Carrée).

1826. — Sous l'administration de Mohammed Manemenni, la situation empire, tous les jours, dans le beylik de Constantine ; personne ne veut plus payer les impôts et, lorsque le Bey, après de nombreux atermoiements, se décide à venir apporter le denouche à Alger, la somme qu'il peut présenter est tellement infime qu'il est destitué et interné à Coléa. Son successeur est l'ambitieux El Hadj Ahmed, dont nous avons déjà signalé les intrigues.

A ce moment, la situation semblait si compromise que Hoceïne jugea à propos de faire accompagner le nouveau Bey par Yahya Agha, à la tête d'une forte mehalla. Après avoir parcouru tout l'Ouest et le Nord de la province, où ce déploiement de forces eut un effet salutaire, El Hadj Ahmed

fit, à Constantine, une entrée triomphale et Yahya regagna Alger.

1827. — El Hadj Ahmed commença par diriger une expédition contre les Zeïn Ben Younes, principaux rebelles du Dir (1), qui, à cheval sur la frontière, refusaient de reconnaître aucune autorité. Par trahison, il s'empara de leur chef Ben Younes, qui fut garotté et envoyé à Alger où il fut pendu. Poursuivant ses opérations militaires, il concentra ses efforts contre la puissante tribu des Henanecha (2) qui lui tint tête, pendant toute l'année 1827, et, une partie de l'année 1828.

Entre temps, au mois de Juin 1827, El Hadj Ahmed vient à Alger apporter le denouche et, si nous parlons de ce fait, d'ailleurs sans grande importance, c'est qu'à son retour, il fut attaqué, du côté des Bibane, d'abord, par les gens du Bey de Tittery, puis ensuite, par les troupes turques commandées par Yahya Agha en personne, alors en tournée de surveillance dans la Medjana (3). Cet épisode donne une idée de l'anarchie qui régnait, alors, autour du Dey d'Alger, et, grâce à laquelle, deux des plus hauts fonctionnaires de la Régence, pour des motifs d'animosité personnelle, pouvaient mettre aux prises les troupes de leur souverain.

Dans le beylik de l'Ouest, les Hachem (4) se révoltent et appellent, à leur aide, Mohammed Tedjini El Kebir, le marabout d'Aïn-Mahdi. Celui-ci accourt, avec une poignée de Sahariens, et, d'accord avec les Hachem, met le siège devant Mascara. Le Bey Haçane se porte au secours de la ville, les Hachem prennent la fuite, et abandonnent Tedjini, qui est tué, après une glorieuse défense.

Presqu'immédiatement après, une nouvelle insurrection éclate aux environs de Tlemcen ; le Bey, en personne, prend le commandement de l'expédition et bat les insurgés qui se voient réduits à chercher un refuge au Maroc.

Pendant que les Bey de l'Est et de l'Ouest faisaient ren-

(1) Dir, région montagneuse, à l'Est de Tébessa.

(2) Henanecha, tribu berbère cantonnée dans l'Est de l'Aurès.

(3) Medjana. Voir la note sur les Mokrani, page 117.

(4) Hachem, tribu arabe cantonnée dans la région située au S. de Mascara.

trer les tribus dans l'obéissance, il se produisit, à Alger, un incident qui devait avoir les plus graves conséquences et dont l'exposition demande que nous jetions un coup d'œil en arrière.

Nous avons dit, plus haut, qu'en 1794, le Dey Haçane avait consenti à la France un prêt de 5.000.000 de francs sans intérêt, remboursable en plusieurs échéances ; nous avons ajouté que les successeurs d'Haçane avaient remis, plus tard, aux banquiers juifs, Busnach et Bacri, les lettres de change représentant cette somme, comme nantissement de prêts consentis ultérieurement par ces Israélites. Ceux-ci, d'un autre côté, avaient fourni au gouvernement français, en 1789, des quantités considérables de blé destiné à atténuer la famine qui désolait la France, à cette époque. Le paiement de ces fournitures avait été convenu au moyen de traites à échéances successives.

Quel avait été le rôle des Busnach et Bacri dans cette dernière transaction ? Etaient-ils possesseurs des grains livrés, ou n'étaient-ils que des courtiers, ayant traité l'affaire aux lieu et place de l'Odjak ? ainsi que le prétendit plus tard le gouvernement de la Régence. C'est ce qu'il est difficile de savoir ; mais il n'en reste pas moins établi, qu'en 1814, les banquiers Busnach et Bacri étaient les détenteurs des lettres de change émises par le gouvernement français, pour le paiement des deux opérations, et que, profitant de l'impression qu'avait faite, sur l'esprit du Dey, El Hadj Ali, la chute de Napoléon Ier, ils avaient obtenu que le Maghzen prît en mains la défense de leurs intérêts.

Les prétentions du Dey avaient été notifiées, d'une façon si insolente, à notre consul, M. Dubois Thainville, qu'il jugea à propos de rompre toute relation et de rentrer en France (19 Octobre 1814). Au mois de Juin 1815, M. Dubois Thainville revenait prendre son poste, mais le Dey Omar Agha, successeur d'El Hadj Ali, refusa de le recevoir, avant que les affaires Busnach et Bacri ne fussent réglées ; aussi était-il immédiatement reparti.

La deuxième Restauration envoya M. Deval, comme consul à Alger ; il y fut reçu sans difficulté et, naturellement, il eut à s'occuper du règlement de cette importante question.

Les créanciers du gouvernement français avaient déjà reçu un certain nombre d'à-compte, mais ils réclamaient encore, à ce moment, la somme de 14.000.000, capital et intérêts. Il est à croire que les comptes présentés étaient passablement majorés, car ,par suite d'une transaction, en date du 28 Octobre 1819, la dette du gouvernement français était arrêtées à 7.000.000 de francs.

Le 24 Juillet 1820, la Chambre française ratifiait cette transaction et votait les sommes nécessaires au paiement.

Les bénéficiaires, Busnach et Bacri, reçurent immédiatement la somme de 4.500.000 francs : la différence 2.500.000 francs fut versée à la caisse des dépôts et consignations, par suite d'oppositions formulées par des créanciers des deux associés.

L'affaire était ainsi complètement terminée, en ce qui concernait le gouvernement français ; l'attribution des 2.500.000 francs, déposés à la caisse des dépôts et consignation, étant laissée à l'appréciation des tribunaux, appelés à statuer sur la validité des oppositions.

Il est à remarquer que, après avoir touché le premier versement de 4.500.000 francs, ni Busnach ni Bacri n'eurent l'idée de rentrer à Alger ; ce qui peut faire croire qu'il y avait quelque chose de vrai, dans les revendications du Dey, au moins en ce qui concerne la propriété des grains fournis à la France en 1789.

Sans vouloir entrer dans la discussion de la légitimité de ces prétentions, nous devons, comme historien, constater que notre consul, M. Deval, avait eu souvent à lutter contre le Maghzen, au cours des négociations nécessitées par le règlement de ces créances, et que sa fermeté lui avait attiré l'animadversion du Dey Hoceïne.

Celui-ci, de son côté, illusionné par les victoires que ses Bey avaient remportées sur les tribus rebelles, ainsi que par les échecs des démonstrations navales, dirigées contre Alger, en 1819 et 1824, avait conçu, de son pouvoir, une idée démesurément exagérée, et prétendait traiter, au moins de pair à égal, avec toutes les autres puissances.

Furieux de voir lui échapper les millions que Busnach et Bacri avaient touchés, il ne tarda pas à accuser la France, et son représentant, à Alger, d'être leurs complices. Il ré-

clama l'extradition des deux Juifs, puis voyant l'inutilité de ses premières démarches, il écrivit, directement, au roi Charles X, une lettre comminatoire, exigeant le rappel du consul Deval et la remise immédiate des deux banquiers à ses agents. On ne crut pas devoir faire de réponse à une demande rédigée en termes si outrageants ; aussi la situation était-elle très délicate, sinon dangereuse, pour notre consul.

Cependant, le 30 Avril 1827, M. Deval crut devoir aller, suivant la coutume, présenter ses devoirs au Dey à l'occasion de la fête du Beïrame (1). Au cours de l'entretien, qui naturellement, eut pour objet les questions alors pendantes, le Dey s'emporta, et, dans sa colère, il frappa (2) le consul français avec le manche de son éventail, et le menaça de le faire jeter en prison.

M. Deval se retira, et, rendit compte de l'outrage qui lui avait été fait.

Le 11 Juin suivant, une escadre, commandée par le capitaine de vaisseau Collet, se présentait, devant Alger, pour demander réparation, et, dans le cas où elle ne l'obtiendrait pas, emmener le consul et les nationaux résidant à Alger. Le Dey refusa toute satisfaction, et le 15 Juin, la

---

(1) Beïrame ou Baïrame, en turc, fête. Nom des deux grandes fêtes chez les Musulmans. Des deux Beïrame, le premier est nommé « Id El Fite », fête de la rupture ; il a lieu immédiatement après le jeune du Ramadane et dure trois jours. Le second appelé « Id El Kebir », grande fête, ou « Kourbane Beïrame », fête du sacrifice, parcequ'on sacrifie des moutons, pour les distribuer aux pauvres, se célèbre le 10 du mois de Zil-Hidja, mois du pélerinage, 3e mois après le Ramadane et dernier mois de l'année musulmane.

Ce Beïrame dure quatre jours. Pendant ces fêtes, tout travail est suspendu, on se fait des visites et des cadeaux (Dezobry et Bachelet. Dictionnaire d'Histoire).

En Algérie, les Musulmans célèbrent trois grandes fêtes :

1° « Aïde Es Srir (la petite fête) qui correspond à l' « Id El Fite » des Turcs.

2° « Aïde El Kebir » (la grande fête) qui correspond à l' « Id El Kebir » ou Beïrame Kourbane des Turcs.

3° Fête du « Mouloude » (du nouveau né) anniversaire de la naissance du Prophète, qui se célèbre pendant le 3e mois de l'année musulmane.

A noter que les indigènes d'Algérie donnent à notre fête de Noël le nom de « Milade » (la naissance).

(2) Certains historiens disent qu'il fit seulement, le geste de frapper.

flotte française prit le large laissant seulement quelques navires pour assurer le blocus de la côte et, en même temps, faire embarquer le personnel des établissements de Bône et de La Calle.

Hoceïne accepta hardiment la lutte, il fit détruire les établissements français, déjà évacués par le personnel, puis il fit mettre en état et renforcer les batteries des côtes.

Le 4 Octobre, la flotte algérienne essaie de forcer le blocus, mais elle est obligée de rentrer, après un combat inutile, qui dure trois heures.

Vers la fin d'Octobre, arrive, à Alger, la nouvelle de la bataille de Navarin, où la flotte ottomane avait été presqu'anéantie. Les navires algériens, qui n'avaient point pris part à cette désastreuse journée, étaient bloqués dans les différents ports de la Méditerranée orientale, incapables de prendre la mer, devant des forces supérieures.

1828. — Pendant cette année, la situation intérieure et extérieure de la Régence n'éprouve pas de changement sensible.

Le Bey de Constantine continue la lutte contre les Henanecha et leur inflige, au mois de Septembre, un véritable désastre.

Le Bey de Tittery poursuit les Larbaa (1), qui ont fourni des renforts au marabout Tedjini, pour aller faire le siège de Mascara.

Il leur fait un grand nombre de prisonniers qui sont dirigés, sur Alger, où on les emploie aux plus durs travaux.

Le Bey d'Oran réprime, avec la dernière sévérité, une révolte des Ouhlaça, tribu cantonnée à l'Ouest de Tlemcen, sur la frontière du Maroc.

A Alger, le Dey Hoceïne, prévoyant une attaque prochaine, déploie la plus grande activité pour mettre en état et améliorer toutes les fortifications des côtes et, en particulier, celles d'Alger et des environs.

Cependant l'imminence d'une crise prochaine n'empêche pas les intrigues, dans l'entourage du Dey. Le Khaznadji, Ibrahim, et le Bey de Constantine, El Hadj Ahmed, continuent à mener une campagne acharnée contre Yahya Agha.

---

(1) Le nom de Larbaa s'applique à une grande confédération de tribus nomades dont les terrains de parcours s'étendent depuis Teniet-El-Haad, au Nord, jusqu'à Ouargla, au Sud.

Le Dey, attaché à Yahya par les liens d'une vieille amitié, qui remonte à leur enfance, et par la reconnaissance des services rendus, résistait à toutes leurs obsessions. Enfin, pour perdre leur ennemi, ils eurent recours au stratagème suivant : ils s'entendirent avec le fournisseur des vivres de la milice pour qu'il distribuât des denrées de mauvaise qualité; ils provoquèrent ainsi des réclamations et accusèrent l'Agha de malversation dans l'administration des troupes. Yahya, indigné de voir le crédit accordé à une pareille dénonciation, refusa de donner aucune justification. Le Dey l'exila à Blida, puis ensuite, cédant à de nouvelles objurgations des deux conjurés, il le fit mettre à mort. Telle fut la fin, digne de piété, de ce vaillant soldat qui, constamment sur la brèche, avait depuis dix ans rendu les plus signalés services à celui qui le sacrifiait aux rancunes de vils courtisans.

Sur mer, le blocus continuait, sous la direction ferme et vigilante du capitaine de vaisseau Collet qui mourait, à la tâche, le 20 Octobre, et était remplacé, au commandement de l'escadre, par le capitaine de vaisseau : de la Bretonnière.

Le 25 Octobre, quatre corsaires sont coulés, dans les parages du cap Caxine, sous les batteries duquel ils sont venus chercher un refuge.

1829. — Le blocus n'était pourtant regardé par le gouvernement français que comme une mesure provisoire : dans le conseil des ministres, on avait admis l'idée d'une expédition militaire destinée à mettre fin à l'exercice de la piraterie et à la pratique de l'esclavage, tout en infligeant, au Dey d'Alger, la leçon que méritait son insupportable arrogance.

La Porte, mise au courant de ces intentions, essaya d'intervenir, et deux ambassadeurs furent envoyés, de Constantinople à Alger, avec mission de conseiller au Dey d'entrer dans la voie des arrangements amiables, compatibles avec sa dignité ; ce fut à peine si Hoceïne consentit à leur accorder une audience et il les reçut tellement mal que les plénipotentiaires ottomans s'empressèrent de se rembarquer.

Cependant en France, le Ministère de Villèle avait été renversé et remplacé par le ministère Martignac, qui crut de-

voir faire, à nouveau, une tentative de conciliation, et envoya, dans cette intention, des instructions à M. de la Bretonnière.

Pendant le temps que ces instructions mettaient à parvenir au destinataire, deux incidents, survenus sur les côtes de la Régence, venaient encore surexciter l'orgueil et l'arrogance d'Hoceïne.

Le 17 Juin, trois chaloupes des frégates « Iphigénie » et « Duchesse de Berry » tombaient aux mains des raïs ; quelques jours après, au commencement de Juillet, les bricks « Silène » et « Aventure », perdus dans la brume, se mettaient à la côte, près du cap Bengut et leurs équipages étaient faits prisonniers. Vingt-quatre hommes, qui en faisaient partie, furent massacrés par les indigènes du littoral, qui portèrent leurs têtes à Alger : le Dey s'empressa d'acheter ces sinistres trophées et de les exposer sur les murs de la Kasba.

Le 30 Juillet, l'amiral de la Bretonnière, monté sur le vaisseau « La Provence », et accompagné du brick « l'Alerte », se présentait devant Alger, pour accomplir sa mission. Le 31 Juillet, il fut reçu par le Dey, après avoir refusé de déposer son épée, ainsi qu'on avait eu la prétention de l'exiger ; au bout d'une conférence de deux heures, le Dey remit, au surlendemain, sa réponse définitive. Le 2 Août, nouvelle entrevue, qui n'aboutit à aucun résultat, et qui se termina sur ces paroles du Dey : « J'ai de la poudre et des canons ».

M. de la Bretonnière regagna son bord, après avoir prévenu l'Oukil El Hardj qu'il appareillerait le lendemain à midi ; son intention était de donner, au Dey, une nouveau délai qui lui permît de modifier sa réponse, s'il le jugeait convenable.

Le lendemain, la brise étant très faible, « La Provence » tout en appareillant resta longtemps sous le feu des batteries de la darse. Tout à coup, trois coups de canon, à blanc, donnaient un signal auquel obéirent, au même moment, toutes les batteries de la ville et des environs. « La Provence », quoique portant le drapeau parlementaire, fut canonnée avec le plus grand acharnement ; dans l'espace d'une demie heure, elle reçut onze boulets, dont sept dans la coque. M. de la Bretonnière ne voulut point répondre, par son feu, à une pareille trahison ; il prit seulement les

mesures les plus propres à sauvegarder la vie de son équipage, et, il eut le bonheur de n'avoir aucun homme touché à son bord.

Le Dey s'empressa de faire dire, à l'escadre, qu'il était complètement étranger à cette infâme aggression, et qu'il avait destitué l'Oukil El Hardj, seul coupable de ce guet-apens : d'aucuns prétendent que, au contraire, cette disgrâce ne fut que la punition infligée, au ministre de la marine, pour n'avoir pas été assez adroit pour couler le vaisseau français.

Cinq jours après cet attentat, le 8 Août 1829, le ministère Martignac était remplacé par le ministère Polignac. Celui-ci, devant cette nouvelle insulte, renonça, enfin, aux négociations diplomatiques et employa, la fin de l'année, à discuter le plan d'une action militaire.

1830. — Enfin le 31 Janvier 1830, le Conseil des Ministres arrêta les grandes lignes de l'expédition, et, en particulier, fixa le point de débarquement à Sidi-Ferruch (25 km. O. d'Alger), ainsi que l'attaque d'Alger, du côté de terre, par les hauteurs du Sahel.

Le général de Bourmont, ministre de la guerre, et M. d'Haussez, ministre de la marine, furent chargés d'assurer l'exécution de ce programme.

L'effectif de l'armée, qui devait être commandée par le ministre de la guerre, fut fixé, y compris les états majors, officiers et assimilés, ainsi qu'il suit :

ARMES	HOMMES	CHEVAUX et MULETS
Infanterie : 3 Divisions à 3 brigades.	28.684	1.500
Cavalerie : 3 escadrons de Chasseurs	500	500
Artillerie	2.500	1.380
Génie	2.500	120
Total des combattants.............	34.184	3.500
Non combattants	3.500	1.700
Total général	37.684	5.200

Ordre de bataille de l'Armée française en 1830

Général en chef Gl de Bourmont	1re Division Gl Berthezène	1re Brigade : Gl Pont de Morvan.
		2e Brigade : Gl Achard.
		3e Brigade : Gl Clouet.
	2e Division Gl Loverdo	1re Brigade : Gl Monck d'Uzer.
		2e Brigade : Gl Colomb d'Arcine.
		3e Brigade : Gl Damrémont.
	3e Division Gl Des Cars	1re Brigade : Gl Berthier de Sauvigny.
		2e Brigade : Gl Hurel.
		3e Brigade : Gl Montlivault.
	Cavalerie	Colonel Bontemps du Barry.
	Artillerie	Général Lahitte.
	Génie	Général Valazé
	Intendance ...	Intendant Denier.
	Service de santé	X.

L'Intendance emportait un approvisionnement de vivres et de fourrages pour deux mois.

Le Génie, en prévision d'un long siège, s'était muni de :

27.000 outils de pionniers ;
200.000 sacs à terre ;
1.500 mètres cubes de bois ;
4.000 palissades ;
4.000 chevaux de frise démontables.

L'Artillerie disposait de 5 batteries de campagne et de 80 pièces de siège, approvisionnées à 800 coups.

La réserve de munitions s'élevait à 5.000.000 de cartouches d'infanterie et à 285.000 kilos de poudre.

Pour transporter ces hommes, ces chevaux et cet énorme matériel, on réunit à Toulon :

1° Une flotte de guerre composée de 100 unités à savoir :

11 vaisseaux,
24 frégates,
14 corvettes,

23 bricks,
9 gabarres,
8 bombardes,
4 goëlettes,
7 bateaux à vapeur.

2° Une flotte de transport composée de 500 unités, savoir :

357 bateaux de commerce nolisés,
40 tartanes,
53 chalands,
50 radeaux.

Les unités de ces deux dernières catégories étaient destinées à exécuter les opérations d'embarquement et de débarquement.

Le commandement de cette flotte fut confié à l'amiral Duperré.

En trois mois, toute l'armée, hommes, chevaux et matériel furent concentrés à Toulon : la flotte était prête à embarquer.

Pendant que les ministres de la guerre et de la marine réunissaient ces puissants moyens d'action, le ministre des affaires étrangères obtenait la neutralité du Sultan du Maroc et des Bey de Tunis et de Tripoli.

L'Espagne, de son côté, nous ouvrait ses ports des Baléares, et, nous autorisait à établir un lazareth à Mahon.

Les puissances européennes suivaient d'un œil attentif les préparatifs de cette gigantesque expédition, qui semblait, à quelques-uns, destinée au triste sort de beaucoup de celles qui l'avaient précédée sur ces côtes inhospitalières. L'Angleterre, qui avait si piteusement échoué dans la mission que lui avait confiée l'Europe, de faire exécuter les décisions du congrès de Vienne, montrait seule de la mauvaise humeur.

Le gouvernement français, au lieu de discuter avec elle, envoya, le 12 Mars, à toutes les puissances, un manifeste se terminant par ces mots : « nous ne nous mêlons pas des affaires des Anglais ; qu'ils ne se mêlent point des nôtres. » L'Ambassadeur britannique, à Paris, résuma la situation dans cette appréciation : « La France se moque de nous. »

Cependant, au dernier moment, ce diplomate se permit de prononcer devant M. d'Haussez des paroles menaçantes.

« Nous nous moquons de vos menaces, lui répondit le « ministre de la marine, notre flotte partira vers la fin de « Mai, elle ira droit à Mahon, elle sera au commencement « de Juin sur la côte d'Afrique, le débarquement aura lieu « à Sidi-Ferruch : empêchez-nous, si vous le voulez, ou « plutôt, si vous le pouvez. » Nous ne savons ce que le Cabinet de Saint-James pensa de la franchise de cette déclaration, mais ce qu'il y a de certain, c'est que personne ne chercha à s'opposer à l'exécution de notre programme.

De son côté, Hoceïne prévenu des dispositions prises par la France, pour frapper un coup décisif, se préparait de son mieux à la résistance : il faisait élever de nouvelles batteries pour mieux protéger la baie d'Alger, il achetait de nouveaux canons et accumulait des quantités considérables de projectiles et de munitions. En même temps, il donnait l'ordre aux Bey de Constantine, de Tittery et d'Oran de réunir toutes les forces que leur beylik pourrait fournir, et de venir, eux-mêmes, à la tête de ces contingents, prendre part à la défense d'Alger.

Le 11 Mai, les opérations de l'embarquement furent commencées.

Le 18, elles étaient terminées, mais, à cause du temps, on ne put mettre à la voile que le 25.

Le 26 Mai, on vit arriver, au devant de la flotte, une frégate ottomane accompagnée par une frégate française, faisant partie de l'escadre de blocus de l'Algérie. Cette frégate ottomane portait un ambassadeur, envoyé, au dernier moment, par le Sultan, pour conseiller au Dey d'Alger de donner satisfaction aux justes réclamations de la France.

L'escadre de blocus ,suivant ses instructions, avait arrêté le diplomate turc, et l'avait fait accompagner à Toulon pour que, de là, il se rendît à Paris, afin de s'entendre avec le gouvernement français ; son intervention n'eut, d'ailleurs, aucune suite.

Le 29, la flotte défila devant Majorque et, le 30, on était en vue des côtes d'Afrique, mais, le 31, éclata une violente tempête : l'amiral Duperré, dont l'immense flotte comp-

tait des unités de vitesses très différentes, préféra revenir en arrière pour rallier les retardataires ; il prescrivit de faire demi tour, en donnant, comme point de ralliement, la baie de Palma. Ce fut là que toute la flotte se concentra. Elle reprit la mer, le 10 Juin, et, le 13, au matin, on arrivait à l'entrée de la baie d'Alger. Les Algériens, qui s'attendaient à une attaque sur le font de mer, ne furent pas peu surpris de voir les navires français, après avoir pris connaissance de la baie, virer de bord et se diriger vers l'Ouest.

Une fois arrivé à la hauteur de la presqu'île de Sidi-Ferruch (1), le vaisseau amiral : « La Provence » alla faire la reconnaissance de la baie située à l'Ouest de ce promontoire, sans éprouver d'autre résistance que quelques coups de canon tirés par une batterie dissimulée dans les broussailles. La flotte reçut l'ordre de s'arrêter et jeta l'ancre vers quatre heures du soir.

Le débarquement fut décidé pour le lendemain 14 ; il devait commencer dès le point du jour.

Un débarquement est une opération militaire toujours très délicate, puisque son exécution et sa sécurité dépendent des caprices du vent et de la mer ; elle ne tarde pas à devenir dangereuse, pour peu qu'un ennemi, disposant de forces même minimes, tente de s'y opposer.

Heureusement que, le 14 Juin 1830, l'état de la mer nous fut favorable et que l'ennemi ne chercha à nous opposer quelque résistance que lorsque le nombre des soldats, précédemment mis à terre, était déjà largement suffisant, pour lui tenir tête et le rejeter en arrière des positions, d'où il aurait pu nous mettre en péril. Il semble, d'ailleurs, que les Turcs n'avaient aux environs de Sidi-Ferruch qu'un nombre très restreint de soldats destinés, plutôt à surveiller le littoral qu'à en assurer la défense.

Le débarquement commença, le 14, à deux heures du matin. A cinq heures, la première division était à terre, où elle était rejointe par le général en chef, qui, avec son état-major, gravit l'arête rocheuse formant l'extrémité de la presqu'île.

---

(1) Voir Carte n° 3.

Sur cette éminence, s'élevait, alors, une petite tour presqu'en ruines, à laquelle, les habitants du pays donnaient le nom espagnol de Torre-Chica. Le drapeau français hissé à son sommet indiqua, à l'armée et à la flotte, l'emplacement du premier quartier général de l'armée d'Afrique.

De ce point culminant, la vue s'étend sur un merveilleux panorama. Au Nord la mer ; à l'Ouest, la côte se reliant, à l'horizon, aux pentes abruptes du Chenoua ; au Sud la région très mouvementée dont les échelons successifs servent de base aux crètes du Sahel ; à l'Est le massif de la Bouzaréa, dont les contreforts, séparés par des ravins presqu'impraticables, supportent un sommet d'une altitude de plus de 400 mètres. Derrière cet énorme massif, El-Djezaïr-El-M'harrousa, Alger la bien gardée, qui vit échouer, aux pieds de ses murs, tant de formidables expéditions, et dont la conquête suscite, à ce moment, dans tous les cœurs, une unique et généreuse ambition.

Aussitôt à terre, la première division s'avance pour laisser le terrain libre à la seconde, qui lui succède. Elle se heurte, d'abord, à quelques tirailleurs, cavaliers et fantassins, puis à une batterie, qui ne tire que quelques coups de canon, et dont les pièces tombent en notre pouvoir.

En somme, un engagement sans importance, tel qu'on en voit, tous les jours, aux avants-postes d'une armée, en présence de l'ennemi, et qui nous coûta, à peine, une centaine d'hommes, tant tués que blessés.

Certains auteurs dithyrambiques ont cru pouvoir donner à cette escarmouche le nom de bataille de Sidi-Ferruch ; nous nous contenterons de lui donner le nom de reconnaissance, le seul qui lui convienne, au point de vue militaire.

Pendant la durée de cette escarmouche, la deuxième et la troisième division débarquaient ; les officiers d'état-major, ceux de l'artillerie et du génie reconnaissaient le terrain et prenaient leurs dispositions, pour faire, de la presqu'île de Sidi-Ferruch, un réduit capable de donner un abri à l'armée, dans le cas où elle serait refoulée par un ennemi victorieux, et lui permettre de se rembarquer, sans trop de risques.

A cet effet, on décida de construire en travers de la presqu'île et, à l'endroit où elle se soude au continent, un re-

tranchement bastionné continu, d'environ 800 mètres de développement et appuyé à la mer des deux côtés. Ce dispositif faisait, de la presqu'île, une véritable place forte, d'une valeur incontestable, tant que notre flotte pourrait tenir la mer, et, que l'ennemi n'arriverait pas à amener une artillerie suffisante pour ouvrir une brèche dans nos retranchements.

La troisième division fut désignée pour construire les ouvrages défensifs, pendant que les deux premières se porteraient en avant pour assurer la sécurité des travailleurs.

Pendant la journée du 15, le débarquement du matériel et des approvisionnements continua, sans incident.

Le 16, on eut une forte alerte : vers neuf heures du matin, s'éleva soudain un ouragan qui, heureusement, ne fut que de courte durée, mais qui, cependant, fit courir à la flotte le danger d'être jetée à la côte. On se vit obligé de jeter, à l'eau, une grande quantité de ballots d'approvisionnements qui échouèrent, plus tard au rivage, sur une étendue de plus de quatre kilomètres. Heureusement qu'ils étaient revêtus d'une double enveloppe imperméable; quelques jours plus tard, de bons magasins construits sur la presqu'île abritaient ces précieuses denrées dont le sort avait, à ce moment, paru si compromis.

Le 17 et le 18 se passèrent sans incident notable ; cependant, le 18 au soir, le général Berthezène, commandant la première division, fut prévenu que nous serions attaqués, le lendemain 19, mais il n'accorda que peu d'importance à ce renseignement d'origine suspecte.

Le 18 au soir, les troupes françaises occupaient les emplacements suivants, en partant de l'aile droite :

1° Deux brigades de la deuxième division, la droite appuyée à la mer, vers l'embouchure de la Bridja.

2° Première division formant le prolongement de la deuxième ,mais laissant un intervalle assez considérable, entre sa gauche et la baie de l'Est.

3° En arrière de cet intervalle laissé inoccupé, la brigade Colomb d'Arcine, détachée de la 2e Division.

4° En réserve, la division des Cars, employée à la construction des ouvrages défensifs.

Le point faible de ce dispositif était évidemment la trouée entre la gauche de la première ligne et la mer ; aussi, fut-ce de ce côté, que se prononça l'attaque de l'ennemi.

Pendant les cinq jours qui s'étaient écoulés depuis le commencement du débarquement, Hoceïne Dey n'était pas resté inactif : il avait donné le commandement de ses troupes à son gendre, Ibrahim, et lorsqu'il s'était rendu compte que l'armée française, au lieu d'adopter la baie d'Alger comme base d'opérations, avait réellement choisi Sidi-Ferruch, il lui avait donné l'ordre de concentrer ses forces dans cette direction et de prendre les dispositions nécessaires pour jeter les Infidèles à la mer.

Ibrahim exécuta à la lettre la première partie du programme qui lui avait été tracé ; il réunit toutes ses troupes sur le plateau situé à l'Est du village actuel de Staouëli, à peu près à l'endroit où l'on voit aujourd'hui le monastère des Trappistes, et, par précaution, il entoura son camp d'un sérieux retranchement.

Le 18 Juin, ayant terminé tous ses préparatifs, il décida, pour le lendemain, l'attaque du camp français.

Suivant divers historiens, il disposait de 20 à 60 mille hommes ; nous croyons ce dernier chiffre fort exagéré et nous pensons qu'on se rapprochera beaucoup de la vérité, en estimant, à un peu plus de 20.000, le nombre d'hommes qu'il pouvait mettre en ligne.

Le 19 au matin, dès le point du jour, commença une attaque générale sur tout notre front, mais elle se prononça, d'une manière toute particulière, sur notre gauche où la brigade Clouet eut fort à faire, et, ne put maintenir ses positions, que grâce à l'appui de la brigade d'Arcine qui vint à la rescousse.

Vers 7 heures du matin, l'ennemi était tenu en échec sur toute la ligne, et, le général en chef, voyant l'ardeur des troupes, se décida à se porter en avant.

La deuxième division (Loverdo) qui formait notre droite reçut l'ordre de remonter la vallée de la Bridja et de rabattre l'ennemi du côté de la mer, en cherchant à lui couper la route d'Alger. Malheureusement, ce mouvement tournant ne put être exécuté assez rapidement.

La première division (Berthezène) lassée de subir dans l'inaction, le feu de l'ennemi, qui lui causait des pertes sensibles, se porta en avant et, chassant devant elle les Arabes qui s'enfuyaient, arriva, à leur suite, sur le plateau de Staouëli, en même temps que la deuxième y parvenait, débouchant du ravin de l'Oued-El-Fouara (1).

Ibrahim avait évacué son camp, sans le défendre, sans même prendre le temps d'emporter les objets les plus pré cieux. Tout tomba en notre pouvoir, en particulier, cinq pièces de canon, quatre mortiers, une grande quantité de bétail et d'animaux de bât, mulets, chameaux, etc.

Nos pertes avaient été assez considérables : six cents hommes tués ou blessés ; celles de l'ennemi avaient été beaucoup plus importantes : elles furent évaluées à environ 3.500 hommes.

Les troupes françaises campèrent sur l'emplacement du camp d'Ibrahim.Le lendemain, une route stratégique défendue par des redoutes suffisamment rapprochées et occupées, pour garantir les communications, reliait le camp de Staouëli à la place forte de Sidi-Ferruch.

Les fuyards, puis les blessés, qui rentrèrent à Alger, après cette affaire du 19 Juin, y semèrent une panique épouvantable : le Dey fit fermer les portes, avec ordre de ne les ouvrir qu'à son gendre, l'Agha Ibrahim. Dans ce moment de terreur, Hoceïne eut l'intuition de la réalité, il comprit l'énorme faute qu'il avait commise, en sacrifiant, à des intrigues mesquines, son vieux serviteur Yahya.

Il enleva le commandement de son armée à Ibrahim et le confia à Bou Mezrag, le Bey de Tittery, qui, seul, paraissait avoir conservé un peu d'énergie et de sang froid, dans ces circonstances particulièrement critiques.

Bou Mezrag se hâta de rallier les fuyards et de les réencadrer, pour en constituer une nouvelle armée, et, dès le 24, il venait nous attaquer sur le plateau même de Staouëli, où nous nous étions arrêtés depuis l'affaire du 19 ; mais nos troupes n'eurent pas de peine à repousser, victorieusement, ces contingents indisciplinés et, déjà, mal impressionnés par les résultats des engagements antérieurs.

---

(1) Oued-El-Fouara, nom que porte l'Oued-Bridja dans sa partie supérieure.

Après un combat assez court, les Arabes battirent en retraite, poursuivis par la première division, qui, à trois heures de l'après-midi, s'arrêta, sur les ordres du général en chef, aux environs du marabout de Sidi Khaled. Dans cette affaire nous ne perdîmes que peu de monde (1).

Ce nouveau bond, en avant, portait notre première ligne à environ 10 km., à vol d'oiseau, des murs d'Alger.

Nouvel arrêt de quatre jours, pendant lesquels on poursuivit la construction de notre ligne de communications.

Beaucoup d'auteurs, qui ont fait le récit de ces opérations militaires, ont cru devoir blâmer la lenteur de cette marche en avant ; nous ne saurions partager leur manière de voir.

Le général en chef obéissait à de graves préoccupations et, pour peu que l'on réfléchisse, on approuvera pleinement son extrême circonspection.

L'armée française était débarquée dans un pays, pour ainsi dire inconnu, et dont les cartes, faites surtout par renseignements, ne pouvaient inspirer que peu de confiance (2).

Dans ce pays, il n'existait aucune route carrossable, les seuls chemins existant consistaient en sentiers à peine tracés, souvent coupés d'escaliers ou de gués, praticables seulement aux chevaux et aux mulets. Il était nécessaire de construire la route constituant notre ligne de communications et destinée à assurer le service des approvisionnements, en vivres et en munitions. Il était également nécessaire de protéger cette route par des ouvrages capables

---

(1) Il convient de citer la fin du rapport, par lequel le général de Bourmont rendit compte des évènements de cette journée : « Le nombre des hommes mis hors de combat a été peu con- « sidérable, un seul officier a été blessé dangereusement, c'est « le deuxième des quatre fils qui m'ont suivi en Afrique. J'ai l'es- « poir qu'il vivra pour continuer à servir, avec dévouement, son « roi et sa patrie. »

Ce jeune lieutenant, Aimé de Bourmont, succombait aux suites de ses blessures, le 7 Juillet suivant, deux jours après la prise d'Alger.

(2) On en aura une preuve dans ce fait que, le 29 Juin, la division de Loverdo s'égara dans les ravins du massif de la Bouzaréa et ne put occuper, que le soir, la position où elle aurait dû parvenir dans la matinée.

de tenir, en respect, un ennemi audacieux qui, à l'abri des crêtes du Sahel, pouvait cacher ses mouvements et venir, à l'improviste, menacer ou interrompre la marche de nos convois.

Enfin, on s'avançait vers une place forte dont on connaissait l'armement formidable, du côté de la mer, et dont on pouvait croire équivalente la défense du côté de la terre. Il eut été de la dernière imprudence de se présenter, devant elle, sans avoir le matériel de siège nécesaire ; nous avons vu qu'il se composait de 80 pièces approvisionnées à 800 coups. Or, par suite des aléas de la navigation, la partie de la flotte, transportant ce matériel, n'était pas encore arrivée : elle ne fut signalée que le 25 .Le débarquement fut effectué, le plus rapidement possible, et le matériel fut immédiatement mis en route pour rejoindre l'armée.

Du 24 au 28, nos avant-postes eurent avec l'ennemi de nombreuses escarmouches, au cours desquelles on arriva, petit à petit, aux environs du marabout de Sidi Abd Er Rahmane Bou Naga.

Enfin le 28, les généraux commandant l'artillerie et le génie firent savoir au général en chef que les parcs étaient complètement constitués et que tout était prêt pour entreprendre les opérations du siège : le général de Bourmont donna, immédiatement, des ordres pour la journée du lendemain.

Cette marche en avant fut bien accueillie par tout le monde ; la position de Bou Naga était, en effet, dominée, à peu de distance, par les pentes de la Bouzaréa, sur lesquelles, Bou Mezrag avait fait hisser d'assez nombreuses pièces d'artillerie, dont les projectiles ne laissaient pas que de faire, dans nos rangs, d'assez nombreuses victimes.

L'armée se mit en marche au point du jour ; les Arabes surpris par cette attaque matinale ne firent que peu de résistance et s'enfuirent abandonnant leurs canons. Peu après le lever du soleil, il s'éleva tout à coup un épais brouillard pendant lequel la deuxième division s'engagea dans les ravins qui, d'El-Biar descendent vers Bab-El-Oued. Cette erreur de direction fut reconnue, seulement dans l'après-midi, et ce ne fut que le soir que les divisions fran-

çaises occupèrent toutes les hauteurs dominant Alger, depuis la Vigie de la Bouzaréa jusqu'à la crête qui, partant d'El-Biar, domine la face Sud de Fort l'Empereur. Sur cette crête s'élevaient, à cette époque, les maisons des Consuls d'Espagne, de Suède et de Danemark.

Alger se trouvait cernée, sauf du côté de Mustapha inférieur. Pour compléter l'investissement, il fallait s'emparer de Fort l'Empereur, dont l'attaque fut immédiatement décidée.

Les travaux de tranchée commencèrent dans la matinée du 30 Juin. Ils furent terminés le 3 Juillet. A ce moment les moyens d'attaque comportaient 3 batteries de canons (16 pièces de 24) 1 batterie d'obusiers et 1 batterie de mortiers.

Pendant tout le temps que durèrent les travaux de tranchée et de construction des batteries, nous eûmes à subir un feu terrible, venant de Fort l'Empereur, appuyé par le feu de l'artillerie de la Kasba et du Fort Bab-Azoun. Jour et nuit, des attaques furieuses de la garnison d'Alger, alternant avec des sorties de la garnison de Fort l'Empereur, vinrent interrompre les travaux. De plus, le feu de tirailleurs, embusqués dans les jardins des environs, nous infligeait de nombreuses pertes, sans qu'on pût y répondre utilement.

Enfin, le 4 Juillet, à cinq heures du matin, le signal fut donné de commencer le feu et, pendant quatre heures, ce fut un duel d'artillerie, où l'attaque et la défense rivalisèrent d'énergie et de courage.

Vers neuf heures, cependant, le feu du fort se ralentit progressivement, puis, tout à coup, une formidable explosion retentit, en même temps qu'un immense nuage de fumée cachait le fort et ses remparts, aux yeux de nos artilleurs, et que des débris de toute sorte tombaient dans nos tranchées et dans nos batteries : notre feu n'en continua pas moins aussi rapide. Quand cette nuée se fut dissipée, on vit les murailles du fort à moitié détruites, offrant des brèches béantes de tous les côtés.

Un silence de mort régnait, à présent, sur cette forteresse dont les canons avaient, pendant toute la matinée, si vaillamment tenu tête à notre artillerie. Le Khaznadji,

qui avait le commandement de Fort l'Empereur, voyant qu'il ne lui était plus possible de tenir sous le feu écrasant, qui avait déjà réduit plus de la moitié de ses pièces au silence, avait ordonné la retraite, sur Alger, et avant de partir, il avait fait mettre le feu aux magasins à poudre.

Dès qu'on se fut rendu compte de ce qui venait de se passer, une colonne d'attaque, dont un bataillon du 35e de ligne avait l'honneur de former la tête, fut lancée en avant pour prendre possession de ces ruines encore fumantes. Le général en chef, dans le but de tirer le meilleur parti possible de la situation que nous créait ce succès, survenu beaucoup plus tôt qu'on n'était en droit de l'espérer, fit dresser immédiatement, au milieu des décombres, une nouvelle batterie qui, en très peu de temps, réduisit au silence l'artillerie du fort Bab-Azoun. Puis on prit toutes les mesures nécessaires pour diriger la suite des opérations contre la véritable citadelle d'Alger, la Kasba qui, depuis treize ans, servait de résidence au Dey.

Pendant ce temps, la terreur régnait à Alger, le Dey lui-même, jusqu'alors plein de confiance, comprit qu'il ne lui restait plus qu'à se rendre, aux meilleurs conditions possibles.

Vers onze heures et demie, il envoya son secrétaire, Mostefa, en qualité de parlementaire : Hoceïne proposait de donner toutes les satisfactions demandées, et, de payer les frais de l'expédition. Le général de Bourmont répondit qu'il n'entrerait en négociations que lorsque l'armée française occuperait Alger et tous les forts qui en dépendaient, y compris la Kasba. Mostefa partit, porteur de cet ultimatum, puis revint, peu après, accompagné cette fois du consul d'Angleterre ; ce fonctionnaire déclara qu'il ne venait point se présenter comme agent du gouvernement britannique, mais simplement, par humanité, pour arrêter l'effusion du sang et empêcher Hoceïne Dey, désespéré, de s'ensevelir sous les ruines de la ville, qu'il avait l'intention de faire sauter.

On ne fit aucune attention à ces insinuations, dictées par les mêmes sentiments qui avaient inspiré les paroles comminatoires de l'ambassadeur anglais à M. D'Haussez, et, à cinq heures du soir, Mostefa recevait, par écrit, le

texte des conditions imposées au Dey, pour obtenir la conclusion de la paix.

Voici le texte de ce document :

« Convention entre le général de l'armée française et son
« Altesse le Dey d'Alger :

« 1° Le fort de la Kasba, tous les autres forts qui dépen-
« dent d'Alger, et les portes de la ville seront remis aux
« troupes françaises ce matin (5 Juillet) à dix heures.

« 2° Le général de l'armée française s'engage, envers
« son Altesse, le Dey d'Alger, à lui laisser la libre posses-
« sion de ses richesses personnelles.

« 3° Le Dey sera libre de se retirer, avec sa famille et
« ses richesses, dans le lieu qu'il fixera et, tant qu'il res-
« tera à Alger, il sera, lui et sa famille, sous la protection
« du général en chef de l'armée française : une garde ga-
« rantira la sûreté de sa personne et celle de sa famille.

« 4° Le général en chef assure, à tous les membres de
« la milice, les mêmes avantages et la même protection.

« 5° L'exercice de la religion mahométane restera libre.
« La liberté de toutes les classes d'habitants, leur religion,
« leurs propriétés, leur commerce, leur industrie ne rece-
« vront aucune atteinte, leurs femmes seront respectées.
« Le général en chef en prend l'engagement sur l'honneur.

« 6° L'échange de cette convention sera faite, avant 10
« heures du matin, et les troupes françaises entreront, aus-
« sitôt après, dans la Kasba et s'établiront dans les forts
« de la ville et de la Marine ».

Le 5, au matin, un parlementaire, envoyé par le Dey, apportait la convention signée.

A l'heure dite, l'armée française prenait possession d'Alger. La première division entrait par la porte Bab-El-Oued, la deuxième par la porte de la Kasba et la troisième par la porte Bab-Azoun ; l'occupation se fit dans le plus grand calme. A midi, le général en chef s'établissait dans la Kasba, le drapeau français était hissé sur tous les forts et batteries ; il était salué par les salves de l'artillerie de terre et des canons de la flotte, qui, depuis le 1er Juillet, croisait

dans la baie et avait collaboré aux efforts de l'armée de terre en canonnant, sans grand effet, d'ailleurs, les batteries faisant face à la mer.

Ainsi, par une campagne de vingt-cinq jours, l'armée française avait anéanti cette Régence d'Alger, contre laquelle, les puissances européennes n'avaient jamais rien pu et, à laquelle, certaines s'étaient même résignées à payer les plus humiliants des tributs.

PERIODE TURQUE. — TUNISIE (1574-1830)
ORGANISATIONS EPHEMERES (1574-1590)

1574. — Lorsque Euldj Ali se fut enfin rendu maître de Tunis et de La Goulette (1), il dut songer à rentrer à Constantinople ; mais, avant de partir, il confia l'organisation de sa nouvelle conquête au caïd Heider de Kairouane, qui avait été un de ses principaux auxiliaires dans la conduite de cette mémorable lutte.

Il lui conféra le titre de Pacha Dey, avec la haute main sur la police, les finances et l'administration civile ; mais, par suite d'une conception difficile à expliquer, il plaça, en dehors de son autorité, les 5.000 janissaires qu'il avait jugés nécessaires à la conservation et à la défense du pays qu'il venait de soumettre à son maître.

Ces troupes furent commandées et administrées par un Divan chargé de traiter toutes les affaires militaires et composé de :

1 Kiahya (Général de Division) ;
8 Tchaouch (Généraux de Brigade) ;
2 Khodja (Secrétaires) ;
1 Tordjemane (Interprète) ;
25 Membres (Boulouk Bachi, colonels et Odda Bachi, capitaines).

Ce Divan était présidé par un Agha, nommé pour six mois, et toujours choisi parmi les Boulouk Bachi.

Ces derniers abusant de la situation prépondérante que leur assurait le privilège de fournir les présidents du Divan, se livrèrent à toute espèce d'excès, non seulement aux dépens de la population civile, mais encore au détriment de leurs propres troupes.

---

(1) Voir ci-dessus l'histoire des Hafsites.

1576. — Celles-ci finirent par se révolter ; une bande de Yoldach, pénétra dans le local, où siégeait le Divan, et en massacra presque tous les membres.

Après avoir ainsi satisfait leurs rancunes, les émeutiers songèrent à établir un nouveau gouvernement et, tout en respectant l'autorité du Pacha, représentant le Sultan, ils confièrent la direction des affaires militaires à un nouveau Divan, composé de 300 membres, choisis parmi les Yoldach, et présidé par l'un d'eux, auquel fut attribué le titre de Bey. Ce nouveau fonctionnaire, élu par la milice, était révocable à volonté ; aussi se servait-il de son autorité pour contrecarrer les décisions du Pacha-Dey, et même, celles du Divan qu'il présidait, lorsqu'il lui semblait qu'elles pouvaient déplaire à ses électeurs.

Cette organisation, quelque critiquable qu'elle fût, dura dix ans, de 1576 à 1586, et il fallut qu'un Pacha-Dey se livrât à des exactions, par trop criantes, pour qu'une nouvelle révolution vînt changer la forme du gouvernement.

1586. — Un Pacha-Dey, perdu de dettes, ne trouva rien de mieux que de soustraire cent mille sequins (870.000 fr.) au trésor public ; cette fois, les habitants de Tunis firent cause commune avec la milice, pour chasser le Turc prévaricateur. La Porte négocia, mais en vain, avec le Divan pour réintégrer le Pacha concussionnaire, puis elle se décida à en nommer un autre ; mais ce dernier ne fut accepté qu'aux conditions suivantes :

1° Les charges de Pacha et de Dey devaient dorénavant être séparées et distinctes, sans pouvoir jamais être exercées par la même personne.

2° Les Pacha ne devaient plus avoir aucune part dans l'administration du pays ; ils devaient se contenter du rôle, inactif, de représentant du Sultan, en conservant, d'ailleurs, les honneurs et les émoluments attachés à cette fonction.

3° Un Bey, indépendant du Pacha, était créé pour remplir les fonctions de grand trésorier du royaume, ou d'administrateur général des finances : c'était lui qui, deux fois par année, en été et en hiver, devait, suivant les or-

dres du Dey, parcourir le territoire, à la tête d'un corps de troupes, pour percevoir les impôts (1).

1590. — Ce nouvel état de choses ne dura pas longtemps : en 1590, une nouvelle révolte éclata au cours de laquelle les membres du Divan furent massacrés.

---

(1) La Mehalla, chargée de faire rentrer les impôts, parcourait la région Sud en hiver et la région Nord en été. Certains auteurs, qui ont écrit sur la Tunisie, divisent, par suite de ces errements, la Tunisie en deux parties qu'ils qualifient : Quartier d'été, et, quartier d'hiver, séparés, l'un de l'autre, par une ligne partant du fond du golfe d'Hammamet et passant par Zaghouane et Le Kef. Le quartier d'hiver correspondait, ainsi, à peu près, à l'ancienne Byzacène, et, le quartier d'été, à l'ancienne Zeugitane.

PERIODE TURQUE. — TUNISIE, DEY ELUS (1590-1707)

Chronologie des Dey de Tunis (1590-1707)

Ibrahim Roudseli	1590-1592
Moussa	1592-1593
Kara Otsmane	1593-1610
Youcefe	1610-1637
Mourad Pacha	1637-1640
Ali Koudja (Ozene Koudja)	1640-1647
El Hadj Mohammed Laz	1647-1653
El Hadj Mostefa Laz	1653-1665
El Hadj Mostefa Karakouz	1665-1667
El Hadj Mohammed Ourli	1667-1669
El Hadj Chabane	1669-1671
El Hadj Mohammed Mentchali	1671-1673
El Hadj Ali Laz	1673-1673
El Hadj Mami Djemal (1re fois)	1673-1676
El Hadj Mohammed Bechara	1676-1677
El Hadj Mami Djemal (2e fois)	1677-1677
Mohammed Tabak (1re fois)	1677-1678
Mohammed Hacene Sakseli	1678-1678
Mohammed Tabak (2e fois)	1678-1682
Ahmed Tchalabi	1682-1686
Mohammed Bektach	1686-1688
Ali Er Raïs	1688-1689
Ibrahim Koudja	1689-1694
Mohammed Tabar	1694-1695
Mohammed Koudja (1re fois)	1695-1699
Deli Mohammed	1699-1702
Kara Mostefa (1re fois)	1702-1702
Ibrahim Pacha	1702-1705
Mohammed Koudja (2e fois)	1705-1706
Kara Mostefa (2e fois)	1706-1707

En 1707, la Porte reconnaît le Bey Hoceïne Ben Ali vice-roi de l'Ifrikia et, par le fait, supprime, en même temps, les Dey de Tunis.

Chronologie des Bey de Tunis

Mohammed	1590?-1608
Mourad	1608?-1631
Mohammed (plus connu sous le nom de Hammouda)	1631 -1663
Mourad Ben Hammouda................	1663 -1674
Mourad démisionne en faveur de ses fils, Mohammed et Ali....................	» -1674
Lutte entre les fils de Mourad..........	1675 -1685
Mohammed Managout	1685 -1686
Mohammed Ben Mourad (seul, 1re fois)...	1686 -1689
Ramdane Ben Mourad (1re fois).........	1689 -1689
Mohammed Ben Mourad (2e fois)........	1689 -1694
Mohammed Tchaker	1694 -1695
Mohammed Ben Mourad (3e fois)........	1695 -1696
Ramdane Ben Mourad (2e fois)..........	1696 -1699
Mourad Ben Ali Bey....................	1699 -1702
Ibrahim	1702 -1705
Hoceïne Ben Ali......................	1705 -1735
En 1707 la Porte reconnaît le Bey Hoceïne Ben Ali vice-roi de l'Ifrikia.	

Ibrahim Roudseli (1590-1592) fut choisi comme nouveau Dey.

C'était un homme énergique et avisé. Il remit un peu d'ordre dans l'affreux désordre qui régnait partout, mais ces réformes lui suscitèrent, naturellement, beaucoup d'ennemis. Aussi, après avoir exercé le pouvoir, pendant près de trois ans, prétexta-t-il la nécessité de faire le pélerinage : il partit pour La Mecque, où il se fixa, préférant la tranquillité d'une vie obscure aux inquiétudes d'une existence plus brillante mais trop aléatoire.

Moussa (1592-1593) ne fit que passer au pouvoir et donna, précipitamment, sa démission, lorsqu'il se rendit compte des difficultés de la situation.

Kara Otsmane (1593-1610). — Ce nouveau Dey était doué de grandes qualités administratives ; sachant allier la dou-

ceur à la fermeté, il réussit à rétablir l'ordre dans le pays et dans l'intérieur de Tunis. Il limita le pouvoir du Bey, en ne lui laissant que le commandement de l'armée de terre, et, en confiant le commandement de la flotte à un autre fonctionnaire, portant le titre de Coptane ; il développa la course, tout en prenant les mesures nécessaires pour maintenir, dans l'obéissance, la Taïffa des raïs.

1604. — La peste (dite de la plume) ravage la Tunisie, où elle fait de nombreuses victimes.

1605. — Au cours de l'année 1604, M. de Brèves, ambassadeur de France à Constantinople, avait signé, avec le Sultan, un traité dont les stipulations étaient applicables à toutes les possessions turques du Nord de l'Afrique. Le 24 Juin 1605, cet ambassadeur, accompagné d'un Capidji du Sultan, débarqua à Tunis, pour régler, avec le Divan, les détails d'exécution de ce traité ; ce ne fut qu'après les plus grandes difficultés, au cours desquelles il faillit être massacré par la populace, que M. de Brèves parvint à obtenir la libération des esclaves français, et, un accord concernant les relations commerciales.

Cette même année, pendant le séjour de l'ambassadeur français à Tunis, cinq galères des chevaliers de Malte vinrent se perdre sur l'île de Zimbre (1), à l'entrée du golfe de Tunis, non loin du cap Bon ; les chevaliers survivants débarquèrent et se retranchèrent dans l'île, où ils ne tardèrent pas à être attaqués. Il se défendirent vigoureusement, ils étaient cependant sur le point de succomber, lorsqu'ils furent presque tous sauvés par un bateau de commerce que les hasards de la navigation avaient amené dans ces parages. Un certain nombre de Chrétiens, qu'on n'avait pas pu embarquer, et tout le matériel tombèrent aux mains des Tunisiens.

A la même époque, 10 galères, dont 3 de Malte et 7 de Sicile, s'emparèrent, par surprise, de Hammamet ; mais, bientôt, les Chrétiens se laissaient surprendre par les Arabes qui les forcèrent à se rembarquer, après leur avoir infligé des pertes considérables.

1605-1607. — D'après certains historiens, pendant cette période, Kara Otsmane, conduisit plusieurs expéditions

(1) Actuellement : Djamour-El-Kebir.

dans l'intérieur du pays ; l'une d'elles aurait pénétré jusqu'aux confins du Sahara, et aurait soumis, à l'autorité du Dey, les oasis du pays de Seddada (1).

1608. — Kara Otsmane fait mettre à mort le Bey Mohammed qu'il accuse d'avoir comploté contre sa personne.

1609. — Les Tunisiens prennent fait et cause pour les Algériens, à propos de l'affaire des canons Dansa ; leurs raïs font éprouver de grandes pertes au commerce français.

1610. — Le corsaire Dansa qui, après sa rentrée en France, avait pris, moyennant finances, la charge de protéger le commerce de Marseille, contre les corsaires barbaresques, est lui-même fait prisonnier et amené, comme esclave, à Tunis.

30 Septembre. Mort du Dey Otsmane qui désigne pour successeur son gendre :

Youcefe (1610-1637). — Ce nouveau Dey répondit pleinement aux espérances que son beau père avait fondées sur ses capacités. Intelligent, ferme, actif et énergique, il sut continuer l'œuvre de Kara Otsmane et rétablir, dans le pays, une prospérité inconnue depuis longtemps. Il donna tous ses soins au développement de la course ; on prétend même qu'il sût enrôler, au nombre de ses raïs, le fameux Dansa, qui aurait fini par se faire musulman.

Entre temps, il conduisit de nombreuses expéditions, dans l'intérieur, pour faire rentrer dans le devoir les populations manifestant de dangereuses velléités d'indépendance ; ce qui ne l'empêcha pas de faire construire de splendides monuments qui font, encore aujourd'hui, l'orgueil de Tunis.

1614. — Un accord intervient, entre le Pacha d'Alger, Hoceïne Cheikh et le Dey de Tunis, fixant les limites communes des deux états (Voir Période turque, Algérie).

1617. — Cependant depuis 1609, les hostilités provoquées par l'affaire des canons Dansa continuaient, apportant les plus grands troubles dans le commerce du bassin occidental de la Méditerranée : les Marseillais, souffrant tout par-

(1) Seddada, petite oasis, située à environ 20 km. au N.E. de Tozeur, sur les bords de la Sebkra-Faraoune.

ticulièrement de ce déplorable état de choses, chargèrent le chevalier Vinciguerra de chercher un terrain d'entente, avec le Dey de Tunis. En 1617, ce négociateur parvint à signer, avec Youcefe, un traité qui assurait la liberté de la navigation et du commerce entre les contractants et spécifiait l'échange des prisonniers.

1621. — La peste éclate en Tunisie où elle fait un nombre considérable de victimes ; les Tunisiens lui donnent le nom de peste de Sidi-Belkris.

1622. — Le Dey Youcefe signe un traité, avec les Pays-Bas.

1625. — Un consulat des Pays Bas est installé, à Tunis.

1628. — Depuis quelque temps, des difficultés ayant surgi, sur la frontière algérienne, le Pacha d'Alger, Hoceïne, après d'inutiles négociations, se décida à envahir la Tunisie. L'armée tunisienne fut vaincue à Es-Settara, près de Le Kef, et la guerre se termina par un traité fixant à nouveau la frontière (Voir Période turque, Algérie).

1630. — Vers cette année, l'île de Djerba, qui, jusqu'alors, dépendait de la Tripolitaine, passe sous la suzeraineté du Dey de Tunis.

1631. — Ali Thabet Pacha, un des principaux officiers du Dey vient à mourir ; le Dey Youcefe choisit le Bey Mourad pour le remplacer. Ce dernier a lui-même pour successeur, son fils Mohammed, plus connu sous le nom de Hammouda Bey.

Cet évènement insignifiant, au premier abord, eut cependant, sur l'histoire de la Tunisie, la plus grande influence : c'est, en effet, à partir de ce moment, que commence la lutte des Bey contre les Dey, lutte qui se terminera par la disparition de ces derniers.

1631-1634. — Le nouveau Bey, Mohammed, que nous appellerons désormais Hammouda Bey, était un homme d'une très grande valeur, général habile, administrateur avisé, d'un courage à toute épreuve et d'une activité infatigable. Il s'employa, d'abord, à réduire les tribus insurgées, habitant le massif montagneux qui s'étend de Kalaa-Es-Senane à Le Kef..

Comme trophée de ses victoires, il envoya à Tunis les

chefs de ces tribus, lesquels furent empalés sur la place du marché de la capitale. Puis il descendit, plus loin dans le Sud, et fit rentrer dans le devoir l'oasis de Hamma (1) qui, depuis sept ans, vivait dans une complète indépendance.

1637. — 30 Novembre. Le Dey Youcefe meurt, après un règne de vingt sept ans, laissant la Tunisie pacifiée et jouissant d'une réelle prospérité. Son successeur fut :

Mourad Pacha (1637-1640). — Celui-ci eut d'abord à lutter contre un compétiteur, nommé Mani, dont il vint à bout, non sans peine ; il finit, cependant, par asseoir définitivement son autorité, et il pratiqua une administration sévère qui répara, rapidement, les ruines causées par cette tentative de guerre civile.

1638. — Huit galères tunisiennes, requises par le Sultan de Constantinople, et qui formaient escadre, avec la flotte algérienne, sous les ordres de Ali Bitchnine sont détruites dans la baie d'Avlona (Voir Période turque, Algérie).

1639. — Aux environs de Tunis, vivaient péniblement et, en général, de rapines, un assez grand nombre de Maures andalous (2), formant, autour de la capitale, un centre permanent d'agitation : Mourad résolut de s'en débarrasser, en leur assignant une nouvelle résidence, et en leur donnant des terres à cultiver. Il les cantonna à Rhar-El-Melah qui prit, plus tard, le nom de Porto-Farina.

1640. — Juin. Mourad Pacha meurt après avoir vu la fin de son règne attristée par une famine qui fit de nombreuses victimes, son successeur fut :

Ali Koudja (1640-1647), nommé aussi Ozene Koudja. Ce nouveau Dey venait à peine de prendre le pouvoir que, le 24 Août, les chevaliers de Malte, sous la conduite du landgrave d'Osia, exécutèrent, contre La Goulette, un audacieux coup de main, à la suite duquel ils brûlèrent ou capturèrent

---

(1) Il y a deux oasis de ce nom, dans le Sud de la Tunisie, l'une près de Gabès, l'autre, à environ 150 km. plus à l'Ouest, près de Tozeur. De laquelle est-il question ici ? Nous pensons que ce doit-être de celle située près de Gabès, qui est, de beaucoup, la plus importante.

(2) Les historiens donne le nom de Maures Andalous aux Arabes, originaires d'Espagne, qui vinrent chercher un refuge dans l'Afrique du Nord, après la victoire définitive de Ferdinand le Catholique (1492).

une grande partie de la flotte tunisienne, à l'ancre dans le port.

Pour empêcher le retour de pareille surprise, le Dey ordonna la construction d'un nouveau fort, pour surveiller l'entrée de la darse de La Goulette.

Pendant tout le temps qu'Ali Koudja exerça le pouvoir, c'est-à-dire, jusqu'à sa mort qui survint en 1647, Hammouda Bey ne cessa de parcourir la Tunisie, imposant partout son autorité et faisant rentrer dans le devoir les tribus, qui cherchaient à s'insurger, ou à échapper au paiement régulier de l'impôt. Pour assurer la surveillance du pays, et, au besoin, le châtiment rapide des rebelles, il organisa des smala (1), dont les principales eurent, pour résidence, Béjà, Le Kef et Kairouane.

El Hadj Mohammed Laz (1647-1653). — Sous le règne de ce Dey, il ne se passa aucun évènement qui mérite d'être cité ; le véritable maître de la Tunisie est Hammouda Bey. La tranquillité qu'il fait régner, dans ce pays, jusqu'alors si troublé, est telle qu'il peut aller lever les impôts, disent les historiens arabes, sans se faire accompagner d'une mehalla ; il voyage en carrosse ? n'ayant, pour toute escorte, qu'un cadi, qu'il emmène pour le consulter sur la solution à donner aux questions litigieuses qui lui sont soumises, au cours de ses pérégrinations.

El Hadj Mostefa Laz (1653-1665).

1654. — Février. L'amiral anglais, Blake, vient faire une démonstration, devant Porto-Farina, mais, voyant les dispositions de défense prises par Hammouda Bey, il reprend le large. Il revient ensuite le 3 Avril, et, le lendemain, il entre témérairement dans le port sous le feu, à bout portant, des batteries turques ; malgré les avaries causées à ses navires, l'amiral anglais incendie la flotte tunisienne, puis il se retire, pour aller faire une démonstration devant Tripoli. De retour de cette nouvelle expédition, il revient à Tunis où il signe, avec le Dey, un traité, autorisant l'installation d'un consulat anglais dans la capitale.

(1) Smala (campement), nom donné à des tribus, ordinairement étrangères au pays, campées sur des terrains appartenant à l'état, et qui, en échange de l'usufruit de ces terrains, devaient le service militaire.

1659. — Hammouda Bey, qui exerçait ses fonctions depuis 28 ans, reçoit de la Porte le titre de Pacha ; son élévation, à cette haute dignité, fut célébrée, à Tunis, par des fêtes brillantes, indices de la popularité qu'il avait su s'acquérir, par ses qualités administratives et ses succès militaires.

1660. — Le Dey envoie, à Louis XIV, un ambassadeur, nommé Sidi Ramdane, pour consolider les relations amicales entre les deux pays.

1662. — 5 Octobre. Signature d'un traité de paix, avec l'Angleterre.

1663. — 30 Septembre. L'amiral Ruyter, au nom des Pays Bas, signe un traité analogue, avec le Dey.

Hammouda Pacha résigne ses fonctions qu'il partage entre ses trois fils :

Mourad Bey prend le commandement de l'armée ;

Abou Abd Allah Mohammed Bey reçoit le gouvernement des provinces de Kairouane, Sousse et Monastir;

Hassane Bey a pour sa part le gouvernement de l'Ifrikia, proprement dite, c'est-à-dire du Sud de la Tunisie.

Cette transmission faite par Hammouda Pacha de son pouvoir à ses fils et le partage, entre leurs mains, de fonctions qu'il exerçait personnellement, prouvent, d'une manière irréfutable, que, dès ce moment, les Bey possédaient une réelle indépendance à l'égard des Dey.

1665. — 21 Juin. Mort du Dey, El Hadj Mostefa Laz, qui est remplacé par :

El Hadj Mostefa Karakouz (1665-1667). — Celui-ci s'empare du pouvoir, par la violence.

30 Novembre. Le duc de Beaufort, au nom de la France, signe, avec le Dey, un traité dont voici les principales dispositions :

a) Les deux nations, qui doivent désormais vivre en paix, s'accordent la réciprocité, en ce qui concerne le commerce ;

b) Les naufragés ont droit à l'aide et à l'assistance des habitants des côtes, où le naufrage les aura jetés ;

c) Les esclaves français, retenus en Tunisie, doivent être immédiatement remis en liberté ;

d) Il en sera de même pour les janissaires (1) retenus esclaves, en France ;

e) Les Français, même naviguant sous pavillon étranger, ne peuvent être faits prisonniers ;

f) Tous les étrangers, sauf les Anglais et les Néerlandais, qui ont déjà des consuls particuliers, doivent passer par l'intermédiaire du consul de France, qui a la prééminence sur les autres.

1666. — Avril, Hammouda Pacha meurt.

Cependant, El Hadj Mostefa Karakouz avait excité, contre lui, la haine générale, par ses exactions et ses cruautés ; au mois de Juin, une révolte éclate, le Dey fait prisonnier est mis à mort. Il a pour successeur :

El Hadj Mohammed Ourli (1667-1669). — Ce Dey, vieux raïs, à moitié en enfance, fut choisi par la milice, précisément à cause de sa sénilité, comme ayant été marqué du doigt de Dieu. Malgré son évidente incapacité, ce vieillard dément garda le pouvoir pendant près de deux années ; enfin, au mois de Juillet 1669, les Yoldach le déposèrent et le remplacèrent par :

El Hadj Chabane (1669-1671). — Ce fut sous ce Dey que la lutte entre les Bey et les Dey entra dans sa période aiguë.

1670. — Le Marquis de Martel, à la tête d'une escadre française, vient à Tunis, pour régler quelques difficultés pendantes ; n'ayant pu obtenir, du Dey, les satisfactions demandées, il canonne La Goulette.

1671. — Nous avons vu, plus haut, que, en 1663, Mourad Bey avait succédé à son père, Hammouda Pacha, comme commandant de l'armée. Ce Mourad était un homme de grande valeur ; se rendant compte du pouvoir qu'il possédait réellement, il affichait, à l'égard du Dey, des allures de protection qui déplurent à El Hadj Chabane. Celui-ci, conscient de sa faiblesse, essaya de venir à bout de son adversaire, par l'intrigue, mais Mourad Bey, ayant saisi tous les fils de la conspiration, eut assez d'influence pour faire

(1) On remarquera que cette clause ne s'applique qu'aux Tunisiens, d'origine turque, et passe sous silence les Tunisiens, d'origine arabe ou berbère, qui pourraient se trouver prisonniers ou esclaves en France.

déposer Chabane, qui fut jeté en prison (Mars 1671). Mourad fit nommer à sa place un de ses partisans.

El Hadj Mohammed Mentchali (1671-1673).

1672, — Le Marquis de Martel revient devant Tunis et, cette fois, le Dey signe, avec lui, un nouveau traité confirmant celui de 1665, mais spécifiant, de plus, que les Grecs, résidant à Tunis, ressortiraient désormais au Consulat de France.

1673. — El Hadj Mohammed Mentchali est renversé et remplacé par un ennemi de Mourad Bey.

El Hadj Ali Laz (1673-1673). — Dès que ce nouveau Dey est élu, Mourad Bey, qui a été rejoint par son frère, Abou Abd Allah Mohammed Bey, gouverneur de Kairouane, lève l'étendard de l'insurrection. La milice répond à cette révolte, en proclamant la déchéance de Mourad Bey, auquel elle donne pour successeur un nommé Mohammed Agha ; celui-ci se met, immédiatement, à la tête des troupes qu'il peut rassembler, et se porte au devant de Mourad Bey qui marche vers Tunis. Les deux armées se rencontrent à Argbet-El-Djezzar, dans la banlieue de la capitale : Mourad est vainqueur. Les habitants de Tunis, pour obtenir l'amane du Bey victorieux, déposent El Hadj Ali Laz et nomment, à sa place, une créature de Mourad Bey.

El Hadj Mami Djemal (1re fois 1673-1676). — Une révolte ayant éclaté à Tripoli, le Pacha de cette ville, réfugié dans la Kasba, demande le secours de Mourad Bey, alors en tournée dans le Sud : ce dernier se porte immédiatement, vers Tripoli, vient à bout des rebelles et rend au Pacha prisonnier la liberté et le pouvoir.

1674. — Mourad Bey, se démet de ses fonctions, qu'il transmet à ses fils : Mohammed et Ali. Lui-même prend un repos bien gagné, dans sa magnifique résidence du Bardo, où il tient une véritable cour.

1675. — Campagne des deux fils de Mourad Bey dans le Djebel-Ouslate (1) ; ils reviennent vainqueurs, à Tunis, qui leur fait une réception enthousiaste.

---

(1) Les anciens géographes donnent à la chaîne de hauteurs séparant le bassin de la Medjerda de celui du golfe de Gabès, les noms de Djebel-Ouslate, dans sa partie Nord, de Zaghouane à Kairouane et de Djebel Truzza, dans sa partie Sud, de Kairouane à Feriana.

Vers la fin de cette année, Mourad Bey vient à mourir, il laisse trois fils : Mohammed et Ali, que nous connaissons déjà, et un troisième nommé Ramdane, jusqu'alors tenu à l'écart.

Aussitôt après la mort de Mourad Bey, la discorde éclata entre les deux frères Mohammed et Ali, au sujet du partage de l'autorité paternelle : ils finirent par s'en remettre à la décision du Dey et du Divan ; mais ceux-ci, très probablement à l'instigation d'Ali, et à l'encontre des dispositions prises par Mourad Bey, en faveur de Mohammed, désignèrent comme nouveau Bey : El Hafsi, frère de Mourad.

Ainsi évincé, Mohammed eut l'air de se soumettre à cette sentence, mais il ne tarda pas à gagner Le Kef, où, rejoint par de nombreux partisans, il se trouva, bientôt, le maître d'une véritable armée, à la tête de laquelle il marcha contre Tunis. Le Bey, El Hafsi, essaya d'organiser la résistance, mais ,devant la mauvaise volonté de ses troupes, il fut obligé d'y renoncer, et, il s'estima heureux de pouvoir s'embarquer, sur un bateau français, qui le transporta à Tripoli, d'où il se rendit, ensuite, à Constantinople.

Mohammed entrait ainsi, sans coup férir, à Tunis et s'installait au Bardo, où, le Dey et toutes les autres autorités vinrent faire leur soumission ; Ali, son frère, dut aller résider, en dehors de Tunis.

1676. — Au commencement de cette année, une escadre turque ramenait El Hafsi, à Tunis, mais le commandant de cette escadre, voyant les sentiments hostiles de la population, à l'égard du protégé du Sultan, estima préférable de reprendre le large sans insister.

A peu près au même moment, Ali s'échappait de la résidence qui lui avait été assignée, et gagnait Constantine, pour demander asile au Bey de l'Est, Abd Er Rhamane, surnommé Deli Bey. Celui-ci, lui fit un assez bon accueil, et, ferma les yeux sur les intrigues que le prince fugitif se hâta de nouer, avec les tribus voisines de la frontière. Ali trouva, ainsi, le moyen de mettre dans ses intérêts, les Harar, puissante famille féodale, dont l'influence s'étendait sur les Henanecha et les Namancha (1), et, pour cimenter cette

(1) Henanecha et Namancha, tribus berbères sorties de la même souche, habitant les environs de Tébessa.

entente, il se maria avec une des filles du Cheikh de cette noble lignée.

Aussitôt après son mariage, Ali se met à la tête de toutes les forces qu'il peut rassembler et se dirige vers Tunis : Mohammed, qui se trouvait alors dans le Sud, accourt pour l'arrêter, mais il se heurte lui-même aux populations du Djebel-Ouslate qui ont pris parti pour Ali ; il leur inflige une dure leçon ; pourtant il est obligé de rentrer, à Tunis, pour réorganiser ses troupes décimées par une longue campagne. Ali profite de cette circonstance pour s'établir dans le Djebel-Ouslate, où les deux frères se retrouvent en présence, vers la fin de 1676. Après de nombreux engagements où la fortune favorisa, tour à tour, chacun des deux adversaires, Mohammed Bey se vit contraint de se réfugier dans Le Kef. A cette nouvelle, Tunis chasse le Dey, El Hadj Mami Djemal, et le remplace par

El Hadj Mohammed Bechara (1676-1677).

1677. — L'armée de Mohammed Bey commençait à déserter, pour passer sous les drapeaux du vainqueur, qui avait, déjà reçu les félicitations du nouveau Dey, du Divan et de la population de Tunis, lorsque, par un revirement subit de la fortune, Ali fut vaincu, sous les murs de Le Kef, et se vit forcé de chercher son salut dans une retraite précipitée vers les solitudes sahariennes.

Mohammed Bey put, dès lors, rentrer à Tunis, où il arriva en Avril. Son premier soin fut de faire mettre à mort le Dey, Bechara, et de rétablir dans ses fonctions son partisan et ami

El Hadj Mami Djemal (2e fois, 1677-1677).

Cependant, Ali était revenu dans le Djebel-Ouslate, où il groupait, autour de lui, ses partisans restés fidèles. Mohammed organise une nouvelle expédition, pour aller disperser ces rassemblements, mais il est battu et réduit, lui-même, à prendre la fuite.

Ali, par ses intrigues, réussit à faire déposer le Dey, El Hadj Mami Djemal, et à le faire remplacer par un de ses affiliés :

Mohammed Tabak (1re fois, 1677-1678) dont le premier soin est de faire mettre à mort son prédécesseur. Ce nouveau Dey était intelligent et énergique ; instruit par l'ex-

périence, il s'entoura d'une espèce de garde du corps, formée de 400 hommes dévoués, auxquels on donna le nom de Hanba (1).

A ce moment, le Djerid (2) s'étant révolté, Ali part immédiatement pour aller le réduire à l'obéissance.

1678. — Mohammed Bey profite de l'occasion, pour se rapprocher de Tunis, et y fomenter une insurrection, qui force le Dey Mohammed Ben Tabak à se réfugier dans la Kasba ; il nomme Dey un de ses partisans :

Mohammed Hacene Sakseli (1678-1678). — Au cours de cette révolution, les consuls de France et d'Angleterre furent molestés : on les traîna au camp de Mohammed Bey, qui, après les avoir menacés de mort, ne leur rendit la liberté que, moyennant le versement d'une grosse rançon, qu'ils ne purent réunir qu'en faisant appel aux cotisations de leurs compatriotes.

Ali, prévenu des évènements de Tunis, accourt à marches forcées ; Mohammed Bey est obligé de faire face à ce nouvel aggresseur : Mohammed Tabak profite de cette diversion pour sortir de la Kasba, réoccuper Tunis et mettre à mort le malheureux Dey, Mohammed Hacene Sakseli.

Mohammed Tabak (2e fois, 1678-1682). — Pendant ce temps, les deux frères se livraient une bataille qui se terminait par la victoire d'Ali Bey, lequel se montra impitoyable pour tous ceux qui n'avaient pas été constamment fidèles à sa cause.

1679. — Un évènement inattendu allait encore compliquer la situation : El Hafsi arriva, à Tunis, avec le titre de Pacha. Le Dey le reçut avec tous les honneurs dus à sa dignité, mais refusa absolument de prêter la main à aucune intrigue dirigée contre Ali Bey. Entre temps, celui-ci était reparti pour le Djerid, et il rappelait à l'obéissance, Monastir, Sfax, Djerba et nombre d'oasis où son frère Mohammed encourageait l'insurrection, par sa présence.

1680. — Au mois de Mars, Ali Bey avait forcé Mohammed à se retirer dans Le Kef et par un dernier effort, il es-

(1) Haneb, pluriel, Hanba, gendarme en tunisien.

(2) Djerid, pays des oasis, s'étendant du Chott-El-Melghrir au golfe de Gabès.

pérait venir à bout de son irréductible adversaire ; mais la bataille, qu'il livra sous les murs de cette ville et qu'il pensait bien devoir être la dernière, lui fut fatale, et, il fut obligé de battre en retraite sur Tunis.

Cependant, ayant appris qu'une armée algérienne avait franchi la frontière, il se porte à sa rencontre, mais Baba Hacene, qui commande cette armée, lui apprend qu'il n'est venu, en Tunisie, que dans le but de réconcilier les deux frères ; bien entendu que cette intervention, assez inexplicable, ne produisit aucun effet.

El Hafsi n'avait cependant point perdu de vue le but de ses ambitions ; après avoir constaté qu'il n'avait rien à gagner avec Ali Bey, il se retourna du côté de Mohammed ; au mois de Juin, il sortit de Tunis et se rendit à Kairouane où Mohammed vint le rejoindre, avec un assez grand nombre de partisans.

Ali Bey se met, immédiatement, en campagne et, le 6 Septembre, il inflige une défaite complète à son oncle El Hafsi, qui se réfugie à Kairouane et à son frère Mohammed qui se retire à Monastir : Ali poursuit ce dernier, jusque sous les murs de cette place, dont il ne peut arriver à s'emparer.

Ali remonte vers le Nord, par Sousse, puis gagne le Djebel-Ouslate, lorsqu'il apprend qu'El Hafsi est allé rejoindre les Algériens de Baba Hacene, dont une partie menace Tunis, tandis que l'autre cherche à s'emparer de Le Kef. A ce moment, il se produisit chez les Tunisiens un véritable mouvement de patriotisme dirigé contre les envahisseurs et, devant cette manifestation générale d'hostilité, l'Agha algérien crut bon de reprendre son rôle de pacificateur.

Enfin, un arrangement fut conclut entre Ali Bey et El Hafsi : cette convention comprenait l'amane pour Mohammed qui reçut le gouvernement de Kairouane, et, en gage de sa fidélité, donna à Ali, son fils comme otage.

Le Pacha, El Hafsi, rentra à Tunis et Baba Hacene reprit la route d'Alger ; Mohammed Bey s'installa dans son gouvernement de Kairouane et l'infatigable Ali Bey se mit en route pour aller faire une nouvelle expédition dans le Djerid, toujours prêt à s'insurger. En passant, il infligea

aux Oulad Saïd (1) une terrible leçon, dont ils ne se relevèrent jamais complètement.

Ces opérations, dans le Sud, durèrent pendant toute la fin de l'année 1680, et les premiers jours de 1681.

1681. — En revenant du Djerid, Ali Bey passa à Kairouane où il se retrouva en présence de son frère Mohammed, avec lequel, il eut une entrevue qui sembla des plus affectueuses : on aurait dit que le passé n'avait jamais existé.

Le 21 Avril, Ali rentre à Tunis ; El Hafsi mécontent de voir le peu de considération attaché à son titre de Pacha, fatigué, d'ailleurs, de toutes les difficultés, que ne cessait de lui susciter le Dey, Mohammed Tabak, prit le parti d'aller porter ses doléances à Constantinople. Cependant, Mohammed Bey, dans sa résidence de Kairouane, ne restait pas inactif : voyant que le dévouement du Dey Mohammed Tabak pour Ali Bey, était pour ce dernier, une garantie de succès, il s'ingénia à faire naître la discorde entre ces deux fidèles alliés.

1682. — Ali Bey qui, pour arriver à ses fins, n'hésitait point à employer l'intrigue et à provoquer les trahisons, accueillit, trop facilement, les perfides insinuations dirigées contre le Dey, et, oubliant les réels et souvent périlleux services que lui avait rendus cet ami dévoué, il le sacrifia à ses soupçons et le fit étrangler. (Octobre 1682).

Ali ne tarda pas à se repentir de cette folle injustice.

Le Dey élu en remplacement de Mohammed Tabak fut :

Ahmed Tchalabi (1682-1686). — Des difficultés ne tardèrent pas à surgir entre Ali Bey et le nouveau Dey.

1683. — Au mois de Février, pour mettre fin à ces conflits, Ali Bey se décidait à en appeler à la force, et, il vint mettre le siège devant Tunis. Tchalabi appela, à son secours, Mohammed Bey qui se hâta d'accourir et livra à son frère, sous les murs même de Tunis, une bataille dans laquelle il paraît avoir eu le dessus, puisqu'il réussit à entrer dans la capitale. Tchalabi prononça la déchéance d'Ali Bey et conféra sa succession à Mohammed Bey.

Ali, cependant, ne voulut point s'avouer vaincu, il somma Mohammed Bey d'évacuer Tunis ; faute de quoi il met-

(1) Oulad Saïd, tribu importante et pillarde de l'intérieur de la Tunisie.

trait à mort son fils, qu'il détenait comme otage depuis l'accord de 1680. N'ayant pas obtenu satisfaction dans le délai qu'il avait fixé, Ali eut le triste courage d'exécuter sa menace, en faisant égorger son neveu.

La guerre reprit, avec plus de violence que jamais, et désola la Tunisie, pendant toute la fin de l'année 1683.

1684. — Les premiers mois de cette année virent la continuation des hostilités : au printemps, une armée turque, commandée par Ibrahim Koudja, et envoyée par le Dey d'Alger, Mezzo Morto, fit une nouvelle apparition en Tunisie. L'intervention d'Ibrahim fut plutôt caractérisée par des négociations que par des opérations militaires. Ces intrigues provoquèrent la rupture entre Mohammed Bey et le Dey, Ahmed Tchalabi, ainsi que l'alliance entre les Algériens et les trois fils de Mourad : Mohammed Bey, Ali Bey et Ramdane qui se réconcilièrent pour chasser Ahmed Tchalabi.

1685. — Dès le mois de Janvier, Mohammed et Ali viennent mettre le siège devant Tunis, mais au mois de Février, ils sont obligés de battre en retraite devant Tchalabi victorieux ; celui-ci donne les fonctions de Bey à un mameluck, dénommé Mohammed Managout (1) 1685-1686).

30 Août. Le Maréchal d'Estrées, revenant de Tripoli, se présenta devant Tunis et imposa, au Dey, un traité, par lequel, celui-ci s'engageait à payer au commerce français une indemnité de 60.000 écus (environ 300.000 francs) : la maison Gauthier, de Marseille, fournit jusqu'à concurrence de 52.000 écus (260.000 francs) les fonds nécessaires, et, en échange de ce service, obtint le privilège d'établir un comptoir au Cap Nègre (75 km. à l'Ouest de Bizerte).

Toutefois, Tchalabi, vainqueur, n'avait pas su profiter de sa victoire ; il laissa les deux frères se réorganiser. Ceux-ci, mettant à profit le répit qui leur était laissé, réunirent, à nouveau, un certain nombre de partisans et, grâce à la neutralité ou à la connivence d'Ibrahim Koudja, ils rentrèrent en campagne, proclamèrent la déchéance de Tchalabi, s'emparèrent de Le Kef et de Béja et, enfin, au mois de Novembre, ils vinrent, de nouveau, mettre le siège devant

(1) Certains historiens l'appellent : Mohammed Manayout.

Tunis, mais, cette fois, avec le concours effectif de l'armée algérienne.

A la fin de 1685, ou dans les premiers jours de 1686, El Hafsi meurt obscurément à Constantinople.

1686. — La lutte continue acharnée. Entre temps, l'armée confédérée s'empare de Porto Farina, de La Goulette et de Bizerte. Enfin, vers la fin de Mai, le Dey Tchalabi comprend qu'il est inutile de prolonger, davantage, une lutte aussi inégale, et cherche son salut dans la fuite ; mais il ne tarde pas à être arrêté : ramené à Tunis il y est mis à mort et remplacé par :

Mohammed Bektach (1686-1688). — Les deux frères Mohammed Bey et Ali Bey s'entendirent, alors, pour partager le pouvoir : Ali devait exercer son autorité sur la partie septentrionale et Mohammed sur la partie méridionale de la Tunisie ; mais, pendant que les négociations, relatives à cette entente, suivaient leur cours, les habitants de Tunis, exaspérés par les exactions et les violences des troupes victorieuses, tant tunisiennes qu'algériennes, se révoltèrent, le 18 Juin, et envahirent le camp. En cherchant à rétablir l'ordre, Ali Bey fut tué et les insurgés lui coupèrent la tête qu'ils exposèrent, triomphalement, sur la place de la Kasba.

Ainsi périt, misérablement, ce vaillant, auquel ses grandes qualités militaires et son énergie indomptable semblaient promettre une destinée plus glorieuse, mais lui ont, quand même, assigné une place honorable dans l'histoire des peuples.

Par suite de cet accident, Mohammed resta seul Bey. L'armée turque rentra à Alger et la Porte renonça à envoyer un Pacha à Tunis ; elle conféra ce titre au Dey Mohammed Bektach.

1687-1688. — La Tunisie épuisée par cette lutte de dix ans, avait besoin de se remettre, elle profita, avec bonheur, d'une période de paix et de tranquillité qui dura deux années (1687-1688).

1688. — Le Dey Mohammed Bektach meurt et est remplacé par

Ali Er Raïs (1688-1689).

1689. — La peste éclate et, pendant huit mois, fait de nombreuses victimes.

Cette même année, nous constatons une nouvelle intervention des Algériens en Tunisie, intervention provoquée par les intrigues d'un prétendant, Mohammed Ben Tchaker, au titre de Bey.

A la suite de certains agissements dirigés antérieurement contre l'autorité de Mohammed Bey, un de ses parents, nommé Mohammed Ben Tchaker (1), crut prudent de se retirer à Alger. Là, il sut conquérir la faveur de El Hadj Chabane, élu Dey en 1688, et, en 1689, il réussit à obtenir, de son protecteur, une armée, qui devait lui permettre de rentrer en possession de ses droits méconnus.

Dès que Mohammed Bey fut prévenu de cette aggression, il se porta au devant de cet envahisseur, mais il fut battu et obligé de se retirer dans le Sud, laissant ouverte la route de Tunis. Son frère Ramdane qui, alors se trouvait dans la capitale, profita de l'occasion et, grâce à la connivence du Dey, Ali Raïs, réussit à se faire proclamer Bey ; mais cette usurpation ne fut pas de longue durée, car Mohammed Ben Tchaker, victorieux, ne tarda pas à entrer dans la capitale et à s'emparer du pouvoir. De son côté, Mohammed Bey s'était hâté de réunir ses partisans, et, à la tête d'une nouvelle armée, il rentrait à Tunis, et, en expulsait Mohammed Ben Tchaker, qui n'eut d'autre ressource que de reprendre le chemin de l'exil. Quant à Ramdane et au Dey Ali Raïs, ils jugèrent plus prudent de ne point attendre les vengeances de Mohammed Bey, et, ils se réfugièrent en Italie.

Ibrahim Koudja (1689-1694) partisan de Mohammed Bey est nommé Dey (2).

1690-1693. — Pendant ces quatre années, la Tunisie put, enfin, jouir des bienfaits de la paix. Mais pendant cette période, il se passait, dans l'Ouest, des évènements qui devaient, bientôt, faire éclater de nouvelles guerres.

En 1692, Moulaï Ismaïl, Sultan du Maroc, avait tenté une expédition, contre la Régence d'Alger, et avait été vaincu. Faut-il croire que, désireux d'une revanche, il chercha à organiser une invasion combinée avec le Dey de Tunis, qui attaquerait le beylik de Constantine, pendant que

(1) Voir Période turque, Algérie.

(2) Ne pas confondre cet Ibrahim Koudja avec l'Agha du même cours de l'année 1684.

les Marocains envahiraient le beylik d'Oran ? ou, faut-il penser que le Dey de Tripoli inventa pareille combinaison pour mettre dans ses intérêts le Dey d'Alger, Hadj Chabane ? Toujours est-il, que le Dey de Tripoli, se servit de ce prétexte, pour combiner une action simultanée des troupes algériennes et tripolitaines, contre la Tunisie. El Hadj Chabane, le Dey d'Alger, poussé par son favori Mohammed Ben Tchaker, qui n'avait point renoncé à ses espérances, se hâta de répondre favorablement à ces ouvertures. Mohammed Bey, averti de ces intrigues, fit tout ce qu'il put pour conjurer le péril ; il alla même jusqu'à proposer de se reconnaître vassal du Dey d'Alger, auquel il s'engageait à payer tribut, mais à la fin, voyant toutes ses propositions pacifiques hautainement repoussées, il accepta résolument la guerre.

1694. — Au printemps, l'armée algérienne, commandée par Hadj Chabane, en personne, et renforcée d'un contingent tripolitain, débarqué à Bône, franchit la frontière tunisienne. Mohammed Bey laissa Tunis à la garde du Dey Ibrahim Koudja et, à la tête de l'armée, se porta au devant des envahisseurs ; la rencontre eut lieu aux environs de Le Keff, mais la fortune trahit Mohammed, qui, complètement battu, ne put, qu'avec peine, regagner Tunis, poursuivi de près par Chabane.

L'armée combinée, algéro-tripolitaine, commença immédiatement le siège de la capitale ; on combattit vaillamment des deux côtés. Malheureusement, pendant que Mohammed Bey, bloqué dans Tunis, faisait des prodiges de valeur pour la défendre, la flotte tunisienne était détruite par les raïs algériens, et les villes voisines de Tunis faisaient leur soumission à l'étranger victorieux.

Enfin, au bout de trois mois d'efforts inutiles, Mohammed s'enfuit nuitamment de Tunis et gagna Kairouane, dans l'espoir d'y lever de nouvelles troupes ; mais il ne put garder longtemps ses illusions, personne ne voulut répondre à son appel : il se vit réduit à aller chercher un refuge dans le Djerid, en attendant une occasion plus favorable.

Mohammed Ben Tchaker et El Hadj Chabane se virent ainsi maîtres incontestés de Tunis ; le Dey Ibrahim Koudja fut immédiatement destitué et remplacé par

Mohammed Tabar (1694-1695). — Les deux alliés, montrant une absence complète de sens politique, ne prirent aucune mesure pour se concilier l'esprit de la population. Dès leur entrée à Tunis, les troupes victorieuses ne se firent pas faute de molester les habitants ; ceux-ci durent verser de lourdes contributions, pour payer El Hadj Chabane, qui demandait 400.000 piastres (environ 560.000 francs) pour le concours de ses troupes, et 100.000 piastres (environ 140.000 francs), pour son concours personnel.

1695. — Ce ne fut que le 15 Janvier que l'on put, enfin, effectuer le paiement des sommes exigées. Mohammed Ben Tchaker se crut obligé d'aller accompagner, jusqu'à la frontière, son suzerain, qui regagna Alger, emportant un immense butin, dont une grande quantité de canons enlevés aux Tunisiens. Aussitôt après s'être débarrassé de ce protecteur encombrant et rapace, Mohammed Ben Tchaker commença une tournée, dans le Sud, pour faire rentrer les impôts, et exercer des vengeances ; il se montra tellement impitoyable et cruel qu'il souleva l'animadversion générale.

Dès le mois d'Avril, Kairouane et Sousse se soulevèrent, Mohammed Bey accourut, aussitôt, pour se mettre à la tête des révoltés, et, le 1er Mai, il infligeait, à son adversaire, une sanglante défaite. Mohammed Ben Tchaker dut chercher un refuge d'abord, au Maroc, puis, à Alger.

Mohammed Bey, marcha immédiatement contre Tunis où il entra sans coup férir : le Dey Mohammed Tabar, qui s'était réfugié dans la Kasba, se rendit le 16 Juillet, lorsqu'il apprit la mort de Hadj Chabane. On lui avait promis la vie sauve, mais la population, exaspérée des exactions de toute sorte qu'il avait commises, pendant son passage au pouvoir, l'arracha du marabout où il avait cherché asile et le massacra. Il eut pour successeur

Mohammed Koudja (1695-1699).

1696. — Mohammed Bey, enfin délivré de ses ennemis, ne devait pas jouir longtemps du fruit de sa victoire ; il mourut, le 5 Octobre 1696, et il fut remplacé, comme Bey, par son frère Ramdane, qui avait trouvé le moyen de faire oublier sa trahison de 1689. Ce Ramdane n'avait aucune des grandes qualités militaires ou administratives qui dis-

tinguaient ses deux frères, Mohammed et Ali. Arrivé au pouvoir, il se laissa dominer par un favori indigne, un histrion nommé Mazoul ; celui-ci sut lui persuader que son neveu, Mourad, fils d'Ali Bey, complotait pour lui enlever le pouvoir ; Ramdane n'hésita pas un instant et il donna l'ordre de crever les yeux du malheureux enfant.

Un chirurgien français, nommé Carlier, chargé de l'exétion de cet ordre barbare, parvint, dit-on, à donner à sa victime les apparences complètes de la cécité, tout en lui conservant la vue. Le jeune prince, alors âgé de quinze ans, fut exilé à Sousse.

1699. — Cependant, le mécontentement augmentait contre le gouvernement méprisable de Ramdane ; on apprit bientôt que Mourad, loin d'être aveugle, avait réussi à s'évader de Sousse et à gagner le Djebel-Ouslate, où il se trouvait entouré de nombreux partisans. La révolte éclata à Tunis et le Bey se vit obligé de prendre la fuite. Il gagna Sousse, où il espéraït pouvoir s'embarquer, mais, en route, il fut reconnu, arrêté et décapité. Sa tête fut envoyée à Tunis (16 Mars) et y servit de jouet à la populace. Mourad arriva, quelques jours après, à Tunis, où il fut proclamé Bey. Il fit remplacer le Dey Mohammed Koudja par un nommé :

Deli Mohammed (1699-1702). — Suivant l'usage, Mourad envoya, au Dey d'Alger, la notification de son accession au pouvoir, accompagnée des cadeaux traditionnels, mais ces présents furent refusés dédaigneusement.

1700. — Pour venger cette injure, Mourad Bey décida d'envahir le beylik de Constantine et, en vue d'assurer son succès, il s'entendit avec le Sultan du Maroc, Moulaï Abou Naceur Ismaïl qui, simultanément, devait envahir le beylik d'Oran. Le Bey de Tripoli devait aussi coopérer à cette invasion, en fournissant un certain nombre d'hommes, à son voisin tunisien.

Au mois d'Avril, l'armée tunisienne franchit la frontière algérienne et s'avance, sans rencontrer la moindre résistance, jusqu'à Constantine. Arrivée sous les murs de cette place, elle se heurte à l'armée du Bey de Constantine, Ali Koudja, qui est complètement battue ; une sortie tentée par les assiégés a une issue aussi malheureuse ; le siège se resserre autour de la ville ; l'arrivée du contingent tripolitain,

conduit par le Bey Krelil, en personne, permet de s'emparer d'un fort extérieur, couronnant le Koudiat-Aty, dont tous les défenseurs sont passés au fil de l'épée (1).

La situation de la ville assiégée semblait désespérée, lorsqu'on apprend, coup sur coup, qu'une révolution a éclaté à Alger, que le Dey Hassane Chaouch a pris la fuite et que son successeur, El Hadj Mostefa, s'avance au secours de Constantine. Mourad Bey lève immédiatement le siège et se dirige vers l'Ouest, au devant de ce nouvel ennemi, qu'il rencontre à Djouama-El-Eulma (2). L'armée tunisienne, complètement battue, prend la fuite et ne peut être ralliée que sous les murs de Le Kef.

Le Dey d'Alger, avant son départ de sa capitale, avait envoyé, à la Porte, une plainte contre l'aggression injustifiée, disait-il, du Bey de Tunis. Le Sultan essaya d'intervenir pour ramener la paix, entre les deux adversaires, mais il éprouva un refus formel de toute espèce d'intervention, de la part de Mourad qui comptait prendre, à bref délai, une revanche éclatante.

1701. — Cependant, Mourad Bey chargeait Krelil, qui rejoignait son pachalik de Tripoli, à la tête des débris de son armée, de châtier, au passage, Kairouane dont la fidélité lui avait paru douteuse. Krelil exécuta strictement les instructions qu'il avait reçues, puis, Mourad Bey arriva, à son tour, et compléta l'œuvre de destruction, ne laissant debout que les mosquées et les zaouïa.

Pendant que ces évènements, d'une importance secondaire, se passaient en Tunisie, Moulaï Ismaïl envahissait la province d'Oran, mais cette attaque sur la frontière Ouest de l'Algérie, qui aurait eu les plus grandes chances de succès, si elle avait concordé avec celle de la frontière Est, échoua, elle aussi, piteusement.

1702. — Au mois d'Avril, Mourad Bey se met à la tête de son armée pour tenter une nouvelle invasion de l'Algérie, mais il est assassiné, à peu de distance de Tunis, sur les

(1) Koudiat-Aty, mamelon situé au S.-O. de Constantine et dominant les murs de la ville arabe de cette époque. Aujourd'hui, l'emplacement de ce mamelon a été nivelé pour permettre la construction d'un nouveau quartier.

(2) A environ 40 km. à l'Ouest de Constantine.

bords de l'Oued-Zerga, par Ibrahim Cherif, le commandant de sa cavalerie (13 Mai 1702).

Celui-ci non content d'avoir tué le Dey, de sa propre main, fit mettre à mort tous les descendants du grand Hammouda qui lui portaient ombrage : puis il se fit élire, à la place de sa victime.

A peine installé, il réussit, par ses machinations, à faire destituer le Dey, Deli Mohammed, et à le faire remplacer par une de ses créatures :

Kara Mostefa (1702-1702). — Celui-ci ne remplit pas longtemps ces fonctions, devenues inutiles depuis que les Bey avaient concentré, entre leurs mains, toutes les formes du pouvoir. Ibrahim négocia avec le Sultan, et, par ses intrigues, il obtint de ce dernier, sa nomination de Pacha, Bey et Dey de Tunis.

Ainsi prenait fin cette organisation politique bizarre, où l'autorité était confiée à trois fonctionnaires, d'origine différente, créés, chacun pour entraver l'action des deux autres. Le Chef de l'armée tunisienne avait ainsi réussi à absorber les attributions du pouvoir civil, ainsi que celles de représentant de la Porte.

Ibrahim Pacha. Dey et Bey (1702-1705).

1703. — Le Bey de Tripoli Krelil, par ses violences maladroites, provoque, à la fois, les gouvernements de Tunis et d'Alger.

1704. — El Hadj Mostefa, Dey d'Alger, et Ibrahim s'entendent pour réunir leurs armées et tirer, du Bey de Tripoli, une vengeance éclatante : il fixent l'entrée en campagne, au printemps suivant.

Cet accord ne devait pas durer longtemps : des bruits, répandus à Alger, représentèrent Ibrahim, comme ayant joué double jeu, et l'accusèrent de s'être entendu, avec le Bey de Tripoli, pour faire tomber l'armée algérienne dans un guet-apens : on en donnait, comme preuve, qu'il n'avait point envoyé, à Alger, la quantité de blé qu'il s'était engagé à fournir, pour combattre la famine, et qu'il avait préféré vendre ses grains aux Infidèles, etc. Enfin, au mois d'Octobre, l'opinion publique surexcitée obtint que la guerre fût déclarée par l'Odjak d'Alger à celui de Tunis.

Ibrahim était homme de résolution ; il pensa qu'il aurait

le temps d'aller, d'abord, châtier le Bey de Tripoli, puis de revenir pour tenir tête à l'armée algérienne.

Le 25 Octobre, il part pour la Tripolitaine, à la tête de ses troupes ; le 10 Décembre, il bat l'armée tripolitaine et force Krelil à se réfugier dans sa capitale ; Ibrahim le poursuit et va mettre le siège devant Tripoli.

1705. — Il allait s'en emparer, lorsque la peste envahit le camp tunisien : force fut de lever le siège et de battre en retraite. Au mois de Février, lorsqu'Ibrahim rentra à Tunis, il trouva tout le pays en proie à l'horrible fléau : à Tunis, même, il mourrait, dit-on, 700 personnes, par jour.

Cependant la crainte, que pouvait faire naître l'intensité de l'épidémie, n'arrêta point la marche en avant de l'armée algérienne, déjà, arrivée sur la frontière. Ibrahim se hâta de renforcer le poste de Le Kef, en hommes et en munitions, et, il en confia le commandement à son frère, Mohammed ; lui-même, se porta à la rencontre de l'ennemi, avec toutes les forces disponibles, mais il devait succomber, victime de la trahison, et expier, ainsi, celle qui l'avait porté au pouvoir. Dès qu'on prit contact avec l'ennemi, les cavaliers arabes désertèrent, pour aller se joindre aux envahisseurs.

Mostefa, cependant, incertain du succès, fit à Ibrahim des propositions de paix, mais celui-ci, jugeant humiliantes les conditions imposées, repoussa tout arrangement. Le 11 Juillet, les deux armées en vinrent aux mains dans les environs de Le Kef, sur les bords de l'Oued-Et-Tin. Au cours du combat, Hoceïne Ben Ali, Agha des spahis, refusa toute obéissance et amena la défaite de l'armée tunisienne. Ibrahim, malgré des prodiges de valeur, fut fait prisonnier, après avoir eu trois chevaux tués sous lui.

Le lendemain, Le Kef tombait aux mains de l'ennemi.

Hoceïne Ben Ali (1705-1735). — Après cette épouvantable trahison, Hoceïne s'empresse de rentrer à Tunis, pour s'emparer du pouvoir ; il se fait proclamer Bey et prend immédiatement les dispositions, les plus énergiques, pour assurer la défense de la ville.

Cependant Mostefa, arrêté devant Le Kef, perdait un temps précieux en vaines négociations, et ce n'est qu'après avoir vu rejeter dédaigneusement de nouvelles propositions de paix, qu'il se décida à aller mettre le siège devant Tunis (28 Août) ; mais la défense était merveilleusement organi-

sée ; les assauts de vive force furent repoussés. Le découragement se mit parmi les assiégeants et bientôt la désertion creusa dans les rangs de l'armée algérienne des vides de plus en plus considérables. Enfin, le 9 octobre, Mostefa voyant la partie perdue, se décida à lever le camp. Hoceïne Bey s'empressa de lancer sa cavalerie, à la poursuite des fuyards, harcelés, d'ailleurs, par les tribus arabes, attirées par l'espoir du butin.

Quant à Ibrahim, le Bey vaincu, et, prisonnier, il fut, dès son arrivée à Alger, remis en liberté par le Dey Hacene ; il obtint bientôt l'autorisation de rentrer en Tunisie, pour y faire valoir ses prétendus droits, s'engageant, d'ailleurs, à payer une forte rançon, s'il parvenait à ressaisir le pouvoir.

Aussitôt après le départ des Algériens, Hoceïne avait pensé à rétablir le gouvernement, sur ses anciennes bases, et il fit nommer Dey un certain Mohammed Koudja (1). Mais celui-ci prétendit exercer toutes les prérogatives attachées à ce titre ; il sut intéresser les Yoldach, à sa cause, et il appela, à son aide, Ibrahim, en qualité de Bey.

Hoceïne, voyant sa cause très compromise, à Tunis, s'empresse de sortir de la ville, pour aller recruter ses partisans qui se hâtent d'accourir à son appel ; il fait prononcer la déchéance de Mohammed Koudja et son remplacement par Kara Mostefa.

1706. — Il se présente devant Tunis dont la population l'acclame ; Mohammed Koudja est arrêté et décapité (2 Janvier). A peu près, au même moment, Ibrahim, débarquait à Porto Farina ; mais ses illusions ne furent pas de longue durée : à peine débarqué, il fut arrêté et mis à mort.

Ainsi, Hoceïne devenait le maître incontesté de la Tunisie.

---

(1) Peut être, celui qui avait déjà rempli ces fonctions de 1695 à 1699.

Généalogie des Bey héréditaires de Tunis

<table>
<tr><td colspan="4">(I) Hoceïne Bey 1707-1735</td><td>Mohammed
frère d'Hoceïne</td></tr>
<tr><td colspan="2">(III) Mohammed
1756-1759</td><td colspan="2">(IV) Ali
1759-1782</td><td>(II) Ali Pacha
1735-1756</td></tr>
<tr><td colspan="2">(VII) Mahmoud
1814-1824</td><td>(V) Hammouda
1782-1814</td><td>(VI) Otsmane
1814-1814</td><td></td></tr>
<tr><td>(VIII) Hoceïne
1824-1835</td><td>(IX) Si Mostefa
1835-1837</td><td colspan="3"></td></tr>
<tr><td></td><td>(X) Si Ahmed
1837-1848</td><td colspan="3"></td></tr>
</table>

PERIODE TURQUE. — TUNISIE. BEY HEREDITAIRES (1707, jusqu'à nos jours) (1)

Chronologie des Bey héréditaires de Tunis

Hoceïne	1707-1735
Ali Pacha	1735-1756
Mohammed Bey	1756-1759
Ali Bey	1759-1782
Hammouda	1782-1814
Otsmane	1814-1814
Mahmoud	1814-1824
Hoceïne	1824-1835

Hoceïne Bey (1707-1735). — La Porte reconnaît Hoceïne, en qualité de vice-roi de l'Ifrikia ; ce nouveau titre précise les ambitions du titulaire, qui se voit, déjà, fondateur d'une dynastie. Comme il n'a pas d'enfant mâle, et que, d'ailleurs, il veut que le pouvoir reste, quand même, dans sa famille, il désigne un de ses neveux, nommé Ali, pour lui succéder.

1709. — Mais Hoceïne, ayant eu un fils, revient sur cette désignation et fait décider par le Divan que, à sa mort, le pouvoir serait exercé par ses descendants mâles, suivant l'ordre de primogéniture.

Pour calmer le désappointement d'Ali qui, par suite de cette disposition, se voyait privé de l'espérance d'exercer un jour le pouvoir suprême, il lui fait donner, par la Porte, le titre de Pacha.

1710. — Hoceïne, qui avait pour conseiller un captif français, nommé Reynaud, avait toujours témoigné des sentiments bienveillants, à l'égard de la France ; cependant, en 1710, ces bonnes relations subirent le contre coup d'in-

(1) Nous avons adopté ce qualificatif d'héréditaire, quoiqu'il ne soit pas rigoureusement exact. Nous verrons, en effet, que les Bey, qui succèdent à Hoceine, appartiennent tous à sa famille, quoi qu'il n'aient pas été appelés au pouvoir, en suivant strictement les lois de l'hérédité naturelle.

cidents violents survenus entre navires des deux nations. Au mois de Décembre, une escadre française parut devant Tunis et son chef, M. de l'Aigle, venu pour aplanir ces difficultés, signa, avec le Bey, un traité que Louis XIV ratifia, l'année suivante.

1712. — La Hollande signe un traité, avec la Tunisie.

1716. — Des pélerins musulmans, originaires de la Tunisie, allant à La Mecque, avaient pris passage sur un navire français qui fit naufrage, sur les côtes de Sicile ; les pélerins furent faits prisonniers et vendus comme esclaves. A ce sujet, le Bey adressa des réclamations au consul de France, prétendant, à juste titre, qu'il était du devoir de la France de faire remettre en liberté les passagers naviguant sous son pavillon.

1717. — Les négociations, relatives à cette délicate affaire, traînant en longueur, le Dey se décide à rompre avec la France. Les nations étrangères, particulièrement l'Angleterre et la Hollande, profitent de cette circonstance, inespérée, pour étendre leurs relations commerciales avec la Tunisie, au détriment des commerçants français.

1720. — Cette période de tension dura jusqu'en 1720, époque où M. Dussault, l'ancien directeur des établissements de La Calle, et ancien consul de France à Alger, fut envoyé, à Tunis, pour régler cette affaire. Enfin, le 20 Février, une convention fut signée qui rétablit les relations amicales.

Au mois de Juin, le Bey accorde, aux religieux trinitaires espagnols, une charte réglant le fonctionnement d'un hôpital, destiné aux esclaves, ainsi que certains points rélatifs au statut personnel des dits esclaves.

1724. — Une escadre française va à Tunis, faire une visite de pure courtoisie : M. d'Andrezel, qui la commande, est reçu, avec les plus grands honneurs.

1725. — Hoccïne, sur les instances de la Porte, signe une convention applicable aux deux Siciles et aux Pays-Bas autrichiens.

1728. — Nouvelles difficultés avec la France, toujours

au sujet d'actes d'hostilité, commis par des corsaires ; le chef d'escadre, M. de Grandpré, se présente devant Tunis, il obtient, du Bey, un nouveau traité accordant toute satisfaction et contenant une clause spéciale spécifiant que « tout corsaire, surpris sur les côtes de France, poursui-« vant quelque bâtiment, de quelque nation que ce fût, « serait arrêté et confisqué, au nom du Roi. »

Cette même année, Ali Pacha, neveu de Hoceïne, qui jusqu'alors avait dissimulé son mécontentement, d'avoir été évincé de la succession de son oncle, quitta subrepticement Tunis et se rendit dans le Djebel-Ouslate, dont les populations remuantes étaient toujours prêtes à partir en guerre, pour peu qu'on leur en donnât le moindre prétexte. Ali Pacha les enrôle sous sa bannière, ainsi que la tribu des Henanecha, vivant sur la frontière occidentale. Hoceïne essaya d'abord de la douceur, pour faire rentrer son neveu dans le devoir, mais devant l'inutilité de ses efforts, il se décida à en appeler à la force des armes. Déjà il avait remporté quelques succès, sur les Berbères du Djebel-Ouslate, lorsqu'il fut obligé de se diriger précipitamment vers Le Kef : Ali, en effet, avait abandonné ses alliés montagnards et avait rejoint les Henanecha, qui venaient de s'emparer de cette place. Dès que le Bey fut en présence des révoltés, ceux-ci n'essayèrent même pas d'engager la lutte ; chacun s'empressa de demander l'amane, désireux de sortir, sans trop de dommage, de cette dangereuse aventure. Le Kef fut repris aux insurgés et l'exécution de quelques personnages choisis parmi les plus compromis, suffit pour pacifier momentanément tout le pays.

Hoceïne profita de cette accalmie, pour régler, à l'amiable, avec le Bey de Constantine, Bou Kemia, alors en tournée sur la frontière, des difficultés pendantes, entre les deux beylik.

1729. — Cependant, Ali Pacha était rentré dans le Djebel-Ouslate, où il rassemblait, à nouveau, des partisans. Hoceïne se précipita à sa poursuite ; il était déjà arrivé aux environs de Kairouane lorsqu'il apprit que les Henanecha avaient derechef pris parti pour son remuant neveu. Il se porta immédiatement contre eux et, après plusieurs escarmouches, il les battit complètement dans les ravins du

Djebel-Ouks (1). Il revenait, ensuite, vers Tunis, lorsqu'Ali l'attaqua mais sans succès à Medjana (2).

Ce fut la dernière opération militaire un peu importante de cette campagne ; après avoir tenté quelques démonstrations du côté de Kairouane et Sousse, Ali se vit obligé de se retirer dans les oasis du Djerid, d'où il gagna, d'abord, Biskra, puis Alger, en passant par Aumale.

Ali espérait bien trouver, auprès du Dey d'Alger, Kourd Abdi, l'appui nécessaire pour rentrer en Tunisie ; mais son attente fut cruellement déçue. Dès qu'Hoceïne Bey apprit que son neveu était allé chercher un refuge à Alger, il fit demander qu'on lui livrât le fugitif ; Kourd Abdi refusa ; mais il consentit à jeter le prince tunisien en prison, et à l'y maintenir, moyennant le versement annuel d'une somme de 10.000 sequins (87.000 francs).

1731. — Des difficultés étant survenues entre la France et la Tunisie, au sujet de l'exécution du traité de 1728, une escadre française fait une démonstration devant Tunis. Duguay-Trouin, qui la commande, obtient, du Bey, toutes les satisfactions demandées.

1735. — Hoceïne Bey, ayant négligé d'envoyer, en temps voulu, à Alger, l'indemnité spécifiée, pour le maintien d'Ali Pacha en prison, Ibrahim, alors Dey d'Alger, fait envahir la Tunisie par des troupes, auxquelles s'est joint Ali Pacha, remis en liberté. Hoceïne, ne se sentant pas de force à résister, donne l'ordre de tout dévaster devant les envahisseurs. Enfin, il se décide à se porter à leur rencontre ; les deux armées se trouvent en présence sur les bords de l'Oued-Miliana, à l'endroit nommé Semendja.

Après de nombreuses alternatives, la victoire reste aux mains des Algériens et Ali Pacha se porte rapidement sur Tunis où il entre solennellement, le 7 Septembre.

Ali Pacha (1735-1756). — Ali Pacha, suivant les conventions passées entre lui et le Dey d'Alger, se reconnaît le vassal de ce dernier et débiteur d'un tribut annuel de

(1) Djebel Ouks ou Oukkous, massif montagneux, situé à environ 20 km. à l'Ouest de Tébessa.

(2) Medjana, ou Mermadjena, petite bourgade à environ 35 km. Nord de Tébessa.

200.000 écus (600.000 francs) et, en plus, de la fourniture du blé nécessaire à l'entretien de la milice.

Après sa défaite, Hoceïne Bey s'était enfui à Kairouane : il se mit immédiatement à réunir de nouvelles troupes et, bientôt après, il marcha sur Tunis. Ali Pacha envoya, contre lui, une armée commandée par son fils Younes, mais celui-ci fut complètement battu. Il semble, qu'en cette occasion, Hoceïne Bey, manqua d'audace, car il est à croire qu'une marche rapide, sur Tunis, lui aurait rendu sa capitale et son trône. Il préféra continuer la lutte contre Younes qui avait trouvé le moyen de rallier ses troupes débandées. Une seconde rencontre eut lieu, dans laquelle, Hoceïne fut irrémédiablement vaincu, il n'eut d'autre ressource que de se réfugier dans Kairouane.

Younes mit le siège devant cette ville, qui lui opposa une résistance acharnée, pendant plus de quatre ans.

1739. — Ali Pacha demande à Bou Hanek, Bey de Constantine, son aide pour réduire Kairouane : celui-ci consent, moyennant le versement d'une indemnité payable en trois termes : au moment du passage à Tifech d'abord, à Le Kef ensuite, et enfin à l'époque de l'arrivée devant Kairouane ; mais l'armée algérienne, par suite d'un motif qui nous est inconnu, probablement, par suite du non versement des à-compte promis, s'arrête à Le Kef et rentre en Algérie.

1740. — 13 Mai. Younes s'empare de Kairouane. Hoceïne cherche à gagner Sousse, mais il est poursuivi et rejoint par son petit neveu qui, de sa propre main, lui coupe la tête. Pour punir Kairouane de sa résistance acharnée, ses murailles et sa Kasba, sont rasées.

La peste se répand, à nouveau, dans toute l'Afrique du Nord et y fait de terribles ravages.

Les trois fils d'Hoceïne réussissent à échapper à Younes et se réfugient : Mohammed et Mahmoud, à Alger, Ali, à Constantine.

Resté seul maître du pouvoir, Ali Pacha exerça contre les partisans de ses adversaires vaincus, les plus horribles vengeances, frappant ses ennemis, par trahison, après avoir fait semblant de se réconcilier avec eux.

Il s'en prît, même au consul de France, M. Gauthier, sous prétexte que des Français avaient fourni des armes et des munitions, à Hoceïne, pour défendre Kairouane. Il fit sai-

sir, de force, M. Gauthier, et, sous peine de mort, exigea de lui le baise main, dont il était dispensé, par les traités antérieurs. Quelques jours après, des navires français étaient pris par des raïs tunisiens, malgré les termes formels du traité de 1728 : notre consul finit par pouvoir sortir de Tunis, et, se réfugier à Tripoli.

Une petite escadre vient établir le blocus du Golfe de Tunis.

Cette même année, Jacques Lomellini (1) resté, en 1720, seul possesseur de l'île de Tabarka, jusqu'à ce moment, propriété indivise, entre tous les membre de sa famille, entame des négociations avec la Compagnie française de La Calle et du Cap Nègre, pour lui céder ses droits. Dès qu'Ali Pacha fut informé de ces pourparlers, il envoya des navires, pour empêcher les Français de débarquer dans l'île et il fit appuyer cette démonstration navale par une armée dirigée, par terre, sur le même point.

Les navires tunisiens arrivèrent, avant la fin des négociations ; ils s'emparèrent, par trahison, du gouverneur génois et firent toute la garnison prisonnière ; ils allèrent ensuite ravager les établissements du Cap Nègre, dont toute la population fut réduite en esclavage.

1742. — Un lieutenant de vaisseau français, nommé de Saurins, tenta contre Tabarka, un coup de main qui échoua. Lui-même, affreusement blessé, fut fait prisonnier après avoir perdu le plus grand nombre de ses soldats. Il fut amené à Tunis où Ali Pacha voulut le faire mettre à mort ; mais Younes, frappé d'admiration pour l'intrépidité de l'officier français, intercéda en sa faveur et lui sauva la vie. De Saurins profita de sa captivité, pour ménager des pourparlers entre les autorités françaises et tunisiennes ; enfin, le 12 Novembre, les préliminaires d'une con-

---

(1) En 1543, la famille Lomellini, de Gênes, avait obtenu la concession de l'île de Tabarka, en échange de la mise en liberté du Raïs Dragut qui était tombé en son pouvoir. Les Génois y avaient établi, pour la pêche des éponges et du corail, un établissement dont le personnel était constamment en lutte avec celui de nos possessions de La Calle et du Bastion de France.

Nous avons vu, plus haut, que, en 1633, Sanson de Napollon, le directeur des établissements de La Calle et du Bastion de France, périt dans une attaque contre la garnison de Tabarka.

vention étaient signés entre M. de Maissias, commandant l'escadre de blocus, et Ali Pacha.

Notre consul dut, à l'avenir, se soumettre, ainsi que tous ses autres collègues, à la formalité du baise mains. La Compagnie française fut autorisée à reconstruire les établissements du Cap Nègre et reçut le privilège de la pêche du corail, sur la côte septentrionale de la Tunisie, avec la permission, pour les bateaux corailleurs, de stationner à Tabarka et à Bizerte. Ce privilège accordé moyennant le versement d'une redevance annuelle, et pour une durée de deux ans, pouvait être renouvelé, si la France en faisait la demande.

1744. — Malgré les termes formels du traité de 1742, Ali Pacha refuse de proroger, pour une nouvelle période, le privilège de la pêche du corail.

1745. — Le Dey d'Alger, Ibrahim, étant mort, le pouvoir passe entre les mains de son neveu Ibrahim Koutchouk. A peine installé, le nouveau Dey prépare une expédition contre la Tunisie. On ne connait pas exactement les causes de cette décision ; mais il est à croire que les sollicitations des fils d'Hoceïne, réfugiés à Alger, depuis 1740, n'y furent pas étrangères.

1746. — Au printemps, l'armée algérienne, commandée par le Bach Agha, Ahmed, part d'Alger ; à son passage à Constantine, elle s'augmente des troupes réunies sous les ordres du Bey Bou Hanek et, sur la frontière, elle est encore grossie des contingents enrôlés par Mahmoud, fils de Hoceïne Bey. Aussitôt après avoir passé la frontière, les Algériens vont mettre le siège devant Le Kef, mais les opérations furent conduites avec la plus grande mollesse. On prétend que Bou Hanek, secrètement allié du Bey de Tunis, fut l'instigateur de tous les incidents, dont il serait fastidieux de donner le détail, mais qui amenèrent la levée du siège et le départ de l'armée algérienne.

1749. — Le Bey signe un traité de paix avec l'Autriche.

1751. — Traités avec l'Angleterre et le Danemark.

1752. — Younes était le fils aîné du Bey Ali Pacha et par conséquent, devait lui succéder ; son frère cadet, Mohammed, entreprit de le supplanter dans l'esprit de son père et, pour y réussir, il lui persuada que son aîné cherchait

à utiliser le prestige, que lui avaient donné ses nombreux succès militaires, pour s'emparer du pouvoir. Ali Pacha se laissa convaincre et retira à Younes les charges qu'il lui avait confiées, puis il lui donna l'ordre de partir pour l'Orient. Exaspéré par cet ordre d'exil, Younes n'hésita pas à se mettre en insurrection ; il arriva à s'emparer de Tunis et de La Goulette, mais manquant de ressources de toute espèce, tant en hommes, qu'en argent et en munitions, il se vit obligé de prendre la fuite et ce ne fut pas sans peine qu'il parvint à trouver un refuge près du Bey de Constantine, Hoceïne Azreug Aïnou.

1754. — A la fin de l'année 1754, était élu Dey d'Alger, un nommé Baba Ali Nekcis (dit : Bou Sbaa) qui, avant d'arriver aux honneurs suprêmes, avait déjà rempli de hautes fonctions et, en particulier, avait été envoyé, comme ambassadeur, à Tunis. Pendant le séjour qu'il avait fait dans cette ville, Younes, le fils d'Ali Pacha, lui avait fait subir un affront qu'il ne lui avait pas pardonné, et, dont il rendait responsable la famille entière de son insulteur.

1755. — Dès le commencement de l'année 1755, Ali Nekcis donna l'ordre, au Bey de Constantine, de préparer une expédition contre la Tunisie et, en même temps, il chargea les princes Ali et Mohammed, fils de Hoceïne Bey, d'aller parcourir le Sud de la province de l'Est, pour y recruter des adhérents ; l'expédition projetée devant avoir pour but, leur rétablissement sur le trône de leur père.

Cette même année, le prince Slimane, troisième fils d'Ali Pacha, était assassiné, par ordre de son frère Mohammed, décidé à ne reculer devant rien pour s'assurer la jouissance de la succession paternelle.

1756. — L'armée algérienne, grossie des contingents recrutés par les fils d'Hoceïne, envahit la Tunisie et va directement mettre le siège devant Tunis, où, après une longue résistance, elle entre victorieuse, le 31 Août. Ali Pacha et son fils Mohammed, faits prisonniers, sont mis à mort.

Mohammed Bey (1756-1759) fils aîné d'Hoceïne est proclamé Bey. Bientôt après, une rupture éclate entre le nouveau Bey et son allié, Hoceïne Azreug Aïnou, dont les exigences deviennent, chaque jour, plus tyranniques. Enfin, craignant pour ses jours, Mohammed Bey, abandonne

Tunis aux Algériens et se retire au Bardo. Ali, le frère de Mohammed Bey, part, de son côté, pour le Sud, afin d'y recruter des partisans.

Les Algériens ne tardèrent pas à s'emparer de la Kasba de Tunis qui tenait pour Mohammed et, alors, devenus complètement maîtres de la ville, ils la livrèrent à un épouvantable pillage qui dura plusieurs semaines. Les étrangers et les consulats n'échappèrent point aux exactions ni aux brutalités de cette soldatesque effrénée ; les Turcs d'Alger avaient déjà mis le siège devant le Bardo, et pensaient bien s'en rendre prochainement maîtres, lorsqu'Ali revint du Sud, à la tête de nombreux contingents, et réussit à chasser les Algériens.

Le Bey de Constantine consentit alors à se retirer, non sans avoir imposé, à Mohammed, le demantèlement des places fortifiées de la frontière algérienne et le versement annuel, au Dey d'Alger, d'un tribut, en argent et en nature.

Un envoyé du Sultan vint, à Tunis, pour régler, avec les représentants des nations européennes, les compensations dues pour le pillage des consulats et les mauvais traitements infligés aux étrangers. Cet envoyé décida que Tunis paierait à Alger les frais de la guerre et sanctionna le lien de vassalité, imposé à la Tunisie et reconnu par le paiement d'un tribut annuel.

1759. — La Tunisie commençait à se remettre des secousses terribles, qu'elle éprouvait depuis si longtemps, lorsque Mohammed Bey mourut subitement (11 février). Il laissait deux enfants en bas âge : Ismaïl et Mahmoud.

Ali Bey (1759-1782). — Le frère cadet de Mohammed Bey se chargea d'exercer le pouvoir, au nom de ses neveux, en s'engageant, solennellement, à leur rendre l'autorité, dès qu'ils seraient en âge de l'exercer. Peut-être, était-il sincère, au moment où il prit cet engagement ; mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'il ne l'exécuta jamais.

La Tunisie n'eut pas, du reste, à s'en plaindre.

Ali Bey avait de grandes qualités personnelles, jointes à un profond amour pour son pays, dont il chercha à cicatriser les blessures, en y faisant régner la paix et la tranquillité.

Dès son arrivée au pouvoir, il confirma tous les traités, antérieurement conclus avec les nations européennes, et il s'attacha à entretenir, avec leurs représentants, des relations amicales.

1763. — Les escadres anglaise et française viennent, tour à tour, à Tunis, en visites de courtoisie, et ces visites sont l'occasion de grandes fêtes.

1764. — Traité avec Venise.

1768. — Des difficultés commencent à s'élever entre le gouvernement français et le gouvernement tunisien.

Le 15 Août, 1768, la Corse, jusqu'alors vassale de la République génoise, devenait terre française, et, en 1769, l'île toute entière, malgré les efforts désespérés de Paoli, était obligée de souscrire au nouvel état de choses. Au moment du changement de régime, Gênes, et par conséquent, la Corse, étaient en guerre avec Tunis, et il arriva que des bateaux de guerre tunisiens, chargés du blocus des côtes de l'île, continuèrent à arrêter des bateaux et à faire prisonniers des équipages corses, quoique naviguant sous pavillon français. Des réclamations furent adressées à Ali Bey, mais celui-ci refusa, prérRemptoirement, d'y faire droit.

1770. — Après bien des hésitations, le gouvernement français se décida à agir et, le 20 Juin, l'amiral de Broves, à la tête d'une escadre, vint mouiller devant La Goulette : il était porteur d'un ultimatum, auquel le Bey refusa de se soumettre. Les opérations militaires commencèrent immédiatement ; au cours du mois d'Août, la flotte bombarda Porto Farina, Bizerte puis, Sousse et Monastir.

Pendant ce temps, un envoyé du Sultan arrivait à Tunis et, au nom de son maître, conseillait au Bey de se montrer moins intransigeant ; celui-ci se laissa persuader, et finit par signer, le 25 Août, un traité dont les clauses principales comportaient :

1° La reconnaissance de la Corse, comme terre française ;

2° La mise en liberté des marins corses, réduits en esclavage ;

3° Le renouvellement du privilège de la pêche du corail ;

4° Le paiement, par la Tunisie, de certaines indemnités à la France, ou, à ses ressortissants.

Dès cette époque, on voit se manifester chez Ali Bey l'intention bien arrêtée de conserver le pouvoir, pour lui d'abord, dans le but de le faire passer, ensuite, entre les mains de ses descendants. Au lieu d'appeler, près de lui, ses neveux, qui commençaient à prendre de l'âge et de les initier à la pratique du gouvernement, il s'applique à les tenir, constamment, à l'écart, tandis qu'il accorde à son fils, Hammouda, une part, chaque jour plus grande, dans la direction des affaires.

Pour lui-même, Ali Bey obtient de la Porte le titre de Pacha.

Il est à remarquer que les Bey de Tunis, aussi bien que les Dey d'Alger, tout en étant très jaloux de leur indépendance, ambitionnaient ce titre, qui, jusqu'à un certain point, comportait la reconnaissance de leur vassalité, par rapport au Sultan. On dirait qu'ils ne voulaient point rompre, complètement, le lien qui les rattachait à la Porte, de manière à pouvoir l'invoquer, un jour, si, par aventure, le besoin s'en faisait sentir.

Dès lors, une ère de paix sans interruption régna sur la Tunisie dont le Bey resta l'ami de la France.

1781. — Un nouveau traité de commerce spécifie de plus grands avantages, pour le commerce français : la Compagnie royale d'Afrique voit son privilège de la pêche du corail, étendu de la côte septentrionale, à toute la côte orientale, jusqu'à la frontière de la Tripolitaine.

Ali Bey, sentant ses forces décliner, confère à son fils, Hammouda, le droit de rendre la justice.

1782. — 26 Mai. Ali Bey meurt, il est remplacé par son fils :

Hammouda (1782-1814). — Celui-ci prend tranquillement possession du pouvoir ; ses deux cousins, Ismaïl et Mahmoud, qu'Ali Bey avait, par le fait, frustrés de l'héritage de leur père, sont les premiers à reconnaître son autorité.

1783. — Des difficultés s'élèvent entre la Tunisie et la République de Venise : elles donnent lieu à des négociations qui traînent en longueur.

Vers la fin de la même année, la guerre est sur le point d'éclater entre le Bey de Constantine et la Tunisie, au sujet de tribus de la frontière. Déjà, les troupes algériennes et

tunisiennes étaient en présence et sur le point d'en venir aux mains, lorsque Salha Ben Mostefa, Bey de Constantine, prit l'initiative d'une dernière tentative de conciliation, qui aboutit à un règlement amiable des questions pendantes.

1784. — Les relations courtoises sont rompues avec la République de Venise. Hammouda fait ses préparatifs de défense.

1er Septembre. Une escadre vénitienne, commandée par l'amiral Emo, apporte un ultimatum qui est repoussé ; une partie de la flotte reste devant Tunis, pour en bloquer la baie, tandis que le reste va bombarder Sousse, sans obtenir de résultat appréciable (Octobre).

1785. — Nouveaux bombardements de Sousse (20 Juillet-4 Août) puis attaque de Sfax (21 Août).

Après ces trois bombardements, aussi inutiles l'un que l'autre, la flotte vénitienne vient attaquer La Goulette, le 30 Octobre.

Après quelques succès partiels, dont il ne sait pas profiter, l'amiral Emo finit par entrer en pourparlers avec Hammouda Bey qui promet de donner satisfaction à Venise, mais à condition que la flotte commencera par prendre le large et que l'amiral reviendra, dans trois semaines, et, seulement, avec deux navires. Confiant dans la parole d'Hammouda, l'amiral met à la voile, le 20 Novembre, pour aller relâcher à Malte.

Mais dès que la flotte fut éloignée, l'attitude d'Hammouda changea complètement ; il éleva des prétentions inadmissibles, et, tout d'abord, exigea, pour reprendre les négociations, le versement préalable de 60.000 sequins (375.000 francs), comme indemnité, pour les dégâts commis par les derniers bombardements. Emo vit qu'il avait été joué et, après avoir rompu tout rapport diplomatique, prépara une nouvelle campagne pour l'année suivante. Pendant ce temps, la peste avait reparu à Tunis et s'était répandue dans tout le pays.

1786. — 18 Mars. L'Escadre vénitienne bombarde Sfax : un plénipotentiaire, vénitien, envoyé à Tunis, échoue complètement dans ses tentatives de négociations. Le bombardement recommence, le 30 Avril, et dure, jusqu'au 4 mai, sans que les dégâts causés soient bien considérables.

24 Juillet. Bombardement de Bizerte.
19 Septembre. Bombardement de Sousse.
Fin 1786. L'amiral Emo meurt subitement à Malte. Sa mort met fin à la période active de la guerre qui se continue par des escarmouches sans importance entre les navires des deux nations.

1787. — Salha, Bey de Constantine réunit une armée pour envahir la Tunisie. Hammouda ne se voyant pas en mesure de lui opposer une résistance efficace, s'adresse au Dey d'Alger, Mohammed Ben Otsmane, qui consent à donner contre ordre à ses troupes, moyennant le paiement d'une forte indemnité au Bey de Constantine.

1791. — Hammouda Bey signe un traité de paix avec l'Espagne.

1792. — Un corsaire turc, Ali Bourghoul, s'empare, par surprise, de Tripoli et en chasse le Pacha Ali Karamanli qui se réfugie à Tunis ; ce même corsaire essaie de s'emparer de l'île de Djerba. Hammouda Bey se décide à sévir contre ce dangereux voisin : il réunit une armée qui, accompagnée du Pacha détrôné, va mettre le siège devant Tripoli. Les habitants de cette ville, fatigués de supporter les exactions et les cruautés du corsaire turc et de ses compagnons, chassent Bourghoul et ouvrent leurs portes à leur ancien Pacha ; celui-ci versa une forte indemnité à Hammouda Bey, en reconnaissance du service rendu.

1795. — A la suite de pirateries commises par des raïs tunisiens, au détriment du commerce français, le gouvernement de la Convention envoie un ultimatum à Hammouda Bey, qui signe, avec le consul général Devoize, le 6 Prairial an III (25 Mai 1795), un traité ratifié plus tard par le Comité de Salut Public. Un article additionnel, signé le 15 Août suivant, réduit à une portée de canon la largeur de la zône maritime territoriale, fixée, auparavant, à trente milles marins (52 km. 560).

1797. — Janvier. Hammouda Bey envoie une ambassade en France afin de consolider les liens d'amitié qui l'attachent à cette puissance.

1798. — Profitant des évènements, qui bouleversaient l'Europe et détournaient l'attention de leurs forfaits, les corsaires redoublent d'audace : les raïs tunisiens envahis-

sent, par surprise, l'île de San Pietro au S.O. de la Sardaigne ; ils y font neuf cents prisonniers qui sont réduits en esclavage.

1799. — Sur l'invitation de la Porte, qui considère l'occupation de l'Egypte, par la France, comme un « casus belli », le Bey de Tunis déclare la guerre à cette dernière puissance. Cependant notre consul et les nationaux français sont pris, par le Bey, sous sa protection directe.

1800. — 7 Août. Signature d'un armistice mettant fin aux hostilités entre la Régence et la France.

1802. — Envoi à Paris d'une ambassade chargée de féliciter le premier Consul de son élection à vie.

1806. — Cependant, Hammouda Bey supportait avec peine l'état de vasselage auquel le traité de 1756 avait réduit le Bey de Tunis à l'égard de son voisin le Dey d'Alger. En 1806, il se décide à secouer ce joug et il refuse d'envoyer le tribut habituel ; de là, rupture avec Alger.

1807. — Les hostilités commencent dès les premiers jours de 1807. L'armée tunisienne, commandée par Slimane Kahia, envahit le beylik de l'Est et remporte sur le Bey Hoceïne, aux portes même de Constantine, une victoire complète qui lui assure la possession du plateau de Mansoura (1) ; Hoceïne Bey prend la fuite, abandonnant sa capitale. On met le siège devant la ville qui se défend avec la plus grande vigueur. Cette résistance donne à l'armée, partie d'Alger, le temps d'accourir à son secours. Slimane Kahia, après avoir en vain essayé de tenir tête à ce nouvel ennemi, se décide à lever le siège ; la retraite commencée, en bon ordre, ne tarde pas à dégénérer en une véritable déroute.

Cependant, Hammouda Bey rassemblait une deuxième armée ; celle-ci se porta vers l'Ouest pour arrêter l'armée algérienne qui avait déjà franchi la frontière. Leur rencontre eut lieu sur les bords de l'Oued-Serrate ; l'armée algérienne fut complètement battue et dut, à son tour, battre en retraite.

1808. — Au printemps de 1808, une nouvelle armée algérienne devait, à nouveau, envahir la Tunisie ; mais elle

(1) Mansoura plateau situé à environ 1.500m S.-E. des murs de Constantine.

est arrêtée par l'assassinat d'Ali, Bey de Constantine, et la révolte de Ahmed Chaouch. Enfin le Dey d'Alger, Ahmed, fatigué de cette lutte, qui ne lui amène que des déboires, se décide à signer un traité de paix (Novembre 1808).

1811. — Le Dey d'Alger El Hadj Ali reprend les hostilités contre Tunis : il prépare une armée d'invasion, mais il est détourné de l'exécution de ses projets par des difficultés intérieures. Cependant, la flotte tunisienne est attaquée par la flotte algérienne dans les eaux de Sousse ; le vaisseau amiral tunisien est pris et ramené triomphalement à Alger (Mai).

A la fin de cette année 1811, une révolte des Yoldach éclate, tout à coup, qui aurait pu avoir les plus graves conséquences, si Hammouda Bey, prévenu à temps, n'avait pris les mesures nécessaires, pour en venir à bout.

Les Yoldach mécontents de voir le pouvoir demeurer héréditaire dans une famille qui concentrait toute l'autorité entre ses mains, ce qui les privait des nombreux bénéfices qu'ils retiraient, autrefois, des élections des Dey, résolurent de mettre un terme à cet état de choses si préjudiciable à leurs intérêts, en assassinant le Bey au moment où il sortirait, pour aller à la mosquée, le vendredi 30 Août.

Hammouda prévenu à temps ne sortit point du Bardo, ce jour là : les conjurés, pensant qu'ils étaient découverts, jetèrent le masque et, le soir même, se mirent en révolte, commençant leur révolution par le pillage des magasins juifs des Souk ; puis ils s'emparèrent de la Kasba dont la garnison, complice, leur ouvrit les portes : à l'abri dans cette forteresse, ils élurent un nouveau Dey.

Le 31 ,des troupes fidèles, envoyées du Bardo, relevèrent le courage des Tunisiens frappés de stupeur par la soudaineté et la violence de l'émeute ; les habitants de la ville se joignirent à ces troupes pour établir un blocus rigoureux de la Kasba, qui tenait la ville sous le feu de ses canons. Il fallut faire appel à l'artillerie des forts pour tenir tête à la canonnade que les insurgés dirigeaient, un peu au hasard, de tous côtés.

Grâce à une batterie, improvisée dans la nuit du 31 Août au 1er Septembre, et servie par des canonniers français, de passage à Tunis, et mis à la disposition du Bey, par notre consul M. Devoize, une brèche put être faite dans les murs

de la citadelle. Aussitôt, la moitié des insurgés prit la fuite; l'autre moitié se rendit. Le sort des uns et des autres fut le même, les seconds furent décapités, immédiatement après leur reddition, les premiers, au fur et à mesure que la cavalerie envoyée à leur poursuite parvint à les atteindre.

1812. — Cependant, le Dey d'Alger, El Hadj Ali, n'avait point oublié son ressentiment contre le Bey de Tunis et, au mois d'Août, il envoya, devant Tunis, la flotte algérienne pour exiger le paiement du tribut spécifié par le traité de 1756. Hammouda Bey consentit quelques concessions et se résigna à envoyer, à Alger, un bateau chargé d'huile; mais, pour pallier l'humiliation subie, il exigea que cette huile fût employée à l'entretien des lampes des mosquées.

A la fin de l'année, de nouvelles difficultés rendirent la guerre inévitable.

1813. — Les batteries de La Goulette canonnent la flotte algérienne, qui est venue faire une démonstration devant ce port, et la forcent à reprendre le large.

L'armée tunisienne, massée sur la frontière d'Algérie, envahit le Beylik de Constantine ; mais, se heurtant à des forces très supérieures en nombre, elle se voit obligée de battre en retraite, poursuivie par l'armée algérienne qui vient mettre le siège devant Le Kef. Cette place résiste vigoureusement et l'armée algérienne se voit, à son tour, dans le nécessité de lever le siège et de repasser la frontière.

1814. — 15 Septembre. Hammouda Bey meurt subitement, il a pour successeur son frère :

Otsmane (1814-1814). — Celui-ci monte sur le trône sans rencontrer d'opposition, mais, dans la nuit du 20 au 21 Décembre, il est assassiné par ordre de son neveu Mahmoud, fils aîné de Mohammed Bey (1756-1765). Les deux fils d'Otsmane furent mis à mort le même jour ; ainsi disparut la race cadette qui, pendant soixante-cinq ans, dans la personne de Ali Bey et de son fils Hammouda Bey, avait présidé, non sans éclat, aux destinées de la Tunisie.

Mahmoud Bey (1813-1824). — Ce nouveau Bey témoigna, pendant tout son règne, ses sympathies pour la France.

1815. — Vers le milieu de cette année, Mahmoud Bey reçoit du Dey d'Alger, Omar Agha, un ultimatum énumérant entre autres exigences :

1° Reconnaissance de la suzeraineté du Dey d'Alger ;

2° Paiement exact des redevances stipulées antérieurement ;

3° Versement immédiat des échéances arriérées ;

4° Démantèlement des murs de Le Kef.

Le souverain tunisien refuse d'examiner ces revendications ; c'était certainement la guerre à brève échéance.

A ce moment, la flotte tunisienne était prête à prendre la mer ; on penserait que le Bey aurait dû l'envoyer faire une démonstration, soit devant Alger, soit sur un point quelconque de la côte algérienne. Loin de là, il la met sous les ordres de Mostefa Raïs et il l'envoie opérer sur les côtes d'Italie et de Sardaigne, où, au mois d'Octobre, elle envahit l'île Saint Antioche, située au S.O. de la Sardaigne. Elle y pert 150 hommes, mais y fait 158 captifs, dont la fille du commandant de l'île, tué au cours du combat. On se demande à quelle idée pouvait obéir Mahmoud Bey, en faisant commettre pareil attentat, qui devait lui mettre à dos toutes les puissances de l'Europe, et cela, au moment précis, où il pouvait avoir besoin de toutes ses forces, pour tenir tête au Dey d'Alger.

1816. — 12 Avril. Lord Exmouth, à la tête d'une flotte anglaise, vient notifier, à Mahmoud Bey, les décisions du Congrès de Vienne. Après avoir refusé d'y souscrire, le Bey cède devant les préparatifs de bombardement de La Goulette : il rend les captifs originaires du royaume de Naples et de la Sardaigne et il s'engage à abolir l'esclavage des Chrétiens dans ses états (23 Avril).

Le 2 Mai, les Yoldach, irrités par les conditions de ce traité, se soulèvent ; les troupes fidèles les chassent de Tunis; les insurgés se réfugient à La Goulette, où ils donnent la liberté aux forçats du bagne. Puis pour éviter le châtiment, ils s'embarquent sur les bateaux qu'ils trouvent dans le port, mais ils sont activement poursuivis par la flotte de guerre, qui parvient à les faire prisonniers. Presque tous paient, de leur vie, cette tentative d'insurrection.

La Porte envoie, à Mahmoud Bey, le caftan d'honneur, marque de distinction, comportant une espèce d'investiture ; le fils aîné de Mohammed Bey, Hoceïne est reconnu

comme hérifier présomptif et son second fils Mostefa comme Bey du camp.

Novembre. Le chevalier de Pinto vient à la tête d'une escadre, et signe, avec le Bey, un traité de paix et d'alliance, au nom du Portugal.

1817. — Avril. L'amiral hollandais, Van Capellen, vient faire une visite de courtoisie.

Juillet. Une frégate anglaise vient notifier, aux corsaires tunisiens, défense de paraître dans l'Atlantique.

Novembre. Mahmoud Bey, voyant croître tous les jours les exigences des puissances européennes, pensa qu'il y avait urgence, pour les puissances barbaresques, à se grouper pour défendre leurs intérêts communs. Le Dey d'Alger, Ali Koudja, se trouva avoir fait le même raisonnement : il signa, avec Mahmoud Bey, un traité posant en principe l'égalité des droits des deux Régences ; de plus, il était convenu que le Bey de Constantine ne serait considéré, à l'avenir, que comme un agent du Dey d'Alger, et ne pourrait rien entreprendre sans l'assentiment de ce dernier.

1819. — Juillet. L'amiral Van Braam notifie au Bey de Tunis qu'à l'avenir, les Pays-Bas, tout en désirant conserver de bonnes relations avec la Régence, refusent de payer la redevance annuelle.

Septembre. Les escadres réunies de France et d'Angleterre viennent notifier les décisions du Congrès d'Aix-la-Chapelle, prononçant l'interdiction de la course et la suppression de l'esclavage. Le Bey se voit dans la nécessité d'y donner son acquiescement.

1820. — A la suite d'incidents de frontière et de conflits entre raïs algériens et tunisiens, la situation était devenue très tendue entre les deux Régences ; d'un côté et de l'autre, on se préparait activement à la guerre, lorsqu'arriva un envoyé extraordinaire du Sultan, proposant la médiation de son maître, poussé, lui-même, par un besoin urgent de grouper, en un seul faisceau, toutes les forces de l'Islamisme, dans le but de faire face aux dangers qui le menaçaient.

1821. — Cette intervention du Sultan réussit à calmer les esprits et amena les deux Régences à signer un traité de paix définitif (14 Mars).

Octobre. La flotte tunisienne, composée de 3 corvettes,

2 bricks, 2 goëlettes et 1 canonnière, requise par le Sultan, met à la voile pour Constantinople, dant le but d'aller prendre part à la guerre sainte.

1823. — Par suite de l'état de guerre qui régnait entre la Turquie et la Grèce, dans le bassin oriental de la Méditerranée, entre la France et l'Espagne, dans le bassin occidental, l'activité des corsaires s'accroît de plus en plus et cause les plus grands dommages au commerce européen.

La bombarde française « Alexandre », prise par des corsaires espagnols, est amenée à Tunis et y est vendue malgré les protestations de notre consul. Un peu plus tard, un conflit s'élève entre le Bey et le consul d'Angleterre, au sujet de deux jeunes Grecques achetées commes esclaves et amenées à Tunis pour y être vendues. Mahmoud Bey, malgré les réclamations du consul britannique, les fait saisir à bord.

Le 26 Décembre, une escadre anglaise, sous les ordres du commodore Hamilton, paraît devant La Goulette et demande des réparations qui lui sont immédiatement accordées.

1824. — 15 Janvier. M. Ghis, nouveau consul de France, arrive à bord d'une escadre commandée par l'amiral Drouault, le Bey accorde immédiatement les satisfactions demandées pour l'affaire de l' « Alexandre » : la convention préliminaire, arrêtée le 20 Janvier, est ratifiée le 15 Décembre.

28 Mars. Mort de Mahmoud Bey. Il est remplacé par son fils :

Hoceïne Bey (1824-1835). — Vers la fin de cette année, une compagnie anglaise obtient du Bey la concession de la pêche du corail sur la côte de Tabarka, à des conditions passablement onéreuses. Eu égard aux droits antérieurs de la France, sur la pêche dans ces parages, le Bey propose la préférence, à conditions égales, à la France, mais notre consul refuse.

1825. — Un envoyé extraordinaire de la Porte vient apporter le Caftan d'honneur et le firman d'investiture à Hoceïne Bey. On voit que la Porte cherche, par l'observation soigneuse de cette formalité puérile, à maintenir le frêle lien de suzeraineté qui la relie à la Tunisie.

1826. — Dans l'acte de la concession accordée à la compagnie anglaise, Hoceïne Bey avait commis une erreur, fortuite ou volontaire, en étendant le périmètre du droit de pêche du corail, jusqu'à La Calle, que sa situation géographique place en dehors des limites de la Tunisie ; notre consul formule, contre cette délimitation erronée, une protestation qui entraîne la résiliation de la concession.

1827. — La guerre est sur le point d'éclater, entre la Tunisie et l'Espagne, qui rappelle son consul ; mais l'affaire finit par s'arranger à l'amiable.

Au mois de Juin, on apprend la rupture de la France avec Alger et le blocus des côtes algériennes par la flotte française. Hoceïne Bey témoigne sa satisfaction de la tournure que prennent les évènements et résiste à toutes les tentatives que fait le Dey d'Alger, pour l'amener à faire cause commune avec lui.

Cependant, à la même époque, Hoceïne Bey se trouvait aux prises avec de réelles difficultés financières. Il sut envisager froidement la situation et prendre les dispositions nécessaires pour rétablir l'équilibre dans son budget : il supprima, entre autres, un grand nombre de sinécures dont les titulaires, généralement des Turcs, coûtaient fort cher au trésor beylical. Naturellement, ces réformes amenèrent un certain mécontentement qui se manifesta sous forme d'un complot, ayant pour but l'assassinat du Bey et le changement de la forme du gouvernement.

Le consul français, informé de ce qui se tramait, prévint le Dey qui put prendre les dispositions nécessaires pour protéger sa vie et déjouer les plans des conjurés.

1830. — Quand on apprit, à Tunis, les préparatifs faits en France pour infliger au Dey d'Alger la leçon que méritait son insolence, les Musulmans fanatiques créèrent une certaine agitation, pour forcer le Dey à prendre part à la guerre sainte, contre les Infidèles. Mais Hoceïne résista à toutes les pressions.

Peut être, la disparition du Dey d'Alger flattait-elle ses ambitions secrètes. Certains ont prétendu qu'il aurait été heureux de devenir Roi de l'Afrique du Nord, sous le protectorat de la France.

Toujours est-il que, aussitôt après la prise d'Alger, le Bey envoya une ambassade à M. de Bourmont pour le féliciter de ses rapides succès.

PERIODE TURQUE. — MAROC. CHERIF

LES CHERIF

L'origine des familles chérifiennes qui ont régné, depuis 1550, sur le Maroc, est assez obscure ; il en est de même des évènements qui les amenèrent à prendre le pouvoir.

Au point de vue de leur origine, voici ce qu'on raconte :

Vers la fin du XII siècle, des Cherif (1) originaires de La Mekke se laissèrent entraîner par des pélerins, venus de l'Occident, dans le pays du Maghreb-El-Acsa, où ils se fixèrent, les uns, dans la vallée de l'Oued-Draa, les autres, dans la vallée de l'Oued Siz (connue sous le nom de Tafilet, Tafilelt, ou Tafilalet), aux environs de Sidjelmassa.

Dès le milieu du XVI[e] siècle, les premiers succédèrent aux Sultans mérinites, comme souverains du Maroc ; ils sont connus, dans l'histoire, sous le nom de Cherif Saadiens.

Vers le milieu du XVII[e] siècle, les seconds succédèrent aux premiers dont la race s'était éteinte ; ils sont connus dans l'histoire sous le nom de Cherif Hassani (2), ou Cherif Filaliens (3). Ces derniers ont été la souche des Cherif actuels, souverains nominaux de l'immense région que les géographes et les diplomates persistent contre toute évidence, à regarder comme soumise à une autorité régulière et qu'on appelle empire du Maroc.

En ce qui concerne l'avènement au pouvoir des Cherif saadiens, nous allons exposer les faits tels qu'ils sont racontés par trois historiens différents : Piquet (les Civilisations de l'Afrique du Nord, pages 222 et suivantes) ; Hœfer (l'Univers, empire du Maroc, p. 352 et suivantes); et Mercier (Histoire de l'Afrique Septentrionale, Tome III, p. 68 et suivantes).

---

(1) On désigne sous le nom de cherif (pl. cherfa) seigneur, les descendants d'Ali, gendre du prophète dont il avait épousé la fille Fatima. Pour nous conformer à l'habitude, nous écrirons au pluriel : cherif, au lieu de cherfa.

(2) Hassani, du nom de leur ancêtre Hassane Ben Kacem.

(3) Filalien, adjectif signifiant : originaire du Tafilet.

Nous pensons que le récit de Mercier, est le meilleur ; il est le plus complet et s'appuie sur des dates ; nous avons cru cependant devoir donner les trois versions afin que le lecteur puisse juger de l'obscurité qui règne, dans certaines parties de l'histoire des pays barbaresques.

Voici les faits tels qu'ils sont présentés par Piquet :

Dans les premières années du XVIe siècle, un des Cherif résidant dans la vallée de l'Oued-Draa, fit le pélerinage de La Mekke, et, à son retour, prit le surnom de « El Kaïm Bi Amer Allah » (celui qui se lève par ordre de Dieu). Ce Cherif, grâce à ses vertus, à son ascétisme et à son exactitude à remplir toutes les prescriptions religieuses du Coran, prit un grand ascendant sur les tribus de l'Oued-Draa et du Sud Marocain.

Vers cette époque, les habitants du Souss (1), molestés par les Portugais, qui occupaient, à ce moment, les côtes de l'Atlantique, lui demandèrent de se mettre à leur tête pour combattre les Infidèles.

Telle fut l'origine de la dynastie des Cherif, origine en tous points semblable à celles des autres familles, qui ont, auparavant, régné sur le Maroc.

Son fils Mohammed El Mehdi lui succéda ; il entreprit la conquête du Maroc, prit Fez, puis, il imposa son autorité à certains pays situés en dehors des limites de l'empire actuel.

D'après Hœfer, l'influence prise par cette famille serait due à la politique et à l'intrigue, plutôt qu'à la pratique scrupuleuse des principes du Coran. Voici ce qu'il raconte à ce sujet :

Un Cherif nommé Mohammed Ben Achmet, tout en affectant un grand zèle religieux, nourrissait les plus vastes ambitions : il avait trois fils : Abd El Kebir, Mohammed et Ahmed. Ces trois frères, initiés aux projets de leur père, commencèrent par faire le pélerinage de La Mekke ; à leur retour, ils se livrèrent à de sérieuses études, et ils ne tardèrent pas à acquérir la réputation de grands docteurs,

(1) La province du Souss, région située au Sud du Maroc, sur le bord de l'Atlantique, entre l'Anti-Atlas au Sud et le grand Atlas au Nord. Cette région est traversée de l'Est à l'Ouest par l'Oued-Souss qui lui donne son nom : elle a pour villes principales : Taroudant, sa capitale, sur l'Oued-Souss, Agadir Arbalou et Aglou, ports sur l'Atlantique.

dans toutes les sciences religieuses et profanes. Le bruit de leur renommée parvint jusqu'aux oreilles du Sultan Mehemet El Oatas qui régnait alors à Fez. Ce prince fit venir à sa cour le second des frères, Mohammed, qu'il donna comme précepteur à ses enfants. Ce Mohammed sut gagner la faveur du Sultan, non seulement, pour lui, mais aussi pour ses frères, dont l'un obtint le commandement de l'armée et l'autre le gouvernement de riches provinces. Se voyant maîtres de la situation, les trois frères jetèrent le masque et levèrent l'étendard de l'insurrection.

En vain, Mehemed El Oatas voulut leur résister, ses armées furent battues et sa capitale, Fez, son dernier refuge, se vit obligée de capituler, après un siège qui dura deux ans. (1550).

Mercier raconte ces évènements d'une façon toute différente dont voici le résumé.

Au commencement du XVI[e] siècle, les Cherif de l'Oued-Draa avaient comme chef Abou Abd Allah Mohammed, surnommé El Kaïm Bi Amer Allah. Il avait deux fils Abou El Abbas El Aredj et Abou Abd Allah Mohammed Chikr El Mehdi.

Vers 1511, les populations du Souss étaient affreusement pressurées par les Portugais qui, à ce moment, occupaient une grande partie de la côte occidentale du Maroc avec les ports d'Azzemour, Mazagan, Safi, Agadir (1) etc. et, à l'intérieur du pays, la province de Doukkala, et une partie de celle du Souss. Ces populations prièrent El Kaïm de se mettre à leur tête pour organiser la résistance contre les oppresseurs. Le Cherif accepta cette mission et commença les hostilités en s'en prenant d'abord aux tribus musulmanes alliées ou soumises aux Portugais. Il leur infligea de nombreuses et sanglantes défaites ; il attaqua ensuite les Portugais, sur lesquels il remporta de sérieux avantages.

1512. — A la suite de dissentiments avec les chefs de certaines tribus, El Kaïm se retire de la lutte : il conseille à ses partisans de prendre pour chef, son fils aîné Abou El Abbas El Aredj. Ce nouveau Cherif prend pour but la con-

(1) Agadir désignée aussi sous le nom de Santa-Cruz du cap d'Aguer. Ne pas confondre avec Santa-Cruz de Mar Pequena, actuellement Ifni.

quête d'Azzemour et de Safi, mais il trouve, dans le gouverneur de Safi, Fernandez d'Altaïde, et dans celui d'Azzemour, Pedro de Souça, des adversaires valeureux qui lui disputent vaillamment le terrain.

1514. — Sur les instances des gens du Haha et du Chiadma, El Kaïm consent à reprendre la direction de leurs affaires. Il part pour le Chiadma avec son fils aîné Abou El Abbas, laissant derrière lui son second fils Mohammed El Mehdi pour administrer la province du Souss.

1515. — Mohammed s'installe à Taroudant qui devient sa capitale.

1516. — El Kaïm meurt. Ses deux fils commencent par vivre en bonne intelligence, continuant les hostilités contre les Portugais ; ceux-ci subissent de nombreux échecs, au cours desquels le vaillant Fernandez d'Altaïde est tué.

1519. — Abou El Abbas s'empare de Marrakech.

1520. — Le Sultan de Fez, inquiet des progrès faits par le Cherif, se décide à marcher contre lui : Abou El Abbas se retire dans Marrakech que Moulaï Mohammed (nommé par d'autres Mehemed Oatas) vient assiéger. Malgré les secours amenés par Mohammed El Mehdi, la ville allait être prise, après un siège qui dura de longs mois, lorsque Moulaï Mohammed se vit obligé de rentrer à Fez où une révolution avait éclaté.

Les deux Cherif se mirent à sa poursuite et lui infligèrent de grandes pertes; à leur retour, les deux frères dirigèrent une expédition contre Safi.

1522. — Les Espagnols se laissent enlever le Peñon de Velez.

1523. — Le Sultan Moulaï Mohammed entreprend une nouvelle expédition contre les deux Cherif qui, entre temps, ont étendu leur influence jusqu'à Tadla. Cette campagne se termine sans que la victoire se déclare, pour aucun des deux partis

1534. — Le port de Rassaça (1) est livré aux Riffains, par la garnison espagnole, qui révoltée contre son commandant, l'avait assassiné.

---

(1) Rassaça, petite ville maritime, à l'Ouest du Cap de Tres Forcas.

1536. — Le successeur de Moulaï Mohammed tente de nouveau le sort des armes. Les Cherif le battent sur les bords de l'Oued El Abid (1). Un traité intervient qui reconnaît l'autorité des Cherif sur toute la partie Sud du Maroc, jusques et y compris la province de Tadla : le Sultan mérinite ne conserve le pouvoir que sur la partie septentrionale et orientale du pays.

Mohammed El Medhi vient mettre le siège devant Agadir dont il chasse les Portugais.

1537. — Abou El Abbas tente de faire assassiner Mohammed El Mehdi. La lutte commence entre les deux frères.

1539. — Mohammed El Mehdi met le siège devant Safi. Il est obligé de le lever au bout de six mois. Malgré cette retraite, les Portugais évacuent ce port, après en avoir démantelé les fortifications.

1540. — Cependant, la guerre n'avait pas cessé entre les deux frères. Au cours d'une expédition, Abou El Abbas tombe aux mains de son frère cadet : celui-ci montre une très grande modération à l'égard de son frère aîné, qu'il se contente d'interner à Taroudant. Au bout de quelque temps, Mohammed El Mehdi conclut, avec son prisonnier, une convention, aux termes de laquelle, Abou El Abbas exercerait la souveraineté sur tout le pays compris entre le Tafilet et le Tadla, avec Marrakech comme capitale, tandis que Mohammed resterait souverain des provinces du Souss et de l'Oued-Draa, avec Taroudant comme capitale.

1543. — Cette paix ne devait être que provisoire : Abou El Abbas était trop ambitieux pour admettre comme définitif le partage de l'autorité avec son frère. Il se prépara secrètement à la guerre, mais Mohammed El Mehdi sut déjouer ses perfides desseins, en prenant l'initiative des hostilités. Les deux armées se rencontrèrent, le 19 Août 1543, et Abou El Abbas vaincu dut prendre la fuite. Le lendemain Marrakech tombait aux mains du vainqueur, qui y faisait son entrée solennelle, le 27 Août.

Abou El Abbas implora vainement l'appui du Sultan mérinite de Fez, qui refusa d'intervenir entre les deux frères. Enfin, en 1544, Abou El Abbas, à bout de ressources, se vit

---

(1) Oued-El-Abid, affluent de gauche de l'Oum-Er-Rebia.

obligé d'accepter les conditions que lui imposa Mohammed El Mehdi et au nombre desquelles se trouvait la résidence forcée au Táfilet.

1545. — Aussitôt après avoir été débarrassé des inquiétudes que pouvait lui causer sa lutte contre son frère, l'ambitieux Mohammed El Mehdi tourna ses vues du côté de Fez et il se mit à organiser une solide armée pour venir à bout du Sultan mérinite. Ce dernier, nommé Ahmed, se porta résolument à la rencontre du Cherif. Les deux armées en vinrent aux mains dans la vallée de l'Oued-El-Abid, à un endroit nommé Fechtala.

Le Sultan vaincu, blessé et fait prisonnier finit par consentir à l'abandon de Meknez, pour recouvrer sa liberté. Mohammed El Mehdi prit prétexte d'aller reconduire son royal prisonnier, pour s'approcher de Fez, à la tête d'une escorte considérable. Très probablement espérait-il s'en emparer, par surprise, mais cette ville avait alors pour gouverneur un homme courageux et énergique, beau frère du Sultan Ahmed et nommé Abou Hassoun, qui sut déjouer toutes les combinaisons perfides du Cherif.

1547. — Celui-ci, voyant qu'il ne pouvait atteindre le but de ses plus chères ambitions, se décida à rentrer à Marrakech en y ramenant son prisonnier.

1548. — Mohammed El Mehdi envahit le Nord du Maghreb et, avec l'appui des Arabes du R'arb, il s'avance jusque sous les murs de Fez.

1549. — Au mois d'Août, le Sultan Ahmed finit par obtenir sa liberté et signe, avec le Cherif, une trève de cinq ans. Cependant, au mois de Septembre, le Cherif rentre en campagne et, à la tête d'une armée de 30.000 hommes, vient mettre le siège devant Fez, vaillamment défendue par Abou Hassoun.

1550. — 15 Février. Fez est obligée de capituler : l'ambitieux Cherif étant arrivé à son but, s'applique, dès lors, à organiser son empire, puis à étendre son influence au dehors.

C'est de cette date, 1550, que nous ferons commencer le règne de la dynastie des Cherif Saadiens.

Généalogie des Chérif Saadiens (1550-1659)

<table>
<tr><td colspan="7">Abou Abd Allah Mohammed (El Kaïm Bi Amer Allah)</td></tr>
<tr><td colspan="7">I. Abou Abd Allah Mohammed Cheikh El Mehdi
1550-1557</td></tr>
<tr><td>II. M. Abdallah (Er Raleb Bi Amer Allah)
1557-1573</td><td>IV. Moulaï Abd El Melek
1576-1578</td><td colspan="5">V. Moulaï Abou El Abbas Ahmed (El Mansour — El Dehbi)
1758-1603</td></tr>
<tr><td>III. Abou Abd Allah Mohammed
1573-1576</td><td></td><td>VI bis. Mohammed Cheikh El Mamoun
1604-1612</td><td colspan="4">VI. Zidane
à Marrakech
1612-1627</td></tr>
<tr><td></td><td></td><td>VII bis. Abd El Melek Ben El Mamoun
1624-1627</td><td>VIII bis. Abou El Abbas Ahmed Ben Zidane
1627-1628</td><td>VII. Abd El Melek Ben Zidane
1627-1631</td><td>VIII. El Oualid
1631-1636</td><td>IX. Mohammed Cheikh
1636-1654</td></tr>
<tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td>X. Moulaï Ahmed El Abbas
1654-1659</td></tr>
</table>

Les nos bis se rapportent aux Cherif Saadiens qui ont régné à Fez pendant qu'une autre branche exerce le pouvoir à Marrakech. De 1612 à 1624 la plus profonde anarchie règne dans le Nord du Maroc.

PERIODE TURQUE. — MAROC. CHERIF SAADIENS

Chronologie des Cherif Saadiens (1550-1659)

Abou Abd Allah Mohammed Cheikh El Mehdi	1550-1557
Moulaï Abd Allah........................	1557-1573
Moulaï Abou Abd Allah Mohammed........	1573-1576
Moulaï Abd El Melek.....................	1576-1578
Moulaï Abou El Abbas Ahmed (El Mansour)	1578-1603
Lutte entre les fils d'El Mansour.........	1603-1612
Zidane	1612-1627
Abd El Melek Ben Zidane................	1627-1631
El Oualid	1631-1636
Mohammed Cheikh	1636-1654
Moulaï Ahmed El Abbas..................	1654-1659

Mohammed El Mehdi (1550-1557). — Dès son accession incontestée au trône de Fez, le Cherif est sollicité d'intervenir dans les affaires algériennes : à ce moment, plusieurs compétiteurs se disputaient la possession du royaume de Tlemcen et chacun d'eux, pour faire valoir ses prétentions, recherchait l'appui moral et même les secours matériels des puissances voisines. Les Turcs d'Alger et les Espagnols d'Oran étaient intervenus, mais sans pouvoir mettre un terme aux luttes qui désolaient l'ancienne capitale des Abd El Ouadites.

Quoique, dans le Maroc même, il y eût beaucoup à faire et que plusieurs fils de Mohammed El Mehdi, à la tête de forces considérables, fussent occupés à réduire à l'obéissance, les villes du littoral et de nombreuses tribus refusant de reconnaître le nouvel état de choses, le nouveau Sultan n'hésita pas à se jeter dans la mêlée.

1551. — Au mois de Mars, le Cherif Mohammed El Mehdi confia, à son fils Mohammed El Harrane, une armée comptant 21.000 cavaliers et 10.000 fantassins, dont un corps de 5.000 renégats, armés de mousquets, avec mission de se rendre maître du royaume de Tlemcen. Le 10 Juin, cette

armée entrait dans Tlemcen sans coup férir ; de là, elle se répandait dans la province d'Oran qu'elle soumettait, jusqu'à la vallée du Cheliff.

Cependant, Mohammed El Harrane tombait malade et rentrait à Fez, où il mourait.

Il avait laissé le commandement à un agha qui, probablement, n'avait point ses capacités militaires et ne possédait point son prestige. Celui-ci attaqué par l'armée algérienne, commandée par Hacene Pacha, fut battu et périt dans la mêlée ; ce désastre découvrait complètement la place de Tlemcen. Mohammed El Mehdi reconstitue immédiatement une nouvelle armée qu'il place sous les ordres de ses fils Moulaï Abd El Kader, Moulaï Abd Allah et Moulaï Abd Er Rahmane.

1552. — Vers le milieu du mois de Janvier, les deux armées, algérienne et marocaine, se rencontrent sous les murs de Tlemcen : l'armement supérieur des Turcs leur assure la victoire. Moulaï Abd El Kader est tué ; son frère Moulaï Abd Allah prend le commandement et bat péniblement en retraite, jusqu'à la Moulouya.

1553. — Pendant les deux années précédentes, le Cherif n'était point resté inactif, il avait guerroyé constamment pour réduire à l'obéissance les tribus montagnardes. Il était occupé à réprimer une rébellion des Berbères de l'Atlas des environs de Taroudant, lorsqu'il apprit que Salah Raïs, le Pacha d'Alger, se disposait à marcher sur sa capitale.

Immédiatement, il rentre à Fez et, dès qu'il a réuni des forces suffisantes, il se porte au devant de l'ennemi, jusqu'à Taza, où il établit son quartier général.

Au commencement de Décembre, l'armée marocaine vaincue bat en retraite sur Fez.

1554. — Dans les premiers jours de Janvier, sous les murs de Fez, l'armée algérienne livre à l'armée chérifienne plusieurs batailles qui lui assurent la possession de la capitale. Le 7 Janvier, Salah Raïs entre triomphalement dans Fez ; il remplace le Cherif Mohammed El Mehdi par le Sultan, Abou Hassoun, celui-là même qui avait si vigoureusement défendu Fez, en 1550.

Pour satisfaire la cupidité de ses alliés, le nouveau souverain est obligé de laisser piller Fez, par les troupes tur-

ques, et de payer au Pacha d'Alger la somme de 400.000 mithkal d'or (environ 5.000.000 de francs).

Enfin, au mois de Mai, Salah Raïs se retirait laissant à Abou Hassoun le soin de conquérir son empire.

En passant à Tlemcen, Salah détrône Moulaï Hassane, le dernier représentant de la dynastie abd el ouadite et déclare le royaume de Tlemcen province turque : par suite de cette annexion, la Régence d'Alger devenait voisine immédiate du Maroc.

Abou Hassoun, aussitôt après le départ des Algériens, se met à la poursuite de Mohammed El Mehdi qui avait gagné le Tafilet, pour y rassembler une nouvelle armée. Les deux adversaires ne tardent pas à se rejoindre ; le 1er Août, la bataille s'engage et déjà la victoire semble se déclarer en faveur de Abou Hassoun, lorsque celui-ci est assassiné, en plein champ de bataille, frappé d'un coup de lance, dans le dos, par un traître qui, prétendant avoir déserté la cause du Cherif, avait réussi à se faire enrôler dans l'armée du Sultan.

Sans perdre de temps, Mohammed El Mehdi se précipite vers Fez, où il reste juste le temps nécessaire pour exercer les plus cruelles vengeances, contre tous ceux qu'il soupçonne de n'avoir pas été suffisamment fidèles à sa cause, puis il retourne rapidement dans le Sud où l'insurrection sévissait partout, mais, principalement, dans les montagnes des environs de Marrakech.

Les fils d'Abou Hassoun qui, après la mort de leur père, s'étaient embarqués à Larache, pour se réfugier en Espagne, périrent dans le naufrage du bateau qui les conduisait en exil. Ainsi disparurent, misérablement, les derniers représentants de la dynastie mérinite.

1555-1556. — Mohammed El Mehdi passe ces deux années à soumettre et à pacifier l'intérieur de son empire.

En 1556, Salah Raïs mourait à Alger et sa mort était suivie d'une période d'anarchie, mettant la Régence à la merci de ses ennemis. Le Cherif crut trouver, dans ces circonstances, l'occasion favorable pour se venger de l'humiliation subie en 1552, et il organisa une nouvelle expédition, dans le but de s'emparer de Tlemcen.

1557. — L'armée chérifienne se présente devant Tlemcen, au mois de Juin, et s'empare de la ville ; la garnison turque se réfugie dans le Mechouar.

A partir de ce moment, les historiens ne sont plus d'accord : les uns prétendent que les Marocains se retirèrent laissant, devant le Mechouar, le nombre d'hommes strictement suffisant pour en assurer le blocus ; les autres, au contraire, disent qu'Hacene Pacha, pour la seconde fois gouverneur d'Alger, accourut au secours de Tlemcen, força l'armée marocaine à lever le siège et qu'il la poursuivit jusque sous les murs de Fez, où fut livrée une bataille indécise ; ils ajoutent que, à ce moment, une armée espagnole sortit d'Oran avec l'intention de couper la retraite aux Algériens, et qu'alors, Hacene se vit obligé de regagner précipitamment la côte, où sa flotte était venue l'attendre et sur laquelle il s'embarqua, lui et ses troupes pour rentrer à Alger (1).

En tout cas, cette campagne aurait duré très peu de temps, car nous savons que Hacene Pacha arriva à Alger au mois de Juin et que, au mois de Septembre suivant, Mohammed El Mehdi mourait assassiné, pendant une expédition qu'il conduisait, lui-même, contre les montagnards du Deren (2).

On prétend que, Hacene Pacha, désespérant de venir facilement à bout du Cherif, avait soudoyé un nommé Salha Kahia, pour assassiner Mohammed El Mehdi, et que cet Algérien avait réussi à se faire admettre dans l'armée chérifienne, en se présentant comme déserteur de l'armée du Pacha. Ainsi, le Cherif serait mort victime d'une trahison, en tous points, semblable à celle que lui-même avait organisée pour se débarrasser de son rival, Abou Hassoun.

Ce Cherif Mohammed El Mehdi, fondateur de la dynas-

---

(1) Sur la foi d'une date, donnée par un auteur arabe, certains historiens ont attribué la date de 1558, à l'expédition du Pacha Hacene. Nous croyons pourtant devoir adopter la date de 1557, parce qu'il nous semble que la logique des évènements la rend plus probable. On ne s'expliquerait guère que les Marocains aient abandonné leur entreprise sur Tlemcen, alors qu'il n'y avait plus qu'un léger effort à faire pour amener la reddition des défenseurs du Mechouar, s'ils n'y avaient été forcés par l'arrivée d'une armée de secours.

(2) Deren, nom que les Marocains donnent au massif central du Grand Atlas.

tie des Cherif Saadiens, est une des plus grandes figures de l'histoire du Maroc. Pendant plus de quarante ans, il déploya, pour la conquête et l'administration de son empire, la plus étonnante activité, la plus incroyable ténacité. Pendant les rares loisirs que lui laissa la conduite de ses innombrables expéditions, il s'occupait des questions économiques et administratives. Il développa la culture de la canne à sucre dans la vallée de l'Oued Souss, et, y installa des moulins pour en retirer le sucre ; il améliora le port d'Agadir ; il remania, de fond en comble, le système financier et pour percevoir équitablement le « garahne » (impôt foncier), il fit lever, à nouveau, le cadastre établi, pour la première fois, par Abd El Moumene.

Le successeur de Mohammed El Medhi fut son fils :

Moulaï Abd Allah (1557-1573) (qui prit pour surnom, Er Raleb Bi Amer Allah, le victorieux par l'ordre de Dieu).

Dès le début du règne de ce nouveau Cherif, son vieil oncle Abou El Abbas El Aredj, les fils et les petits fils de ce dernier sont mis à mort, soit par son ordre, soit avec son consentement ; ainsi disparaissaient tous les compétiteurs appartenant à la branche aînée.

Craignant l'influence que pouvaient avoir, sur les populations, les gouverneurs nommés par son père, Moulaï Abd Allah les destitua tous, sans exception, et donna leurs gouvernements, à ses frères et à ses neveux ; mais le Cherif, homme au caractère soupçonneux et cruel, ne tarda pas à regretter cette mesure qui accordait à des parents, un pouvoir dont ils pourraient se servir, un jour, pour lui créer des difficultés, sinon pour le renverser ; pour prévenir toute compétition, il n'hésita pas à les faire mettre tous à mort.

1559. — Un de ses frères, nommé Abd El Moumene, avait été seul épargné, lors de cette proscription ; ayant été appelé à Marrakech, au commencement de 1559, il jugea plus prudent de ne pas se rendre à cette invitation, bien mieux, il gagna la frontière, puis il alla chercher un asile à Alger. Il y fut très bien reçu par le Pacha Hacene qui lui donna une de ses filles, en mariage, et le nomma gouverneur de Tlemcen.

Nous avons vu que, en 1557, une manœuvre habile d'une armée espagnole avait forcé l'armée algérienne, déjà ren-

due sous les murs de Fez, à se retirer précipitamment et à évacuer le Maroc ; Moulaï Abd Allah chercha à resserrer les liens d'amitié qui unissaient le Maghreb à l'Espagne. On prétend même qu'il proposa, au roi Philippe II, une alliance contre les Turcs d'Alger, et lui offrit, comme gage de sa fidélité, le port de Badis (1).

1561. — Moulaï Abd El Moumene, le gouverneur de Tlemcen, est assassiné, en pleine mosquée, par un émissaire de son frère Abd Allah. L'assassin, après avoir accompli son forfait, réussit à regagner le Maroc.

1564. — La flotte espagnole s'empare, à nouveau, du Peñon de Velez.

1565-1571. — Moulaï Abd Allah règne en paix, inspirant à tous une véritable terreur. Entre temps, il s'occupe de faire embellir sa capitale, en construisant de nouveaux palais, des mosquées, des zaouia, etc.

1572. — Devant la probabilité d'une attaque du cap d'Aguer par la flotte portugaise, le Cherif en fait réparer et compléter les fortifications.

1573. — 30 Janvier. Moulaï Abd Allah meurt, laissant le trône à son fils :

Moulaï Abou Abd Allah Mohammed (1573-1576). — Ce Cherif, qu'on a surnommé : le nègre, parce qu'il était fils d'une négresse, inaugura sa prise de pouvoir, en faisant mettre à mort un de ses frères, et, en faisant jeter en prison le second, qui, à cause de sa jeunesse, ne lui portait pas encore ombrage.

Mais ce n'était pas du côté de ses frères que devait venir le danger : lorsque, en 1558, Moulaï Abd Allah avait fait massacrer les membres de sa famille, deux de ses frères Abd El Malek et Abou El Abbas Ahmed, alors en résidence à Sidjelmassa, trouvèrent le moyen de s'échapper, et, après de nombreuses péripéties, arrivèrent à Constantinople, où ils réussirent à intéresser le Sultan, à leur cause.

1575. — Au commencement de l'année, en exécution d'un ordre du Sultan Ahmurat III, l'armée algérienne sous la conduite du Pacha Caïd Ramdane et accompagnée de Abd

(1) Badis, petit port sur la Méditerranée, à l'Est du Penon de Velez.

El Malek envahit le Maroc : le Cherif, Moulaï Abd Allah, s'était porté à sa rencontre, du côté de Taza, mais abandonné par toutes ses troupes, il dut s'enfuir à Marrakech.

1576. — Mars. Moulaï Abd El Melek fait son entrée à Fez et est proclamé Sultan.

Moulaï Abd El Melek (1576-1578) (surnommé El Moatacem, celui qui s'appuie en Dieu). — Son premier soin fut de payer aux Turcs du Pacha Caïd Ramdane les sommes qu'il s'était engagé à leur verser, en cas de succès ; les gratifications distribuées aux troupes montèrent à environ 600.000 francs ; nous ne savons pas à combien se montèrent les cadeaux faits au Pacha. Pour faire face à toutes ces dépenses, le nouveau souverain dut avoir recours à des emprunts et à des réquisitions qui frappèrent durement les habitants de Fez, mais tous ces sacrifices étaient encore préférables aux exactions et aux pillages auxquels ne cessaient de se livrer les Yoldach de l'armée algérienne. Après avoir réglé ces affaires financières, Moulaï Abd El Melek se hâta de courir à la poursuite de son neveu, qu'il battit complètement, dans les environs de Salé. Moulaï Abd Allah Mohammed s'enfuit vers Marrakech, poursuivi par son autre oncle, Moulaï Abou El Abbas Ahmed. Les hostilités continuèrent, ainsi, pendant près d'une année, au cours de laquelle Marrakech tomba successivement au pouvoir de chacun des deux adversaires.

1577. — Enfin, au commencement de 1577, Moulaï Abou Abd Allah Mohammed, se voyant à bout de ressources, passait en Espagne, pour implorer l'appui de Philippe II ; mais le monarque espagnol ayant décliné toute intervention, dans les affaires marocaines, le prince fugitif se retourna vers le roi de Portugal, don Sébastien, dont la jeunesse et le caractère aventureux se laissèrent facilement entraîner, par les perspectives séduisantes d'une glorieuse expédition et, en même temps, d'une bonne affaire. En cas de succès, toute la côte marocaine de l'Atlantique devait être cédée au Portugal ; le Cherif, devenu vassal du roi, ne conserverait d'autorité que dans l'intérieur du pays et paierait un tribut annuel.

Immédiatement commencèrent les préparatifs de l'expédition ; des approvisionnements considérables furent con-

centrés à Arzila (1), qui tenait encore pour Moulaï Abou Abd Allah Mohammed ; celui-ci rentra, de sa personne, au Maroc pour y réunir ses partisans.

Au cours de cette année, 1577, un consulat et une agence du gouvernement français sont officiellement établis au Maroc.

1578. — Au mois de Juillet, l'armée portugaise débarqua à Arzila, et, le 29, se mit en marche vers le Sud, où l'on avait signalé la présence de l'armée marocaine, dans la direction de Ksar-El-Kebir.

L'armée chrétienne comptait 100.000 hommes et 200 pièces de canon, suivant les uns, 15.000 hommes et quelques pièces de canons, seulement, d'après les autres ; un effectif de 25 à 30 mille hommes nous paraît le plus probable. Elle était commandée par Don Sébastien, en personne, accompagné de Moulaï Abou Abd Allah Mohammed qui, en fait de partisans, n'avait pu réunir que quelques cavaliers.

L'armée marocaine comptait environ 10.000 fantassins, 40.000 cavaliers et 45 canons ; elle était commandée par le Cherif Moulaï Abd El Melek, ayant, pour lieutenant, son frère Moulaï Abou El Abbas Ahmed.

Le 4 Août, les deux armées se rencontrèrent dans la plaine de Tamista près de Ksar-El-Kebir. Pendant le combat, Abd El Melek, déjà très malade, et qui, pour suivre son armée, avait été obligé de se faire porter en litière, vint à mourir ; sa mort fut cachée à ses troupes auxquelles Moulaï Abou El Abbas Ahmed sut imprimer un élan si irrésistible que les Portugais, malgré des prodiges de valeur, durent lâcher pied. La retraite se changea en un véritable désastre. Au nombre des morts se trouvèrent don Sébastien, et Moulaï Abou Abd Allah Mohammed ; ceux qui échappèrent au trépas furent faits prisonniers. D'après don Calderon, l'historien de cette malheureuse entreprise, une soixantaine seulement de Chrétiens purent rejoindre Arzila sains et saufs (2).

---

(1) Arzila, Acila ou Azille, petit port marocain à 45 km. S. de Tanger.

(2) Cette journée a reçu le nom de « Bataille des trois Rois ». Il y périt, en effet, trois souverains dont le plus âgé, Moulaï Abd El Melek, n'avait que trente trois ans.

Le frère de Moulaï Abd El Malek qui, par sa décision et sa valeur, avait assurée la victoire, lui succéda.

Moulaï Abou El Abbas Ahmed (1578-1603) (surnommé El Mansour le victorieux, puis, plus tard, El Dehbi, le doré) fut accueilli avec enthousiasme.

1579. — Le Cherif tombe très gravement malade.

Henri III confirme l'établissement consulaire français au Maroc, en faveur du Marseillais Bérard, à cause « des « grands services rendus par lui à notre commerce et à « l'affranchissement des Français esclaves chez les Mau- « res ».

1580. — Sur la demande de ses ministres, qui craignaient de voir recommencer des guerres suscitées par les différents compétiteurs au trône, El Mansour, dès qu'il fut rétabli, désigna son héritier présomptif : son choix se porta sur son fils Cheikh El Mamoun.

1581. — Le Sultan de Constantinople, Amurath III (1574-1595), charge Euldj Ali d'organiser une expédition, pour soumettre le Maghreb à son autorité. Le Capitan Pacha arrive, au mois de Mai, à Alger, à la tête de 60 galères, et commence ses préparatifs.

Moulaï Abou El Abbas Ahmed, prévenu du danger qui menace ses états, quitte Marrakech et vient s'établir à Fez pour organiser la défense : il lève des troupes, répare et complète les fortifications et constitue des approvisionnements de toute espèce dans les forteresses de l'intérieur et les ports des côtes. Cependant il ne néglige pas les manœuvres diplomatiques, il cherche à intéresser Philippe II à sa cause et il envoie, à Constantinople, un ambassadeur chargé de dissiper les appréhensions du Sultan et de lui remettre de riches présents. Cet ambassadeur réussit dans sa mission et obtient le contre ordre désiré, qu'il est chargé de remettre, lui-même, à Euldj Ali, à son passage à Alger.

1582. — Euldj Ali, la rage au cœur de voir manquer, au dernier moment, l'expédition, rêve de toute sa vie, s'embarque pour retourner à Constantinople.

Rassuré au sujet des périls extérieurs, Moulaï Abou El Abbas Ahmed concentre son activité sur l'administration intérieure du pays, qu'il divise en plusieurs provinces,

dont il confie le commandement à ses différents fils, non sans leur avoir fait reconnaître solennellement leur frère Cheikh El Mamoun pour son futur successeur.

1585. — Une insurrection suscitée, dans le Rarb par un marabout nommé : El Hadj Karkouch, qui avait pris le titre de Prince des Croyants, est réprimée ; son chef, fait prisonnier, est mis à mort.

Depuis longtemps, les oasis du Touat et du Gourara avaient cessé de payer le tribut qui leur avait été imposé, autrefois, par les Sultans mérinites. Moulaï Abou El Abbas résolut de les faire rentrer dans le devoir ; une armée considérable fut confiée aux deux généraux, Ahmed Ben Barka et Ahmed Ben Haddad, qui durent soumettre chaque oasis et chaque ksar à un siège régulier pour s'en rendre maître ; malgré ces difficultés, l'armée marocaine fut partout victorieuse et ses succès inspirèrent à l'heureux Sultan le désir de nouvelles conquêtes.

1586. — Pour réaliser ce rêve, il lui fallait une armée solidement organisée et c'est à cette organisation d'une armée régulière qu'il consacra les années suivantes. Il constitua un noyau de troupes permanentes, pour assurer l'ordre et l'obéissance, en temps de paix, et servir de cadres aux forces auxiliaires, appelées en temps de guerre.

1588. — Les Espagnols de Ceuta, attirés dans une embuscade, se voient sur le point d'être expulsés de cette ville.

1589. — Les Espagnols évacuent Arzila, après l'avoir démantelée.

Le Cherif fait construire deux forts auprès de Larache.

1590. — En ce temps là, le Soudan formait un royaume gouverné par la dynastie des Sokia : ces rois nègres, auxquels, vers la fin du XV[e] siècle, un Sultan abbassite d'Egypte avait conféré le titre de « lieutenants du Prince des Croyants dans le Soudan », vivaient tranquillement dans leur capitale Timbouctou. Ils avaient fait de cette ville une école de sciences religieuse et profanes, où de nombreux élèves venaîent faire leurs études, sous la direction de maîtres renommés. Ces souverains tiraient une grande partie de leurs revenus, d'un droit, qu'ils percevaient sur l'ex-

ploitation du sel fourni par l'oasis de Tarazza (1).

Ce furent ces salines qui donnèrent à Moulaï Abou El Abbas Ahmed le prétexte cherché pour étendre sa domination sur le Soudan : il éleva la prétention de se faire payer par Ishac Soukia, alors roi du Niger, une redevance pour tout le sel provenant de l'oasis. Naturellement, le Soudanais refusa ; de suite, une nombreuse armée comptant, dit-on, 40.000 hommes, réunie vers la fin de l'année 1590, sous les ordres de Djoudeur Pacha, se mit en route vers le Sud (2).

Le Sultan nègre, de son côté, réunit ses forces (140.000 hommes dit-on ?) et attendit l'envahisseur aux environs de sa capitale.

1591. — L'armée marocaine marchait depuis quatre mois et demi lorsqu'elle rencontra l'armée de Sokia ; celle-ci armée de flèches et de haches ne put résister à des troupes disposant de mousquets et de canons ; elle s'enfuit, en désordre, après avoir subi des pertes considérables.

Quant à Sokia, il gagna, en hâte, sa seconde capitale Garou ou Gaou (3) située sur le Niger, à environ 400 km. à l'Est de Timbouctou.

Après avoir livré cette dernière ville au pillage, Djoudeur alla mettre le siège devant Garou que Sokia avait fait mettre en état de défense. Bientôt, le souverain soudanais, voyant qu'il devait renoncer à tout espoir de vaincre, se résigna à demander la paix, en souscrivant à toutes les conditions, dont le refus avait amené le conflit, et en of-

---

(1) Tarazza oasis située en plein Sahara à peu près à mi-distance entre Marrakech et Timbouctou.

(2) Il est très regrettable que nous n'ayons pas de renseignements précis sur la marche de cette colonne qui fut appelée à traverser, par un parcours de plus de 1.500 kilomètres, les parties les plus arides et les plus désertes du Sahara. La réussite d'une pareille expédition suffirait, de nos jours, à couvrir de gloire le général assez osé pour l'entreprendre.

(3) La carte de l'Afrique, dressée par Justus Perthes, indique deux localités portant des noms très voisins du nom de Gar'ou ou Gaou donné par Mercier, savoir :

1° Gao (Gagho, Gogo) situé sur le Niger, à 320 km. E.S.E. de Timbouctou.

2° Garou (près de Sinder), également sur le Niger, à 250 km. en aval de Gao et à 520 km. S.E. de Timbouctou.

L'indication donnée par Mercier que la localité dont il parle est située à environ 400 km. vers l'Est de Timbouctou donne à croire que c'est de la première qu'il s'agit.

frant de payer une considérable indemnité de guerre. Djoudeur voyant ses troupes fatiguées par cette longue campagne, et décimées par les maladies, crut devoir accueillir ces propositions pacifiques, qu'il transmit à Marrakech, et leva le siège de Garou, pour faire reposer ses soldats à Timbouctou.

Mais le Cherif qui comptait déjà sur la capture ou la reddition, à merci, de Sokia, rejeta toute tentative de conciliation, enleva son commandement à Djoudeur et le remplaça par un autre Pacha, nommé Mahmoud, qui reçut comme instructions de venir à bout de toute résistance et d'amener l'ennemi à se rendre sans condition.

1592. — Aussitôt arrivé, Mahmoud vint remettre le siège devant Garou : réduit à la dernière extrémité, Ishac Sokia chercha son salut dans la fuite, mais poursuivi, sans relâche, il ne tarda pas à succomber : sa mort mit fin à la guerre.

Les victoires des Marocains firent une telle impression sur les populations du Soudan que nombreux furent les rois nègres qui se reconnurent les vassaux du Sultan du Maroc ; parmi eux, on cite le Sultan du Bornou (2).

1593. — Dès que les opérations militaires furent terminées, Mahmoud s'employa à organiser sa conquête, dont il fut nommé gouverneur.

Il envoya au Cherif, El Mansour, tout ce qu'il put enlever aux malheureuses populations qu'il venait de soumettre, entre autres choses, de la poudre d'or, en telle quantité, que la monnaie d'or devint d'un usage courant au Maroc, et que Moulaï Abou El Abbas reçut le surnom de El Dehbi (le doré).

Moulaï Abou El Abbas, non seulement veillait à l'administration de son pays, mais encore, il s'occupait des projets et de l'exécution des travaux qui pouvaient présenter, pour lui, un intérêt économique ou simplement artistique. Dans ce dernier ordre d'idées, il consacra une partie des richesses venues du Soudan à l'embellissement de sa capitale, Marrakech : il y construisit un palais, auquel il donna le nom de Badiaa (la merveille) et où il réunit, dans des constructions somptueuses et dans des jardins immenses,

---

(1) Bornou, région située sur la rive occidentale du lac Tchad.

tous les produits les plus rares et les plus précieux de la nature et de l'art.

1594-1596. — En ce moment, un des neveux du Sultan, nommé En Naceur, fils de Moulaï Abd Allah, et frère de Moulaï Abd Allah Mohammed, qui était gouverneur du Tadla lorsque El Mansour avait hérité du pouvoir suprême, et qui n'avait jamais voulu reconnaître son autorité, réussissait à soulever les populations du Riff, s'emparait de Taza et recevait l'adhésion de toutes les tribus de la vallée de la Moulouya.

Une première armée, envoyée contre lui, fut anéantie ; une seconde armée, commandée par El Mamoun, l'héritier présomptif, fut plus heureuse, et, après une longue campagne, elle réussit à faire prisonnier En Naceur, dont la tête fut tranchée et envoyée comme trophée à Marrakech (1596).

1596-1601. — Pendant ces cinq années, le Maroc paraît avoir jouir d'une paix complète.

1601 .— Cependant, l'héritier présomptif El Mamoun causait de nombreux soucis à son père, autant par ses débauches que par ses cruautés.

1602. — El Mamoun, ayant répondu aux conseils et objurgations de son père, en affirmant sa volonté de vivre en toute indépendance, et même d'appeler les Turcs à son aide, si l'on tentait de mettre une entrave à ses débordements, El Mansour se vit dans la nécessité de le faire incarcérer à Meknez.

1603. — La peste envahit le Maroc, et, le 8 Octobre, El Mansour expirait à Fez, frappé par le redoutable fléau. Ce grand souverain laissait, entre autres, trois fils : El Mamoun, incarcéré à Meknez, Abd Allah Abou Fares, gouverneur de Marrakech, et Zidane, gouverneur de Fez.

Lutte entre les fils d'El Mansour (1603-1612). — Cette période de neuf années est certainement une des plus troublées de l'histoire du Maroc et des plus difficiles à exposer clairement.

1603. — Dès que El Mansour fut mort, les gens de Fez proclament Sultan, leur gouverneur Zidane ; mais les gens de Marrakech proclament, de leur côté, leur gouverneur, Abd Allah Abou Fares.

Zidane craignant que son frère, El Mamoun, ne veuille revendiquer sa part de pouvoir, ou même faire valoir ses droits d'héritier présomptif, donne l'ordre, au gouverneur de Meknez, de lui envoyer son prisonnier à Fez, de manière à pouvoir le surveiller de plus près et, au besoin, le faire disparaître.

Mais le Pacha Djoudeur, le conquérant du Soudan, qui, à ce moment, était gouverneur de Meknez, au lieu d'obéir à l'ordre qui lui était donné, fait sortir El Mamoun de sa prison, le conduit à Marrakech et le remet à Abou Fares, qui ne trouve rien de mieux que de le remettre en prison.

1604. — Cependant des deux côtés on se préparait à la lutte, et, bientôt, deux armées s'avançaient l'une contre l'autre, la première, partie de Fez, sous les ordres de Zidane en personne, l'autre, de Marrakech, sous les ordres de Abd El Melek, fils de Abou Fares, assisté du Pacha Djoudeur. Elles allaient se rencontrer sur les bords de l'Oum-Er-Rebia, lorsque Abou Fares, pour attirer, sous ses drapeaux, les partisans d'El Mamoun, eut l'idée de le faire sortir de prison et de lui confier un corps de cavalerie, avec lequel il devait rejoindre l'armée déjà en présence de l'ennemi. L'arrivée de El Mamoun, à l'armée du Sud, provoqua un enthousiasme général et provoqua de nombreuses désertions dans l'armée de Zidane qui, vaincu, regagna précipitamment Fez, poursuivi de près par Mamoun.

Zidane, plein de courage, voulait défendre sa capitale, mais abandonné de tous, il dut prendre, de nouveau, la fuite ; il se réfugia d'abord à Oudjda, puis ensuite à Sidjelmassa.

El Mamoun, aussitôt arrivé à Fez, s'y fait proclamer Sultan, malgré le serment solennel prêté à Abou Fares, qui ne l'avait rendu à la liberté qu'en échange de l'engagement de lui rester fidèle et de ne point rechercher le pouvoir. El Mamoun commença par exercer de cruelles vengeances contre tous ceux qu'il soupçonnait de lui avoir manqué de fidélité, puis, il organisa une nouvelle armée pour aller s'emparer de Marrakech, chasser Abou Fares et reconstituer, à son profit, l'intégrité du royaume paternel.

1605. — El Mamoun confie cette armée à son fils, Abd Allah. Celui-ci marche sur Marrakech et bat son oncle Abou

Fares qui est obligé de se réfugier dans les montagnes du Mesfioua (1).

Abd Allah, maître de Marrakech, livre cette malheureuse ville à tous les excès d'une soldatesque effrénée, donnant lui-même les plus déplorables exemples, en violant ouvertement toutes les prescriptions du Koran.

1606. — Zidane réfugié à Sidjelmassa avait su y imposer son autorité qui, de cette oasis, s'était, peu à peu étendue sur le Tafilet, la vallée de l'Oued-Draa et même sur une partie de celle de l'Oued-Souss. Des habitants de Marrakech, lassés de subir l'épouvantable tyrannie d'Abd Allah, s'adressèrent à Zidane et lui offrirent de lui assurer le pouvoir, par leurs propres moyens, pourvu qu'il se présentât dans leur ville.

1607. — Au mois de Février, Zidane se rend à l'invitation des habitants de Marrakech qui s'insurgent et chassent Abd Allah. Celui-ci, réduit à s'enfuir, se dirige vers Fez, où il arrive presque seul, mais bien décidé à prendre sa revanche.

Quelques semaines plus tard, Abd Allah, à la tête de nouvelles troupes, mises à sa disposition par El Mamoun, battait Zidane et rentrait à Marrakech où il fit régner la terreur, par des exécutions nombreuses et sommaires.

Cependant, des montagnards du Grand Atlas avaient reconnu, pour Sultan, un Cherif nommé Moulaï Mohammed, petit fils de Mohammed El Medhi, et fils de Abd El Moumene, assassiné en 1561 à Tlemcen. Ce Cherif avait réussi à grouper, autour de lui, un nombre de partisans assez grand pour inspirer de l'inquiétude à Abd Allah.

1608. — Celui-ci alla l'attaquer dans les montagnes, mais il fut battu, laissant ouverte la route de Marrakech, où Moulaï Mohammed entra triomphalement le 20 Février. Ce succès fut de courte durée, car, quelques jours plus tard, la population de Marrakech rappelait Zidane. En même temps, le Sultan El Mamoun donnait à Abd Allah une nouvelle armée pour reconquérir Marrakech.

Zidane, ayant réuni toutes ses forces, se précipite au devant de son adversaire, qu'il bat complètement sur les bords de l'Oued-Reg-Reg ; de là, il marche sur Fez, qui

(1) Mesfioua, partie du grand Atlas au S.E. de Marrakech.

qui se rend sans coup férir, puis il se met à la poursuite d'El Mamoun et d'Abd Allah, auxquels s'étaient joints Abou Fares et son fils Abd El Melek ; tous quatre s'enfuirent à Ksar-El-Kebir.

El Mamoun trouve le moyen de s'embarquer à Larache et de gagner l'Espagne, Abd Allah, Abou Fares et Abd El Melek se réfugient dans les montagnes du Riff.

1609. — Zidane, acharné à leur poursuite, allait arriver à les faire prisonniers, lorsqu'une révolte des habitants de Marrakech le rappelle dans le Sud. Abd Allah et Abou Fares réunissent, à nouveau, leurs partisans et marchent sur Fez, où ils rentrent, le 24 Août, après un violent combat.

Quelques jours après, au mois de Septembre, Abd Allah, informé de l'intention, manifestée par les troupes, de choisir pour Sultan Abou Fares, n'hésita pas à le faire étrangler sous ses yeux.

Cependant El Mamoun, réfugié en Espagne, implorait le secours de Philippe III, pour reconquérir son royaume et il obtenait son appui à la condition de remettre, tout d'abord, le port de Larache à l'Espagne, dont il reconnaîtrait la suzeraineté.

1610. — El Mamoun débarque à Badis : il est d'abord reçu, avec un grand enthousiasme qui se change bientôt en un profond mécontentement, lorsqu'on apprend les conditions honteuses auxquelles il a souscrit pour rentrer au Maghreb. Cependant, au mois de Décembre, la population musulmane était expulsée, par force, de Larache et la place était remise aux autorités espagnoles.

1611. — Cet abandon, d'une ville musulmane aux Infidèles, cause une vive irritation que des marabouts fanatiques surexcitent encore par des prédications violentes où l'assassinat du traître est représenté comme une œuvre méritoire.

Dans le Sud, un marabout, nommé Abou Mehalli, prêche la révolte dans le Tafilet et réunit, autour de lui, un grand nombre de partisans, dans le but de renverser les fils d'El Mansour, dont les compétitions sacrilèges ont amené l'intervention des Infidèles.

Pour atténuer la mauvaise impression produite par l'abandon de cette parcelle de territoire islamique, Abd

Allah organise une expédition, pour reprendre Larache aux Espagnols ; mais, en cours de route, il est attaqué et battu par Zidane qui entre à Fez. Sans se laisser décourager par cette défaite, Abd Allah se hâte de rassembler de nouvelles troupes, avec lesquelles il attaque, à son tour, Zidane qui est battu et retourne à Marrakech, abandonnant désormais toute prétention sur la région Nord du Maghreb.

Malgré sa victoire, Abd Allah ne peut se maintenir à Fez qui s'insurge : lui-même fait prisonnier, n'obtient la vie et la liberté qu'à la condition de renoncer au pouvoir et de prendre l'engagement de vivre, désormais, en simple particulier.

El Mamoun continue à parcourir le pays, pour tâcher de raffermir son autorité bien précaire, en essayant de réprimer les tentatives d'insurrection qui se manifestent de tous côtés.

1612. — Au cours d'une de ces expéditions, El Mamoun tombe dans une embuscade, où il est massacré, avec un de ses fils et toute l'escorte qui l'accompagnait (12 Septembre).

Dans le Sud, le marabout, Abou Mehalli, s'empare de Sidjelmassa puis, après avoir battu une armée que Zidane a envoyée, pour arrêter ses progrès, il occupe Marrakech, tandis que son adversaire se réfugie auprès du marabout Yahya Ben Abd El Mounaam Daoudi, dont l'influence s'étend sur presque tous les Berbères du Haut Atlas. Ce dernier prend le parti du vaincu, réunit ses adhérents, bat les troupes de Abou Mehalli qui est fait prisonnier et décapité. Zidane est, ainsi, replacé sur le trône.

Zidane (1612-1627).

1613. — Une horrible famine sévit sur le Maroc et, en particulier, sur Fez, où règne une affreuse anarchie qui durera jusqu'en 1617.

1614. — Août. Une flotte espagnole s'empare de Mehedia (1).

1617. — Abd Allah réussit à ressaisir le pouvoir à Fez ;

(1) Mehedia, port sur l'Atlantique à environ 200 km. au Sud de Tanger, désigné aussi, par certains géographes, sous les noms de Mammoura, La Mamoure et San-Miguel-de-Ultramar.

son premier acte est d'envoyer une armée s'emparer de Tetouane, depuis cinq ans au pouvoir des insurgés.

1619. — Les gens de la province de Hebet (1) proclament Sultan un frère d'Abd Allah, nommé Mohammed Zrouda. Abd Allah marche à sa rencontre, mais il est battu et Zerouda entre victorieux dans Fez. Quelques semaines plus tard, Abd Allah, victorieux à son tour, rentre dans la capitale.

1620. — Zidane reçoit à Marrakech un ambassadeur hollandais.

1624. — Abd Allah, qui, pendant si longtemps, a donné l'exemple d'une activité si extraordinaire, s'adonne complètement à l'ivrognerie. Sans protester, il voit successivement Tetouane, Meknez et même le Vieux Fez se déclarer indépendants. En 1624, il ne lui reste plus, pour royaume, que le vieux Fez, lorsqu'il meurt victime de tous ses excès. Il eut pour successeur un de ses frères.

Abd El Melek Ben El Mamoun (1624-1627). — Ce Cherif, livré aux mêmes vices que son prédécesseur, n'a rien fait qui mérite d'être mentionné.

1627. — Abd El Melek meurt à Fez pendant que, à Marrakech, Zidane disparaît obscurément, ayant consacré les seize dernières années de sa vie à lutter, sans succès, contre les progrès incessants des marabouts.

Ceux-ci ont profité de la faiblesse croissante des Cherif pour accroître leur propre autorité. Les principaux marabouts qui ont joué un rôle dans cette époque troublée sont les suivants :

a) Sidi Mohammed El Ayachi, caïd d'Azzemour et de Salé, qui s'est fait une spécialité de la guerre sainte contre les Portugais et les Espagnols de la côte de l'Atlantique.

b) Mohammed Ben Abou Bekr Ben Amer, chef de la zaouïa de Dela (2) qui étend son autorité, particulièrement, sur les tribus du Grand Atlas.

---

(1) Hebet, région au S. de Tetouane, entre Ksar-El-Kebir à l'Ouest, et le Rif à l'Est.

(2) Dela, que nous n'avons pu trouver sur aucune carte, semble avoir été située dans le Grand Atlas, entre les sources de l'Oum-Er-Rebia et de l'Oued-Beht.

c) Yahya, le marabout du Souss, que nous avons vu rétablir Zidane à Marrakech, en 1612, et qui, depuis, s'est établi à Taroudant.

d) Abou El Hacene Semlali (ou Semlouli), dit Abou Hassoun, adversaire du précédent, devant lequel il a dû s'effacer, lorsque celui-ci lui a enlevé Taroudant ; mais qui reprendra toute son influence, lorsque Yahya mourra.

e) Moulaï Cherif, marabout de Sidjelmassa.

Pour en terminer avec les Cherif saadiens de Fez nous dirons que le successeur de Abd El Melek Ben El Mamoun fut un de ses cousins, Abou El Abbas Ahmed Ben Zidane, qui se trouvait, à ce moment, à Fez et qui réussit à se faire élire. Son règne ne fut que de courte durée car, au mois de Juillet 1628, il était renversé et jeté en prison.

Ce fut la fin de la dynastie saadienne, dans le Maroc septentrional.

Depuis ce moment, jusqu'en 1667, l'anarchie règne à Fez, en souveraine maîtresse.

A Marrakech le successeur de Zidane fut son fils :

Abd El Melek Ben Zidane (1627-1631). — Aussitôt monté sur le trône, il eut à combattre une insurrection fomentée par deux de ses frères : El Oualid et Mohammed Cheikh. Les deux prétendants vaincus furent rapidement réduits à chercher leur salut dans la fuite.

1629. — M. de Razilly, ambassadeur de France, venu à Marrakech pour traiter certaines questions litigieuses, relatives à nos consulats, est incarcéré et n'est remis en liberté que sous le cautionnement des négociants de Safi. Venu une seconde fois, à la fin de la même année, on lui refusa l'autorisation de débarquer, lorsqu'il se présenta devant le port de Salé.

Le Cherif, dans des documents envoyés à des puissances étrangères, prend, pour la première fois, le titre d'Empereur du Maroc.

1630. — M. de Razilly, venu une troisième fois, finit par se faire entendre et conclut, avec Abd El Melek Ben Zidane, une convention commerciale favorable à la France.

1631. — 10 Mars. Abd El Melek est assassiné. Il a pour successeur son frère

El Oualid (1631-1636). — Ce Cherif commença par faire disparaître tous ses parents mâles, sauf son plus jeune frère Mohammed Cheikh, qu'il se contenta de jeter en prison.

Sous le règne d'Oualid, aucun fait important à signaler ; cependant, nous savons que Sanson Le Page (voir ci-dessus l'Histoire de l'Algérie) traita avec le Sultan pour le rachat d'un certain nombre de Français, esclaves au Maroc.

Dans le Tafilet, se passaient, à ce moment, des évènements qui n'ont d'importance que parce qu'ils mettent en scène les fondateurs de la dynastie des Cherif filaliens. Voici le récit succinct de ces évènements.

En 1633, le marabout Moulaï Cherif, de Sidjelmassa, demandait l'appui d'un des marabouts du Souss, Abou El Hacene Semlali, dit Abou Hassoun, pour réduire à l'obéissance les gens de l'Oasis de Tabouaçamte (1). Après avoir, pendant un certain temps, marché d'accord, les deux marabouts se brouillèrent.

Les ksouriens de Tabouaçamte se déclarèrent, alors, les serviteurs religieux de Bou Hassoun et, peu de temps après, vinrent lui demander vengeance d'un coup de main tenté, contre leur oasis, par Moulaï Mohammed, fils de Moulaï Cherif et au cours duquel ils avaient perdu plus de 200 hommes.

Sur les conseils de Bou Hassoun, Moulaï Cherif fut attiré dans un guet apens, fait prisonnier et envoyé à son rival qui l'enferma dans une forteresse. On lui donna, pour faire son service, une esclave dont il eut, au commencement de l'année 1637, un fils qui devait être le fameux Moulaï Ismaïl.

1636. — El Oualid est assassiné et remplacé par son frère :

Mohammed Cheikh (1636-1654). — Celui-ci sort de prison pour monter sur le trône ; il est vrai de dire que le royaume, sur lequel il exerce son autorité, se réduit, à peu près, à la ville de Marrakech et à sa banlieue. Tout le reste du pays obéit aux marabouts qui, loin de dédaigner les in-

---

(1) Tabouaçamte, oasis et ksar, à 20 km. S. de Sidjelmassa.

térêts temporels, se disputent, avec acharnement, l'autorité sur les diverses tribus.

A la fin de 1636, Mohammed Ben Abou Bekr Ben Amer, marabout de Dela, mourait à l'âge de 80 ans, en recommandant à ses fils de ne point se mêler de politique ; mais il eut, pour successeur, son fils aîné, Mohammed El Hadj, que sa vaste ambition poussa à ne pas suivre les conseils pacifiques de son père. Ce nouveau marabout commença par se déclarer indépendant du Sultan de Marrakech, puis il se mit en devoir de se conquérir un royaume, en s'emparant successivement de Fez, de Meknez, de la vallée de l'Oued-Sebou, du pays de Tadla et de la vallée de la Moulouya (1637-1640).

1639. — Le marabout Moulaï Cherif est remis en liberté, moyennant une forte rançon, versée par son fils, Moulaï Mohammed, entre les mains du marabout Bou Hassoun.

1040. — Mohammed Cheikh inquiet des progrès faits par le marabout de Dela, Mohammed El Hadj, marche contre lui, mais il est vaincu sur les bords de l'Oued-El-Abid et, désormais, il ne cherchera plus à intervenir dans les affaires du Maroc septentrional.

Dans le Sud, Moulaï Cherif abandonne la direction des affaires de sa confrérie et passe tous ses pouvoirs à son fils Moulaï Mohammed.

Celui-ci se fait reconnaître comme marabout de Sidjelmassa et commence une guerre, sans trève, contre Abou Hassoun, le marabout du Souss et Mohammed El Hadj, le marabout de Dela.

1641. — Sidi Mohammed El Ayachi, le marabout de Salé, portant ombrage à l'ambitieux Mohammed El Hadj, celui-ci lui déclare la guerre et, après une campagne où les deux adversaires reçoivent tour à tour les faveurs de la fortune, le marabout de Dela réduit son antagoniste à la fuite. Ce malheureux, qui avait rendu de si grands services à l'Islamisme, en combattant, sans trève ni repos, les Européens établis sur le rivage de l'Atlantique, périt assassiné, traîtreusement, par des Arabes près desquels il avait cherché un refuge.

1646. — Le marabout de Sidjelmassa, Moulaï Mohammed, avait continué sa lutte contre Bou Hassoun et avait

étendu son autorité sur toute la vallée de l'Oued Draa. Ces succès attirèrent l'attention de Mohammed El Hadj qui, en 1646, dirigea une expédition contre son rival. Victorieuse, l'armée du marabout de Dela entra dans l'oasis de Sidjelmassa, qui fut mise à sac. Cette guerre se termina par un traité, attribuant aux marabouts de Sidjelmassa, le Tafilet et l'Oued-Draa, sauf les territoires habités par certains groupes religieux affiliés aux marabouts de Dela. Tout le Nord du Maroc constituait le royaume de Mohammed El Hadj, avec Fez comme capitale.

1647. — Malgré sa défaite, Moulaï Mohammed n'était pas homme à rester inactif. En 1647, il organise une expédition qui remonte vers le Nord, s'empare d'Oudjda, va razzier les Beni Snacene, puis s'avance vers l'Est jusque sous les murs de Tlemcen, d'où elle rapporte un immense butin.

1648. — Après avoir passé l'hiver à Oudjda, Moulaï Mohammed porte ses efforts vers le S.E. et pénètre jusqu'à Aïn Madhi et Laghouate, dévastant tout sur son passage, puis il se hâte de revenir à Oudjda, où il partage le butin, avec ses alliés et, immédiatement après, il rentre à Sidjelmassa.

1649. — Il reçoit, à Sidjelmassa, des ambassadeurs envoyés par le Pacha d'Alger Youcefe ; il conclut, avec eux, un traité de paix dont certaines dispositions arrêtent la frontière, entre le Maroc et l'Algérie.

Les habitants de Fez s'insurgent contre les marabouts de Dela et demandent l'appui de Moulaï Mohammed. Celui-ci vient se mettre à leur tête, mais, bientôt après, vaincu, sous les murs de Fez, par les troupes de Mohammed El Hadj, il regagne précipitamment Sidjelmassa où dès lors, il vécut tranquillement, paraissant avoir renoncé, au moins provisoirement, à toute ambition.

1654. — Mohammed Cheikh s'éteint obscurément à Marrakech ; il est remplacé par son fils :

Moulaï Ahmed El Abbas (1654-1659). — Tout le règne de ce malheureux prince fut employé à défendre les derniers lambeaux du royaume de ses ancêtres contre les ambitions

et l'avidité de ses oncles maternels, chefs de la tribu des Chebana (1).

1659. — Moulaï Ahmed El Abbas s'étant rendu près de ses oncles, pour essayer d'établir, avec eux, un « modus vivendi », conciliant leurs intérêts réciproques, fut attiré dans un guet apens et assassiné. Avec lui s'éteignit la dynastie des Cherif saadiens.

Le pouvoir passa entre les mains du chef des Chebana, Abd El Kerime Ech Chebane (surnommé Keroum et désigné, par certains historiens, sous le nom de : Crom El Hadji). Il exerca son autorité pendant neuf ans, mais sans aucun éclat.

---

(1) Chebana, tribu cantonnée à l'Ouest de Marrakech.

Chronologie des Cherif filaliens (1659 jusqu'à nos jours)

Cherif Ben Ali El Hassani » -1659

Génération 1							
I. Mohammed 1659-1664	II. Er Rachid 1664-1672	III. Abou Naceur Ismaïl 1672-1727					
		IV. El Dehbi 1727-1729	V. Abd Allah 1729-1735 VII. 1736-1736 X. 1740-1745 XII. 1745-1745 XIV. 1747-1757	VI. Ali 1735-1736	VIII. Ben Ariba 1736-1738	IX. El Mostadi 1738-1740 XIII. 1745-1747	XI. Zine El Abidine 1745-1745
			XV. Mohammed 1757-1790				
		XVI. Yezid 1790-1792	XVII. Slimane 1792-1822	Hechame			
				XIX Abd Er Rahmane 1822- »			

Pour des raisons typographiques nous avons supprimé de tous les noms le mot Moulaï qui signifie Monseigneur.

Les chiffres romains indiquent l'ordre de la succession au trône. Les noms non suivis de date sont ceux des princes n'ayant pas régné mais dont l'indication est nécessaire pour compléter la généalogie.

PERIODE TURQUE. — MAROC. CHERIF FILALIENS
(1659 jusqu'à nos jours)

Chronologie des Cherif filaliens (1659 jusqu'à nos jours)

Moulaï Cherif Ben Ali El Hassani........	» -1659
Moulaï Mohammed	1659-1664
Moulaï Er Rachid	1664-1672
Moulaï Abou Nacer Ismail..............	1672-1727
Moulaï Ahmed El Dehbi.................	1727-1729
Moulaï Abd Allah (1re fois)..............	1729-1735
Moulaï Ali	1735-1736
Moulaï Abd Allah (2e fois)..............	1736-1736
Moulaï Mohammed Ben Ariba............	1736-1738
Moulaï Mohammed El Mostadi (1re fois)...	1738-1740
Moulaï Abd Allah (3e fois)...............	1740-1745
Moulaï Zine El Abidine..................	1745-1745
Moulaï Abd Allah (4e fois)..............	1745-1745
Moulaï Mohammed El Mostadi (2e fois)...	1745-1747
Moulaï Abd Allah (5e fois)..............	1747-1757
Moulaï Mohammed	1757-1790
Moulaï Yezid	1790-1792
Moulaï Slimane	1792-1822
Moulaï Abd Er Rahmane................	1822- »

En 1659, mourait à Sidjelmassa le vieux marabout Moulaï Cherif qui, depuis 1638, s'était effacé devant son fils : Moulaï Mohammed.

Moulaï Mohammed 1659-1664). — Celui-ci qui l'avait remplacé effectivement, depuis déjà plus de vingt ans, recueillit définitivement sa succession, tandis qu'un autre de ses fils, nommé Moulaï Rachid, craignant, sans doute, d'être sacrifié à l'ambition de son aîné, prit la fuite et alla se réfugier chez les adversaires de sa famille, les marabouts de Dela.

1661. — Par suite d'une convention, intervenue entre l'Angleterre et le Portugal, cette dernière puissance cédait Tanger à la première ; mais, lorsque l'escadre anglaise vint, pour en prendre possession, elle se heurta à un refus absolu du gouverneur de la place. Par un hasard étonnant, des bandes d'insurgés, conduites par un maure Andalou, nommé Caïd Raïlane, vinrent juste à ce moment, ravager les environs de la ville. Le gouverneur portugais fit une sortie pour les chasser, mais il se laissa attirer dans une embuscade où lui et toutes ses troupes furent massacrés. Les Anglais occupèrent la place, désormais sans défenseur. Tanger, constitué port franc, ne tarda pas à voir son commerce augmenter dans des proportions très considérables.

Cette même année, Caïd Raïlane profite du trouble causé par la mort du gouverneur de Fez pour aller razzier les tribus des environs de cette ville.

1662. — Mohammed El Hadj descend de l'Atlas et chasse, des environs de Fez, les bandes de Caïd Raïlane qui va se réfugier dans les montagnes du Fahs : négligeant de poursuivre ses succès, le marabout de Dela rentre dans ses montagnes.

A la fin de l'année, un insurgé, El Dreïdi, appuyé sur la tribu des Dreïd (1) s'empare de Fez.

1663. — Abd Allah, fils de Mohammed El Hadj, est envoyé par son père pour reprendre Fez ; mais il échoue et renonce à son entreprise.

Moulaï Mohammed, le marabout de Sidjelmassa, qui se tient à l'écart depuis quatorze ans, rentre en scène. Il vient s'établir sur le territoire des Hayaïna, tribu cantonnée, à peu près à mi route, entre Fez et Taza.

Les marabouts de Dela, sollicités par les habitants de Fez, ne peuvent réussir à le chasser d'Azerou où les notables de la capitale finissent par lui apporter leurs hommages, à titre de souverain.

1664. — Au printemps, Moulaï Mohammed reprend, tranquillement, le chemin de Sidjelmassa.

Aussitôt après son départ, l'insurgé Dreïdi reparaît et

(1) Cette tribu des environs de Fez porte le même nom qu'une importante tribu du Sud de la province de Constantine.

rentre, en maître, dans Fez, d'où il organise nombre d'expéditions qui vont piller toute la région environnante.

D'un autre côté, Caïd Raïlane, à la tête de ses bandes, s'empare de Ksar-El-Kebir, dont il fait son quartier général, et, de ce point central, il dirige, contre tous les établissements européens, des coups de main audacieux qui, à chaque instant, menacent leur existence.

Enfin, Moulaï Rachid que nous avons vu, en 1659, se réfugier à la zaouïa de Dela, sort de sa retraite et réussit à se faire proclamer Sultan à Oudjda. Aussitôt que son frère, Moulaï Mohammed, apprend cette nouvelle, il quitte Sidjelmassa, à la tête d'une armée, dans le but de châtier l'usurpateur ; mais la fortune lui est contraire et il est tué, au moment où les deux armées en venaient aux mains (3 Août).

Le gouverneur anglais de Tanger, comte de Teviot, attiré dans une embuscade est tué (Mai).

Moulaï Er Rachid (1664-1672).

1665. — Le premier soin de Moulaï Er Rachid, après la mort de son frère, fut d'aller asseoir son autorité à Sidjelmassa, qu'il trouva au pouvoir d'un de ses neveux et dont il ne put se rendre maître qu'au bout d'un siège qui dura neuf mois.

1666. — Moulaï Rachid remonte ensuite vers le Nord ; il s'empare de Taza et soumet le Riff.

Pendant le séjour que le Cherif fit à Sidjelmassa, il y reçut la visite d'un Français, nommé Roland Frejus, représentant d'une compagnie commerciale française : il le chargea de remettre au roi Louis XIV une lettre, par laquelle étaient concédés, à la France, un certain nombre de privilèges commerciaux, ainsi que l'autorisation d'établir un comptoir à Alhucémas.

1667. — Moulaï Rachid s'empare de Fez (24 Mai) puis de Ksar-El-Kebir, chasse Caïd Raïlane du Rarb et le force à se réfugier à Alger. Il entreprend, ensuite, une campagne contre les tribus berbères de l'Atlas, auxquelles il enlève beaucoup de butin ; mais les montagnards, groupés sous le commandement de Mohammed El Hadj, le poursuivent lorsqu'il rentre à Fez et ce n'est que par une victoire, chèrement achetée, au prix de trois journées de com-

bats acharnés, qu'il peut les forcer à regagner leurs montagnes.

A Marrakech, Abd El Kerim Ech Chebane meurt et est remplacé par son fils, Abou Bekr.

1668. — Moulaï Rachid s'empare de Tetouane ; il va soumettre ensuite les Beni Snacene, puis il entreprend de réduire les marabouts de Dela. Ceux-ci s'avancent à sa rencontre ; mais ils sont complètement battus dans la région du Fezzaz ; ils sont obligés de battre en retraite sur leur zaouïa où le vainqueur entre en maître, le 24 Juin. Les marabouts sont faits prisonniers et envoyés en captivité à Fez ; quand à la zaouïa, elle fut rasée jusqu'aux fondations de manière qu'il n'en restât plus trace. Mohammed El Hadj, après avoir été incarcéré, quelque temps, à Fez, fut exilé, avec les siens, à Tlemcen où il mourut (1670).

Après cet important succès, Moulaï Er Rachid marche immédiatement sur Marrakech, alors gouvernée par Abou Bekr. Le Chebana s'enfuit, sans essayer la moindre résistance ; mais sa lâcheté ne le sauva pas ; il fut arrêté dans sa fuite et mis à mort, ainsi que tous ses parents et leurs principaux partisans.

Aussitôt que l'administration de cette nouvelle conquête est organisée, le Cherif remonte, avec son armée, vers le Nord ; au passage, il réduit à l'obéissance la tribu berbère des Chaouia, qui refusait de reconnaître son autorité, puis il rentre à Fez.

Le Portugal cède Ceuta à l'Espagne.

1669. — Au printemps, nouvelle campagne contre les Aït Ayach, tribu de montagnards habitant les plus hauts sommets de l'Atlas, entre les sources de la Moulouya et celles de l'Oued-Guir. Après les avoir sévèrement châtiés le Sultan victorieux parcourt toute la vallée de la Moulouya où sa présence suffit pour inspirer, à tous, le respect et la crainte.

1670. — Moulaï Er Rachid fait trêve aux expéditions militaires ; il s'occupe de l'organisation de son empire et de l'embellissement de sa capitale.

Il fait construire deux ponts, l'un sur l'Oued-Fez, l'autre sur l'Oued-Sebou ; mais cette période de repos ne devait pas durer longtemps.

Dans le Sud du Maroc, la province du Souss restait insoumise ; elle reconnaissait l'autorité du marabout Abou El Hacene Semlali, dit Bou Hassoun. Celui-ci venait de mourir et avait eu pour successeur son fils Mohammed. Vers le milieu de l'été, Er Rachid se décida à diriger, contre ce dernier, une expédition : malgré d'assez notables succès, entre autres la prise de Taroudant, le Sultan ne put arriver à venir complètement à bout de son adversaire, et, à l'approche de l'hiver, il suspendit les opérations, pour rentrer à Fez. Il y était à peine arrivé qu'il apprend la révolte d'un de ses neveux, Ahmed, auquel il avait confié le gouvernement de Marrakech : il se rend aussitôt dans cette ville.

1671. — Une fois l'ordre rétabli, il prescrit de préparer une armée pour une nouvelle campagne dans le Souss et il reste, lui-même, à Marrakech pour en surveiller l'organisation. Les gens du Souss, apprenant les intentions du Cherif, renoncent à toute tentative de résistance et lui envoient des délégués pour faire leur soumission.

1672. — Au printemps, le 9 Avril, le vaillant Cherif qui, en huit ans, avait su venir à bout de tous les agitateurs, fauteurs de l'anarchie régnant dans tout le Maroc, et imposer son autorité à toutes ces populations, d'origines si diverses et d'aspirations si différentes, mourait, en pleine apothéose, des suites d'un vulgaire accident de cheval.

Le 14 Avril, son frère Moulaï Abou Naceur Ismaïl était proclamé Sultan du Maroc ; il avait alors 26 ans.

Moulaï Abou Naceur Ismaïl (1672-1727). — La proclamation du nouveau Sultan fut aussitôt contestée par son frère, Moulaï El Harrane, et par son neveu, Ahmed Ben Mahrez, qui levèrent l'étendard de la révolte, le premier, dans le Tafilet, le second, à Marrakech.

En même temps, Caïd Raïlane, appuyé par des troupes turques d'Alger, semait l'agitation dans le Nord.

Moulaï Ismaïl se mit à la tête de ses troupes et se présenta devant Marrakech qui ne résista pas longtemps :

Ahmed Ben Mahrez se vit dans la nécessité de fuir et de chercher un refuge dans la montagne.

1673. — Mais, à ce moment, les habitants de Fez se mettent en insurrection et appellent Ahmed Ben Mahrez, qui vient prendre la direction du mouvement. Ismaïl remonte vers le Nord, laisse, devant Fez, une partie de son armée, pour en faire le siège, puis, avec le reste, il va faire, dans le Rarb, une expédition au cours de laquelle Caïd Raïlane trouve la mort, dans une bataille livrée sous les murs de Ksar-El-Kebir. Ismaïl retourne prendre la direction du siège de Fez qui finit par se rendre (Octobre).

1674. — Cependant, Ahmed Ben Mahrez avait quitté Fez, quelques semaines avant la capitulation, et il était rentré à Marrakech qui avait de nouveau, pris parti pour lui.

Avant d'entreprendre une nouvelle lutte, contre cet irréductible compétiteur, Ismaïl commença par aller châtier les Angad, dont les tribus turbulentes se livraient à toute espèce de déprédations, le long de la frontière algérienne ; puis, il se porta vers le Sud pour barrer la route à Ahmed Ben Mahrez, qui remontant vers le Nord, était déjà arrivé dans la vallée de l'Oum-Er-Rebia.

La rencontre eut lieu aux environs de Tadla. Ahmed Ben Mahrez vaincu se vit obligé d'aller chercher un refuge dans le Draa.

Après cette victoire, Moulaï Ismaïl alla réduire à l'obéissance les tribus du littoral, Chebana, Chaouïa, Haha, etc.

Pendant ce temps, Ahmed Ben Mahrez, à la tête de nombreux partisans, s'était de nouveau emparé de Marrakech, par surprise.

Une ambassade est envoyée au roi d'Angleterre, Charles II, dans le but d'établir une convention réglant les relations commerciales entre les deux pays, mais elle rentre au Maroc, sans avoir pu réussir.

1675. — Moulaï Ismaï va mettre le siège devant Marrakech, mais eu égard aux nombreuses troupes dont dispose la défense, il est impossible d'établir un blocus rigoureux, aussi les opérations traînent-elles en longueur.

1676. — Cependant, un nouveau danger menaçait Moulaï Ismaïl ; un descendant des marabouts de Dela, nommé Ahmed Ben Abd Allah, avait réuni, autour de lui, un grand

nombre de montagnards affiliés à sa famille, et cherchait à rétablir, à son profit, l'influence politique et religieuse de ses ancêtres. Deux armées envoyées contre lui furent battues, mais le marabout ne sut pas profiter de ses victoires et se borna à piller, avec ses adhérents, les tribus qui ne voulaient pas reconnaître son autorité.

Un ambassadeur anglais vient à Meknez pour reprendre les négociations, interrompues en 1674, mais cette mission se termine par un nouvel échec (1).

1677. — Marrakech finit par succomber (Juin) ; la ville est livrée au pillage et ses habitants les plus compromis sont mis à mort. Aussitôt après ces exécutions, Ismaïl remonte vers le Nord pour venir à bout de Ahmed Ben Abd Allah. Ce dernier est vaincu à la suite d'une sanglante bataille : 700 prisonniers sont décapités et leurs têtes envoyées à Fez témoignent de la volonté bien arrêtée du Sultan de se faire obéir.

Restait encore le frère d'Ismaïl, El Harrane, qui résidait à Sidjelmassa et refusait de reconnaître aucune autorité. Une armée envoyée contre lui le battit et le fit prisonnier ; chargé de chaînes, il fut envoyé à son frère, et certes le Cherif vaincu pensait bien devoir payer de sa vie ses velléités d'indépendance, mais Ismaïl se contenta de l'exiler, en lui assignant, pour résidence, une oasis du Sahara.

C'est à l'année 1677 que remonte l'organisation de la « Garde Noire ». Depuis cinq ans que Moulaï Ismaïl parcourait le Maroc du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, pour y établir son autorité, il avait été frappé de la facilité avec laquelle les différentes tribus se laissaient séduire par

(1) Hœfer (Univers pittoresque, Maroc, p. 358) attribue à cette ambassade la date de 1675 et raconte cet épisode de la manière suivante :

« En 1675, il arriva, à la cour de Moulaï Ismaïl, un ambassa-
« deur anglais qui venait négocier un traité de paix et de com-
« merce. L'empereur lui fit l'accueil le plus gracieux, mais au
« moment de conclure, un marabout, couvert de haillons, vint
« lui annoncer que la nuit dernière le prophète lui était apparu
« et lui avait ordonné de dire au Sultan qu'il l'aiderait à vaincre
« ses ennemis, s'il voulait se refuser de faire la paix avec les
« Infidèles. L'empereur baisa respectueusement la tête du saint
« homme, et s'excusa, auprès de l'ambassadeur, sur ce qu'il ne
« pouvait faire la paix avec lui, pour ne pas encourir la disgrâce
« du prophète. »

le premier agitateur venu et passaient d'un parti à l'autre, selon le caprice du moment. Pour ne point avoir à compter avec cette dangereuse versatilité, Ismaïl eut l'idée de créer un corps de troupes régulières, recrutées de nègres, soustraites, par leur origine même, aux influences politiques ou religieuses qui agitaient les tribus berbères ou arabes ; ces troupes portent dans l'histoire le nom d' « Abid » (Négres) ou de « Garde Noire ».

Des nègres, résidant au Maroc, ou amenés du Soudan, furent réunis dans certaines localités, où on leur donna des maisons et des terres. En échange de l'usufruit de ces terres, et de certains privilèges qu'on leur concéda, ils furent astreints au service militaire et à une sévère discipline.

Les enfants, garçons et filles, de ces nègres, appartenaient à l'Etat qui faisait donner, aux premiers, une instruction militaire et professionnelle, et, aux secondes, l'éducation d'une bonne ménagère.

A seize ans, le jeune abid était incorporé et on lui donnait une compagne ; de cette façon, le recrutement était assuré d'une manière automatique, et ce corps privilégié était maintenu en dehors de l'influence des tribus.

Cette troupe régulière reconnaissait comme protecteur un saint marabout nommé : Sidi Bokrari.

On voit que cette organisation ressemble beaucoup à celle des Smala, dont elle ne diffère que par le mode de recrutement.

On prétend que, vers la fin du long règne de Moulaï Ismaïl, l'effectif de la garde noire se montait à environ 150.000 hommes.

De plus, pour assurer la surveillance constante des tribus, de petits postes fortifiés furent construits un peu partout, couvrant le pays d'un réseau de petites garnisons suffisantes pour assurer la police, en temps ordinaire, et prévenir rapidement, en cas d'évènement imprévus.

1678. — Expédition dans le Souss. Les Tribus de l'Oued-Draa font leur soumission qui est confirmée par le mariage d'Ismaïl avec une fille du Caïd Bekr, le plus grand chef de cette région.

La peste désole le Maroc ; on prétend que ce fléau y fit mourir plus d'un million d'habitants.

Moulaï Ismaïl organise une immense expédition, dont on ne voit pas bien clairement le but. Ayant réuni, autour d'un noyau assez considérable de troupes régulières, des quantités de fantassins et de cavaliers fournis par les tribus arabes du S.E. du Maroc, il se lança, à travers un pays plutôt aride et désert, dans la direction de l'Est, paraissant avoir pour objectif le Djebel-Amour.

Cette armée s'avança, sans trouver de résistance, ravageant tout sur son passage ; elle était arrivée du côté d'Aflou et elle se préparait à franchir l'Oued-Chelif quand, sur l'autre bord, se présenta une armée turque algérienne.

Les Marocains se préparaient au combat, pour le lendemain, lorsque, au milieu de la nuit, les Turcs bombardent leur camp à coups de canon. Les Marocains qui ne connaissaient point ces engins de destruction, encore tout nouveaux en Afrique, furent pris d'une folle panique et prirent la fuite sans qu'on put les retenir.

Le lendemain matin, les Turcs, ne se rendant probablement pas un compte exact de l'importance de leur succès, envoyèrent à Moulaï Ismaïl des parlementaires, pour lui représenter qu'il avait violé, sans motif, la convention de 1649, fixant au lit de la Tafna la limite commune de l'Algérie et du Maroc. Il est à croire que Moulaï Ismaïl estima qu'il se tirait à bon compte de sa hasardeuse entreprise, car il reprit immédiatement le chemin de l'Ouest, non sans avoir, auparavant, ratifié, à nouveau, toutes les conventions antérieures.

En rentrant à Fez, Moulaï Ismaïl apprend que le Tafilet est en insurrection, soulevé par trois de ses frères ; il s'y rend de suite et réussit à réduire ses adversaires ; mais ses pertes avaient été si grandes qu'il juge à propos de rentrer à Marrakech.

1679. — On était au cœur de l'hiver ; les débris de l'armée de Moulaï Ismaïl traversaient le Teniet-El-Glaouï, un des cols les plus élevés de l'Atlas central, lorsqu'éclata, tout à coup, une terrible tempête de neige dans laquelle disparurent la majeure partie des hommes et des animaux ainsi que la totalité du matériel et des bagages.

Ce désastre, quelque grand qu'il fût, n'était cependant

pas capable d'abattre une volonté aussi énergique que celle de Moulaï Ismaïl.

Depuis longtemps, il avait résolu de venir à bout des Beni Snacene, qui de leurs montagnes abruptes, situées sur la frontière orientale, étaient toujours prêts à tendre la main aux Turcs d'Alger ; d'un autre côté, il était décidé à punir les Chebana qui, cantonnés à l'Ouest de Marrakech, entretenaient une dangereuse agitation dans cette région.

Il assigna, à cette dernière tribu, une nouvelle résidence aux environs d'Oudjda, avec mission de tenir les Beni Snacene en respect et de les empêcher de venir profiter des pâturages de la plaine des Angad.

1680. — Ismaïl prend le commandement d'une expédition contre les Beni Snacene ; il pénètre dans leurs inextricables montagnes, où il met tout à feu et à sang, et il ne leur accorde l'amane qu'aux plus dures conditions, entre autres, la remise de leurs armes et de leurs chevaux.

Pour maintenir ce pays dans l'obéissance, le Cherif y fait construire un certain nombre de forts, occupés par des garnisons d'Abid, placées sous les ordres d'un commandant supérieur résidant à Taza et disposant d'une réserve de 2.500 Abid.

Cette même année, une expédition, commandée par le gouverneur du Draa, s'avance jusqu'au Soudan, d'où elle ramène de nombreux esclaves destinés à la garde noire, ainsi qu'une grande quantité de poudre d'or.

A la suite de difficultés survenues entre le Cherif et la France, le chef d'escadre Château-Renaud établit le blocus de Salé.

1681. — Le siège de Mehdia, qui durait depuis plus de deux ans, se termine par la prise de cette ville ; le Sultan Ismaïl, qui était venu assister à l'assaut final, frappé du courage indomptable du gouverneur et des soldats espagnols, les rend tous à la liberté.

1682. — Le Cherif envoie, en France, un ambassadeur chargé de régler les difficultés pendantes. Celui-ci signe, le 29 Janvier, à Saint-Germain, une convention conciliant les intérêts réciproques.

Au printemps, incursion des Marocains dans la province

d'Oran ; revanche des Turcs d'Alger sur les Beni Snacene, en même temps, nouvelle apparition de Ahmed Ben Mahrez, dans le Sud.

Ismaïl décide de repousser d'abord les Turcs, il gagne Oudjda, mais les troupes turques sont déjà parties pour courir au secours d'Alger, menacé par Duquesne. Le Cherif fait immédiatement demi tour pour aller châtier les révoltés du Souss ; cette campagne fut longue et sanglante et se termina par une trêve entre les deux adversaires. Au retour, le Sultan alla razzier les Berbères du Fazzaz ; ces montagnards, jusqu'alors très turbulents, pensèrent qu'il valait mieux se soumettre et revenir à des sentiments plus pacifiques, lorsqu'ils virent construire, dans leur pays, plusieurs forteresses occupées par des Abid ; ils demandèrent et obtinrent la faveur d'être désormais les bergers du Sultan.

1683. — Entre temps, Moulaï Ismaïl poursuivait un but qui lui tenaït fortement à cœur : chasser les Infidèles des ports du Maroc. Depuis le milieu de l'année 1681, le Caïd Ahmed Ben Addou faisait le siège de Tanger, dont la garnison avait été réduite à s'enfermer dans la citadelle, sans que l'Angleterre fît rien pour venir à son secours ; le Parlement anglais vote l'abandon définitif de Tanger.

1684. — Une escadre anglaise, commandée par Lord Darmouth, vient à Tanger, embarque la garnison, fait sauter les fortifications, comble le port et prend le large. Tanger retombait entre les mains des Musulmans, après avoir été occupé pendant 213 ans par les Chrétiens (1471-1684).

Nouvelle campagne contre les tribus berbères de la Haute Moulouya ; Ismaïl les bloque, dans les montagnes les plus élevées de l'Atlas, et les force à capituler.

De retour à Meknez, il en repart, presqu'immédiatement pour faire rentrer dans le devoir son frère El Harrane et son neveu Ahmed Ben Mahrez qui ont encore une fois levé l'étendard de l'insurrection dans le Souss. Ismaïl met le siège devant Taroudant, où se sont fortifiés les deux rebelles. Bientôt Ahmed Ben Mahrez est tué, dans une reconnaissance de cavalerie, mais El Harrane continue la lutte.

1687. — Le siège dura deux ans, enfin au mois d'Avril, les troupes du Cherif entrèrent, de vive force, dans la place

dont tous les habitants, sans exception, furent massacrés. Taroudant fut repeuplé au moyen de Riffains.

Melilla assiégée par les Marocains résiste victorieusement à toutes les attaques.

1688. — Nouvelle campagne contre les Berbères du Fazzaz. Construction de nouveaux forts, avec garnisons d'Abid, pour maintenir ces populations toujours remuantes.

Larache, assiégée depuis quatre ans, est réduite à la dernière extrémité, sans que l'Espagne fasse rien pour venir à son secours. Enfin, à bout de ressources, de vivres et de munitions, la garnison capitule et Larache fait retour aux Musulmans après avoir été occupée 79 ans par les Espagnols (1609-1688) ; la population chrétienne fut remplacée par une colonie de Riffains.

1690. — Diverses expéditions contre différentes tribus montagnardes de l'Atlas.

1691. — Arzila assiégée, à son tour, succombe et capitule. Les Espagnols ne possèdent plus, sur le territoire marocain, que Ceuta et Melilla.

1692. — Moulaï Ismaïl réunit à Fez une armée considérable : 14.000 fantassins et 8.000 cavaliers, pour envahir la province d'Oran ; El Hadj Chabane, Dey d'Alger, prend les devants et vient attendre l'aggresseur, au passage de la Moulouya. Le Cherif vaincu est obligé de subir les conditions du vainqueur formulées dans un traité signé à Oudjda : ce traité, par un article spécial, confirmait toutes les stipulations antérieures concernant la limitation des deux pays.

Furieux de cet échec, Ismaïl se retourna contre les tribus de l'Atlas qui ne reconnaissaient qu'à contre cœur son autorité ; dans cette expédition, il se montra impitoyable, et ne recula devant aucune atrocité ; on prétend que 24.000 têtes furent les trophées de ces terribles hécatombes.

1693. — Malgré le revers de l'année précédente, malgré les clauses formelles du traité d'Oudjda, Moulaï Ismaïl envahit, à nouveau, le beylik de l'Ouest algérien. Les troupes marocaines, après avoir razzié un certain nombre de tribus, se présentent devant Oran, pour s'en emparer ; mais la vigilance du gouverneur, duc de Canzano, et la

vaillance de la garnison déjouent les projets de l'assaillant. Deux attaques de vive force, tentées les 20 et 24 Juillet, sont repoussées ; les pertes, subies dans ces deux assauts, sont si considérables que le Cherif se voit dans la nécessité de lever le siège et de rentrer au Maroc. Dans sa retraite, l'armée chérifienne est poursuivie par les tribus qu'elle avait razziées et qui lui reprennent presque tout son butin.

A peine rentré, l'infatigable Ismaïl rassemble une nouvelle armée de 30.000 hommes, dit-on, pour aller presser le siège de Ceuta qui, commencé en 1691, traînait en longueur.

Varona, le gouverneur espagnol de cette place, ne disposait, pour la défense, que de 600 fantassins, 60 artilleurs et 80 cavaliers ; malgré toutes ses réclamations, malgré la gravité des évènements, le gouvernement espagnol ne lui fit jamais parvenir le moindre renfort ; ce fut donc avec ces forces absolument minimes que ce brave officier trouva le moyen de repousser tous les assauts tentés contre la place dont la défense lui était confiée.

De guerre lasse, Ismaïl décida la construction d'un immense camp retranché, afin d'assurer, d'une manière plus complète, la rigueur du blocus.

1694. — Le Sultan de Constantinople envoie à Moulaï Ismaïl un ambassadeur pour l'inviter à cesser ses attaques contre les Turcs d'Alger ; on verra que cette invitation ne produisit que très peu d'effet.

L'armée marocaine met de nouveau le siège devant Melilla.

1697. — La garnison de Melilla repousse victorieusement les assauts furieux de l'armée marocaine, pendant les journées des 27, 28 et 29 Avril et la nuit du 30.

1699. — Le Caïd de Salé, Abd Allah Ben Aïssa, est envoyé, comme ambassadeur, auprès de Louis XIV. Par son intermédiaire, fut conclu entre la France et le Maroc, un traité d'alliance et d'amitié.

Cet ambassadeur avait particulièrement remarqué, parmi les dames de la cour, Madame la Princesse de Conti ; à son retour au Maroc, il en fit à son maître un portrait si séduisant, que Moulaï Ismaïl chargea son ambassadeur

d'écrire à M. de Pontchartrain, alors ministre des affaires étrangères, pour demander sa main.

1700. — La flotte française offre son concours au gouverneur de Ceuta pour l'aider à faire lever le siège, mais le gouvernement espagnol refuse péremptoirement toute intervention étrangère.

Le Bey de Tunis, Mourad, fait des ouvertures à Moulaï Ismaïl, pour joindre leurs efforts contre les Turcs d'Alger ; il est convenu que les deux alliés attaqueront la Régence chacun de leur côté. Il est à croire que ce plan aurait été couronné de succès, si les deux aggressions s'étaient produites simultanément. Nous avons vu dans l'histoire de l'Algérie et dans celle de la Tunisie que Mourad Bey attaqua, en 1700, et fut battu complètement aux environs de Sétif.

Pour faciliter l'administration du vaste territoire qui constituait, alors, l'empire chérifien, Ismaïl en confie les principaux gouvernements à quelques-uns de ses fils.

Ahmed El Dehbi, héritier présomptif, reçoit le gouvernement du Tadla ;

Mohammed El Alim, celui du Souss ;

El Mansour, celui du Tafilet ou de Sidjelmassa ;

Zidane, celui de la région de l'Est.

Inutile d'ajouter que si cette mesure satisfit les ambitions de quelques-uns des fils du Cherif, elle excita le mécontentement et la jalousie d'un bien plus grand nombre.

1701. — L'échec de son allié n'empêcha pas le Cherif d'envahir, à son tour, la province d'Oran ; il était déjà arrivé dans la vallée du Cheliff qu'il se proposait de remonter, sur la rive gauche du fleuve, quand il rencontra l'armée algérienne qui venait lui disputer le passage de la Djidiouïa.

L'armée marocaine fut complètement battue ; Moulaï Ismaïl blessé faillit être fait prisonnier et dut battre, précipitamment, en retraite (1).

1702. — Les rivalités des fils de Moulaï Ismaïl ue tardent

(1) Urbain, dans l'Univers Pittoresque (Algérie, page 249) indique que cette incursion d'Ismaïl se termina par sa défaite dans la forêt, nommée depuis, forêt de Moulaï Ismaïl. Nous ne pensons pas que les historiens aient pu confondre le champ de bataille des bords de la Djidiouïa avec celui de la forêt en ques-

pas à déchaîner la guerre civile ; la lutte commence dans la province de Draa entre Abd El Melek et Abou Naceur.

1703. — Abd El Melek vaincu abandonne la lutte et se retire dans la zaouïa de Sidi Idris, au mont Zerhoum (1) ; Abou Naceur continue à tenir la campagne et Ismaïl se voit obligé d'envoyer un autre de ses fils, nommé Cherif, pour le combattre.

Cependant, Mohammed El Alim, que son père avait nommé gouverneur du Souss, lève, aussi lui, l'étendard de la révolte et, à la tête de ses troupes, entre de vive force dans Marrakech (9 Mars). Le Cherif envoie contre lui, pour le réduire, un autre de ses fils, Zidane, celui auquel il avait attribué le gouvernement de la frontière orientale.

Ce prince entre, à son tour à Marrakech, et, sous prétexte de représailles, se livre à des cruautés aussi nombreuses qu'arbitraires, puis il va mettre le siège devant Taroudant.

C'est à cette année 1703, que nous fixons une nouvelle invasion des Marocains, commandés par Moulaï Ismaïl, dans la province d'Oran.

Cette campagne se termina par la défaite sanglante de l'armée chérifienne, dans la forêt située, à environ 35 km. à l'Est d'Oran, et qui, depuis, a conservé le nom de forêt de Moulaï Ismaïl (2).

1704-1705. — Les hostilités continuent dans la province

---

tion ; ces deux endroits sont situés à plus de 100 km. l'un de l'autre. Il doit donc y avoir eu deux expéditions, la première qui se termina par la bataille sur les rives de l'affluent du Cheliff et une seconde qui, d'après nous, eut lieu en 1703 et se termina par la bataille livrée dans la forêt, que l'on voit encore au Sud des Salines d'Arzew.

(1) Zaouïa de Sidi Idris, lieu de refuge situé sur le mont Zerhoum, entre Fez et Meknez.

(2) D'autres historiens donnent à cette incursion, dont l'époque est fort imprécise, la date de 1707, mais nous préférons celle de 1703 parce que, de 1704 à 1707, s'étend la période du siège d'Oran par Bou Chlarem et il est inadmissible qu'un homme de guerre, aussi expérimenté qu'Ismaïl, ait commis la faute grossière de s'avancer aussi imprudemment entre Mascara et Oran alors que son adversaire pouvait, à ce moment, disposer de troupes nombreuses concentrées autour de ces deux points.

du Souss et coûtent la vie à beaucoup de monde, combattants ou non combattants (1).

1706. — Enfin Zidane s'empare de Taroudant, où il entre de vive force ; toute la population de cette malheureuse ville est passée au fil de l'épée. Quant à Mohammed El Alim, l'instigateur de la révolte, il est fait prisonnier et envoyé, chargé de fers, à Meknez, afin que le Cherif décide de son sort.

A quelques jours de marche avant d'arriver au terme du voyage, le chef de l'escorte qui accompagne le prisonnier reçoit l'ordre de lui faire couper un pied, d'un côté, et une main, de l'autre. El Alim ne mourut que quinze jours plus tard, des suites de cette horrible mutilation. Certains historiens prétendent que Moulaï Ismaïl présida, de sa personne, à cette épouvantable exécution et qu'il trancha de sa propre main, la tête du malheureux boucher qui avait prêté son ministère à cette répugnante tragédie.

1707. — Zidane est assassiné à Taroudant (2).

On voit, par le récit de ces derniers évènements, que le Cherif se contente d'envoyer ses fils pour commander ses armées. Il est à croire que Moulaï Ismaïl, dont la vie a été jusqu'à ce moment, mêlée à tant d'évènements tragiques et qui a déjà dépassé la cinquantaine, éprouve le besoin d'un repos bien gagné.

A partir de 1703, nous le voyons résider à Meknez consacrant son temps et ses ressources à embellir cette ville dont il a fait la capitale de son empire, au détriment de Fez

---

(1) A noter que c'est en 1704 que les Anglais s'emparent, par surprise, de Gibraltar.

(2) D'après Hœfer (Univers Pittoresque Maroc, page 363), une intrigue du sérail de Moulaï Ismaïl relierait l'affreux supplice de Mohammed El Alim et l'assassinat de Zidane.

Dans le sérail de Moulaï Ismaïl se trouvaient deux femmes, une géorgienne d'une grande beauté qui était devenue la favorite et, de ce fait, avait excité une jalousie féroce chez une autre femme, de race nègre, Lella Zidana, qui, elle aussi, jouissait d'une certaine faveur auprès du maître. Cette dernière pour se débarrasser de sa rivale l'étrangla.

La géorgienne laissait un fils Mohammed El Alim qui sut cacher son désir de vengeance, jusqu'au moment où les circonstances lui permettraient de l'exercer d'une manière utile et complète. Ainsi s'explique la conduite de Mohammed El Alim qui, à peine nommé gouverneur du Souss, leva l'étendard de l'insurrection contre son père qui avait négligé de punir la meurtrière de sa mère. Ainsi s'explique aussi la désignation faite par Moulaï Ismaïl, du fils de Lella Zidana, pour aller le combattre. Il était bien certain que le fils de la négresse ferait tout son pos-

et de Marrakech, dont les habitants eurent plus d'une fois à subir des vexations, inspirées par son antipathie pour leurs deux cités.

1709. — Moulaï Ismaïl écrit, à Louis XIV, une lettre pour lui offrir des secours contre la Maison d'Autriche : voici le passage principal de cette lettre :

« Cependant, si vous avez besoin d'un secours de troupes « pour vous défendre contre la Maison d'Autriche, donnant « l'assurance convenable dans tel cas, je vous l'enverrai, « tant en cavalerie qu'en infanterie, parce que nous consi- « dérons que vous êtes meilleur voisin que les Autrichiens et « qu'il y a meilleure correspondance avec vous qu'avec « eux ». (1).

1710. — Poussé par un caprice inexplicable, Moulaï Ismaïl prescrit la démolition immédiate et complète de la Badiaa, ce merveilleux palais qu'Abou El Abbas El Mansour avait fait construire, un siècle auparavant, et auquel il avait consacré tant d'argent. Cet ordre fut exécuté à la lettre, et la Badiaa disparut sans laisser de traces.

L'autorité d'Ismaïl, despotique et violente, avait assuré une véritable sécurité dans le Nord du Maroc, qui vivait, alors, dans la paix et la tranquillité, alors que le Sud était

---

sible pour venir à bout du fils de la rivale heureuse de sa mère. On conçoit également qu'Ismaïl, poussé par cette dernière, ait infligé à Mohammed El Alim l'affreux supplice que nous avons raconté.

Lorsque plus tard, Zidane se vit maître du Souss, la tentation lui vint aussi de se rendre indépendant ; mais il ne sut pas agir prudemment, et, ouvertement, il se livra à des manœuvres de toute sorte pour accumuler entre ses mains des ressources considérables, en armes, en munitions, en hommes et en argent.

Prévenu de ces agissements, Moulai Ismaïl, sous différents prétextes, donna l'ordre à Zidane de venir à Meknez, mais il est à croire que Zidane avait des espions auprès de son père et que, soupçonnant de mauvaises intentions de sa part, il jugea plus prudent de rester dans le Souss.

Tout porte à supposer que le vieux Cherif fatigué de toutes ces intrigues envoya secrètement, à Taroudant, des émissaires chargés de le débarrasser de Zidane. Celui-ci fut étouffé entre deux matelas.

Cependant de malheureuses femmes furent accusées de cet assassinat ; on les amena à Meknez où elles furent livrées à la fureur de Lella Zidana qui les fit périr dans les plus affreux supplices.

(1) Voir la lettre, in extenso, dans l'Univers Pittoresque, Maroc, page 286.

encore en proie aux révoltes et aux insurrections, dont dont certaines fomentées par les fils mêmes du Cherif.

1711. — Le Souss s'insurge à la voix de Abou Mansour, fils d'Ismaïl.

1713. — Le Consulat français de Salé est abandonné.

1713-1720. — Pendant ce temps, les corsaires marocains couraient la mer, ramenant dans les ports de la Méditerranée et de l'Océan Atlantique de riches prises et de nombreux esclaves. Parmi ces derniers, beaucoup furent, suivant leurs talents, employés aux embellissements de Meknez.

Ce furent, sans doute, les déprédations commises par ces forbans qui tirèrent le gouvernement espagnol de sa torpeur et le décidèrent à venir au secours de Ceuta, assiégée depuis 1693.

1721. — Une petite armée, sous les ordres du Marquis de Levès, débarque à Ceuta, attaque le camp retranché des assiégeants, s'en empare, sans difficulté, et rentre dans la ville, rapportant 27 canons pris à l'ennemi ; mais elle ne pousse pas plus loin ses succès. Satisfaite de cette facile victoire, l'armée de secours se rembarque, ne laissant à Ceuta que sa garnison habituelle. Quelques jours après, les Marocains avaient réoccupé leur camp retranché, amené de nouveaux canons, et le siège, un moment interrompu, recommençait.

Cet épisode est le dernier fait intéressant arrivé sous le règne d'Ismaïl.

Un premier traité de commerce est signé entre l'Angleterre et le Maroc (1).

---

(1) Les principaux articles de ce traité sont les suivants :

1° Les munitions de guerre, les armes, les matériaux des navires seront exemptés des droits de douane, ainsi que les marchandises de transit ;

2° Les bâtiments anglais trouveront, dans les ports marocains, un refuge contre les ennemis et les tempêtes ;

3° Les procès, entre Anglais et Musulmans, seront jugés par l'Empereur ; ceux des Anglais, entre eux, seront jugés par leurs Consuls.

Ce traité ne fut ratifié, définitivement, qu'en 1729, après avoir été augmenté de plusieurs articles additionnels, aux termes desquels :

1727. — Le 22 Mars, Moulaï Abou Naceur Ismaïl mourait à la suite d'une courte maladie. Il était âgé de 80 ans, et en avait régné 54.

Ce Cherif, qui avait pris le pouvoir à l'âge de 26 ans, n'avait pu asseoir son autorité que par des prodiges d'énergie et d'audace. Méprisant la mort, pour lui-même, il faisait peu de cas de la vie des autres ; naturellement soupçonneux et emporté, vivant au milieu d'intrigues et de trahisons, tramées parfois par les membres les plus proches de sa famille, frères ou fils, ce grand souverain se laissa, dans certaines occasions, entraîner à des cruautés qui ternissent la pureté de sa gloire. Cependant, on doit reconnaître, en lui ,toutes les grandes qualités qui constituent un intrépide guerrier, un habile administrateur et un véritable homme d'Etat.

La légende prétend qu'il avait eu 868 enfants, dont 528 garçons et 340 filles. La plupart de ces enfants, après la disparition de leur père, allèrent s'établir au Tafilet, berceau de leur famille.

Au moment de la mort d'Ismaïl, les bagnes du Maroc contenaient, dit-on, environ 25.000 esclaves chrétiens.

Moulaï Ahmed El Dehbi. (1727-1729). — Aussitôt après la mort du grand Ismaïl, son fils, Ahmed El Dehbi, qu'il avait désigné pour lui succéder, fut proclamé à Meknez ; mais, presqu'en même temps, des révoltes éclataient de tous côtés. Les ambitions et les vélléités d'indépendance, comprimées, depuis si longtemps, par la volonté inflexible du vieux Cherif, faisaient une explosion d'autant plus vive qu'elles avaient été obligées de se dissimuler, depuis de longues années. Nous n'entrerons point dans le détail de ces insurrections locales ; nous constaterons seulement qu'il aurait fallu des qualités tout autres que celles que pouvait posséder le nouveau souverain, et disposer de nombreuses troupes, bien commandées, pour pouvoir s'en ren-

---

a) Les sujets marocains pouvaient séjourner trente jours, à Gibraltar et à Mahon, pour les besoins de leur commerce.

b) Les sujets hanovriens et anglais, capturés par des bâtiments marocains, devaient être immédiatement remis en liberté et envoyés à Gibraltar.

c) Tous les approvisionnements, nécessaires à la flotte britannique et à la place de Gibraltar, pouvaient être achetés, exempts de droits, dans les différents ports du Maroc.

dre maître assez rapidement ; nous ne citerons que les faits les plus importants.

Fez se révolte à la fin de 1727 et, d'accord avec les abid de Marrakech, proclame Sultan : Abd El Melek, le fils aîné d'Ismaïl.

1728. — Ce prétendant se hâte d'accourir, pendant que les abid de Meknez déposent Ahmed El Dehbi.

Vers la fin de Mars, Abd El Melek arrive à Meknez qui lui ouvre ses portes ; il exile son frère Ahmed El Dehbi à Sidjelmassa ; mais ce triomphe dure à peine trois mois : Abd El Melek, ayant mécontenté tout le monde, est déposé, à son tour, par les mêmes abid qui l'ont mis sur le trône ; ceux-ci pour le remplacer, rappellent El Dehbi.

Abd El Melek se réfugie à Fez qui continue à tenir, pour lui, ainsi que les provinces du Nord et de l'Est.

El Dehbi accourt de Sidjelmassa, reprend le pouvoir et, au mois de Juillet, va mettre le siège devant Fez.

Au bout de six mois, environ, cette ville, n'ayant plus de vivres, est obligée de capituler. Abd El Melek se rend, à condition d'avoir la vie sauve ; il est exilé à Sidjelmassa.

1729. — Moulaï Ahmed El Dehbi tombe dangereusement malade ; mais avant de mourir, il tient à se venger des inquiétudes que lui a causées la rivalité d'Abd El Melek et à l'empêcher, en tout cas, d'arriver au pouvoir, si lui-même vient à mourir : il donne l'ordre de l'étrangler secrètement. Les deux frères meurent à deux jours de distance. Abd El Melek, le 3 Mars, Ahmed El Dehbi, le 5 Mars.

Moulaï Abd Allah (1re fois 1729-1735). — Ce frère aîné d'Ahmed El Dehbi est proclamé à Sidjelmassa ; il s'empresse de venir se faire reconnaître à Fez, puis à Meknez, où il reçoit l'investiture solennelle, le 30 Avril.

Quelque temps après cette cérémonie, Abd Allah qui se défiait du caractère remuant et versatile des gens de Fez, leur demande de remettre à sa garde, les fortifications de la ville et les forts extérieurs : mais les Fazi refusèrent d'abandonner un privilège, dont ils jouissaient depuis de bien longues années. Immédiatement le Cherif met le siège devant la ville qui finit par se rendre, faute de vivres. Il est à croire que d'autres soucis attiraient, impérieusement, ailleurs, l'attention de ce cruel souverain, car Abd Allah

accorda aux vaincus une capitulation dont les conditions furent, relativement, très modérées ; il exigea cependant le démentèlement de toutes les fortifications.

L'armée qui venait de faire ce siège part, aussitôt après, pour les montagnes, situées au Sud de Fez, afin de faire rentrer dans l'obéissance des tribus berbères qui ont levé l'étendard de la révolte. Après avoir heureusement terminé cette opération militaire, le Cherif rentre à Meknez.

A la fin de cette année, 1729, le roi d'Angleterre, Georges II (1727-1760) ratifie le traité de 1721, dont il est question ci-dessus.

1730. — Les tribus montagnardes du Tadla se révoltent ; Moulaï Abd Allah prend le commandement de la colonne qui doit les châtier. Il est battu en plusieurs rencontres, et il se voit forcé de rentrer à Meknez, ne ramenant, de cette désastreuse campagne, qu'environ le dixième de son effectif. Ces revers surexcitèrent les instincts sanguinaires de ce furieux qui poignarda, dit-on, de sa propre main, un certain nombre d'abid, qu'il accusait de lâcheté devant l'ennemi.

1731. — Ces exécutions sanglantes ne suffirent point à apaiser le caractère irascible et vindicatif du Cherif. Il avait gardé, au fond du cœur, le souvenir amer de la résistance que les habitants de Fez avaient tenté d'opposer à ses désirs et, dès lors, il s'ingénia à inventer de nouvelles vexations, pour les leur faire subir. A cet effet, il leur donna pour caïd un nommé Taïeb Ben Djelloul qui reçut pour unique mission de molester, de toute façon, ses administrés.

1732. — La faveur de ce bourreau subalterne ne dura pas longtemps, car il fut, lui-même, jeté en prison, au bout de quelques mois d'exercice de ses fonctions, et remplacé par un nommé Abd Er Rezzak Ben Ichou, qui se spécialisa dans la poursuite des commerçants, auxquels il extorqua, peu à peu, la presque totalité de leurs capitaux, pour les verser dans la caisse de son maître.

Les montagnards des environs de Tetouane se soulèvent ; Abd Allah se met à la tête d'une armée de 30.000 hommes, pour aller les combattre, mais, malgré ce déploiement considérable de forces, il est complètement battu.

Les Etats généraux de Hollande signent, avec Moulaï Abd Allah, un traité fixant les conditions des relations commerciales, entre les deux pays ; un des articles de cette convention porte que la Hollande s'engage, en échange des avantages qui lui sont consentis, à verser au Cherif une indemnité annuelle de 15.000 piastres (environ 81.000 fr.).

1733. — Abd Allah dirige, contre le Souss, une expédition aussi malheureuse que les précédentes. A son retour à Meknez, le Sultan, ivre de colère, fait détruire, de fond en comble, la petite ville d'Er-Riad, espèce de faubourg, où les riches habitants de la ville avaient leurs maisons de campagne.

1734. — Moulaï Abd Allah, soupçonnant certains chefs des abid de comploter contre lui, les fait mettre à mort.

Nouveau traité de commerce avec l'Angleterre.

1735. — L'exécution des chefs des abid excite, dans la garde noire, une irritation que le Cherif semble prendre plaisir à exaspérer, par des vexations journalières ; enfin la situation allait tourner au tragique, lorsque le Cherif, pour se débarrasser de ces turbulents soldats, les envoya razzier la tribu berbère des Aït Malou. Mais ceux-ci se défendent énergiquement et infligent des pertes considérables aux abid ; ces derniers ne tardent pas à s'imaginer qu'Abd Allah les a lancés dans un guet-apens et pour le punir de cette trahison, ils décident de le mettre à mort. Prévenu à temps, Abd Allah s'échappa et alla se réfugier au tombeau de Moulaï Idris ; de là il trouva, plus tard, le moyen de gagner Marrakech, puis le Souss.

Les abid lui donnent comme successeur :

Moulaï Ali (1735-1736). — Lui aussi était fils de Moulaï Ismaïl. Il prenait le pouvoir, dans des circonstances difficiles, et n'avait aucune des qualités nécessaires pour imposer son autorité.

1736. — Après avoir eu à lutter contre des difficultés sans nombre, dont la principale était le manque d'argent, il apprit qu'Abd Allah, à la tête d'une armée considérable, était déjà arrivé à Tadla, en marche vers le Nord, pour reconquérir son trône. Il est à croire que l'exercice du pouvoir n'avait eu que peu de charmes pour Moulaï Ali, car il s'empressa de quitter Meknez où Abd Allah fut, de nouveau,

proclamé, le 12 Mai. Moulaï Ali se retira aux environs de Tlemcen.

Moulaï Abd Allah (2e fois, Mai-Octobre 1736). — Cette fois, le passage d'Abd Allah au pouvoir fut tout à fait éphémère ; au mois d'Octobre suivant, les abid élurent Sultan un autre fils de Moulaï Ismaïl :

Moulaï Mohammed Ben Ariba (1736-1738). — Ce Sultan est certainement un des souverains les plus inertes dont l'histoire fasse mention. Pendant les dix-huit mois qu'il détint le pouvoir, il laissa pratiquer partout le vol et le pillage, sans même chercher à s'y opposer. Il finit par indisposer, contre lui, ceux-là même qui profitaient de sa faiblesse ; il fut déposé, en Juin 1738, par les abid qui, pour le remplacer, élurent :

Moulaï Mohammed El Mostadi (1738-1740). — On ne cite de ce Cherif que le soin qu'il prit de faire appliquer, sous ses yeux, la bastonnade à un de ses frères, Zine El Abidine, dont les agissements avaient fait naître ses soupçons. Cet épisode ne prend un peu d'importance que du fait que la victime devint, plus tard, un des successeurs de son bourreau. La nullité et la cruauté d'El Mostadi ne tardèrent pas à lui aliéner tout le monde ; en Septembre 1740, les abid le déposèrent et rappelèrent Abd Allah.

Moulaï Abd Allah (3e fois, 1740-1745). — Abd Allah profita de son troisième retour au pouvoir pour assouvir toutes ses vengeances, contre ceux dont il croyait avoir à se plaindre, et l'on peut s'imaginer avec quelle cruauté. On ne sait par quelle aberration d'esprit, il négligea tous ses devoirs de souverain, laissant régner, partout, l'anarchie et le brigandage. Ce déplorable état de choses fatigua même les abid qui, au mois d'Avril 1745, déposèrent Abd Allah et proclamèrent son frère

Moulaï Zine El Abidine (Avril-Juin 1745). — Ce prince ne put remplir à l'égard des abid, les engagements financiers qu'il avait pris à leur endroit, aussi ne faut-il pas s'étonner que ceux-ci s'empressèrent de le déposer, dès le mois de Juin suivant, et de rappeler Abd Allah.

Moulaï Abd Allah (4e fois, Juin-Octobre 1745). — Mais il paraît que cette fois il y avait eu erreur, dans la dési-

gnation de la personne, car, au mois d'Octobre suivant, on apprit que le véritable élu des abid était :

Moulaï Mohammed El Mostadi (2e fois 1745-1747). — El Mostadi fit son entrée à Meknez, à la fin de Janvier 1746, puis il alla mettre le siège devant Fez qui tenait pour Abd Allah ; mais, cette fois, Abd Allah était décidé à ne céder le pouvoir que contraint par la force. Il y avait à peine un mois que le siège de Fez était commencé, lorsque le Cherif détrôné parut à la tête d'une masse considérable de Berbères descendus des hauteurs de l'Atlas. Force fut de lever le siège.

1747. — Abd Allah rentra à Fez, au mois de Janvier 1747, mais El Mostadi ne se tint pas pour battu et il partit aussitôt pour le Riff, afin d'y recruter des partisans. Bientôt, les deux prétendants se trouvent en présence ; d'un côté, El Mostadi, avec les Riffains, de l'autre, Abd Allah, avec les Berbères du Deren. La bataille longue et acharnée se termina par la défaite de El Mostadi ; celui-ci s'enfuit dans le Sud pendant que Ahmed, le caïd des Riffains, battait en retraite sur Ksar-El-Kebir.

Moulaï Abd Allah (5e fois, 1747-1757). — Abd Allah se préparait à attaquer cette forteresse, lorsque El Mostadi, revenant à marches forcées du Sud, paraissait à l'improviste (fin Février) dans la vallée de l'Oued-Sébou, à la tête d'un nouveau contingent d'abid, auquel s'était joint un groupe de 10.000 cavaliers des Beni Hacene. Il est à croire que si cette nouvelle armée avait fait sa jonction avec les troupes restées fidèles au caïd Ahmed Er Rifi, Abd Allah aurait eu bien de la peine à venir à bout des deux alliés réunis. Malheureusement pour lui, El Mostadi se laissa tenter par l'appât d'un succès facile et passant près de Meknez, mal gardée, il ne résista pas à la tentation de s'en emparer ; mais le premier moment de stupeur passé, les habitants de la ville se ressaisirent et massacrèrent le plus grand nombre de leurs agresseurs, tout occupés au pillage.

Abd Allah n'avait plus, dès lors, à lutter que contre les forces du caïd Ahmed Er Rifi. Celui-ci, malgré sa valeur, fut écrasé par son ennemi bien supérieur en nombre, sur les bords de l'Oued-Loucos.

El Mostadi ne perdit point encore tout espoir de rétablir ses affaires : il ramassa, à la hâte, de nouveaux contingents et vint offir la bataille à Abd Allah, rentrant d'El-Ksar à Fez ; mais la partie était trop inégale ; El Mostadi complètement vaincu se vit réduit à prendre la fuite.

Il se retira chez les Beni Hacene, tribu cantonnée aux environs de Mehdia, mais il ne réussit qu'à attirer, sur cette tribu, la vengeance de son frère qui la razzia sans aucune pitié. Dès lors, El Mostadi disparaît complètement de la scène politique.

Débarrassé de ce compétiteur, Abd Allah avait encore à conquérir la plus grande partie de son royaume, et cette tâche était d'autant plus difficile que le cruel Cherif s'était attiré l'animadversion de tout le monde.

Par ses caprices sanguinaires, par ses trahisons constantes, il avait réussi à se faire détester des abid, abhorrer des habitants de Fez et même suspecter par les Aït Idracene, puissante tribu berbère de la Haute Moulouya, qui lui avait fourni les moyens de remonter sur le trône.

1748. — Enfin, au mois de Juillet, 1748, les abid déposent Abd Allah et choisissent, pour le remplacer, son fils Moulaï Mohammed. Ce prince avait pris, depuis quelque temps, une part active aux affaires publiques et s'était fait remarquer par de sérieuses qualités administratives et militaires.

Il refusa de prendre le pouvoir, au détriment de son père, et s'employa à utiliser son influence, pour le rétablissement de la paix générale : il arriva à son but, au bout de deux années d'efforts persévérants.

1750. — A Fez, est proclamée une amnistie générale sur tous les faits antérieurs.

1750-1751. — Tous les traités précédents, avec les nations européennes, sont renouvelés ; de nouvelles conventions commerciales sont conclues avec l'Angleterre.

1751. — Le Danemark cherche à établir des relations commerciales avec le Maroc. Mais M. Longueville, le chef de l'escadre envoyée dans cette intention, crut pouvoir, de sa propre autorité, commencer la construction d'un fort destiné à protéger le comptoir qu'il avait conçu le projet d'établir aux environs d'Agadir.

Abd Allah protesta énergiquement contre cette tentative d'empiètement territorial, fit confisquer les navires avec tout ce qu'ils portaient et rompit toute négociation.

1753. — Le commandant Lutzow, envoyé pour régler cette affaire, finit par signer, le 18 Juin, un traité stipulant :

1° La restitution des biens saisis ;

2° L'élargissement des prisonniers.

1754. — Le Maroc est éprouvé par de terribles tremblements de terre ; Meknez est presqu'entièrement détruite.

1755. — Nouveau traité avec la Hollande.

1756. — Mohammed, qui était gouverneur de Marrakech, se voit obligé de prendre la fuite, devant une insurrection des Rehamna ; il alla se réfugier à Safi, où il fut rejoint par son frère, Ahmed, gouverneur de Rabat, chassé lui aussi de sa résidence, par une révolte.

Abd Allah, lui-même, était réduit à abandonner Meknez insurgée, pour chercher un refuge à Fez. Tous ces troubles étaient fomentés par les abid lassés de cette longue période de paix.

Après avoir laissé passer la tourmente, Mohammed rentre à Marrakech, reconstitue un noyau de troupes solides, à la tête desquelles il parcourt tout le pays jusqu'à Tanger, puis il revient dans sa capitale, après avoir rétabli partout la paix et la tranquillité.

1757. — Au mois d'Octobre, Moulaï Abd Allah meurt ; il a pour successeur son fils :

Moulaï Mohammed (1757-1790). — Celui-ci est proclamé à Marrakech, et son accession au pouvoir ne suscite aucune protestation. Le nouveau Sultan se rend à Meknez, où il reçoit la soumission des abid, auxquels il accorde une magnifique gratification, comme don de joyeux avènement, puis il entre à Fez dont les habitants le reçoivent avec enthousiasme.

Cette même année, est signé un nouveau traité avec le Danemark qui, en échange du monopole du commerce, dans les ports de Safi et de Salé, s'engage à verser au Sultan un tribut annuel de 25.000 piastres (135.000 francs).

1758. — Le premier soin du nouveau Cherif fut de réorganiser l'administration de son empire, en donnant à chaque province un gouverneur d'une capacité et d'une honnêteté reconnues. Il réorganisa également la surveillance et la police du pays, en remettant en état, et en fournissant d'hommes et de munitions, les places fortes et les postes isolés, créés par son grand père, Moulaï Ismaïl.

Un marabout ayant entrepris de prêcher l'insurrection, dans le pays des R'mara (1), Mohammed alla, lui-même, le combattre et l'ayant fait prisonnier, le fit mettre à mort.

Il profita de sa présence dans le Nord pour aller juger, par lui-même, de la situation des troupes assiégeant Ceuta, toujours énergiquement défendue par sa vaillante garnison. Il visita Tetouane, Tanger et revint par Salé et Rabat, où il fit construire un débarcadère.

Il se dirigea ensuite vers le Sud et fit son entrée à Marrakech, au mois de Septembre.

1759. — Il passa cette année dans le Sud à régler des questions délicates, prétextes de luttes continuelles et sanglantes entre les différentes tribus. Les sages solutions qu'il sut y donner firent renaître le calme et la tranquillité, dans ce pays, depuis si longtemps, livré aux horreurs de la guerre civile.

1760. — Moulaï Mohammed rentre à Meknez, où il organise une nouvelle institution guerrière, en imposant le service militaire aux gens sans aveu et aux fauteurs de désordre.

Un traité de commerce est signé avec l'Angleterre.

1761. — Pendant cette année et les années suivantes, Moulaï Mohammed parcourt son empire, pour en surveiller l'administration ainsi que, pour étudier et résoudre, sur place, les questions pendantes.

1763. — La Suède signe un traité de commerce, avec le Maroc, et lui consent un tribut annuel de 20.000 piastres (108.000 francs).

1764. — Fondation de Mogador, d'après les plans d'un ingénieur français, nommé Cornut. Moulaï Mohammed en fait un port franc et y attire un nombre considérable de

---

(1) R'mara ou Romara, Tribu habitant la partie occidentale du Riff, au Sud de Tetouane.

négociants étrangers, en leur accordant certains privilèges pour la fondation de leurs comptoirs.

1765. — Nouveau traité de commerce avec l'Angleterre.

Traité avec la République de Venise.

Un ambassadeur marocain est envoyé, en France, pour préparer la conclusion d'un traité.

1766. — Moulaï Mohammed obtient des imam une féthoua (1) autorisant la vente du blé aux Infidèles. Cette mesure a pour but d'ouvrir des débouchés à l'agriculture du pays et de remplir le trésor du Sultan.

Le gouvernement de Louis XV envoie, au Maroc, un négociateur, avec une escadre commandée par Du Chaffaut. Après avoir mis le négociateur à terre, l'amiral voulut infliger une leçon aux corsaires de l'Atlantique qui avaient molesté nos bateaux de commerce. Il bombarda successivement Salé, Rabat et Larache ; mais dans cette dernière ville, une attaque, témérairement dirigée contre des navires marocains ancrés dans le port, nous coûta plus de 200 hommes, dont 30 officiers.

Ces incidents ne paraissent pas avoir eu de mauvaise influence sur les négociations en cours, car, l'année suivante, on arriva à une entente.

1767. — Le 28 Mai, le comte de Breugnon, ambassadeur de France, signait, à Marrakech, un traité d'amitié et d'alliance dont les dispositions principales ont servi de bases aux conventions subséquentes (2).

M. de Breugnon traita, en même temps, du rachat de tous les esclaves français détenus au Maroc et il s'embarqua, le 18 Juin, laissant à Safi, Chénier, investi des fonctions de consul général.

Un traité fut également signé avec l'Espagne.

---

(1) Fethoua, consultation juridique, donnée par les autorités religieuses, constatant que la mesure qu'elle envisage est ou n'est pas contraire à la lettre ou à l'esprit du Coran. La vente du blé aux Infidèles paraît interdite par certains versets du Coran ; cependant, les imam, par cette fethoua, déclarent qu'elle est licite.

(2) Ce traité spécifiait particulièrement ce qui suit :

Art. 11. — L'empereur de France peut établir, dans l'empire du Maroc, la quantité de consuls qu'il voudra... Ces consuls

1768. — Le consulat général de France au Maroc est transféré de Safi à Salé.

Moulaï Mohammed marie une de ses filles, avec le Grand Cherif de La Mekke, nommé Serour.

1769. — Mazagan restait le dernier port aux mains des Portugais, sur le rivage de l'Atlantique. Quoiqu'en paix avec le Portugal, Moulaï Mohammed vint l'assiéger avec des forces considérables ; la garnison se défendait courageusement lorsque l'ordre lui arriva, de Lisbonne, de rendre la place aux Marocains. Le gouverneur stipula des conditions particulièrement honorables ; il évacua la place, emportant ses armes, ses canons et ses munitions et emmenant la population civile.

1770. — Un Anglais ayant tué un Maure, dans les rues de Tetouane, les consuls des différentes puissances, jusqu'alors en résidence dans cette ville, reçurent l'ordre de transférer leurs consulats à Tanger.

1773. — Le Sultan commence la construction de Fedala (1), mais il laisse son œuvre inachevée.

1774. — Moulaï Mohammed, à la tête d'une armée de 30.000 hommes, attaque inutilement Melilla.

1775. — Nouveau traité avec l'Espagne.

Les abid de Meknez se révoltent et proclament Sultan, El Yezid, un des fils de Moulaï Mohammed, que ce dernier avait envoyé pour comprimer la révolte ; mais cette équipée est absolument éphémère.

Dès que le Cherif paraît devant les mutins, ceux-ci ne demandent qu'à se soumettre ; Moulaï Mohammed pardonne à El Yezid qu'il envoie faire un voyage en Orient.

---

pourront avoir leurs églises, dans leurs maisons, pour y faire l'office divin.

Les consuls français auront le pas et préséance sur les consuls des autres nations.

Art. 12. — S'il arrive un différent entre un Maure et un Français, l'Empereur en décidera, ou bien celui qui représente sa personne dans la ville où l'accident sera arrivé, sans que le cadi ou le juge ordinaire puisse en prendre connaissance.

Art. 13. — Si un Français frappe un Maure, il ne sera jugé qu'en présence de son Consul, qui défendra sa cause...... Si, par contre, un Maure frappe un Français, il sera châtié selon la justice et l'exigence du cas.

(1) Fedala, petit port sur l'Atlantique, à environ 20 km. au Nord de Casablanca.

1776. — Le Maroc est en proie à une terrible famine provoquée par une sécheresse prolongée et une formidable invasion de sauterelles.

1777. — Nouveau traité avec la Hollande.

Une convention, passée entre Moulaï Mohammed et le roi Louis XVI, abolit l'esclavage pour les Chrétiens et les Musulmans, appartenant aux deux nations contractantes.

1778. — Une insurrection, fomentée par un marabout du Souss, vient échouer aux portes de Marrakech devant lesquelles les rebelles sont exterminés ; leur chef est fait prisonnier et mis à mort.

Le 6 Février, un traité de commerce est signé avec la Toscane ; mais cette puissance ayant négligé de se faire représenter par un consul, le Cherif se montra froissé de ce manque d'égards (1) et fit capturer, par sa flotte de guerre, deux navires toscans dont il réduisit les équipages en esclavage. Cependant, des observations comminatoires de la Cour de Florence reçurent, peu après, toute satisfaction.

Nous devons constater que, au cours de son règne déjà long, Moulaï Mohammed n'avait pas négligé la question maritime et avait donné tous ses soins à la création d'une flotte de guerre qui arriva à compter une vingtaine de navires, portant de 18 à 50 canons, parmi lesquels 11 frégates.

Les corsaires marocains, de leur côté, parcouraient la Méditerranée et l'Atlantique, où ils étendaient le cercle de leurs opérations jusque dans les parages de Belle-Ile.

Second renouvellement du traité de 1732, avec la Hollande.

1780. — Moulaï Mohammed avait gardé rancune, aux

---

(1) On pourrait ajouter : « et de cette perte d'argent ». Il était, en effet, d'usage qu'à l'occasion de l'installation ou du changement du titulaire d'un consulat, la puissance étrangère offrît au Sultan des cadeaux, véritable tribut, dont l'obligation et la valeur, souvent élevée, faisaient l'objet de stipulations précises, insérées dans différents traités.

La France n'a jamais payé tribut au Maroc ; mais, comme toutes les autres puissances, elle a du se conformer à la coutume des cadeaux. Il est vrai que, de son côté, le Sultan n'envoyait jamais d'ambassadeur, à une puissance étrangère, sans que ce représentant ne fût porteur de cadeaux plus ou moins magnifiques.

Abid, de leur révolte de 1775 ; d'autre part, il estimait que l'entretien de la garde noire était très onéreux pour le trésor, eu égard au peu de services effectifs qu'elle rendait et aux dangers très sérieux qu'elle faisait, trop souvent, courir au pays ; il résolut de la licencier en partie. Pour y parvenir sans provoquer de troubles, il usa de subterfuge : il dissémina d'abord les abid, en petits détachements, dans une foule de petits postes, puis il organisa des colonnes volantes assez nombreuses qui, au cours de leurs pérégrinations, désarmaient ces petits postes, sans qu'ils pussent opposer la moindre résistance. On assignait ensuite, aux abid licenciés, des résidences éloignées les unes des autres, de manière à empêcher toute entente ultérieure.

On dit que, en poursuivant l'exécution de cette méthode prudente, le Sultan arriva, au bout de peu de temps, et sans secousse, à réduire l'effectif de la garde noire de 100.000 à 15.000 hommes.

1783. — Ali, le fils aîné de Moulaï Mohammed, vient à mourir. La disparition de cet héritier présomptif du trône qui, jusqu'à ce jour, avait partagé, avec son père, les soucis de l'administration de l'empire et avait montré les plus grandes capacités, dans les différents postes qu'il avait occupés, ouvrait de nouveaux horizons aux ardeurs ambitieuses de son frère cadet Yezid.

En 1775, ce prince n'avait pas hésité à recevoir, des mains de l'émeute, une investiture lui conférant l'autorité appartenant régulièrement à son père, et maintenant, il ne voyait plus d'obstacle qui pût l'empêcher de gravir bientôt les marches du trône. Résidant en Egypte, où sa conduite avait suscité de nombreux scandales, il pensa qu'il y avait lieu de se rapprocher du Maroc, pour être prêt à profiter de toutes les occasions favorables qui pourraient se présenter et il vint s'établir à Mascara.

Nouveau traité avec l'Angleterre.

Conclusion d'un premier traité avec l'Autriche qui, cependant, n'établit pas de consul au Maroc.

1784. — Moulaï Mohammed, pendant toute la durée de son règne, témoigna une très grande bienveillance aux résidents français et à leurs ressortissants.

En 1784, il fit remettre en liberté un certain nombre de Français qui, naufragés sur les côtes du Maroc, avaient été réduits en esclavage.

Cette même année, le Cherif prit, à son service, un groupe de 250 Français, réunis sous les ordres d'un nommé Boiselin, et il lui confia la défense de Mogador.

1787. — Moulaï Mohammed reçoit un ambassadeur venant de la part du Sultan de Constantinople, Abd Ul Ahmid, pour négocier un emprunt de vingt millions de piastres (108 millions) et l'établissement de mesures hostiles au commerce de la Russie et de l'Autriche.

Une révolte éclate à Marrakech ; elle est rapidement réprimée par le Cherif qui, aussitôt après, pardonne aux habitants.

1788. — A ce moment, les relations étaient très tendues entre le Cherif et l'Angleterre. Pour manifester son hostilité à cette puissance, Moulaï Mohammed interdit aux consuls étrangers de fournir quelque secours que ce soit à la population civile ou militaire de Gibraltar, et cela, sous peine de déclaration de guerre.

Cette même année, El Yezid rentre au Maroc, mais, se défiant des intentions de son père, à son égard, il établit sa résidence dans le sanctuaire inviolable de Sidi Abd Es Selam, près de Tetouanc.

1789. — Un bateau français ayant fait naûfrage sur les côtes du Sahara, au Sud du cap Noun, les hommes qui le montaient furent faits prisonniers par les nomades du désert ; Moulaï Mohammed les racheta de ses propres deniers, pour les rendre à la liberté.

1790. — Cependant, les agissements de Yezid inquiétaient Moulaï Mohammed qui se décida à l'arracher de son asile. Il s'était déjà mis en marche, pour mettre son projet à exécution, lorsqu'il mourut, le 11 Avril 1790, à l'âge de 80 ans. Il eut pour successeur son fils.

Moulaï Yezid (1790-1792) fut reconnu, pour ainsi dire, sans opposition. Mais ce prince ne tarda pas à montrer les bizarreries inquiétantes d'un caractère fantasque, cruel, et sanguinaire, en faisant subir les plus affreux supplices à tous ceux qui, pour un motif grave ou frivole, souvent même sans motif, avaient encouru son déplaisir.

A peine proclamé, il donna l'ordre aux consuls européens résidant à Tanger, de venir le trouver à Tetouane. Le 20 Avril, il leur déclara qu'il ne voulait conserver la paix qu'avec l'Angleterre et la République de Raguse, et qu'il donnait un délai de quatre mois aux ressortissants des autres nations pour sortir de ses états. Un peu plus tard, il se ravisa et invita les diverses puissances à lui envoyer des ambassadeurs pour ratifier, à nouveau, les traités antérieurs, et, très probablement, surtout pour recevoir de nouveaux cadeaux.

Cependant, des difficultés s'étaient élevées entre le Maroc et l'Espagne ; au mois de Septembre, le Cherif, passant à Tanger, fit arrêter les consuls espagnols de Larache et de Mogador, ainsi que des religieux, de même nationalité, qui attendaient le moment de s'embarquer, pour rentrer dans leur pays.

Quelques jours plus tard, il commençait le siège de Ceuta.

1791. — Des négociations sont ouvertes à Madrid pour traiter de la conclusion de la paix ; le traité était signé et le gouvernement espagnol avait déjà rempli partie de ses engagements, lorsqu'il constata, avec surprise, que Moulaï Yezid continuait les hostilités.

Aussitôt, une flotte fut envoyée qui bombarda Tanger (24 Août).

Cependant, les caprices sanguinaires du Cherif atteignaient, indistinctement, les membres des plus hautes familles, les chefs honorés des principales administrations civiles et militaires, aussi bien que les misérables des classes les plus infimes. Ces cruautés finirent par exciter, dans toutes les classes de la population, le plus vif mécontentement, ainsi que le désir d'échapper à ce fou furieux, en se rangeant sous les drapeaux de nouveaux maîtres.

Presqu'au même moment, deux frères de Yezid étaient proclamés : Moulaï Hechame, à Marrakech, étendant son autorité sur les provinces du Haouz (1) et du Doukala, et Moulaï Abd Er Rahmane, à Taroudant, étendant son autorité sur les provinces du Souss, du Draa et du Tafilet.

(1) Haouz ou Houz, écrit Houzz par certains auteurs, est un mot arabe qui signifie banlieue ; ici, il s'agit de la banlieue de Marrakech.

Moulaï Yezid, dès qu'il apprend ces nouvelles, lève le siège de Ceuta ; il expédie un ambassadeur en Espagne, pour redemander la paix et, de sa personne, se porte vers le Sud. Marrakech lui ouvre ses portes ; malgré cet acte de soumission, la malheureuse ville est livrée aux plus affreuses représailles.

1792. — Cependant, Moulaï Hechame avait rassemblé ses partisans et marchait sur Marrakech ; Moulaï Yezid s'avance à sa rencontre et le bat. Poussé par sa fureur contre ses adversaires, le Sultan prend le commandement de la cavalerie chargée de la poursuite, et, au cours d'une chevauchée furieuse, il reçoit une balle qui lui traverse la cuisse.

Cette blessure qui, au premier abord, sembla sans gravité, ne tarda pas à s'envenimer et, au bout de quelques jours, le Sultan succombait au milieu d'épouvantables souffrances (15 Février). Son successeur fut :

Moulaï Slimane (1792-1822). — Au moment où le Maroc fut délivré de la tyrannie démente de Yezid, la situation du pays devint des plus critiques : quatre sultans, tous fils de Moulaï Mohammed, se partageaient le pouvoir :

a) Moulaï Moslama, élu par les villes du littoral : Larache, Tanger, Tetouane et les populations du Rarb ;

b) Moulaï Slimane, élu, à Fez, par les abid et les oulema ;

c) Moulaï Hechame, qui auparavant s'était fait élire à Marrakech, et était reconnu dans le Haouz de cette ville et dans les provinces voisines ;

d) Moulaï Abd Er Rahmane, également élu, antérieurement, par les provinces du Souss, du Draa et du Tafilet.

Moulaï Slimane était un musulman de grande piété : lorsqu'il fut appelé au pouvoir, il étudiait les sciences juridiques et religieuses, dans l'intention de devenir le chef des oulema marocains. Ces études pacifiques n'avaient cependant pas affaibli l'énergie d'un caractère qui ne tarda pas à s'affirmer.

A la tête de ce qu'il peut réunir de troupes, il marche contre Moulaï Moslama, qu'il bat et qu'il poursuit, sans trêve ni repos, jusqu'à ce que ce dernier, de guerre lasse, s'embarque, pour aller chercher un refuge en Orient.

1796. — A la suite d'une campagne dans le Sud, au cours de laquelle Marrakech lui ouvre ses portes, Moulaï Slimane peut être considéré comme le véritable Sultan du Maroc.

1799. — Le Maroc est ravagé, pendant plusieurs années, par une terrible épidémie de peste qui fait une quantité innombrable de victimes, au nombre desquelles se trouve Moulaï Hechame, qui, malgré la perte de sa capitale, Marrakech, n'en continuait pas moins à tenir la campagne.

Le traité de commerce conclu avec l'Autriche, en 1783, est renouvelé.

1800. — Signature d'un traité avec l'Espagne.

Le consulat général de France est transféré de Salé à Tanger.

Moulaï Slimane refuse d'obtempérer aux objurgations de la Porte qui, atteinte dans ses intérêts, par l'occupation de l'Egypte par les troupes françaises, cherche à organiser une ligue de toutes les puissances musulmanes contre la France.

1801. — Expédition contre les Berbères de l'Atlas, soulevés par Ibrahim, fils de Moulaï Yezid. Après une bataille sanglante, dans laquelle les insurgés perdirent 8.000 hommes et 2.400 prisonniers, Moulaï Ibrahim demanda l'amane qui lui fut accordé, à condition de prêter, sur le Coran, serment de fidélité à son oncle.

Nouveau traité avec l'Angleterre.

1802. — Expédition dans l'extrême Sud. Les provinces du Draa et du Tafilet sont réduites à l'obéissance.

Déclaration de guerre aux Etats-Unis, en représailles du blocus établi, par la flotte de cette puissance, devant le port de Tripoli, dont le Pacha est, à ce moment, allié du Maroc. Cette déclaration d'hostilité fut, d'ailleurs, complètement platonique et les relations diplomatiques et commerciales reprirent leur cours normal, dès que le blocus fut levé.

1803. — Expédition dans le Riff et la vallée de la Haute Moulouya ; les Marocains occupent Oudjda, que les Turcs d'Alger ont définitivement abandonnée, depuis 1795.

1804. — L'Angleterre profite de ses victoires, sur mer, pour établir la prépondérance de son commerce, au Maroc.

1805. — Campagne dans le Souss et le Haha qui sont réduits à l'obéissance.

Le traité de commerce avec l'Autriche est renouvelé.

1806. — Le Cherif envoie une colonne reprendre possession de l'importante oasis de Figuig et y établir un poste d'abid.

1807. — Moulaï Slimane envoie un ambassadeur féliciter Napoléon Ier, à l'occasion de son avènement ; l'Empereur le reçoit au palais de Saint-Cloud.

1808. — Moulaï Slimane prend, en personne, le commandement d'une expédition destinée à raffermir son autorité sur les oasis du Touat et du Gourara.

Le Sultan refuse de coopérer au blocus continental.

1810. — Pendant que l'armée chérifienne finit de soumettre le Riff, la province du Souss s'insurge, à la voix d'un Cherif nommé Sidi Hechame Bou Moussa, et se constitue en principauté indépendante.

1811. — Révolte générale des Berbères de l'Atlas et des provinces orientales. Les rebelles sont victorieux ; le Riff en profite pour secouer le joug du Sultan.

1812. — Moulaï Slimane, à la tête de ses troupes, finit par obtenir la soumission définitive du Riff.

1816. — Le Cherif marocain animé de généreuses intentions, prend les devants et notifie, au gouvernement français, la suppression de la course et de l'esclavage dans ses états.

1817. — Moulaï Slimane, fait désarmer sa flotte du guerre qui, en 1793, comptait 47 unités :

10 frégates ;
4 bricks ;
14 Galiotes ;
19 Chaloupes canonnières.

Deux de ces unités furent données au Dey d'Alger.

Moulaï Slimane fait racheter tous les esclaves chrétiens, retenus chez les nomades du Sahara et de l'Oued Noun.

1818. — Le Cherif donne des ordres pour favoriser l'exportation des blés, en France, alors en proie à la famine.

La peste éclate, de nouveau, au Maroc où elle sévit, pen-

dant deux ans, faisant, dans tout l'empire, de très nombreuses victimes.

Les Hiaïna, habitant les environs de Fez, se révoltent, entraînant, à leur suite, les provinces du Tadla et du Chaouïa.

1819. — Brahim, l'héritier présomptif, marche contre les insurgés, mais il est complètement battu ; Moulaï Slimane vient prendre le commandement des troupes opérant dans le Tadla.

Malheureusement, en ce moment, Brahim, qui commandait en second, commet la cruauté inepte de faire massacrer des femmes et des enfants venus au camp, pour faire acte de soumission. Cette atrocité souleva l'indignation des populations restées calmes jusqu'alors ; le camp du Sultan fut envahi, Brahim fut massacré. Moulaï Slimane put échapper, mais ne dut la vie qu'au dévouement d'un montagnard qui l'emporta, le faisant passer pour son frère blessé.

Le Sultan parvint à se réfugier à Meknez qui ne tarda pas à être assiégée par une foule d'insurgés.

1820. — Moulaï Brahim, fils de Yezid, est proclamé Sultan à Fez ; il est soutenu par le Cherif d'Ouazzane et voit le Rarb et les villes du littoral se soumettre à son autorité.

1821. — Moulaï Brahim meurt à Tetouane, au mois de Février ; il est remplacé, dans ses prétentions, par son frère, Moulaïd Saïd. Cependant, Moulaï Slimane, dont la situation paraissait désespérée, réussit à sortir de Meknez et à rassembler une armée de 16.000 hommes.

A la tête de ces troupes, il bat le prétendant et le force à se réfugier à Tetouane. Cette ville est assiégée et finit par succomber ; Moulaï Saïd est fait prisonnier par son oncle qui se contente de l'exiler au Tafilet.

Traité de commerce avec la Sardaigne.

1822. — L'anarchie continue à régner dans tout le pays ; enfin le vieux Cherif, miné par le chagrin de voir tous ses efforts, pour rétablir l'ordre, demeurer absolument inutiles, meurt le 28 Novembre. Par testament solennel, il désignait, pour son successeur, Moulaï Abd Er Rahmane fils de son frère aîné, Moulaï Hechame, au détriment duquel, lui-même s'était emparé du pouvoir.

Moulaï Abd Er Rahmane (1822-1848).

1823-1824. — Expéditions contre les montagnards berbères qui ne veulent reconnaître aucune autorité et qui sont sévèrement châtiés.

1824. — Ratification, par le Sultan, du traité de commerce passé avec l'Angleterre, en 1801.

1827. — Projet de traité avec le royaume de Naples ; ce projet ne fut jamais ratifié.

1828. — L'empereur d'Autriche n'ayant pas envoyé d'ambassadeur à Moulaï Abd Er Rahmane pour le féliciter de son avènement, le Cherif regarda cet oubli comme une injure et fit capturer le brick autrichien « Le Véloce ».

1829. — Pour répondre à cet attentat, le gouvernement autrichien envoie, sous le commandement de l'amiral Bandeïra, une escadre qui bombarde Larache (3 Juin). Devant ces mesures énergiques, le Sultan fait amende honorable et rend « le Véloce ».

1830. — 19 Mars. Le Sultan signe, avec l'Autriche, un nouveau traité qui augmente, pour les Autrichiens, les avantages précédemment concédés.

1830-1831. — Révolte des oudaïa (1) ; ceux-ci s'emparent de Fez et ne se rendent qu'au bout d'un siège de six mois. Moulaï Abd Er Rahmane les licencie.

Au Maroc, la nouvelle de la prise d'Alger, par l'armée française, fut apprise avec une certaine satisfaction. On y voyait, avec plaisir, l'abaissement d'un ennemi séculaire, et on espérait pouvoir profiter de la circonstance pour s'annexer la province d'Oran, sinon davantage ; mais ces espérances ne tardèrent pas à s'évanouir.

L'histoire des relations du Maroc avec l'Algérie française dépassent le cadre que nous nous sommes imposé et nous devons arrêter ici notre étude sur l'Histoire de l'Afrique du Nord avant 1830.

FIN

(1) Oudaïa, espèce de janissaires marocains.

APPENDICE

PERIODE FRANÇAISE. — RESUME DE L'OCCUPATION MILITAIRE.

Nous sommes arrivé au terme du programme que nous nous sommes fixé ; nous croyons cependant devoir joindre, à notre exposé de l'histoire de l'Afrique du Nord avant 1830, un résumé succinct des opérations militaires qui ont conquis à la France ce magnifique domaine, dont la prospérité actuelle a été achetée aux prix de très lourds sacrifices et est dûe aussi bien aux persévérants efforts de nos valeureux soldats qu'à l'indomptable ténacité de nos laborieux colons.

Général de Bourmont (14 Juin - 2 Septembre 1830).

1830. — Dès les premiers jours de l'occupation d'Alger, les évènements se succédaient rapidement, et semblaient permettre l'espoir d'un établissement facile de l'autorité française sur la totalité du pays.

Le 15 Juillet, le Bey de Tittery, Bou Mezrag, avait fait sa soumission et avait reçu une nouvelle investiture du gouvernement de son beylik, au nom de la France.

Le Bey d'Oran, déjà vieux, demandait le secours des troupes françaises, pour le protéger contre les attaques des tribus insurgées.

De plus, Ben Zamoun, chef de la grande tribu kabyle des Flissa, nous avait fait des ouvertures d'arrangement.

Seul, le Bey de Constantine, Ahmed Bey, se crut assez habile ou assez fort pour pouvoir nous échapper et se constituer un royaume indépendant.

Le 25 Juillet, le général de Bourmont, désireux de connaître, un peu, l'intérieur du pays dont il venait de conquérir la capitale, organisa une reconnaissance sur Blida.

La colonne, composée de 1.200 fantassins et d'une centaine de cavaliers, parvint facilement au but de son voyage et séjourna un jour à Blida ; mais lorsqu'on reprit la route d'Alger, nos troupes furent, sans cesse, harcelées par des indigènes qui nous tuèrent un certain nombre d'hommes ; cette opération prématurée nous enleva quelque peu de notre prestige.

A peu près à la même époque, le général de Bourmont, solli-

cité par Haçane, le Bey d'Oran, envoya, par mer, des forces suffisantes pour occuper Mers-El-Kebir et Oran.

D'un autre côté, une brigade, sous les ordres du général Damrémont, était envoyée à Bône, pour prendre pied dans le beylik de Constantine, et s'opposer aux agissements d'Ahmed Bey (2 Août).

Ces deux expéditions réussirent, sans qu'on rencontrât aucune résistance ; cependant, le 15 Août, les deux corps d'opération reçurent l'ordre de rentrer à Alger, où ils arrivèrent le 25.

A Oran, on laissa pourtant un régiment d'infanterie, pour y tenir garnison.

Général Clauzel (Septembre 1830 - Février 1831). — Le nouveau gouverneur continua l'organisation des troupes indigènes (1), déjà amorcée par son prédécesseur.

Il dut, entre temps, envoyer de nombreuses reconnaissances, pour établir la sécurité dans la banlieue d'Alger.

Cependant, le Bey de Tittery, Bou Mezrag, malgré sa soumission antérieure, et malgré son investiture française, réunissait, autour de lui, tous les mécontents ; ses agissements provoquèrent sa révocation et son remplacement par un Maure d'Alger nommé : Mustapha Ben Omar. Pour installer ce nouveau Bey, on décida une expédition destinée à le conduire à Médéa ; la seule route praticable, à cette époque, était celle passant par le col de Mouzaïa.

Une colonne partit d'Alger, le 16 Novembre ; le 18 elle campa aux portes de Blida, le 20 elle se remit en marche, après avoir laissé deux bataillons à Blida, pour garder ce point important et couvrir sa ligne de retraite. Le 21, on partit du bivouac de Mouzaïa, pour faire l'ascension du col ; on le trouva défendu par les troupes de Bou Mezrag qui occupaient les hauteurs dominant le passage ; celui-ci, constitué par un défilé excessivement étroit, permettant à peine à quelques hommes de marcher de front, était enfilé par deux pièces de canon, placées à bonne distance.

Un mouvement tournant, destiné à occuper les hauteurs, situées à l'Est du col, devait forcer les défenseurs à se retirer et permettre ainsi de franchir ce point dangereux, sans de trop grandes pertes. Par suite d'une erreur déplorable, la colonne principale se précipita sur le col, avant que le mouvement tour-

---

(1) Ces troupes indigènes furent recrutées, tout d'abord, dans la populace d'Alger, en grande partie composée de Kabyles de la tribu des Zouaoua.

C'est de ce vocable : Zouaoua, que, par corruption, on a fait le nom de zouave, appliqué, aujourd'hui, à des régiments composés d'éléments exclusivement français ; on voit que les premiers zouaves correspondaient plutôt aux troupes désignées actuellement sous le nom de : tirailleurs algériens.

nant fût terminé ; nos pertes furent considérables, mais, grâce à l'intrépidité des soldats du 37e de ligne, tous les obstacles furent surmontés et l'armée française bivouaqua, le soir, sur les hauteurs occupées, le matin même, par l'ennemi.

Le 22, on descendit du col vers Médéa, où la population indigène nous accueillit favorablement.

Le 23, Bou Mezrag, voyant la partie perdue, vint faire, de nouveau, sa soumission : Mustapha Ben Omar fut installé ; on organisa les habitants en une espèce de garde civique, et, pour permettre au nouveau Bey d'établir efficacement son autorité, on laissa, à sa disposition, une garnison composée de quelques zouaves et de deux bataillons d'infanterie.

Le 25 au matin, la colonne partit de Médéa, pour rentrer à Alger et retrouva, au col de Mouzaïa, la brigade Monck d'Uzer, qui y avait été laissée, pour nous assurer la possession de ce point important.

Le 26, descente du col à Mouzaïa.

Le 27, arrivée à Blida ; pendant la courte absence de la colonne, un horrible massacre avait ensanglanté la malheureuse cité. Des masses de Kabyles, profitant d'intelligences qu'elles avaient avec certains habitants, profitant aussi de la sécurité qu'avaient inspiré, à la petite garnison, les protestations d'amitié prodiguées par la population sédentaire, s'étaient introduites subrepticement, dans l'intérieur de la ville, et, à un signal donné, s'étaient précipitées, à l'improviste, aussi bien sur les Français que sur les Indigènes, dont bon nombre succombèrent frappés par leurs coreligionnaires.

La première suprise passée, les troupes françaises rétablirent l'ordre ; mais le nombre des victimes de ce carnage était déjà considérable.

Le 28, l'armée française reprit la route d'Alger, suivie par la plus grande partie de la population paisible de Blida, qui craignait de rester, plus longtemps, exposée aux attaques des Kabyles.

Le 29, la colonne rentrait à Alger, non sans avoir trouvé, sur sa route, les cadavres mutilés de 50 artilleurs, envoyés à Alger, pour y chercher un convoi de munitions destinées à Médéa.

Sur ces entrefaites, le gouvernement métropolitain décida de réduire l'armée d'occupation à quatre régiments.

Le général Clauzel tâcha de rémédier à cette pénurie de troupes, en favorisant le recrutement de nouvelles unités de zouaves.

Il chercha également à assurer, à la France, la possession des beylik de Constantine et d'Oran, au moyen d'une combi-

naison, établissant une espèce de protectorat qui n'aurait exigé, du côté de la France, aucun sacrifice, ni en hommes, ni en argent.

Voici la clef de cette combinaison :

Dès sa rentrée à Constantine, après la prise d'Alger, Ahmed Bey avait commencé à tout préparer, dans l'intention de se créer un royaume indépendant ; il fut contrecarré, dans ses ambitieux projets, par un certain parti qui aurait préféré un autre maître et dans ce but, avait fait des ouvertures au Bey de Tunis, en priant celui-ci de vouloir bien envoyer un prince de sa famille, pour prendre la place d'Ahmed.

Le général Clauzel, mis au courant de ces intrigues, fit sienne cette conception et ne tarda pas à se mettre en relations officielles avec le souverain tunisien. Il fut convenu, entre eux, qu'un prince serait envoyé à Constantine, pour administrer cette province, au nom du gouvernement français, auquel il paierait un tribut annuel de un million (18 Décembre).

1831. — Cette première convention fut suivie d'une seconde, concernant le beylik d'Oran, avec des conditions analogues (6 Février).

Entre-temps, par suite de la diminution du nombre des troupes disponibles, il fallut faire rentrer les garnisons de Médéa et de Blida.

Février. Le ministère qui n'avait point été consulté, préalablement, au sujet des négociations entamées avec le Bey de Tunis, refusa son approbation, et le général Clauzel désavoué fut remplacé par

Le Général Berthezène (Mars-Décembre 1831).

Mars. Reconnaissance de 3.000 hommes dans la Mitidja.

Mai. Nouvelle reconnaissance de 4.000 hommes dans l'Atlas, au dessus de Rovigo et de Blida.

Juin. Expédition vers Médéa où notre Bey, Mustapha Ben Omar, privé de l'appui de la garnison française, est menacé par des insurgés, conduits par le fils de Bou Mezrag.

25 Juin. Départ d'Alger.

29 Juin. Séjour à Médéa.

1er Juillet. Départ de Médéa. Le Bey Mustapha Ben Omar, ne se sentant pas en sûreté, se retire avec la colonne qui est attaquée par des nuées de dissidents au col de Mouzaïa. La retraite s'effectue, quand même en bon ordre, grâce à l'énergie du commandant Duvivier, des zouaves, qui, pendant 24 heures, supporte tout l'effort de l'ennemi.

5 Juillet. Rentrée des troupes dans leurs cantonnements ; les

pertes subies pendant cette expédition, qui dura à peine dix jours, dépassaient 300 hommes.

Cet abandon de Médéa surexcita le fanatisme des indigènes qui se répandirent, en grandes bandes, dans les environs d'Alger et contre lesquels on dut lutter, sans trève, du 6 au 22 Juillet.

A ce moment, le général Berthezène, qui était parvenu à refouler les insurgés, conclut, avec un marabout influent de Coléa une convention véritablement étonnante.

Ce marabout, El Hadj Mahieddine Es Srir, était nommé Agha des Arabes, avec les pouvoirs les plus étendus, y compris le droit de nommer les caïd ; il nous garantissait la possession de ce que nous occupions, aux environs d'Alger, à la condition que nous ne cherchions point à empiéter sur le territoire qui nous entourait ; et, pour ce grand service rendu, il lui était alloué un traitement de 70.000 francs par an !

A Oran, la situation était réellement prodigieuse : dans cette ville, où l'on avait laissé un régiment en garnison, se trouvait également un fonctionnaire tunisien, avec une escorte de 200 soldats, eux aussi tunisiens. Ce fonctionnaire représentait, provisoirement, le prince qui devait venir de Tunis, pour administrer le beylik de l'Ouest, mais qui avait suspendu son départ, après le désaveu infligé au général Clauzel.

Au mois de Septembre, on mit fin à cet état de choses extraordinaire ; le général Boyer vint à Oran, avec un nouveau régiment, pour remplacer celui qui y était précédemment, et prit en main l'administration de la province ; les Tunisiens rentrèrent chez eux.

Pendant ce temps, la ville de Bône qui avait été abandonnée à elle même, depuis le 15 Août 1830, continuait à se défendre contre les attaques de Ahmed Bey et des Kabyles des environs ; la défense était dirigée par un Turc nommé Sidi Ahmed. Au cours de l'été de 1831, il demanda, au général Berthezène, des secours pour l'aider dans sa résistance. On lui envoya une centaine de zouaves, mais dès que ces troupes furent arrivées, Sidi Ahmed changea ses batteries : il arriva à faire prisonniers, dans la Casba, la plus grande partie des soldats français, dont les officiers furent massacrés. De nouveaux renforts furent envoyés ; ils réussirent à se faire rendre une trentaine de prisonniers, puis se retirèrent, laissant Bône au pouvoir de Sidi Ahmed (8 Octobre).

Cette seconde affaire lamentable, jointe à la retraite désastreuse de Médéa, fit tomber en disgrâce le général Berthezène qui fut remplacé, le 26 Décembre, par

Savary, duc de Rovigo (26 Décembre 1831 - Mars 1833).

1832. — Le premier soin du gouverneur fut d'organiser des postes à Kouba, Tixeraïne, Birkadem et Dely-Ibrahim. Ces postes, destinés à assurer la sécurité dans la banlieue d'Alger, furent reliés entre eux et à la ville d'Alger par de bonnes routes stratégiques.

Mars. A peine les Français avaient-ils quitté Bône, le 8 Octobre 1831, que Ahmed Bey venait remettre le siège devant la ville. Inquiet des progrès de l'attaque, Sidi Ahmed, dont nous venons de raconter la trahison, ainsi que la population de Bône, implorèrent, de nouveau, l'appui de la France ; le Duc de Rovigo se décida à détacher, dans cette ville, un capitaine d'artillerie nommé d'Armandy.

Malgré les efforts de ce dernier, la ville fut prise ; mais la Casba resta provisoirement aux mains de nos alliés, grâce à une trève conclue avec l'assaillant.

Cette trève expirée, l'attaque allait recommencer, lorsque, par un coup d'audace téméraire, le capitaine d'Armandy, accompagné de Yousouf (1) qui revenait de remplir une mission à Bizerte, deux officiers et une trentaine d'hommes de l'équipage de la goëlette « la Béarnaise » parvinrent à escalader les fortifications de la Casba, au moyen d'une corde lisse que, du haut des murs, leur lança un affidé.

Profitant de la surprise causée par son arrivée imprévue, cette petite troupe réussit à s'emparer de la forteresse, au nom de la France (nuit du 26 au 27 Mars) ; dès lors, le drapeau français flotta sur cette citadelle.

L'assiégeant, avant de se retirer, pilla ce qui restait de la ville et incendia tout ce qu'il ne put emporter.

Le gouvernement se décida à envoyer, de Toulon, les hommes et le matériel nécessaire pour nous assurer la possession de cette place, dont le commandement fut confié au général Monck-d'Uzer.

Septembre. Au cours de cette année, les tribus de la Mitidja se livrèrent à toute espèce de déprédations ; au mois de Septembre elles se mirent en insurrection ouverte. Le gouverneur prit, lui-même, le commandement des troupes chargées de rétablir l'ordre : une première colonne fut envoyée dans la direction de Souk-Ali (entre Boufarik et Chebli), où les insurgés de la plaine avaient donné la main aux Kabyles descendus de l'Atlas ; une seconde colonne marcha sur Coléa, avec ordre d'arrêter le marabout Mahieddine, qu'on soupçonnait de trahison.

---

(1) Yousouf était un esclave du Dey d'Alger qui, dès les premiers jours de la conquête, avait su rendre de grands services au corps expéditionnaire ; plus tard, il se distingua à maintes reprises dans les guerres d'Afrique et mourut comme général de Division.

Les résultats obtenus furent de minime importance ; les Kabyles rentrèrent dans leurs montagnes ; quant à Mahieddine, il avait pris le large, avant l'arrivée de notre colonne. On arrêta quelques-uns de ses proches qui furent emmenés prisonniers à Alger.

Blida et Coléa furent chacune frappées d'une indemnité de guerre de un million, qui ne fut jamais payée.

Cette même année, il se passait, dans la province d'Oran, certains évènements qui méritent de retenir l'attention, parcequ'ils constituent les prodromes de la lutte acharnée que, pendant quinze ans, poursuivit contre nous, l'Emir Abd El Kader.

Le général Boyer commandait à Oran, au nom de la France, mais le petit nombre d'hommes ,dont il disposait, lui interdisait toute action, en dehors des environs immédiats de la place. La partie était donc belle pour les agitateurs, fanatiques ou autres, désireux d'entraîner, à leur suite, ces populations ardentes, si promptes à prendre les armes, pour peu qu'on leur parle de l'ignominie du joug de l'Infidèle ou qu'on fasse briller, à leurs yeux, la perspective d'un riche butin.

Dès le milieu de l'année 1832, un Cherif, marabout vénéré de la tribu des Hacheme, nommé Mahieddine, comme celui de Coléa, avait trouvé le moyen de diriger, sur Oran, une masse de combattants, évaluée à plus de 10.000 hommes. Pendant cinq jours, ces hordes fanatisées essayèrent, en vain, de pénétrer dans la place ; elles furent constamment repoussées et éprouvèrent des pertes considérables ; de guerre lasse, elles finirent par se retirer.

Au cours de ces opérations malheureuses, un des plus jeunes fils de Mahieddine, nommé Abd El Kader, s'était fait remarquer par sa sagesse dans les conseils et son intrépidité dans les combats.

Le 23 Octobre, nouvelle tentative infructueuse contre Oran.

Le 11 Novembre, de nouveaux contingents arabes sont repoussés sous les murs d'Oran et poursuivis sur la route de Misserghine.

Ces échecs consécutifs ne parviennent cependant pas à ruiner le prestige de Mahieddine et, le 22 Novembre, il réunit, dans les environs de Mascara, les représentants des tribus des Hacheme, des Beni Ameur et des Garaba (1). Abd El Kader fut acclamé comme chef de la guerre sainte et tous lui jurèrent obéissance.

Aussitôt après, le jeune Emir notifie son élévation au pouvoir aux autres tribus ; il prend l'engagement de conduire la

(1) Tribus cantonnées entre Arzew, Sidi-Bel-Abbès, Tagremaret et Relizane.

guerre sainte, avec la plus grande vigueur, dans le but de débarrasser l'Afrique de la présence des Infidèles ; il notifie également son élection au Sultan du Maroc qui, de son côté, engage tous les Croyants à se ranger sous la bannière du nouvel Emir, pour le salut et la plus grande gloire de l'Islam.

Le général Boyer ne paraît pas s'être rendu compte de l'importance de ces évènements ; il ne disposait pas, d'ailleurs, de forces suffisantes, pour intervenir d'une manière efficace.

1833. — Février. Le général Boyer est rappelé en France ; il a pour successeur le général Desmichels.

Mars. Le gouverneur, Savary, duc de Rovigo, malade, rentre en France, il ne devait plus revoir l'Algérie ; il mourut, en effet, au mois de Juillet suivant. Au moment de son départ, l'expédition des affaires fut confiée au général Avizard. Pendant le court laps de temps que ce dernier détint le pouvoir, on procéda à l'installation du service des bureaux arabes, dont le premier chef, fut, Lamoricière.

Ces bureaux étaient chargés d'étudier toutes les affaires concernant les indigènes et de réunir tous les renseignements utiles pour préparer les décisions relatives à l'administration de nos nouveaux sujets.

Intérim du général Voirol (Mars 1833 - Juillet 1834). — A la fin du mois de Mars, arriva, de France, le général Voirol, chargé officiellement de l'intérim, avec le titre de commandant des troupes.

Dès son arrivée, on procéda à la création d'un camp permanent à Douéra : Mustapha Ben Omar, notre ancien Bey de Tittery, y fut établi, avec des pouvoirs très étendus sur les indigènes des environs.

Mai. Expédition contre les Hadjoute (1) qui se soumettent. Une sécurité relative règne dans la Mitidja orientale, où les Européens commencent à se répandre.

Septembre. Occupation de Bougie. Dès la fin de 1832, une expédition, avait été résolue, ayant Bougie comme objectif ; elle ne fut exécutée qu'au mois de Septembre 1833. Un corps de débarquement de 2.000 hommes fut organisé à Toulon. La flottille arriva dans la baie, but de son voyage, dans la journée du 29 Septembre, et, dès ce moment, commença un combat acharné qui dura jusqu'au 3 Octobre. A cette date, les Français ne s'étaient encore rendus maîtres que de la ville. Le général Tré-

---

(1) Hadjoute : tribu cantonnée dans la Mitidja occidentale, dans la région arrosée par l'Oued-Djer et l'Oued-Chiffa. Les Hadjoute étaient renommés pour l'excellence de leurs cavaliers.

zel qui commandait l'expédition, dut demander des renforts à Alger, pour enlever le fort de Gouraya, qui servait de réduit à la défense. Dès qu'on se fut emparé de cette forteresse, on s'empressa de rétablir les fortifications, et on laissa, dans la place, une garnison de 500 hommes, sous les ordres du commandant Duvivier. Malgré cette prise de possession définitive, les Kabyles des environs ne cessèrent de diriger des attaques incessantes contre la petite garnison.

Mai. A Oran, le général Desmichels fait campagne contre la tribu des Garaba et, pour la maintenir, crée un poste au Figuier (actuellement Valmy, 12 km. S.E. d'Oran), tout près de la pointe orientale de la Sebkra. Abd El Kader vient attaquer ce poste ; il est repoussé, avec de grandes pertes, et bat en retraite sur Mascara.

Juillet. Installation d'une garnison à Arzew, puis à Mostaganem, qui, immédiatement après le départ du général Desmichels, est attaquée, vigoureusement mais inutilement, par l'Emir.

Pendant l'été et l'automne, les hostilités continuèrent, actives de part et d'autre : les efforts du général Desmichels commençaient à porter leurs fruits ; plusieurs tribus arabes, voisines de la Sebkra, avaient déjà fait leur soumission et demandé notre protection, lorsqu'on vít, tout à coup, les opérations se ralentir ; on renvoya même, à l'ennemi, des prisonniers qu'on lui avait faits.

1834. — On eut bientôt l'explication de ce changement d'attitude, lorsqu'on apprit que le général Desmichels, à l'insu du gouverneur intérimaire, Voirol, négociait avec Abd El Kader.

Le 26 Février, un traité fut signé dont les principales clauses étaient les suivantes :

1° Cessation des hostilités entre Français et Arabes ;

2° Reconnaissance et respect de la religion et des usages musulmans ;

3° Echange des prisonniers ;

4° Liberté des marchés ;

5° Remise par les Arabes des déserteurs français ;

6° Obligation pour tout Chrétien voyageant, en pays arabe, d'être porteur d'un passeport visé également par le général et le représentant de l'Emir.

Pour l'exécution de ce traité, un consul français fut établi auprès d'Abd El Kader qui, de son côté, installa des représentants à Oran, à Arzew et à Mostaganem.

Il y avait, paraît-il, d'autres clauses, que l'on jugea plus prudent de tenir secrètes.

Il est incroyable qu'un général français ait pu engager, ainsi,

des négociations, en dehors de ses chefs directs, et mettre sa signature au bas d'un pareil traité, sans être immédiatement désavoué par le gouvernement.

D'après les termes précis de l'instrument diplomatique, dont il s'agit, Abd El Kader était reconnu comme souverain légitime de tous les Arabes, par lesquels, il s'engageait à faire respecter les clauses du traité.

Cette reconnaissance, illusoire, du reste, ne laissa pas que de susciter les protestations de nombreux chefs arabes, auxquels l'Emir ne tarda pas à déclarer la guerre. Quelques-uns demandèrent notre protection ; mais elle leur fut refusée.

Bientôt Abd El Kader fut le souverain maître dans la province d'Oran, depuis la frontière marocaine jusqu'au Cheliff ; seuls, les Turcs, renfermés dans le Mechouar de Tlemcen, réussirent à se soustraire à sa domination.

Grisé par ce succès inespéré, Abd El Kader rêva d'étendre son autorité sur la vallée du Cheliff, et même il eut l'audace de communiquer son projet au général Voirol ; mais celui-ci, par une lettre plutôt sèche, lui fit savoir qu'il serait de son intérêt de modérer ses ambitions, s'il ne voulait voir changer la nature de ses relations avec le gouvernement français.

Général Drouet d'Erlon (1834-1835). — Juillet. Le général Drouet d'Erlon est envoyé à Alger, avec le titre de gouverneur général. Son premier soin fut de rétablir la sécurité aux environs d'Alger : un camp fut créé à Boufarik, sous le nom de Camp d'Erlon.

Novembre. La tribu des Hadjoute recommence ses déprédations, au détriment des colons.

Abd El Kader négocie avec le gouverneur, dans le but d'établir son autorité à Miliana et à Médéa, mais ses ouvertures sont repoussées, et il lui est interdit de franchir la vallée de l'Oued-Fodda.

Sur ces entrefaites, l'envoyé d'Abd El Kader, un juif, nommé Juda Ben Drane, dénommé par certains historiens, Ben Durand, donne connaissance, au général Drouet d'Erlon, des articles secrets du traité passé le 26 Février entre l'Emir et le général Desmichels.

Le gouverneur demande et obtient le rappel immédiat de ce dernier qui est remplacé par le général Trézel.

1835. — Abd El Kader n'en persévère pas moins dans ses intrigues ; il finit par établir son autorité à Miliana et ensuite à Médéa, où il installe, pour le représenter, un fonctionnaire auquel il confère le titre de Bey de Tittery. A ce même moment, il pousse l'audace jusqu'à demander, au gouverneur gé-

néral, des canons, pour réduire, par la force, les Turcs de Tlemcen qui refusent de lui ouvrir leurs portes.

Juin. Les tribus des Douair et des Smela (1), qui avaient fait leur soumission à la France, au commencement de 1834, se voyant en but aux menaces d'Abd El Kader, demandent la protection du général Trézel. Celui-ci entre en pourparlers avec l'Emir, mais devant les réponses insolentes de ce dernier, le commandant de la province d'Oran se décide à agir. Le 16 Juin, il part d'Oran, et le 26, sur les bords du Sig, il inflige, à son adversaire, une sérieuse défaite qui lui coûte de nombreuses pertes.

Le 28, le manque de vivres força la colonne française à se replier sur Arzew ; cette colonne, très alourdie par un important convoi de blessés, se heurta contre une embuscade arabe qui l'attendait sur un point où la route se trouve très resserrée entre le pied des collines, d'une part, et les marais de la Macta, d'autre part. Une panique s'empara des convoyeurs ; la colonne fut coupée en deux et ce n'est qu'avec la plus grande peine que les officiers purent rassembler quelques troupes, pour tenir tête à l'ennemi victorieux et permettre aux fuyards de gagner Arzew.

Ce malheureux combat, connu sous le nom de désastre de La Macta, nous coûta 960 tués, 300 blessés et la plus grande partie du matériel de la colonne.

A la suite de ce lamentable échec, le général Trézel fut rappelé en France.

Maréchal Clauzel (2e fois, 1835-1837). — Quelques jours plus tard, le gouverneur, Drouet d'Erlon, était remplacé par le maréchal Clauzel qui avait déjà gouverné l'Algérie, du 2 Septembre 1830 au mois de Février 1831.

Dès son arrivée, il dirigea une expédition contre les Hadjoute qui continuaient leurs incursions.

A Bône et à Bougie, les commandants de ces places imposaient la paix aux tribus indigènes voisines de leurs résidences.

Octobre. Occupation de l'îlot de Rachgoun, à l'embouchure de la Tafna, dans le but de maintenir les tribus de l'Ouest, par la crainte d'un débarquement. En même temps, concentration à Oran de 11.000 hommes destinés à une expédition contre Mascara, centre d'opérations d'Abd El Kader.

Décembre. Départ d'Oran et marche sur Mascara où la colonne arrive le 6 ; cette ville avait été abandonnée par Abd El Kader qui s'était retiré vers le Sud. Le 10, l'armée française

(1) Douair et Sméla, tribus cantonnées sur la rive Sud de la Sebkra d'Oran.

quittait Mascara, après avoir mis le feu à l'arsenal, ainsi qu'aux portes de la ville.

Le 12, toutes nos troupes rentraient à Mostaganem.

1836. — L'abandon de Mascara, après cette rapide et heureuse démonstration, ne peut s'expliquer que par la pénurie des troupes disponibles ; de plus, le maréchal devait songer à organiser, de suite, une seconde expédition d'une urgence indiscutable.

Renfermée dans les murs de Tlemcen, une petite garnison turque n'avait jamais voulu reconnaître l'autorité de l'Emir qui la tenait étroitement bloquée ; il était nécessaire de marcher immédiatement à son secours.

Une colonne de 7.500 hommes, formée à Oran, partit le 5 Janvier et arriva, le 13, devant Tlemcen dont le blocus avait été levé la veille. L'Emir, fidèle à sa tactique, évita tout engagement sérieux avec nos troupes. Le maréchal laissa à Tlemcen une garnison de 500 hommes, sous les ordres du commandant Cavaignac.

L'intention du gouverneur était d'assurer le ravitaillement de Tlemcen par Rachgoun, que nous occupions, depuis un an, mais il ne put mener à bien l'exécution de ce projet, faute du nombre d'hommes suffisant pour culbuter les contingents arabes qu'Abd El Kader avait massés dans cette direction.

La colonne regagna Tlemcen et de là rentra à Oran, le 12 Février, suivie de près, sinon poursuivie par l'Emir, qui, cepen dant, n'osa l'attaquer.

Le maréchal rentra à Alger, laissant à Oran le général Perrégaux avec mission de parcourir les environs d'Oran, dans la direction du Cheliff, pour maintenir les tribus hésitantes, et le général d'Arlanges qu'il chargea d'assurer le ravitaillement de Tlemcen, par Rachgoun.

Aussitôt rentré à Alger, le gouverneur organisa une nouvelle expédition sur Médéa. Partie d'Alger, le 9 Mars, la colonne rentra le 9 Avril suivant, après une courte apparition à Médéa qui fut, de nouveau, abandonnée. Cette expédition nous avait coûté 300 tués ou blessés, pour un résultat absolument nul.

Le 14 Avril, le maréchal partait pour France, dans le but d'aller défendre, devant les Chambres, la cause de l'Algérie.

Dans les premiers jours d'Avril, le général d'Arlanges était parti d'Oran, pour gagner Rachgoun et de là s'ouvrir une route vers Tlemcen. Des contingents arabes, qui voulurent lui barrer la route, furent culbutés, à deux reprises différentes, et, le 16, la colonne parvenait à Rachgoun, où l'on se hâta de commencer la construction d'un camp retranché, à l'embouchure même de la Tafna.

De tous côtés, les tribus soulevées accoururent pour nous jeter à la mer ; Abd El Kader était à leur tête et réunissait, sous son commandement, plus de 8.000 combattants.

Le 25, une tentative de sortie, destinée à rompre le cercle des assaillants, échoua et la colonne se trouva étroitement bloquée derrière ses retranchements. La situation était devenue très critique, d'autant plus que les vivres s'épuisaient et que le ravitaillement, par mer, ne pouvait se faire qu'avec les plus grandes difficultés.

Enfin, sur les instances réitérées du général d'Arlanges, le gouvernement français décida d'envoyer, à son secours, une brigade composée de trois régiments, sous les ordres du général Bugeaud ; cette expédition, partie de Toulon, arriva à Rachgoun le 6 Juin.

Après avoir ravitaillé les assiégés, Bugeaud se mit en marche sur Oran, où il arriva le 16, après quelques escarmouches contre les dissidents.

D'Oran, il partit le 19 pour Tlemcen, où il arriva le 24, n'ayant eu à livrer qu'un petit combat, dans la vallée du Saf-Saf. Dès qu'il eût inspecté Tlemcen, le général se remit en route, le 26, pour Rachgoun où il entrait le 29.

Là, on avait réuni un convoi de vivres et de munitions destiné au ravitaillement de Tlemcen ; Bugeaud partit, le 4 Juillet, pour le conduire à destination. Abd El Kader saisit cette occasion d'attaquer la colonne alourdie par cet important convoi. Le 6 Juillet, l'attaque impétueuse des contingents arabes se produisit dans la vallée de la Sikak ; mais les dispositions étaient bien prises et l'ennemi dut se retirer, après avoir éprouvé de nombreuses pertes. Le 7, colonne et convoi entraient à Tlemcen.

Après quelques jours employés à parcourir les environs de cette ville, pour intimider les indigènes, nos troupes reprirent le chemin d'Oran où elles arrivèrent le 18. Elles se rembarquaient presqu'aussitôt, après avoir exécuté, point par point, le programme qui leur avait été tracé.

Le maréchal Clauzel qui était parti pour France, au mois d'Avril, ne rentra en Algérie qu'au mois de Septembre, et il s'occupa aussitôt d'organiser une expédition contre Constantine où l'on devait installer, en qualité de Bey, cet ancien esclave, nommé Yousouf, qui, depuis le jour de notre entrée à Alger, nous avait rendu de grands services et avait joué, en particulier, un certain rôle dans la prise de possession de la Kasba de Bône, le 26 Mars 1832.

D'après certains renseignements, qui, depuis, furent reconnus complètement erronés, on s'était imaginé qu'on n'aurait

qu'à se présenter devant la ville pour que celle-ci ouvrît immédiatement ses portes, et on se lança dans cette entreprise, sans avoir pris les dispositions nécessaires.

La colonne, comptant, en tout, 7.000 hommes, se forma à Bône, dont elle partit le 13 Novembre. La marche fut contrariée par un temps affreux et nous avions déjà perdu beaucoup de monde par les maladies, lorsqu'on arriva, le 22, devant Constantine. Loin de nous accueillir avec joie, les habitants nous reçurent à coups de canon. Il était inutile de vouloir faire le siège d'une place aussi bien défendue, avec le peu de moyens dont on disposait ; une attaque par surprise pouvait seule présenter quelques chances de succès. Elle fut tentée, dans la nuit du 24 au 25, mais elle échoua complètement ; il fallut battre en retraite et faute de moyens de transport, on dut abandonner un certain nombre de malades et de blessés, quoiqu'on ne pût se faire aucune illusion sur le sort qui leur était réservé.

La retraite s'effectua en bon ordre ; la colonne rentrait à Bône le 1er Décembre ayant perdu, en 17 jours, 500 hommes tués ou blessés, et ramenant quantité de malades dont beaucoup succombèrent peu après : c'était un véritable désastre.

Le gouverneur partit pour Paris, dans le but d'obtenir les ressources nécessaires pour prendre une éclatante revanche ; mais il ne devait pas atteindre son but ; le ministère lui retira le gouvernement de l'Algérie pour le donner au

Général Damrémont (Février 1837 - Octobre 1837). — Le nouveau gouverneur ne prit la direction des affaires qu'au mois d'Avril 1837.

Dès le 28 Avril, il réunit une colonne à Bouffarik et, de là, marcha sur Blida qui se soumit, sans faire la moindre résistance. Pour assurer l'obéissance de cette région, et s'opposer aux incursions des Hadjoute, on créa un camp de cavalerie à Beni-Mered.

Mai. Le mois suivant, une colonne était dirigée vers la Kabylie ; après quelques combats heureux, nous dûmes battre en retraite, faute de vivres ; mais, grâce à des renforts envoyés d'Alger, il nous fut possible de reprendre l'offensive et de réduire à l'obéissance la tribu des Ysser ainsi que la petite ville de Dellys.

A peu près au moment où le général Damrémont prenait en main le gouvernement de l'Algérie, arrivait à Oran, le général Bugeaud, avec mission de régler, soit par la guerre, soit par la diplomatie, la question d'Abd El Kader.

Ce dernier général, se croyant investi des pouvoirs nécessaires, signa, le 30 Mai 1837, avec l'Emir, un traité connu, dans l'histoire, sous le nom de traité de la Tafna. Par ce traité, la France ne se réservait que les places d'Oran, d'Arzew, Mosta-

ganem avec son annexe Mazagran, plus Alger avec une petite partie du Sahel et de la Mitidja. Tout le reste était abandonné à Abd El Kader que nous reconnaissions comme souverain légitime des deux beylik d'Oran et de Tittery. Ce traité incroyable fut approuvé, à Paris, sans observation.

Malgré cette humiliation, le général Damrémont n'en continuait pas moins à défendre les intérêts de la France dans le beylik de l'Est et conduisait patiemment des négociations avec le Bey Ahmed de Constantine.

Bientôt, celui-ci éleva des prétentions inadmissibles, dès qu'il connut les stipulations du traité de la Tafna. Enfin un ultimatum, envoyé au mois d'Août, reçut du Bey, une réponse absolument négative.

Une nouvelle expédition, contre Constantine, fut décidée.

Le corps expéditionnaire, commandé par le gouverneur général Damrémont, se composa de 10.000 hommes et emmena 17 pièces de siège et 16 de campagne.

La colonne partit de Bône, le 1er Octobre, et arriva, le 5, devant Constantine ; la résistance fut énergique, mais cependant, le 13 Octobre, la ville fut emportée d'assaut. Nos pertes étaient sérieuses ; un millier d'hommes et une centaine d'officiers, dont le général Damrémont frappé, en plein corps d'un boulet, alors qu'il inspectait les travaux d'attaque.

Maréchal Valée (1837-1840). — Le général d'artillerie Valée qui, par suite de son ancienneté, avait pris le commandement à la suite de la mort du général Damrémont, laissa, à Constantine, une garnison de 2.500 hommes, puis reprit le chemin de Bône, où en arrivant, il trouva sa nomination comme gouverneur intérimaire. Quelque temps après, cette nomination devint définitive et le général, promu maréchal, devint gouverneur titulaire de la Colonie.

1838. — Depuis la signature du traité de la Tafna, Abd El Kader devenait de plus en plus arrogant, venant, jusque dans la Mitidja, razzier les tribus soumises à notre autorité. Pour limiter ses incursions, on créa des postes permanents à Coléa et à Blida ; on créa également un poste, sur le Boudouaou (1), pour résister aux aggressions venant de la Kabylie.

Entre-temps, Abd El Kader se considérait comme le maître absolu de toute le territoire que nous ne nous étions pas réservé par le traité malencontreux de la Tafna, et il prétendait exercer son autorité, même sur le beylik de l'Est, où il nom-

(1) Boudouaou, petit oued descendant de l'Atlas et passant entre les villages de la Reghaïa et de l'Alma.

mait des agents à sa dévotion, comme caïd des Zibane (environs de Biskra) et caïd de la Medjana (environ de Bord-Bou-Arriridj).

Il entreprenait également une expédition contre Aïn-Mahdi. Nous avons vu, plus haut, que, en 1827, le marabout Ahmed El Kebir Tedjini avait amené des contingents sahariens, au secours de la tribu des Hacheme, pour faire le siège de Mascara et que cette opération avait dû être abandonnée, à la suite de l'intervention du Bey d'Oran ; Tedjini fut tué et les Hacheme firent leur soumission aux Turcs. Cependant, depuis cette époque, les Hacheme avaient gardé rancune aux marabouts d'Aïn-Mahdi et à leurs adhérents. Il est à croire que c'est pour satisfaire cette rancune, peu justifiée, que l'Emir alla mettre le siège devant Aïn-Mahdi. Au bout de trois mois d'une défense acharnée, au cours de laquelle les défenseurs de l'oasis résistèrent victorieusement aux assauts des assiégeants, une convention intervint qui mit fin aux hostilités ; le marabout Tedjini reconnut la suzeraineté d'Abd El Kader.

Dans la province de Constantine, des colonnes mobiles parcouraient le pays et obtenaient la soumission de la région située entre Constantine et la mer, y compris les villes de Mila, Stora, Philippeville, Djemila, Tifech et Sétif.

Le caïd des Zibane faisait également sa soumission.

Il est certain que ces soumissions, le plus souvent imposées par la force, n'étaient pas toujours bien sincères ni définitives ; ainsi, à la fin de 1838, la petite garnison de 600 hommes, occupant le fortin construit à Djemila, se voyait assiégée par une masse de 4.000 Kabyles. La résistance prolongée qu'opposa, à l'ennemi, le commandant Chadeysson permit l'arrivée de renforts qui chassèrent les assaillants, sans que ceux-ci aient pu remporter le moindre avantage.

1839. — Cependant, le Bey Ahmed, réfugié dans l'Aurès, continuait à entretenir l'agitation dans le Sud de la province ; d'un autre côté, des mouvements insurrectionnels nous forçaient à étendre le cercle de nos opérations vers l'Est, dans la direction de La Calle et de Guelma ; du côté de l'Ouest, Djidjelli était occupée sans difficulté.

Il faut remarquer que ces territoires, récemment conquis dans la province de Constantine, formaient une enclave séparée de nos possessions de la province d'Alger, par une bande de terrain occupée par des tribus kabyles belliqueuses, entre autres, celle des Beni Abbes, et désignée, par les indigènes, sous le nom de Medjana. C'est au travers de cette région montagneuse que passe la route directe d'Alger à Constantine ; cette route franchit l'arête rocheuse qui sépare la vallée de

l'Oued-Sahel de la partie supérieure de la vallée de son affluent l'Oued-Bou-Sellem au col, que les Arabes appellent « Bibane » (c'est-à-dire les Portes) et que nous désignons sous le nom de « Portes de fer ».

Nous avons vu qu'Abd El Kader avait émis des prétentions sur cette région et que, même, il avait nommé un caïd, pour la gouverner en son nom.

Le Maréchal Valée résolut de mettre un terme à cette situation équivoque ; au mois d'Octobre, 4.000 hommes furent réunis à Mila. De cette ville, la colonne marcha sur Sétif, dont on partit, le 25, après avoir fait courir le bruit d'une opération dirigée contre Bougie. Les Kabyles se groupèrent immédiatement dans les montagnes situées au Nord de Sétif, pour s'opposer à l'exécution de nos prétendus desseins.

Mais la colonne, au lieu de prendre la route du Nord, se dirigea vers l'Ouest et conduite par des guides que nous fournit notre allié, Mokrani, franchit, sans trouver de résistance, le défilé des Portes de Fer ; de là, elle descendit dans la vallée de l'Oued-Sahel qu'elle remonta de Beni-Mansour à Bouïra, puis ensuite elle se dirigea sur Alger, où elle arriva le 2 Novembre.

Cette opération bien menée, mais dont l'exécution n'avait, en réalité, présenté aucune difficulté sérieuse, fut regardée comme un grand succès et suscita le plus grand enthousiasme.

Abd El Kader y vit une atteinte portée à ses droits, et, sans nous déclarer ouvertement la guerre, il lança, contre nous, les Kabyles dans la région du Boudouaou et les Hadjoute dans l'Ouest de la Mitidja. Ces derniers dévastèrent tous les environs de Blida et d'Oued-El-Alleug ; ils répandirent même l'épouvante jusqu'aux portes d'Alger. Enfin, le 18 Novembre, Abd El Kader jetait le masque et écrivait au gouverneur une lettre où il annonçait officiellement la reprise de la guerre sainte.

Trois jours après, un détachement était surpris près de Boufarik et perdait 108 hommes, presque la totalité de son effectif. Une véritable panique s'empara de la population d'Alger qui s'attendait à voir Abd El Kader paraître, d'un moment à l'autre, sous les murs de la ville, à la tête de forces considérables.

Celui-ci, d'ailleurs, ne restait pas inactif ; on fut obligé de faire rentrer nombre de petits postes qui, disséminés de tous côtés, étaient incapables de se prêter un appui réciproque et risquaient de tomber au pouvoir d'un ennemi vigilant et plein d'audace, puis on s'occupa de ravitailler les points d'appui con-

servés : les postes du Boudouaou, du Fondouk, de Blida, de Bouffarik et de Coléa.

Un des postes les plus menacés était Blida, autour duquel Abd El Kader avait concentré ses principales forces, consistant en troupes exercées et encadrées à l'européenne qu'on a appelées « les Réguliers ».

Le Maréchal décida de marcher au secours de cette petite place et l'année se termina par un succès assez sérieux : le 31 Décembre, la colonne, qui s'avançait vers Blida, rencontra l'ennemi, lui infligea une véritable défaite et lui fit perdre environ 300 hommes.

1840. — La gravité de la situation amena le gouvernement français à augmenter l'effectif de la division d'occupation, lequel fut porté au total de 33.000 hommes.

Mars. Dès que ces nouvelles troupes furent encadrées, le Maréchal commença les opérations : son premier objectif fut Cherchell qui fut occupé le 15 Mars, sans qu'on y rencontrât de résistance ; on y laissa une garnison ; de là, on revint dans la Mitidja, pour en chasser les insaisissables Hadjoute, plus que jamais acharnés à poursuivre leurs déprédations.

Avril. Continuation des opérations de police dans la Mitidja et préparation de l'expédition sur Médéa.

Mai. Le 12 Mai, l'armée française, franchit le col de Mouzaïa, à la suite d'un combat opiniâtre qui nous coûta environ 300 hommes tués ou blessés. Le 17 on arriva à Médéa qu'on trouva complètement évacuée, par ordre d'Abd El Kader. On laissa, dans cette place, une garnison de 2.000 hommes, commandée par le général Duvivier ; la colonne d'opérations rentra ensuite à Alger.

Juin. Nouvelle expédition forte de 10.000 hommes : le Maréchal prend cette fois, pour objectif, Miliana qui servait de place de dépôt et d'arsenal à notre adversaire. A notre arrivée, vers le 10 Juin, la ville était complètement déserte : par ordre de l'Emir on y avait mis le feu en divers endroits, mais l'incendie ne s'était pas propagé, et la ville était restée presqu'intacte. On y installa une garnison de 1.100 hommes, puis on partit, le 13, pour Médéa où l'on arriva le 20 Juin, après quelques petites escarmouches avec les insurgés.

Malgré ces succès, le pays était en pleine insurrection, et, aussitôt après le départ des colonnes, les garnisons laissées en arrière, se voyaient immédiatement bloquées et cernées par les dissidents.

Tous les trois mois, il fallait faire une véritable expédition pour aller les approvisionner : au cours d'une de ces tournées de ravitaillement, le général Changarnier, battit les réguliers

d'Abd El Kader, au col de Mouzaïa, le 28 Août, et les Kabyles de Bou Saleme sur les bords du Boudouaou, le 17 Septembre.

Octobre. Le 1er Octobre, le général Changarnier partait de Blida pour aller ravitailler Miliana, dont la garnison avait été décimée par la maladie.

Des 1.100 hommes qu'on y avait laissés au mois de Juin, 800 étaient morts et les 300 autres, étaient à peine capables d'assurer le service de sécurité.

Il fallut remplacer complètement cette garnison par des troupes fraîches.

Octobre et Novembre. Le maréchal Valée, à la tête d'une nombreuse colonne, parcourt tout le pays et, ravitaille toutes les places, sans rencontrer nulle part de résistance sérieuse.

Pendant que l'insurrection sévissait ainsi dans la province d'Alger, notre influence s'étendait rapidement dans la province de Constantine : un poste important était créé à Sétif, pour conmmander la route d'Alger à Constantine et surveiller la région des Bibane. Dans le Sud, non loin de Biskra, notre allié Ben Ganah, infligeait aux dissidents, une irrémédiable défaite.

Dans la province d'Oran, le général Lamoricière n'avait à combattre que quelques bandes de partisans ; tout l'effort de l'ennemi était concentré dans la province d'Alger.

Tout à fait à la fin de l'année, le maréchal Valée est rappelé et remplacé par le

Général Bugeaud (1840 - Septembre 1847). — Dès son arrivée, le 22 Février 1841, le général voulut se rendre compte, par lui-même, de la situation : il fit une tournée dans les postes de la Mitidja qu'il inspecta jusqu'à Blida ; il commença immédiatement à appliquer les principes qu'il généralisa, dans la suite : suppression de tous les petits postes, trop exposés aux coups de main d'un ennemi, présent partout, quoique presque toujours insaisissable ; organisation de fortes garnisons comportant des effectifs suffisants pour fournir des colonnes mobiles, destinées à se porter rapidement sur tous les points où leur présence serait nécessaire, pour prévenir les défections, ou châtier les révoltés.

Le 7 Mars, il partit pour procéder à une inspection analogue dans la province de Constantine ; il en revint le 18.

Fixé sur les dangers de la situation, le gouverneur proclama, dès le 19, l'état de guerre, pour tous les points occupés par nos troupes, c'est-à-dire, pour la totalité du territoire soumis à la France. Cette mesure mettait à sa disposition toutes les ressources du pays, tant en hommes, qu'en approvisionnements, vivres, animaux et matériel.

A partir de ce moment, commença la lutte, sans trève, qui devait définitivement aboutir à la défaite de l'Emir.

Celui-ci, pendant les années de répit que lui avaient ménagées ses négociations avec les précédents gouverneurs, s'était créé trois places de refuge, munies de magasins et d'arsenaux bien approvisionnés et destinées à lui servir de bases d'opérations. Il les avait choisies, avec un grand sens des nécessités de la guerre, dans des positions difficilement accessibles, et il avait complété les moyens de défense, provenant de la configuration du terrain, par de sérieuses fortifications, bien tracées et solidement établies. Ces trois places étaient : Boghar, Taza et Takdempt. (1)

De plus, par les tribus, il avait fait établir des silos remplis de grain, pour assurer le ravitaillement de ses troupes, quelle que fut la région où il portât le théâtre de ses opérations ; il résolvait ainsi, d'une manière éminemment pratique, le problème si délicat de la nourriture des effectifs, manœuvrant dans un pays presque désert et pour ainsi dire sans culture. Cette suppression méthodique des convois donnait, à ses troupes, une merveilleuse mobilité qui leur permettait de paraître, inopinément, à l'endroit favorable pour tendre une embuscade aux colonnes françaises, alourdies par la présence de nombreuses voitures et d'innombrables bêtes de somme, et de disparaître, en échappant à toute atteinte, lorsque les mesures prises par nos généraux les menaçaient d'un désastre inévitable.

Le plan du général consista à s'emparer, d'abord, des places de refuge d'Abd El Kader, à détruire les silos nécessaires à ses ravitaillements, ainsi que les récoltes sur pied destinées à les entretenir ; il consistait également à organiser des colonnes mobiles assez nombreuses pour entraver les mouvements rapides de l'ennemi et l'arrêter dans ses tentatives de retraite, lorsqu'il chercherait à éviter un combat décisif.

Dès le 18 Mai, le général procédait à la mise en pratique de son programme. Il partait de Mostaganem, à la tête d'une colonne organisée par le général Lamoricière ; il remontait la vallée du Cheliff, puis celle de la Mina et arrivait à Takdempt, sans rencontrer de notable résistance.

Avant notre arrivée, Takdempt avait été évacuée et incen-

---

(1) Ces trois places sont situées sur la chaîne du Petit Atlas, au Nord des Hauts-Plateaux, dont elles commandent les débouchés sur Le Tell :

Boghar à l'entrée de la coupure du Cheliff, surveillant aussi, mais indirectement, le débouché de la vallée de l'Oued-Sahel, par Aumale ;

Taza commandant l'entrée Nord du col de Téniet-El-Haâd ;

Takdempt, à 10 km. à l'Ouest de Tiaret, surveillant la route ouverte à l'Ouest de l'Ouarsenis, par la vallée de la Mina.

diée, par ordre d'Abd El Kader ; on n'eut qu'à faire sauter les maçonneries des fortifications, pour compléter la destruction. L'armée française se dirigea ensuite vers l'Ouest, à destination de Mascara, où l'on décida de laisser une garnison, puis elle rentra à Mostaganem.

Dès le 7 Juin, la colonne repartait pour Mascara, dans le but d'y conduire un convoi de ravitaillement.

Pendant ce temps, le général Baraguey d'Hilliers, suivant les instructions du gouverneur, partait de Blida, franchissait le petit Atlas, au col de Mouzaïa, passait à Médéa et se présentait devant Boghar, où il ne trouvait pas de résistance ; après avoir détruit cet arsenal, il gagnait Taza qui était également incendiée.

Après cette heureuse expédition, la colonne allait ravitailler Miliana puis rentrait à Blida, d'où elle repartait, presqu'immédiatement, pour conduire à Miliana un second convoi de ravitaillement.

Dès cette première campagne, les trois places, bases d'opérations de l'Emir, avaient disparu.

Les opérations militaires, suspendues pendant les chaleurs de l'été, reprirent à l'automne.

Le général Bugeaud alla opérer dans la province d'Oran ; on commença par ravitailler Mascara, puis on parcourut toute la région, razziant, particulièrement, la tribu des Hacheme, berceau d'Abd El Kader, et étendant le cercle de nos opérations jusqu'à Saïda, qui fut détruite de fond en comble.

Tout en conduisant ces opérations guerrières, le général Bugeaud s'occupait de la colonisation qu'il voulait étendre, en employant un système de colonies militaires analogues à celles que les Romains constituaient avec d'anciens légionnaires. Dans ce but, il fit construire, dès 1841, les villages de Fouka et d'Oued-El-Alleug qui furent peuplés au moyen de soldats libérés, auxquels on donna des concessions, à la condition qu'ils fussent mariés. Pour faciliter leurs unions, on fit venir de France des jeunes filles, ayant la vocation du mariage, parmi lesquelles les candidats colons choisissaient, peut-être un peu au hazard, leurs futures compagnes.

1842. — Continuation des opérations dans la province d'Oran. Le premier effort porta contre Tlemcen, dont Abd El Kader avait fait une espèce de capitale du royaume qui lui avait été reconnu par le traité de la Tafna ; suivant sa tactique, l'Emir l'avait fait évacuer avant l'arrivée de nos troupes. Le 30 Janvier, Tlemcen fut occupée, définitivement cette fois ; le général Bedeau en fut le premier gouverneur.

De ce centre, il rayonna dans toutes les directions et, peu de

temps après son installation, il occupa Nédroma pour maintenir les tribus Kabyles habitant les territoires confinant au Maroc.

1842. — L'occupation du Nord de la province d'Oran était assurée par le général Bedeau à Tlemcen, le général Lamoricière à Mascara et le général d'Abouville, en réserve à Mostaganem ; mais cette possession française était séparée de nos possessions des environs d'Alger par la plaine du Cheliff, encore complètement au pouvoir de l'Emir. Le général Bugeaud résolut d'établir la liaison nécessaire entre ces deux groupes isolés ; il partit de Mostaganem, marchant à la rencontre d'une colonne partie, en même temps, d'Alger, sous la conduite du général Changarnier. La jonction eut lieu sur les bords de l'Oued-Rouïna.

De là, les deux colonnes se mirent en marche vers Blida, le général Bugeaud suivant la route la plus directe, le général Changarnier faisant un crochet vers le Nord, pour aller imposer notre autorité aux tribus habitant les montagnes situées au Nord du Cheliff, entre Miliana et Cherchell.

De son côté, le général Lamoricière rayonnait autour de Mascara, détruisait, de nouveau, Takdempt, qu'Abd El Kader avait fait reconstruire, et étendait, peu à peu, notre influence sur les tribus du Sud.

Malgré tous ces succès, la sécurité était loin de régner, même aux environs des places occupées, par nos troupes, d'une manière permanente.

Le 11 Avril 1842, un petit convoi de correspondance composé de 22 hommes, sous le commandement du sergent Blandan du 26e Régiment d'Infanterie, partait de Blida, à destination de Bouffarik.

Arrivée à 5 ou 6 kilomètres de Blida, au passage d'un ravineau, situé près du village actuel de Beni-Mered, cette petite troupe fut attaquée, à l'improviste, par un groupe d'environ 300 cavaliers arabes. Sommé de se rendre, Blandan répondit par un coup de fusil ; ce fut le signal du combat.

Peu après, le brave sergent tombait, frappé mortellement ; mais avant d'expirer, il prescrivait à ses hommes de combattre jusqu'à la mort.

La lutte continuait acharnée, 17 Français avaient déjà succombé, cinq hommes seuls restaient de cette héroïque phalange, lorsque, tout-à-coup, un peloton de chasseurs d'Afrique, conduit par son officier, M. de Breteuil, arriva comme une trombe et, dans un élan furieux, culbuta tout ce qui se trouvait sur son passage.

Les Arabes surpris, croyant, peut-être, que ces quelques cavaliers n'étaient que l'avant-garde de forces supérieures, pri-

rent la fuite ; nos pertes étaient relativement considérables, mais une belle page était ajoutée au Livre d'Or de l'armée d'Afrique.

La gloire de cette journée appartient également aux braves fantassins qui, pendant plusieurs heures soutinrent, intrépidement, les attaques furieuses d'un ennemi infiniment supérieur en nombre et aux chasseurs d'Afrique qui, entendant le bruit de la fusillade, se précipitèrent au secours des camarades en danger : marcher au canon est un devoir que M. de Breteuil et ses cavaliers remplirent, tout naturellement, sans hésitation ni délai ; bien des catastrophes n'assombriraient point notre histoire militaire, si chacun, dans des circonstances analogues, avait montré autant de décision, sans craindre d'engager sa responsabilité.

Au mois d'Août et de Septembre de la même année, de petites expéditions étaient dirigées contre les Kabyles, guidés par notre irréconciliable ennemi Ben Saleme, ainsi que contre les maraudeurs qui désolaient la plaine du Cheliff et échappaient à notre poursuite, en se réfugiant dans le massif de l'Ouarsenis, habité par des tribus entièrement dévouées à Abd El Kader.

Au mois de Novembre, le gouverneur résolut de mettre fin à cet état de choses : il partit de Miliana, le 25 Novembre, et pénétra dans cet important massif ; Abd El Kader, qui s'y trouvait à ce moment, n'osa pas tenter le sort des armes ; il gagna le Sud, tandis que le général Bugeaud réduisait les tribus dissidentes à demander l'amane. Après avoir obtenu cet important résultat, l'armée française se retira : une partie, sous la conduite de Changarnier, alla occuper temporairement Ténès, puis rentra à Blida ; l'autre partie, sous les ordres du gouverneur, gagna Mostaganem, où elle s'embarqua pour Alger.

Dans la province de Constantine, la résistance s'était réfugiée, de plus en plus, dans le Sud, où elle était personnifiée dans quelques chefs de partisans, irréductibles, mais sans grande influence.

1843. — A peine nos troups étaient-elle rentrées dans leurs garnisons que l'Emir reparut, entraînant les tribus dans une nouvelle rébellion, qui fut rapidement réprimée par les généraux Changarnier, De Bard et Saint Arnaud.

Pour mettre fin à ces alertes incessantes, le général Bugeaud décida de créer un poste, d'une réelle importance, pour surveiller la plaine du Cheliff et, en même temps, les débouchés de l'Ouarsenis. Le point choisi fut un emplacement occupé autrefois par les Romains et que les Arabes avaient nommé El-Esname (les idoles). Ce nouveau poste stratégique, qui fut occupé

par une importante garnison, sous le commandement du colonel Cavaignac, reçut le nom d'Orléansville.

Le gouverneur se dirigea ensuite vers le Nord, châtia, au passage, les tribus du Dahra, qui avaient répondu au dernier appel d'Abd El Kader, puis il alla occuper définitivement Ténès qu'il relia à Orléansville par une route stratégique, construite par les soldats.

Pendant ces opérations, Abd El Kader s'était retiré sur les Hauts-Plateaux, et, dans les premiers jours de Mai, on apprit que sa Smala (1) se trouvait, au Sud du Sersou, dans un endroit nommé Goudjila, à environ 100 kilomètres au S.O. de Boghar et 160 kilomètres à l'E. de Mascara.

A la suite d'une rapide et heureuse campagne, le duc d'Aumale, qui commandait à Médéa, avait occupé Boghar ; c'est là qu'il reçut l'ordre de marcher vers le Sud, pour essayer de s'emparer de la Smala. Le 14 Mai, à la suite d'une marche très rapide, il arrivait à Goudjila, mais la Smala en était partie depuis 48 heures et avait pris la direction du S.-E.

Sans plus tarder, on se mit à sa poursuite ; le 16, vers 11 heures du matin, l'avant-garde de la colonne, composée seulement de 600 cavaliers, se disposait à faire halte, en attendant l'infanterie et l'artillerie, qui, quoiqu'allégées des gros impedimenta, suivaient péniblement, retardées, d'ailleurs, dans leur marche, par l'ardeur d'un soleil brulant. Un guide envoyé en reconnaissance, pour chercher un point d'eau, près duquel ont pût établir le camp, revint, peu de temps après son départ, rapporter que toute la Smala était réunie, non loin du point où l'on se trouvait, autour des sources de Taguine et qu'on pouvait l'évaluer à environ 20.000 âmes.

Il y avait deux partis à prendre ; celui de la prudence : attendre l'arrivée de la colonne d'infanterie et d'artillerie, pour attaquer l'ennemi avec toutes les troupes réunies, mais alors on risquait d'être découvert, et de permettre à l'adversaire de prendre ses dispositions de défense ; ou celui de la témérité : fondre sur l'ennemi, à l'improviste, et profiter de sa surprise pour le culbuter, avant qu'il ait pu se reconnaître.

Le duc d'Aumale s'arrêta à ce deuxième parti, et le succès couronna sa témérité. Les 600 cavaliers furent partagés en trois échelons : les chasseurs d'Afrique à droite, sous le commandement du lieutenant colonel Morris ; les spahis à gauche, sous les ordres du colonel Yousouf ; au centre le duc, lui-même, commandant une minime réserve.

---

(1) On appelle Smala, l'ensemble des bagages, des tentes, des troupeaux, etc., d'une tribu nomade.

Ces trois petites troupes, utilisant les replis du terrain, se rapprochèrent le plus possible du camp arabe, puis lorsqu'elles furent arrivées à bonne distance, elles se précipitèrent à bride abattue, sur cette masse confuse d'hommes, de femmes, d'enfants, de moutons, de chevaux, de mulets, de chameaux qui, surpris dans leur quiétude, ne formèrent bientôt plus qu'un immense tourbillon, auquel chacun essayait d'échapper, sans savoir de quel côté il devait prendre la fuite.

Dans cette rencontre, l'ennemi perdit 300 hommes tués, 3.000 prisonniers, tout son matériel et une partie de ses troupeaux.

Un mois plus tard, le 21 Juin, le colonel Géry, parcourant les Hauts-Plateaux, à la poursuite de l'Emir, lui fait subir un véritable échec. Dès lors, la lutte se concentre aux environs de Mascara, où des colonnes, commandées par le colonel Yousouf, le colonel Géry, le colonel Morris et le général Lamoricière, poursuivent, sans relâche, l'insaisissable Abd El Kader.

Un de ses lieutenants, Ben Allal, menace Tlemcen, où commande le colonel Tempoure ; celui-ci sort de la place et, le 11 Novembre, bat les contingents ennemis, qui perdent 400 hommes tués et 350 prisonniers. Ben Allal est tué.

Cette campagne acharnée de 1843 avait produit les meilleurs résultats : le prestige d'Abd El Kader s'évanouissait devant la persistance de ses échecs ; les tribus étaient lasses d'une guerre qui les ruinait en hommes et en argent. Le gouvernement français, pour récompenser le général Bugeaud des succès, dûs à ses mesures aussi habiles qu'énergiques, lui conféra la dignité du maréchalat.

1844. — Abd El Kader étant hors d'état de reprendre immédiatement la campagne, le maréchal tourna ses efforts vers la Kabylie où notre ancien adversaire, Ben Saleme, entretenait une agitation inquiétante. Une colonne importante, partie d'Alger, se dirigea vers l'Est et traversant la vallée de l'Ysser passa dans celle du Sébaou qu'elle descendit jusqu'à Dellys. Ben Saleme avait épié notre mouvement, en suivant les crêtes, et il avait pris position à Taourga (à environ 20 km. au S. de Dellys), dans les montagnes au pied desquelles le Sébaou décrit la grande courbe qui le conduit à la mer.

Le 12 Mai, les contingents kabyles furent culbutés et Ben Saleme dut chercher son salut dans la fuite.

La colonne française, poursuivant les fuyards, s'avança vers le Sud et pénétra dans le pays de l'importante tribu des Flissa (1) qui se soumit.

Pendant que le maréchal opérait en Kabylie, le duc d'Aumale,

(1) Flissa, tribu kabyle cantonnée dans le massif montagneux compris entre Dra-El-Mizane, Palestro, Bordj-Ménaïel et le Camp-du-Maréchal.

nommé, à la fin de l'année précédente, commandant de la Division de Constantine, étendait, vers le Sud, la domination française. Dès le mois de Février, il établissait une garnison à Batna, pour commander le défilé qui sépare l'Aurès des Monts du Hodna et ouvre la communication entre le Haut-Plateau d'Aïn-Beïda et la région du Zab (Biskra).

Le 23 Février, le duc d'Aumale partait de Constantine, pendant que le général de Sillègue partait de Sétif, pour maintenir les tribus de la région occidentale du Hodna.

La colonne de Constantine, forte de 3.000 hommes, se dirigea par Batna et El-Kantara sur Biskra, où elle parvint sans difficulté ; on y laissa 8 Français qui, avec des auxiliaires indigènes devaient en former la garnison.

A peine rentré à Constantine, le duc d'Aumale organisa une nouvelle colonne qui partit, le 17 Avril, pour aller s'emparer de Ngaous et réduire à l'obéissance les tribus du Hodna. Cette soumission fut obtenue, non sans livrer quelques combats sérieux ; l'agitateur Ahmed Bey se vit réduit à se réfugier dans l'Aurès.

Cette campagne était à peine terminée qu'on apprit que les huit Français, laissés à Biskra pour former le noyau de la garnison, avaient été massacrés et que l'oasis était retombée au pouvoir de Mohammed Ben Hadj. On retourna immédiatement à Biskra, d'où les rebelles s'enfuirent, dès qu'ils connurent notre arrivée prochaine ; cette fois on y laissa une garnison de deux bataillons.

Bou Djellal, le cheikh de Touggourt, s'empressa de reconnaître notre autorité.

Dans la province d'Alger, qui, en 1843, avait été le principal théâtre de la lutte, le calme était revenu. Au mois de Février, et de Mars, différentes fractions des Ouled Naïl faisaient leur soumission et, le 22 Avril, une colonne de 3.000 hommes partait de Médéa à destination de Laghouate. Elle passa par Taquine, Aflou, Tadjemoute et entra à Laghouate où nos soldats furent très amicalement reçus : dans cette oasis on établit, comme caïd, un cheikh nommé Ben Saleme.

Au cours de cette expédition, le marabout Tedjini, d'Aïn-Mahdi, qui, en 1838, avait été obligé de reconnaître la suprématie d'Abd El Kader, n'hésita pas à manifester ses sentiments amicaux pour la France.

Au mois de Mai, le maréchal qui venait de conduire l'expédition de Kabylie, dut rentrer à Alger, rappelé par de graves incidents survenus sur la frontière du Maroc.

Pendant tout le temps de la lutte contre la France, Abd El Kader avait entretenu des relations amicales avec le gouvernement marocain, et il eut l'idée de se tourner vers lui, pour

continuer des hostilités, pour lesquelles les tribus algériennes ne pouvaient plus ou ne voulaient plus lui fournir de subsides.

Après avoir razzié quelques tribus qui nous avaient fait leur soumission, l'Emir franchit la frontière marocaine et alla prêcher la guerre sainte à certaines populations, chez lesquelles ses émissaires avaient réussi à lui conquérir des partisans.

Les colonnes françaises, commandées par le général Lamoricière et le colonel Bedeau, lancées à la poursuite de l'Emir, durent s'arrêter devant la frontière et s'établir en observation à Lalla-Maghnia. De leur côté, les troupes marocaines avaient établi un poste de surveillance à Oudjda. C'est aux environs de cette petite ville qu'Abd El Kader réunit les contingents dont il pouvait disposer.

Le gouvernement marocain commença par protester contre l'occupation de Lalla-Maghnia, prétendant que le lit de la Tafna constituait la limite reconnue des deux territoires français et marocain ; mais, jusqu'alors, tout s'était borné à des communications diplomatiques, lorsqu'un corps de cavalerie marocaine vint attaquer, à l'improviste, notre poste de Lalla-Maghnia. Cet acte d'hostilité fut désavoué par le gouvernement marocain, mais la situation était tellement grave que le maréchal se rendit en toute hâte à Lalla-Maghnia ; cependant on négocia encore quelque temps, dans le but de maintenir la paix.

Le 16 Juin, le commandant des forces marocaines, Guennaouï, et le général Bedeau s'étaient rendus, pour une conférence, sur les bords de l'Oued-Mouïla, accompagnés chacun, d'une escorte d'environ 5.000 hommes. Pendant la conférence, des bandes de fanatiques accoururent et, malgré les efforts de Guennaouï, ouvrirent le feu contre nos troupes, qui durent battre en retraite, chargées, sans répit, par la cavalerie marocaine. Le maréchal, entendant la fusillade, se mit à la tête des troupes restant au camp, se précipita au secours de la colonne Bedeau et repoussa l'ennemi auquel il infligea de grandes pertes.

Malgré cette agression injustifiable, on continua à négocier, pendant que le prince de Joinville venait, avec une flotte, faire devant Tanger, une démonstration, pour appuyer nos revendications. Le 24 Juillet, un ultimatum identique fut adressé par le maréchal, à Guennaouï, et, par le prince de Joinville, au gouverneur de Larache. Le 6 Août, devant la mauvaise volonté évidente du gouvernement marocain, la guerre fut déclarée et les opérations commencèrent par le bombardement de Tanger.

Le Cherif de Fez avait profité du répit, que lui avaient donné les négociations, pour envoyer des renforts qui avaient porté à 60.000 le nombre des combattants concentrés à Oudjda ; un des fils du Sultan était venu en prendre le commandement.

Le maréchal ne pouvait mettre en ligne que 11.000 hommes ; il résolut cependant d'aller attaquer l'ennemi, et, grâce à ses heureuses dispositions, grâce aussi à la qualité exceptionnelle de ses troupes, il remporta, le 14 Août, sur un adversaire cinq fois plus nombreux, la fameuse victoire d'Isly, qui ne nous coûta que 27 tués et 96 blessés, alors que les pertes du vaincu s'élevèrent à 800 tués et 2.000 blessés.

Le lendemain de ce jour mémorable, le 15 Août, le prince de Joinville, bombardait Mogador, dont il s'emparait et dans laquelle il établissait une garnison.

A la suite de cette série de revers, le gouvernement marocain consentit à traiter de la paix.

Le gouvernement français fut assez généreux pour l'accorder contre une vague promesse, faite par le Sultan, de ne plus favoriser, à l'avenir, les agissements d'Abd El Kader. Quant à la délimitation de la frontière, dont la soit-disant violation avait été le prétexte mis en avant, pour contester nos droits sur Lalla-Maghnia, elle fut remise à plus tard pour faire l'objet d'une convention annexe. Cette convention fut signée le 18 Mars 1845 et a déterminé, jusqu'à ces temps derniers, la frontière commune de l'Algérie et du Maroc.

1845. — Malgré ces échecs successifs, Abd El Kader ne voulait pas s'avouer vaincu et ses émissaires parcouraient les tribus pour ranimer leur zèle et les entraîner dans une nouvelle lutte ; l'Emir, lui-même, avait quitté le Maroc et se trouvait dans la région du Chott Chergui.

Pour le chasser de cette région, une colonne de 2.000 hommes fut envoyée dans le Sud de la province d'Oran et alla prendre position à Stittene. Au mois d'Avril, l'importante confédération des Ouled-Sidi-Cheikh, ayant pris les armes en faveur de notre irréductible adversaire, le colonel Géry s'avança audacieusement à la rencontre de l'ennemi, passa par Rhasoul, culbuta les contingents rebelles dans les défilés des Monts des Ksour et s'avança jusqu'à Brizina qui se rendit après un simulacre de résistance (30 Avril) (1).

Peu après, Abd El Kader, abandonné par la plus grande partie de ses adhérents, dut rentrer au Maroc.

Pendant que cette rapide et heureuse campagne se déroulait

---

(1) Nous croyons devoir raconter ici un trait de patriotisme sublime dont le héros fut un Ksourien de Brizina.

Le 29 Avril, un indigène se présenta à la colonne Géry et offrit ses services pour la guider à travers les défilés inextricables des montagnes qui s'élèvent entre Rhasoul et Brizina. Sachant très bien qu'il paierait de sa vie sa supercherie, il égara la colonne, en lui faisant prendre une route qui l'éloignait de son but. Lorsqu'on s'aperçut de l'erreur, ordre fut donné de le passer par

dans le Sud, un marabout d'origine marocaine, Mohammed Ben Abd Allah, surnommé Bou Maza, l'homme à la chèvre, prêchait la guerre sainte aux populations remuantes du Dahra.

Vaincu une première fois, par le général Saint-Arnaud, à Aïn-Mérane (45 km. S.-O. d'Orléansville), il se réfugia dans les montagnes de l'Ouarsenis dont il souleva les tribus. A leur tête, il tenta, contre Orléansville, un coup de main qui échoua.

Au commencement de Mai, le maréchal Bugeaud prit la direction des opérations ; de nombreuses colonnes parcoururent le Dahra et l'Ouarsenis, réduisant les dissidents à l'obéissance. Au bout d'un mois tout fut pacifié ; Bou Maza disparut et le colonel Pélissier fut chargé de désarmer les tribus qui avaient pris part à l'insurrection.

C'est au cours de cette opération, que les indigènes des Ouled-Riah se réfugièrent dans des cavernes inaccessibles des montagnes du Dahra. Les tentatives, faites pour les déloger de leur retraite, nous coûtèrent beaucoup de monde, sans qu'on pût obtenir aucun résultat appréciable. On se décida à faire le blocus de ces insurgés pour les réduire par la famine ; des parlementaires furent envoyés pour leur représenter l'inutilité d'une plus longue défense ; mais ces fanatiques les fusillèrent.

Outré de cet attentat, le colonel Pélissier fit mettre le feu à l'entrée des grottes, où 500 indigènes, dit-on, périrent asphyxiés.

Certains humanitaires, étrangers et même français, ont beaucoup reproché au colonel Pélissier d'avoir employé ce moyen, pour venir à bout de la résistance des Ouled Riah ; mais il ne faut pas oublier qu'un chef militaire est responsable, vis à vis du pays et vis à vis des familles, de la vie des hommes qu'il à l'honneur de commander et qu'il est de son devoir strict de prendre toutes les mesures nécessaires pour ménager, autant que possible, leurs existences.

Les Ouled Riah s'étaient, d'ailleurs, mis hors la loi, en fusillant les parlementaires qui leur avaient été envoyés, et il est à croire que les humanitaires auraient tenu un tout autre langage si, dans le nombre des malheureux fusillés, ils avaient compté un père, un frère, un fils ou simplement un ami.

Pendant que se déroulait cette campagne de l'Ouarsenis, le général Bedeau, à la tête d'une colonne de 5.000 hommes, par-

---

les armes. Devant le peloton d'exécution, il se présenta sans faiblesse, mais avant de mourir il prononça ces simples paroles : « Vous n'arriverez pas « aujourd'hui ; mes frères de Brizina auront le temps de mettre leurs vies « et leurs biens en sûreté. »

En effet, le lendemain, lorsqu'on arriva à Brizina, on trouva le Ksar et l'Oasis complètement évacués.

courait l'Aurès, du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest, soumettant, l'une après l'autre, les diverses tribus qui avaient donné asile aux agitateurs Mohammed Ben Hadj et Ahmed Bey ; le premier se réfugia en Tunisie, le second trouva le moyen de regagner la Kabylie.

Au mois de Juin, on pouvait croire que la tranquillité allait régner, au moins quelque temps ; mais, au milieu de l'été, on vit apparaître, de tous côtés, de prétendus Bou Maza qui prêchaient la guerre sainte. C'étaient des mokkadem du marabout qui avaient pris son nom, pour donner plus de poids à leurs prédications ; un certain nombre de ces exaltés furent arrêtés, mais le véritable Bou Maza ne put être saisi.

De son côté, Abd El Kader, soutenu, sous main, par le gouvernement marocain, semait l'agitation chez les habitants de la frontière. Une tribu des environs de Nemours, celle des Souhalia, qui avait fait sa soumission, se voyant menacée par les tribus voisines, soulevées à la voix de l'Emir, demanda l'appui du lieutenant-colonel Montagnac, commandant la garnison de notre avant poste de l'Ouest.

Le 21 Septembre, cet officier supérieur partit à la tête d'une petite colonne, composée de quatre compagnies d'infanterie (350 chasseurs d'Orléans) et de 63 hussards.

Le 22, on campa un peu à l'Ouest du marabout de Sidi-Brahim, qui s'élève à environ 10 km. S.-O. de Nemours.

Le 23, au matin, le colonel partit en reconnaissance, avec la cavalerie et deux compagnies de chasseurs. Cette reconnaissance tomba dans une embuscade, organisée par Abd El Kader, en personne, et fut exterminée ; une troisième compagnie, envoyée à la rescousse, subit le même sort.

A partir de ce moment, la quatrième compagnie eut à soutenir tout l'effort de l'ennemi ; commandée par le capitaine Géraud, cette petite troupe réussit à gagner le marabout de Sidi-Brahim, où elle se retrancha. Pendant trois jours, cette poignée de Français eut à subir les assauts furieux d'une multitude d'Arabes. A trois reprises, l'Emir fit proposer aux survivants une capitulation honorable ; enfin, le matin du quatrième jour, le capitaine Géraud n'ayant plus ni eau, ni vivres, résolut d'employer ses dernières cartouches à essayer de se frayer un chemin jusqu'à Nemours. Cette tentative désespérée réussit en partie, mais au prix de quels sacrifices ! il n'y avait plus que douze survivants lorsque l'infime garnison, laissée dans la ville, put intervenir, alors que la petite troupe était arrivée à 6 km. des murs de la place.

C'était un véritable désastre ; nos pertes se montaient à 308 morts et 93 prisonniers, presque tous blessés, mais l'honneur

était sauf et les Chasseurs d'Orléans, devenus depuis les Chasseurs à pied, pouvaient inscrire, avec orgueil, sur leur drapeau, le nom de Sidi-Brahim, en souvenir de ce mémorable et glorieux fait d'armes.

Le général Lamoricière qui remplissait les fonctions de gouverneur, en remplacement du maréchal Bugeaud, alors en France, se rendit, en tout hâte, à Oran, dès qu'il connut ce désastreux combat ; mais à Oran, il apprit une bien plus navrante nouvelle : un détachement d'environ 200 hommes surpris par les indigènes, aux environs de Misserghine, s'était rendu à l'ennemi.

Immédiatement Lamoricière réunit le plus grand nombre d'hommes dont il put disposer, et, pendant tout le mois d'Octobre, il parcourut la province d'Oran, pour renforcer les garnisons isolées et rétablir la tranquillité dans les tribus, dont plusieurs subirent, dans différents combats, des pertes considérables.

De son côté, le maréchal Bugeaud s'était hâté de rejoindre son poste ; à peine rentré, il organisait, immédiatement, une expédition destinée à parcourir l'Ouarsenis, où l'on croyait qu'Abd El Kader s'était réfugié.

Cette campagne fut des plus pénibles ; les généraux Comman et Géry moururent à la peine ; mais l'Emir sut échapper aux nombreuses colonnes lancées à sa poursuite.

Pendant le mois de Novembre, les tribus de l'Est du Hodna se soulevèrent et nécessitèrent l'intervention de colonnes commandées par les généraux Herbillon et Levasseur.

C'est de la fin de 1845 que date la création du poste d'Aumale, construit sur les ruines du village arabe du Sour-El-Rozlane, bâti lui-même sur l'emplacement d'Auzia des Romains. Ce poste était destiné à commander la vallée supérieure de l'Oued-Sahel, laquelle ouvre un débouché très important des Hauts-Plateaux et, en particulier, du Hodna, vers la région du Tell.

1846. — Abd El Kader pourchassé de toutes parts, se retira d'abord chez les Harrar, tribu des Hauts-Plateaux, cantonnée entre Djelfa et Saïda, puis, étant entré en relations avec Bou Maza et Ben Saleme, il organisa une invasion générale de la Mitidja et se rendit, de sa personne, en Kabylie, pour entraîner, par sa présence, les tribus hésitantes.

Cependant, de son côté, le maréchal Bugeaud avait pris les dispositions nécessaires pour empêcher l'exécution de ce plan audacieux ; d'un autre côté, les habitants du Djurdjura ne montraient aucun empressement à répondre aux objurgations de l'Emir.

Celui-ci, voyant l'inutilité de ses efforts, se décida à battre en

retraite vers le Sud-Ouest ; le 7 Mars, une colonne le rejoignit près de Berrouaghia et lui infligea des pertes sérieuses. Abd El Kader, poursuivi par le colonel Renault, se vit obligé de chercher un refuge dans le Sahara, sur le territoire des Ouled Sidi Cheikh d'abord, au Maroc ensuite.

C'est au cours de cette poursuite que les Réguliers égorgèrent 270 Français, prisonniers de l'Emir, sans qu'on ait jamais pu savoir si ce fut par suite d'ordres reçus, soit simplement par suite d'une explosion de fanatisme.

Pendant ce temps là, Bou Maza poursuivi, également, avec acharnement, était battu en plusieurs rencontres ; blessé lui-même, il fut obligé d'aller chercher un refuge, d'abord, dans les retraites les plus secrètes de l'Ouarsenis, puis ensuite au Maroc, où il tenta de soulever les Beni Snacene. Ceux-ci furent sévèrement châtiés et Bou Maza infatigable rentra en Algérie, pour aller prêcher la guerre sainte chez les tribus du Sud de la province d'Alger.

1847. — L'insurrection de ces tribus fut rapidement comprimée par les généraux Marey et Herbillon (Janvier et Février). Bou Maza chercha alors à regagner le Dahra ; en passant près de Téniet-El-Haad, il faillit être pris par un détachement de spahis, commandé par le lieutenant Marguerite ; il perdit presque tous les fidèles qui l'accompagnaient et tout son bagage.

Enfin, rentré dans le Dahra, qu'il trouva sourd à sa voix, il finit par s'avouer vaincu et il fit sa soumission au colonel Saint-Arnaud.

Pendant que Bou Maza cherchait ainsi, sans succès d'ailleurs, à ranimer le fanatisme des indigènes, Abd El Kader gardait, au Maroc, une attitude d'expectative, mais, il était à craindre que, par ses émissaires, il ne cherchât à soulever, contre notre autorité, les tribus du Sud de la province d'Oran.

Pour maintenir chez ces tribus le sentiment de notre supériorité, le maréchal organisa trois colonnes destinées à parcourir les régions sahariennes de l'Algérie :

Une première colonne partit de Médéa, sous les ordres du colonel Yousouf, et s'avança jusqu'à Aïn-Mahdi ;

Une seconde colonne partit de Mascara, au courant du mois d'Avril, sous la conduite du général Renault, se dirigea directement vers le Sud, par Le Kreider, l'oasis de Chellala-Gueblia et celle de Bou-Semroune, puis de là, prenant la direction de l'Est, elle visita El-Abiod-Sidi-Cheikh puis Brizina ;

Enfin, la troisième partit de Tlemcen, commandée par le général Cavaignac, et se porta jusqu'à l'oasis de Tiout (15 km. E. d'Aïn-Sefra).

Ces trois points Tiout, El-Abiod-Sidi-Cheikh et Aïn-Mahdi ja-

lonnent une ligne située à peu près à 400 km. de la côte ; partout, nos colonnes furent reçues avec des marques de déférence respectueuse, sinon de soumission.

Pendant que ces expéditions lointaines établissaient notre prestige sur les tribus sahariennes, il restait, aux portes mêmes d'Alger, un foyer d'insurrection que le maréchal Bugeaud voulait absolument détruire. C'était la Kabylie dont les populations, nombreuses et remuantes, étaient toujours prêtes à fournir des contingents considérables, à tous les agitateurs assez habiles pour leur promettre, soit l'expulsion définitive des Infidèles de la terre de l'Islam, soit le bénéfice de nombreux et fructueux pillages.

La Kabylie se subdivise en deux grandes régions qui ont reçu les noms de Grande Kabylie et de Petite Kabylie, séparées l'une de l'autre par le cours inférieur de l'Oued-Sahel (1) A l'Ouest de cette vallée, s'élève le massif du Djurdjura et à l'Est le massif montagneux compris entre Beni-Mansour, Sétif et Bougie, région traversée, de l'Est à l'Ouest, par la vallée de l'Oued-Bou-Sellem. C'est sur ce dernier massif que l'on désigne sous le nom de Petite Kabylie que porta l'effort du maréchal Bugeaud.

Une colonne partie d'Alger, sous les ordres du gouverneur, descendit la vallée de l'Oued-Sahel, tandis qu'une autre colonne, commandée par le général Bedeau, partait de Constantine et venait à la rencontre de la première, en suivant la vallée de l'Oued-Bou-Sellem.

Tout d'abord, les Kabyles, auxquels on avait fait des ouvertures de paix, parurent accepter, sans difficulté, la présence des troupes françaises dans leur pays, mais le 15 Mai, pendant la nuit, la puissante tribu des Beni Abbes attaqua, à l'improviste, le camp du maréchal. L'attaque fut facilement repoussée ; dès le lendemain, le gouverneur, à la tête d'une colonne légère, se mit à la poursuite des dissidents et pénétra, à leur suite, dans leurs montagnes, détruisant leurs villages, coupant leurs oliviers, incendiant leurs récoltes.

Au bout de quelques jours, les Beni-Abbes attérés de leurs pertes considérables, aussi bien en hommes qu'en richesses matérielles, se décidèrent à demander l'amane qui leur fut accordé moyennant certaines conditions, entre autres : le paiement d'une contribution annuelle de 50.000 francs ; leur territoire fut placé sous le commandement de Mokrani, nommé caïd de la Medjana.

(1) Dans son cours inférieur, l'Oued-Sahel porte aussi le nom de : Oued-Soummame.

Les autres tribus ne tardèrent pas à se soumettre, à l'exemple des Beni Abbes.

Après cette campagne, le maréchal qui, dit-on, n'était pas toujours d'accord avec le gouvernement métropolitain, tant au point de vue de l'administration civile que des opérations militaires, donna sa démission de gouverneur général de l'Algérie et fut remplacé par le Duc d'Aumale.

Duc d'Aumale (5 Octobre 1847 - 3 Mars 1848). — Au cours de l'année 1847, Abd El Kader n'était pas resté inactif, au Maroc ; il avait cherché à se créer des partisans dans les tribus du Riff, très probablement pour recommencer la guerre contre les Français. Mais le Sultan du Maroc, Moulaï Abd Er Rahmane prit ombrage de ces agissements, qui pouvaient compromettre la sécurité de son trône, et il envoya, contre l'Emir, deux armées commandées par deux de ces fils : Abd El Kader se trouva bientôt acculé à la frontière française, derrière laquelle veillait le général Lamoricière.

Après avoir tenté une dernière fois, le 12 Décembre, mais sans aucun succès, la chance des armes, en attaquant le camp des troupes marocaines, lancées à sa poursuite, l'Emir se décida à se rendre, et, ce fut, non loin du marabout de Sidi-Brahim, illustré par les héroïques combats des 23-26 Septembre 1845, que Abd El Kader fit sa soumission, mettant, ainsi, un terme à cette lutte émouvante qui durait depuis quinze ans.

A peine le dernier acte de ce grand drame avait-il pris fin que la révolution de 1848 venait interrompre la mission du Duc d'Aumale.

Général Cavaignac (Mars 1848 - Mai 1848). — Ce gouverneur ne resta que deux mois à la tête de l'administration de l'Algérie, et, par conséquent, ne put avoir qu'une influence inappréciable sur la direction à imprimer aux affaires de la Colonie.

Il est utile de faire remarquer que, au commencement de 1848, la domination française était établie, sans conteste, sur le Tell et les Hauts-Plateaux, dans toute la région comprise entre la Méditerranée au N. et une ligne jalonnée au S. par nos postes de Biskra, Bou-Saada, Boghar, Tiaret, Saïda, Sebdou etc. Notre influence s'exerçait beaucoup plus loin dans le Sahara, mais d'une manière précaire, et grâce à l'apparition intermittente de nos troupes, au delà de la chaîne de nos postes permanents.

Dans toute cette région, il ne restait que la Grande Kabylie qui avait échappé à la pénétration française.

Cependant, dans les premiers mois de 1848, Ahmed Bey, l'ancien Bey turc de Constantine, qui nous avait toujours combat-

tu, comprenant, enfin, l'inutilité de poursuivre une lutte, sans espoir de succès, se décidait à faire sa soumission.

Général Changarnier. (Mai 1848 - Septembre 1848). — Pendant ce court gouvernement, il n'y a à citer que quelques petits mouvements insurrectionnels rapidement réprimés.

Général Charron. (9 Septembre 1848 - 22 Octobre 1850).

1849. — Des marabouts continuent à prêcher la guerre sainte et provoquent quelques révoltes partielles, sans gravité. La plus importante, suscitée par les prédications du marabout Bou Ziane, souleva les populations de l'Aurès et du Zab. Le général Herbillon, envoyé pour rétablir l'ordre, dut poursuivre les bandes insurgées jusqu'à l'oasis de Zaatcha (40 km. O.S.O. de Biskra).

L'oasis, admirablement organisée pour la défense, nécessita un véritable siège qui dura 52 jours, au cours desquels nos troupes furent décimées par le choléra. Enfin, après que notre artillerie eût ouvert une brèche dans les premiers murs, l'assaut fut ordonné ; nos soldats prirent pied dans la palmeraie, mais il fallut encore trois jours de combats acharnés, pour s'emparer de chaque jardin, de chaque maison. Cette lutte se termina par la prise de la mosquée, dans laquelle Bou Ziane s'était renfermé. Pas un des défenseurs de l'oasis ne fut épargné ; Bou Ziane eut la tête tranchée.

1850. — Un cercle militaire est établi à Bou-Saâda de manière à exercer, d'une manière plus efficace, notre autorité sur la région méridionale du Hodna.

Général d'Hautpoul (22 Octobre 1850 - 11 Décembre 1851). — A la fin de 1850, la grande Kabylie se laisse agiter par les prédications d'un marabout nommé Bou Berla (l'homme à la mule), mais ce mouvement se calme rapidement.

1851. — Quelques tentatives d'insurrection s'étant produites dans la Petite Kabylie, on y envoie une colonne, commandée par le général Saint-Arnaud, qui rétablit l'ordre, après une campagne de trois mois (Mai-Juillet).

Général Randon (14 Décembre 1851 - Juin 1858). — Le nouveau gouverneur connaissait depuis longtemps l'Algérie, où il avait déjà séjourné, comme général commandant la Division de Bône.

1852. — Il prit possession de son poste, le 1er Janvier 1852.

La Kabylie était toujours en effervescence, par suite des prédications de Bou Berla ; on y envoya le général Bosquet, avec une colonne de 3.000 hommes. Dès que le calme fut rétabli, les troupes furent employées à construire une route qui, partant de Tizi-Ouzou, traversait la Kabylie de l'Ouest à l'Est, en suivant

la vallée de l'Oued-Sebaou, et gagnait Bougie, en passant par Yacourene, Ksar-Kebbouch et El-Kseur.

Quelques mois plus tard, le général Massiat ouvrait celle de Sétif à Bougie, et le général Camou, celle de Dellys à Aumale par Dra-El-Mizane et Bouïra.

A la même date, quelques mouvements éclataient dans la Petite Kabylie, puis au Sud de Souk-Ahras, sur la frontière tunisienne. Le général Mac Mahon en venait facilement à bout.

De même, quelques tribus trop remuantes, de la frontière marocaine furent rappelées à l'ordre par le général Montauban.

Dans le Sud, la situation laissait aussi à désirer : un Cherif, nommé Mohammed Ben Abd Allah, prêchait, depuis quelque temps, la guerre sainte contre les Français et avait réussi à entraîner les tribus des Hauts-Plateaux, Ouled-Naïl et Larbaa. Vers la fin de 1851, et le commencement de 1852, il était passé des paroles aux actes et avait attaqué les tribus soumises à notre autorité.

Une première démonstration fut faite, dans le Sud, par le général de Ladmirault qui partit de Médéa, le 17 Février, et y rentra, le 7 Mai suivant, sans avoir obtenu de sérieux résultats. A la suite de cette reconnaissance, on décida la création d'un poste à Djelfa, pour surveiller le Sud des Hauts-Plateaux de la province d'Alger.

Le général Yousouf fut chargé d'aller établir ce poste et profita de sa présence, dans le Sud, pour faire une apparition à Laghouate.

Cependant, Mohammed Ben Abd Allah continuait ses prédications, et s'attirait de nouveaux partisans, en particulier, parmi les ksouriens de Laghouate ; bientôt, il allait rançonnér les tribus du Djebel-Amour, qui avaient reconnu la suzeraineté de la France.

Une expédition fut décidée pour s'emparer de Laghouate : l'attaque principale fut confiée au général Yousouf, tandis que le général de Mac Mahon, dans la région de Biskra et le général Pélissier dans les environs d'El Biod (1), surveillaient le Sud des provinces de Constantine et d'Oran, pour empêcher le marabout d'y tenter une diversion, ou d'en recevoir des renforts.

Mohammed Ben Abd Allah se porta à la rencontre de la colonne Yousouf ; il fut battu, le 19 Novembre, et se replia sur Laghouate. Le général Yousouf l'y poursuivit, mais arrivé devant l'oasis, sérieusement mise en état de défense, il constata qu'il ne disposait pas des moyens nécessaires pour s'en rendre maître. Le général Pélissier, chargé de l'appuyer, amena ses troupes, à marches forcées.

---

(1) El-Biod, actuellement, Géryville.

Enfin, le 3 Décembre, après que l'artillerie eut ouvert une brèche dans les premiers murs des jardins, la colonne d'assaut pénétra dans l'oasis qui fut défendue pied à pied ; on dut enlever jardin par jardin, maison par maison. Ce ne fut que le 4, au soir, que les ksouriens, abandonnés par le marabout, qui avait trouvé le moyen de prendre la fuite, finirent par se rendre.

Cette prise de possession avait coûté de nombreuses pertes au vaincu ; le vainqueur, de son côté, avait éprouvé des pertes également considérables : parmi les morts, il convient de citer le général Bouscarin, du génie, et le commandant Morand, des zouaves.

L'occupation permanente de Laghouate fut assurée par une garnison de 800 hommes.

1853. — Les tribus kabyles de la région montagneuse, comprise entre Sétif, Djidjelli et Bougie, et désignée sous le nom de Babor, ne reconnaissaient point encore l'autorité française : une colonne composée des divisions Bosquet et Mac Mahon (environ 12.000 hommes) partit de Sétif, le 18 Mai. Devant ces forces imposantes, la résistance se borna à quelques petites escarmouches : le 4 Juin, les opérations militaires étaient terminées.

Après avoir ouvert une route stratégique entre Djidjelli et Constantine, la colonne d'opérations fut dissoute, le 13 Juillet.

Pendant que les troupes françaises agissaient dans le Nord, un de nos alliés, Si Hamza, bach agha des Ouled Sidi Cheikh, se chargeait de poursuivre le marabout Mohammed Ben Abd Allah, qui ne cessait d'entretenir l'agitation dans les tribus sahariennes.

Si Hamza se mit en campagne à la tête de 2.000 hommes, tant fantassins que cavaliers ; il partit de Géryville, passa au Mzab qui renouvela ses protestations de fidélité à la France, et, s'avançant jusqu'à Ngoussa, battit le marabout près de Ouargla, puis il entra triomphalement dans ce dernier Ksar ;

Mohammed Ben Abd Allah dut se réfugier en Tunisie.

A la suite de cette campagne, on ouvrit une piste entre Djelfa et Laghouate.

1854. — Les tribus du Sahel Kabyle présentant des symptômes alarmants d'agitation, les divisions Mac Mahon et Camou vont rétablir l'ordre dans le massif compris entre Dellys et Bougie, puis après cette tournée de police, le gouverneur prend, lui-même, le commandement des troupes et va faire une tournée dans la Kabylie du Djurdjura (Juin et Juillet).

Au mois d'Octobre, une colonne, sous les ordres du général Desvaux, dut aller dans le Sud, pour faire rentrer dans l'obéissance Touggourte qui s'était soulevée, à l'instigation de Moham-

med Ben Abd Allah et d'un autre rebelle nommé Slimane : les régions de l'Oued-Rhir et du Souf firent leur soumission.

1855-1856. — Au cours de ces deux années, il n'y eut aucun fait militaire remarquable ; cependant, l'agitateur kabyle, Bou Berla, fut tué dans une escarmouche.

Le général Randon fut nommé maréchal, au cours de l'année 1856.

Cependant, on préparait les voies et moyens pour frapper un coup décisif sur la Kabylie du Djurdjura, dont les tribus vivaient dans une complète indépendance et nous témoignaient une véritable hostilité, malgré leurs protestations réitérées de dévouement et de soumission.

1857. — C'est au mois de Mai 1857 que commencèrent les opérations, combinées dans le but d'établir ,définitivement, la domination française sur les tribus guerrières du massif du Djurjura.

Des troupes furent réunies à Bougie, Aumale, Dra-El-Mizane et Tizi-Ouzou, avec mission de cerner les montagnes, d'empêcher les dissidents de recevoir des ravitaillements ou des renforts, dans le cas où les opérations se prolongeraient, et de leur couper la retraite, si l'occasion s'en présentait. L'attaque principale était réservée à la colonne partant de Tizi-Ouzou ; cette dernière se mit en marche, le 24 Mai.

La résistance des indigènes fut acharnée : chaque pli de terrain, chaque col, chaque piton, chaque village furent défendus pied à pied, mais les dispositions avaient été si bien prises et les forces assaillantes possédaient une supériorité numérique si écrasante que, malgré leur acharnement, les Kabyles durent céder le terrain.

La première position importante enlevée aux Indigènes fut l'Arba des Beni-Ratene, à cheval sur la crête des montagnes qui séparent la vallée de l'Oued-Sebaou de celle de l'Oued-Aïssi.

On résolut d'occuper fortement cette position stratégique de premier ordre, de manière à commander, à l'avenir, tout le pays environnant. Une route carrossable de 21 kilomètres fut construite en 21 jours pour relier l'Arba des Beni Ratene à Si Koumedour (1) et assurer la communication avec Tizi-Ouzou, puis on commença immédiatement la construction du mur d'enceinte, qui devait entourer la nouvelle place de Fort Napoléon, dénommée depuis, Fort-National.

Le maréchal Randon en posa la première pierre, le 14 Juin, et, le 15 Novembre, c'est-à-dire, cinq mois après, la construc-

---

(1) Si-Koumedour, Ksar situé à 6 km. E. de Tizi-Ouzou, sur l'Oued-Aïssi et sur la route de Tizi-Ouzou à Bougie.

tion de cette enceinte de plus de 2.000 mètres de développement était terminée.

Le commandement de cet avant-poste, isolé dans la montagne, fut confié au commandant Péchot.

La vue de ces gigantesques travaux, conduits avec une pareille célérité, devait faire naître dans l'esprit des indigènes la conviction, que la France était bien décidée à établir définitivement son autorité, sur toute la région montagneuse qui, jusqu'alors, avait échappé à sa domination. Cependant, malgré l'étendue des pertes subies dans les premières rencontres, les montagnards n'en continuèrent pas moins la lutte, et le 24 Juin une colonne d'opérations dut sortir de Fort-Napoléon pour s'enfoncer dans le dédale de vallées abruptes, de forêts impénétrables et de pics dénudés qui constituent le massif central du Djurdjura. D'innombrables villages, construits sur l'extrémité d'éperons rocheux presqu'inaccessibles, avaient été transformés en autant de petites forteresses, occupées par de nombreux défenseurs, parmi lesquels les femmes n'étaient pas les moins acharnées : tous, vieillards, hommes, femmes, enfants, étaient bien décidés à combattre jusqu'au dernier souffle et à vendre chèrement leur vie.

Tous les obstacles, naturels ou autres, ne purent empêcher nos troupes d'avancer lentement, mais sûrement.

Le village d'Icheridene, situé à 7 km. de Fort-National, près de la route actuelle du col de Tirourda, sur le territoire des Aït-Aguaja, ceux d'Aït-Hacene et de Taourirt-Mimoun, situés tous les deux sur la crête escarpée, qu'occupe la nombreuse tribu des Beni-Yenni, opposèrent une admirable résistance que nos troupes ne purent surmonter qu'au prix de valeureux efforts et de pertes considérables.

Enfin, à la fin de l'année, les tribus s'étaient rendu compte de l'inutilité d'efforts plus prolongés et elles avaient fait leur soumission à des conditions assez sévères, comportant, en particulier, le paiement d'une indemnité de guerre.

Désormais, il n'y avait plus d'enclave indépendante dans la région du Tell.

1858. — Le 24 Juin, le maréchal Randon donne sa démission.

Prince Napoléon (24 Juin 1858 - 7 Mars1859). — Sous ce gouvernement, aucun fait militaire à signaler.

1859. — 7 Mars, le Prince Napoléon démissionne : il est remplacé par

Chasseloup-Laubat (24 Mars 1859 - 28 Novembre 1860). — Pendant l'année 1859, une grande agitation régna sur la frontière de l'Ouest dont les tribus marocaines des Beni Snacene, des Angad

des Beni Guil, etc, faisaient de nombreuses incursions sur notre territoire, commettant toute espèce de déprédations, aux dépens des tribus soumises à notre autorité. Le général de Martimprey pénétra dans la région des Beni-Snacene et les battit à Taforalt ; le général Durieu châtia les Angad, tandis que le commandant de Colomb poursuivait les Beni Guil, jusqu'auprès de Figuig.

1860. — **Maréchal Pélissier** (23 Novembre 1860 - 22 Mai 1864). — Les trois premières années du gouvernement du maréchal se passèrent sans amener aucune action miiltaire de quelqu'importance.

1864. — Vers le commencement de 1864, une certaine agitation se manifesta chez les Ouled-Sidi-Cheikh ; le colonel Beauprêtre crut pouvoir réprimer cette effervescence par une simple opération de police. Au mois de Mars 1864, il sortit de Tiaret, à la tête d'une petite colonne, et se dirigea vers le Sud ; quelques jours après, le 8 Avril, il campait à Aïoun-Bou-Beker (à environ 20 km. N.E. de Géryville) lorsque son camp fut surpris la nuit, et toute la colonne fut massacrée. Beauprêtre lui-même périt, poignardé de la main de Si Slimane Ben Hamza, fils du bachagha Si Hamza qui, en 1853, avait poursuivi, pour notre compte, le marabout Mohammed Ben Abd Allah. Avant de mourir, l'infortuné Beauprêtre avait eu le temps de punir Si Slimane de son forfait, en lui brûlant la cervelle, mais la mort de l'instigateur de la révolte n'empêcha pas l'insurrection de se propager, avec la rapidité de l'éclair.

Les généraux Deligny et Martineau-Deschesnais furent chargés de réduire les rebelles qu'ils battirent en plusieurs rencontres, notamment, le 26 Avril, aux environs de Géryville, et le 15 Mai, aux environs de Stittene.

Sur ces entrefaites, le maréchal Pélissier mourait, le 22 Mai.

Général de Martimprey (intérimaire, 23 Mai - 1er Septembre 1864). — L'insurrection s'était étendue sur tout le territoire de la province d'Oran. Les tribus montagnardes du Djebel-Amour, la tribu des Flitta, cantonnée entre Relizane et Tiaret, les populations du Dahra avaient pris les armes.

Le 20 Mai, Si Lazereg, à la tête des Flitta avait pillé le village de Zémora, le 24 Mai, il s'était emparé du caravansérail d'Er-Rahouïa (1), défendu héroïquement par huit soldats du train et une vingtaine d'indigènes, dont les insurgés ne purent venir à

---

(1) Zemora et Er-Rahouïa, situées toutes deux sur la route de Tiaret à Relizane, et à 60 et 40 kilomètres de cette première ville.

bout que par l'incendie ; il était nécessaire d'agir énergiquement.

Le général de Martimprey organisa quatre colonnes :

La première, commandée par le général Yousouf, dut aller pacifier le Djebel-Amour ;

La seconde, commandée par le général Rose, dut réduire les Flitta ;

La troisième, commandée par le général Liébert, fut chargée de manœuvrer au Sud de Tiaret, pour couper les communication des Flitta avec les insurgés du Sud et tenir en respect les Ouled Sidi Cheikh ;

La quatrième, commandée par le général de Martimprey, fut réunie à Ammi-Moussa, pour se porter, de ce point central, partout où sa présence paraîtrait nécessaire.

Malgré ce déploiement de forces, les insurgés continuèrent à tenir la campagne, et ce ne fut qu'à la suite de nombreux combats, qui causèrent de grandes pertes, de part et d'autre, qu'ils finirent par déposer les armes ; 4.000 prisonniers restèrent entre nos mains, comme otages.

Vers le mois d'Août, l'insurrection était complètement terminée.

1864. — **Général de Mac Mahon** (1er Septembre 1864 - 27 Juillet 1870).

1864-1868. — Aucune opération militaire à signaler pendant ces quatre années.

1869. — Les Nomades du Sud de la province d'Oran, révoltés à l'instigation des Ouled Sidi Cheikh, nécessitent l'envoi d'une colonne, commandée par le général de Wimpfen : les généraux de Colomb et Chanzy, placés sous ses ordres, poursuivent les dissidents, jusqu'aux environs de Figuig.

1870 — **Général Durieu,** intérimaire (27 Juillet - 24 Octobre 1870).

Général Walsin Estherazy intérimaire (24 Octobre - 16 Novembre 1870).

Du Bouzet, commissaire extraordinaire (16 Novembre 1870 - 8 Février 1871).

1871. — **Alexis Lambert** (8 Février 1871 - 29 Mars 1871).

Pendant la durée de la guerre contre l'Allemagne, c'est-à-dire, pendant la fin de l'année 1870 et les premiers mois de 1871, quatre gouverneurs intérimaires se succédèrent, sans que, pendant les derniers mois de 1870, aucun symptôme extérieur pût faire prévoir l'insurrection qui allait éclater.

Mais, dès les premiers jours de 1871, la situation se présenta sous des aspects alarmants ; le 22 Janvier, des spahis de la smala d'Aïn-Guettar, (22 km. S.E. de Souk-Ahras) ayant reçu l'ordre de partir pour France, refusèrent d'obéir. Au même moment, les tribus, cantonnées le long de la frontière tunisienne, commençaient à se soulever ; des contingents rebelles menaçaient le Bordj de Souk-Ahras, et les indigènes, des environs de Tébessa, refusaient de payer l'impôt, pendant que les Kabyles des Babor bloquaient le poste d'El-Milia (à peu près à mi-distance entre Constantine et Djidjelli).

Enfin, le 15 Mars, le signal de l'insurrection était donné par le Bach-Agha de la Medjana, Mokrani, qui adressait une véritable déclaration de guerre au gouvernement français. Ce grand chef prit, pour lieutenant, Si Aziz, fils de Cheikh El Haddad, marabout très influent de la région kabyle, résidant à Seddouk, village situé sur la rive droite de l'Oued-Sahel, à mi-distance entre Akbou et El-Kseur.

Dès le 16 Mars, les hostilités commencèrent aux alentours de Bordj-Bou-Arriridj, qui fut bloquée jusqu'au 26 Mars, moment où intervint le général Saussier, venant de Bougie.

Vice-Amiral de Gueydon (29 Mars 1871 - Juin 1873). — De Bordj-Bou-Arriridj, Mokrani se replia vers le N.O. poursuivi par la colonne française qui le battit à Bordj-Medjana. Le Bach-Agha continua sa retraite en remontant la vallée de l'Oued-Sahel, pendant que les montagnards de la petite et de la grande Kabylie se soulevaient, ravageaient par le fer et par le feu, les fermes et les villages sans défense, et allaient mettre le siège devant toutes les places occupées par des garnisons : Collo, Bougie, Dellys, Fort-National, Tizi-Ouzou et Dra-El-Mizane, se voient tout-à-coup assiégées, tandis que des nuées d'indigènes, heureusement sans aucune organisation, marchaient sur la Mitidja, animées de l'espoir de tout piller, de tout saccager et, peut-être même, de s'emparer d'Alger.

La situation était réellement critique, car le nombre des soldats disponibles, en Algérie, était des plus minimes. Cependant, en faisant appel à toutes les bonnes volontés, on réussit à former, à Alger, deux colonnes, dont l'une allait occuper la ligne Rivet, l'Arba, Rovigo, pour surveiller les débouchés des vallées supérieures du Hamiz, de l'Oued-Djema et de l'Oued-Harrach, tandis que l'autre, prenant la direction de l'Est, se portait au devant des bandes kabyles qui s'avançaient, par la route de Tizi-Ouzou, dans la direction d'Alger.

Le choc eut lieu à l'Alma, le 22 Avril ; les insurgés refoulés s'engouffrèrent dans la vallée de l'Oued-Ysser et à leur pas-

sage, ils mirent le feu au village de Palestro, dont ils massacrèrent le plus grand nombre des habitants.

Cependant, Mokrani tenait toujours la campagne dans la vallée de l'Oued-Sahel, à la tête de contingents s'élevant, dit-on, au total de 15.000 fantassins et de 500 cavaliers et se dirigeait vers Aumale. Il n'avaît devant lui qu'une colonne assez faible, commandée par le général Cérez.

Le 5 Mai, au cours d'une escarmouche, dans la plaine des Arib, aux environs d'Aïn-Bessem, Mokrani monta sur un petit mamelon, pour suivre les péripéties du combat, lorsqu'il tomba, frappé à mort par une balle qui lui traversa le cou.

Cette mort jeta un certain trouble chez les insurgés qui, cependant, ne tardèrent pas à reprendre leur cohésion, sous la direction de Bou Mezrag, frère du Bach-Agha.

Au même moment, les tribus cantonnées entre Miliana et Cherchell, se mettaient, elles aussi, en insurrection et assiégeaient cette dernière place.

Pendant le mois d'Avril et le commencement de Mai, le gouverneur avait trouvé le moyen d'organiser de nouvelles colonnes, partie, avec les ressources tirées de la colonie, partie, avec des renforts envoyés de France.

Dans les premiers jours de Juin (7-9 et 11), Djidjelli est attaquée, sans succès, par des masses de Kabyles venant des Babor.

A la même époque une colonne, sous le commandement du général Lallemand, débloque Tizi-Ouzou et Dellys puis, de concert avec la colonne du général Cérez, elle se présente devant Fort-National qui est débloquée, après deux mois de siège (16 Avril - 16 Juin).

Les deux colonnes parcourent ensuite toute la Kabylie, pour faire rentrer dans l'obéissance les tribus rebelles, puis la colonne Cérez se dirige sur Bougie, tandis que la colonne Lallemand descend vers le Sud et va châtier Msila et Bou-Saâda, qui avaient prêté la main à l'insurrection.

A ce moment, de nombreuses défections se produisent dans les rangs des insurgés qui commencent à se rendre compte de l'inutilité de leurs efforts.

Le 13 Juillet, le marabout de Seddouk, Cheikh El Haddad, faisait sa soumission, mais les plus compromis continuaient, dans le Hodna, une lutte désespérée. Enfin, au mois d'Octobre, le 12, on réussit à cerner la plus grande partie des débris de l'insurrection, dans les gorges du Bou-Thaleb, où on leur infligea des pertes considérables.

1872. — Pourtant, un certain nombre de dissidents parvinrent encore à s'échapper et, sous la conduite de Bou Mezrag,

gagnèrent le Sahara, en passant par Touggourt, dont les habitants venaient de faire cause commune avec les insurgés et, à l'instigation d'un agitateur nommé Bou Choucha, avaient massacré, le 13 Mai, la section de tirailleurs qui y tenait garnison.

Le général Delacroix, lancé à la poursuite de Bou Mezrag, rétablit l'ordre à Touggourt, puis, s'avançant jusqu'au delà de Ouargla, il atteignit les derniers représentants de la rébellion, en plein Sahara, à Tamesguida et à Aïn-El-Taïba (1). C'est dans cette dernière oasis que Bou Mezrag fut fait prisonnier : une patrouille le trouva, inanimé, à moitié mort de faim et de soif.

1873. — Pour en terminer avec cette insurrection, la plus grave depuis la soumission d'Abd El Kader, il aurait fallu réduire à l'obéissance les Chamba (2) révoltés. Cette tâche incomba au général de Gallifet ; malgré tous ses efforts, ce général ne put imposer notre autorité qu'à une partie des Chamba ; l'autre partie préféra s'enfoncer encore plus loin dans le désert et faire cause commune avec les Touareg.

Cette insurrection de 1871 fut sévèrement punie : en dehors des indigènes qui payèrent, de leur vie, les crimes commis au cours de cette période troublée, un certain nombre furent déportés ; de plus, les tribus qui avaient pris part au mouvement durent payer une contribution de guerre de 32 millions ; les plus compromises virent leurs terres séquestrées, certaines furent expulsées de leur résidence et transférées sur d'autres territoires.

Général Chanzy (Juin 1873 - Février 1879).

1876. — Insurrection de l'oasis d'El-Amri (50 km. O.S.O. de Biskra) rapidement comprimée par le général Carteret-Trécourt.

A. Grévy (Février 1879 - Novembre 1881).

1880. — Insurrection peu importante dans l'Aurès.

1881. — Février. Massacre de la mission Flatters, dans le Sahara, à Bir-El-Gharama, à un peu plus de 1.000 km. au Sud de Ouargla.

A peu près, au même moment, des incidents de frontière mettent nos troupes en présence avec des tribus Kroumir (3).

---

(1) Tamesguida et Aïn-El-Taïba, oasis sahariennes situées respectivement à 100 et 175 km. au S. de Ouargla.

(2) Chamba ou Chaamba, tribus sahariennes cantonnées au S. du Mzab, autour des oasis de Ouargla et d'El-Goléa.

(3) Kroumir, tribus de race berbère, habitant les montagnes du N.-O. de la Tunisie entre la Medjerda supérieure et la mer.

Avril. A la suite de négociations inutiles avec le Bey de Tunis, une expédition est décidée. Le général Forgemol en prend la direction et franchit la frontière le 26 Avril. Le 28, Le Kef se rend sans avoir opposé la moindre résistance, il en est de même du reste du pays. Le 12 Mai, au Bardo, le Bey signe le traité qui établit le protectorat français en Tunisie.

Pendant que ces évènements se passaient sur notre frontière orientale, des faits, d'une certaine gravité, attiraient également l'attention sur la frontière occidentale. Depuis la répression de l'insurrection de 1864, les Ouled Sidi Cheikh avaient gardé une attitude d'expectative, sourdement hostile, et leurs émissaires entretenaient une constante agitation, dans les tribus du Sud oranais.

Au mois d'Avril, un officier de bureau arabe, le lieutenant Weinbrenner, était assassiné, alors qu'il cherchait à arrêter deux mokkadem du marabout Bou Amama, lequel, depuis un certain temps, prêchait la guerre sainte contre les Français.

Une colonne, commandée par le général Innocenti, envoyée pour punir cet assassinat, se voyait entourée, le 14 Mai, par une nuée d'insurgés, alors qu'elle se trouvait aux environs de Chellala des Ouled Sidi Cheikh, à environ 100 km. au S.O. de Géryville, et elle perdait une partie de son convoi.

Enhardi par ce succès, Bou Amama se lança, sans plus tarder, vers le Nord. Ses bandes parvinrent jusqu'aux environs de Saïda où elles signalèrent leur passage, par le massacre de tous les Européens travaillant aux chantiers d'alfa.

A ce moment, le général Delebecque prend le commandement de la Division d'Oran ; la répression de ces attentats est poussée vigoureusement : nos colonnes s'avancent dans le Sud et, pour compléter leur action, on les appuie, en poussant, à leur suite, un chemin de fer de pénétration qui bientôt atteint Mecheria (1). Cette attitude énergique força les insurgés à se réfugier dans le Sahara, où on les poursuivit, jusqu'à 150 km. au S. de Figuig. Vers la fin de 1881, Bou Amama, abandonné de la plupart de ses adhérents, se vit obligé de chercher un asile au Gourara.

Tirman (26 Novembre 1881 - 1891).

1882. — Au Sud de la province d'Alger, les Mzabites, qui, depuis 1853, reconnaissaient l'autorité de la France, avaient eu, au cours des dernières années, une attitude des plus équivoques ; en 1881, ils avaient presqu'ouvertement servi d'intermédiaires aux Ouled Sidi Cheikh pour leur procurer des vivres et des munitions.

---

(1) On construisit 115 km. de voie en 7 mois.

Pour empêcher le retour de pareils agissements, on résolut d'occuper définitivement leur pays. Au mois de Novembre 1882, une colonne, commandée par le général La Tour d'Auvergne, envahissait le Mzab, qui n'opposa aucune résistance, et y établissait, à Gardaïa, une garnison permanente sous le commandement du colonel Didier.

1891. — Occupation d'El-Goléa.

Cambon (1891-1897).

1893-1894. — Les Touareg du Sahara continuant à pratiquer leurs rapines, aux dépens des tribus sahariennes reconnaissant notre suprématie, on se vit obligé de pousser au loin notre occupation régulière du Sahara. On créa, à cet effet, des postes désertiques qui reçurent les noms de Fort Mac Mahon, Fort Miribel et Hassi-Inifel.

M. Lépine (1897-1898). — Aucune opération militaire.

Laferrière (1898-1900).

1898-1899. — La mission Foureau-Lamy, par une marche hardie, traverse le Sahara, d'Alger au Tchad, et assure la liaison entre les possessions françaises de l'Afrique du Nord et celles du Soudan. Le commandant Lamy trouve la mort des braves, le 22 Avril 1899, à Koussri, sur le Chari, dans un combat décisif contre Rabah, le Sultan du Baghirmi.

1899. — Le capitaine Pein, accompagnant la missoin Flamand, s'empare d'In-Salah.

M. Jonnart (1900-1901).

1900. — 19 Mars, le colonel d'Eu occupe le Touat.

5 Avril, le colonel Bertrand, occupe Igli.

M. Révoil (1901-1903). — Aucune opération militaire.

M. Jonnart (1903-1910).

1905. — Bombardement de l'oasis de Figuig, et construction du chemin de fer de pénétration jusqu'à Colomb-Béchar.

1907. — 19 Mars. Assassinat du docteur Mauchamp, à Marrakech.

29 Mars. Une colonne française s'empare d'Oudjda.

30 Juin. Massacre des Européens à Casablanca.

5 Août. Bombardement de Casablanca.

Novembre et Décembre. Campagne dans le massif des Beni-Snacene.

1908. A la fin du mois de Février, les Beni Snacene se soumettent.

Opérations dans le Sud marocain. Création des postes de Bou-Anane et Bou-Denib.

1908-1909. — Occupation du territoire occupé par la tribu marocaine des Chaouïa.

1910. — Occupation de Fez.

M. Lutaud (1911- »).

1911. — Occupation de Marrakech, d'une partie du Tell marocain occidental et du territoire situé sur la rive droite de la Moulouya.

1914. — 10 Mai. Les généraux Gouraud et Baumgarten, sous la haute direction du général Lyautey, établissent la liaison entre le Maroc occidental et le reste des possessions françaises du Nord de l'Afrique.

Nous terminerons ce court exposé de l'expansion de la domination française sur la rive méridionale de la Méditerranée en citant quelques lignes dans lesquelles le général Donop résume magnifiquement le rôle glorieux de la France et de son armée dans l'Afrique du Nord :

« J'écris ces réflexions à Alger, sur cette terre d'Afrique qui « nous est chère, car elle rappelle le plus beau geste, peut-être de « l'histoire glorieuse de la France, qu'elle sut accomplir, en dé- « pit de la colère de l'Angleterre. »

« C'est ici que l'armée a mis fin aux hontes que l'Europe sup- « portait à son grand déshonneur, qu'elle est venue doter des « bienfaits de la civilisation une race brave et sobre. C'est ici « que, sans violer les temples, ni insulter à la religion des vain- « cus, elle a planté la croix libératrice. »

« Et cette œuvre, l'armée l'a poursuivie au prix de mille fati- « gues et de mille privations, et au prix de son sang, quarante « ans, et sans défaillance ».

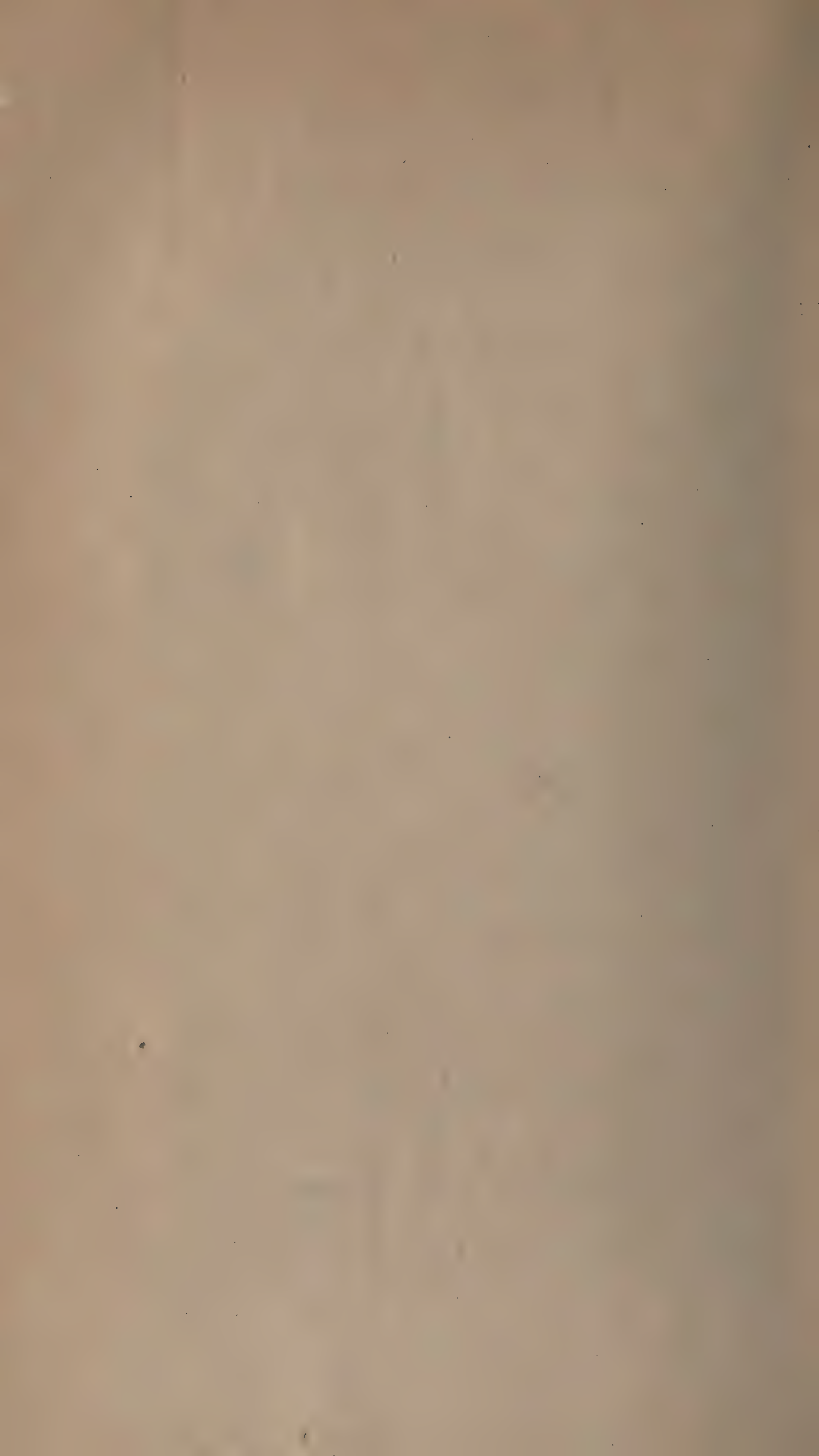


TABLE DES MATIÈRES

DU TOME III

Période turque

Appendice. — Période française







